

**Aux élections
des chambres de commerce
près de cent candidats
du CIO-UNATI
ont été battus**
LIRE PAGE 37

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 F. ; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 10 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 200 L. ; Japon, 100 ¥. ; Liban, 12 L.L. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 d. dila.
Taux des abonnements page 34
5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 10 69672
Tél. : 246-72-23

La conférence sur la Rhodésie s'ouvre

LA DERNIÈRE CHANCE ?

Neuf semaines après l'acceptation par M. Ian Smith de l'application de la règle de la majorité avant deux ans, en Rhodésie, la conférence internationale chargée de mettre sur pied un gouvernement de transition s'ouvre à Genève dans un climat général d'incertitude et de pessimisme. Incertitude sur la durée de cette réunion, pessimisme sur les chances de succès. Pour reprendre l'expression de lord Chalfont, ancien ministre britannique, la cérémonie de Genève risque de n'être qu'une « fausse rituelle » spectaculaire et infructueuse. Pourquoi une telle morosité ?

Toutes les polémiques surgies depuis le discours « historique » de M. Smith du 24 septembre ont pour cible le « plan Kissinger ». Il ne fait guère de doute aujourd'hui que le secrétaire d'Etat américain, usant avec maestria d'une vieille ruse chère aux diplomates, a considérablement minimisé, lors de sa navette africaine, les divergences entre les parties en conflit, afin de « débloquer » la négociation. Faut-il se le rappeler ? M. Kissinger — et acceptés par son gouvernement — constituent un tout, à prendre ou à laisser (« package deal »). Dans ces conditions, toute modification de l'une de ces propositions entraîne « l'écrou » de l'ensemble du plan. Deux chapitres lui tiennent particulièrement à cœur : la mise en place, au-dessus du cabinet à majorité africaine, d'un Conseil d'Etat paritaire, organe suprême, présidé par un Blanc ; la dévolution à des Européens de deux ministères essentiels : ceux de la défense et du maintien de l'ordre.

Ces exigences sont jugées inacceptables par le camp africain. Les leaders nationalistes, en particulier M. Robert Mugabe, ont parlé à Genève des « magnifiques » de l'armée de libération du Zimbabwe (Rhodésie), exigent que le contrôle de tout l'appareil politique et administratif soit immédiatement confié aux guérilleros. Ils demandent également que le conseil des ministres soit composé à 80 % de Noirs. Les responsables africains pressent, en outre, la Grande-Bretagne d'assumer jusqu'au bout sa « responsabilité résiduelle ». Onze ans après la déclaration unilatérale de l'indépendance par M. Smith, Londres estime avoir fait le maximum en organisant la rencontre de Genève.

Il est de bonne guerre que, à l'aube d'une conférence importante, les négociateurs de tout bord fassent assaut d'extranéité. Pourtant, puisque tant de délégations ont fait le voyage jusqu'au Léman, il faudra bien négocier quelque chose, ou du moins faire semblant. Sans, bien sûr, si l'un des camps prend sur lui de provoquer la rupture. Mais qui osera faire capoter d'entrée de jeu une négociation dont chacun s'accorde à reconnaître qu'elle représente la dernière chance d'éviter un affrontement militaire généralisé en Rhodésie ? En revanche, il n'est pas exclu que les entretiens de Genève s'enlèvent pendant de longues semaines. Sur le plan des Nations unies en tout cas l'ombre de M. Kissinger, le grand absent, il est bien le seul à estimer que la conférence de Genève a « une chance sur deux de réussir ».

dans un climat de scepticisme

La conférence chargée de mettre en place un gouvernement de transition en Rhodésie s'ouvre à Genève. Six délégations participent à la négociation. Elles sont respectivement conduites par M. Smith, premier ministre rhodésien, lord Chalfont, représentant de la Grande-Bretagne à l'ONU, — qui présidera la conférence, — et les quatre dirigeants nationalistes africains, MM. Joshua Nkomo, Robert Mugabe, l'évêque Muzorewa et le révérend Sithole.

De notre envoyé spécial

Genève. — L'ouverture de la conférence sur la Rhodésie aura été précédée d'une semaine de contacts préliminaires et de vives polémiques, qui ont créé un lourd climat d'incertitude. Les différents partenaires n'ont cessé de se lancer des défis, qui ne constituent peut-être que les éléments d'un psychodrame soigneusement calculé.

(Lire la suite page 4.)

La direction du Labour condamne la politique économique du gouvernement Callaghan

La livre était ce jeudi matin 28 octobre à son cours le plus bas (elle est descendue jusqu'à 1,5580 dollar avant de remonter légèrement) mais ce n'est pas le seul souci du premier ministre britannique, M. James Callaghan. Le comité exécutif du parti travailliste, dominé par la gauche, a infligé mercredi un vote de censure au gouvernement en invitant les militants du Labour à manifester contre les économies budgétaires. Au cours d'une réunion houleuse, M. Callaghan, pris à partie par plusieurs membres du comité, s'est mis en colère et a déchiré les documents qu'il avait en main avant de quitter la salle. Mettant au défi ses contradicteurs de trouver les 10 milliards de livres nécessaires aux projets qu'ils défendent, il a confirmé qu'il n'était pas question pour le gouvernement de céder à la gauche en augmentant les dépenses publiques.

D'autre part, les rumeurs concernant une éventuelle démission de M. Callaghan, qui avaient couru mercredi, ont été catégoriquement démenties. « C'est de la pure sottise », a commenté le porte-parole du 10, Downing Street.

De notre correspondant

Londres. — Les divergences s'aggravent entre le premier ministre, M. Callaghan, et la direction du Labour party. Mercredi 27 octobre, dans un texte voté par 13 voix contre 6, le comité exécutif a condamné la politique économique du gouvernement. Il a déclaré une augmentation des dépenses publiques et le retour à des mesures « socialistes ».

Avant le vote de cette motion, le premier ministre a eu des échanges extrêmement vifs avec M. Mikardo et Mme Castle, l'ancien ministre de la santé qui avait été congédié par M. Callaghan.

La prise de position du comité exécutif travailliste n'est pas surprenante. Elle reflète les sentiments de la majorité des représentants du parti au récent congrès de Blackpool. En revanche, M. Callaghan ne s'attendait certainement pas à ce que la direction officielle du Labour invite les membres du parti à se joindre à une manifestation contre le gouvernement lors de l'ouverture de la nouvelle session parlementaire.

J. W.

La forte hausse des prix en septembre n'a pas aggravé la dépréciation du franc

L'annonce de la forte hausse des prix en septembre (1,1 %, soit 2,8 % en trois mois) n'avait pas eu, jeudi matin, d'incidence directe sur le cours du franc. Celui-ci est resté stable par rapport au dollar (coté 5 F) sur le marché de Paris et a un peu baissé par rapport au Deutschmark (coté 2,08 F), en raison de la hausse de ce dernier à l'exportation vis-à-vis de la devise américaine. Le marché restait calme, on notait des interventions de la Banque de France pour de faibles montants.

L'accélération apparente de l'inflation risque cependant d'accroître la méfiance des cambistes, surtout après la publication, il y a deux semaines, du mauvais résultat du commerce extérieur français en septembre : déficitaire de 3,3 milliards de francs. Le blocage de la plupart des prix devrait cependant améliorer progressivement la situation. M. Raymond Barre, qui juge relativement stable la course du franc, a lancé, mercredi, un nouvel appel aux Français pour que, « quelle que soit leur tendance, [ils] participent à l'effort général » (voir page 35).

On savait que le mois de septembre serait mauvais. La relative accalmie d'août était un peu artificielle, malgré une baisse réelle des prix de la plupart des fruits ; beaucoup de relevés n'étaient pas, en effet, effectués au cours de ce mois, à cause du départ en vacances de nombreux commerçants. On savait aussi que la sécheresse, qui a ravité les légumes et les rendus malgrichons, aurait des conséquences fâcheuses pour les ménagères. On savait, enfin, que le plan Barre, lancé le 22 septembre et qui prévoyait un blocage des prix rétroactif au 15 du même mois, ne pouvait avoir d'effet immédiat, beaucoup de hausses étant déjà « dans le tuyau », comme disent les professionnels.

Il n'empêche que les résultats qui viennent d'être publiés dépassent — et de loin — les prévisions officielles les plus pessimistes. L'indice des prix à la consommation calculé par l'Institut de la statistique est passé de 100,4 en août à 100,7 en septembre (base 100 en 1970), soit une hausse de 1,1 % en un mois. En six mois l'augmentation des prix a été de 4,8 % ; elle atteint 9,7 % par rapport à septembre 1975, mais correspond, pour les trois derniers mois connus, à un taux annuel d'inflation de 11,7 %.

L'analyse de cette nouvelle flamme est édifiante.

● LES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES, qui font un bond de 1,7 % en un mois, augmentent maintenant au rythme annuel de 15,8 % (calculé sur les trois derniers mois). Par rapport à septembre 1975, la hausse est de 10,7 %. Si l'on excepte les fruits, dont les prix ont contribué à baisser (-1,2 %) par rapport à août, on constate une avalanche de hausses exceptionnelles fortes en septembre : 5,3 % sur les légumes frais, 4,6 % sur les œufs, 4,4 % sur les boissons non alcoolisées, à cause du café qui poursuit sa hausse vertigineuse (8,5 %), 1,8 % sur les vi-

des de boucherie, 1,7 % sur le porc et la charcuterie.

● LES PRIX DES PRODUITS MANUFACTURÉS, ont quant à eux, augmenté de 0,7 % en un mois, très mauvais résultat après les hausses d'août (0,3 %) et de juin-juillet (0,5 et 0,4 %). En un an, la hausse a été de 7,5 % dans ce secteur. Elle atteint maintenant un rythme annuel de 5,7 % calculé sur les trois derniers mois connus.

Cette flamme, qui se produit dans un secteur « assagi » par des gains importants de productivité (les entreprises ont produit beaucoup plus que pendant la récession sans guerre embaucher), s'explique notamment par un véritable dérapage des prix des produits textiles et du cuir, en particulier de ceux qui sont destinés aux enfants.

ALAIN VERNOLHES.
(Lire la suite page 37.)

Le Libéria, ou la seconde émancipation

I. — De la dictature au patriarcat

De notre envoyé spécial
PHILIPPE DECRAENE

Monrovia. — Cinq années ont passé depuis la mort de William V. Tubman, chef de l'Etat libérien qui avait été élu chef de l'Etat libérien pour la sixième fois consécutive. Le pouvoir, qui, pendant vingt-sept ans avait été aux mains de l'émancipé « Uncle Shad », est depuis lors détenu par M. William Tolbert qui, dans l'ombre de son prédécesseur lui, plus de vingt ans durant, vice-président de la République.

Dans une Afrique occidentale livrée aux coups d'Etat militaires en chaîne, le Libéria fait un peu figure d'exception. Les mandats des présidents n'ont cessé de s'allonger, passant de huit années sous Daniel Edward Howard à dix ans sous Charles D. B. King, quinze ans sous Edwin J. Barclay, pour culminer — mais il ne s'agit peut-être pas du record absolu — à vingt-sept années sous William Tubman. Dans ces condi-

CARLOS FRANQUI
Journal de la révolution cubaine

Carlos Franqui a été directeur du journal clandestin **Revolución, Radio Rebelde** et responsable de la propagande à la direction nationale du Mouvement du 26 juillet.

Une source authentique pour l'histoire de l'insurrection cubaine.

Collection Combate dirigée par C. Durand 592 pages ill. 55 F

SEUIL

AUTEUIL

GRANDE SAISON D'AUTOMNE

Dimanche 31 octobre
Lundi 1^{er} novembre

et tous les dimanches suivants jusqu'au 12 décembre inclus

AVEC D'AUTRES GRANDES EPREUVES

<MADO>, DE CLAUDE SAUTET

Un film sur l'argent et sur la lassitude

La cinquantaine, ce n'est pas gai, la quarantaine non plus d'ailleurs, et à vingt ans on bute sur des rêves impossibles. Autrement dit, il n'est jamais facile de vivre. Ce thème court en sourdine dans tous les films de Claude Sautet, même dans ceux qui prennent des airs de comédie. « Mado » ne fait pas exception à la règle. Le cul-de-sac visqueux, entre fleuve et polissades, où s'égarent les personnalités, à la fin du récit, ce mariage de bous qui les retient prisonniers, sont symboliques. De petites lâchetés en compromissions, de virages ratés en dérapages, nos destinées aussi s'embourbent.

Simon, lui, pourtant, donne l'impression d'un homme heureux. Financier spécialisé dans la promotion immobilière, riche, intelligent, sachant prendre ses précautions pour autant se salir. Avec les femmes, même prudence : les positions encombrantes, les drames, il en a fait le tour, et à la présence d'Hélène, qui fut sans doute son grand amour, il préfère la compagnie payante de Mado, qui est jeune, agréable, discrète, et qui ne vend son joli corps qu'à ceux qu'elle a choisis.

Claude Sautet excelle dans la peinture de caractère. Avec l'aide de son fidèle complice, Michel Piccoli, il campe ici en quelques traits cette figure de bourgeois libéral, égoïste, apparemment invulnérable. Apparemment seulement. Car, pour Simon, tout va se détraquer, s'effondrer, en peu de jours. Premier accroc : un de ses associés se suicide en laissant derrière lui un « trou » de 600 millions. Simon pourrait accepter la transaction que lui propose un de ses confrères, fripouille notoire. Mais Simon a ses coquetteries morales. Quitte à vendre ses tableaux et ses meubles, il décide donc de rembourser la créance, puis, l'occasion se présentant, de rentrer dans son argent en faisant chanter la fripouille. Lui d'ordinaire si rigoureux, le voilà embarqué dans une affaire de loup en écritures et de spéculation éhontée... Avec Mado, également, les choses se compliquent. Jaloux ? Le mot ferait sourire Simon. Pourtant il préférerait que la jeune femme cessât de collectionner les amants généreux, et il s'irrite (sans trop se l'avouer) de la voir tourner autour de Pierre, un godaureau sympathique, qu'il a engagé comme comptable.

JEAN DE BARONCELLI.
(Lire la suite page 26.)

Journal de 1976

D'ESPAGNE

au fond des choses

Parallèlement aux entretiens « au sommet », le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Oreja, a rencontré pendant une heure et demie son collègue français, M. de Guiringaud. La conversation a porté sur la coopération industrielle, sur le renouvellement de l'accord entre l'Espagne et le Maroc commun (en cours de négociation) et sur les problèmes de la Méditerranée. M. Oreja a également interrogé M. de Guiringaud sur la réorganisation du Quai d'Orsay.

Dans la soirée, M. Giscard d'Estaing a offert en l'honneur du roi un dîner de cent couverts suivi d'une réception réunissant quelque six cents invités, parmi lesquels de nombreux membres du gouvernement, des dirigeants de grandes entreprises (M. François Michelin, M. Vernier-Pallier, président de la Régie Renault, le général Jacques Mitherrand, P.-D.C. de la SNIAS), des personnalités du monde des arts (le célèbre guitariste espagnol Alexandre Lagoya, l'écrivain Marcelino Marín, Maurice Rheims, ainsi que le navigateur Eric Tabarly).

A PARIS

Plusieurs milliers de personnes ont participé à une manifestation surprise de l'extrême gauche

Cela a commencé comme une partie de cache-cache, un grand jeu de piste de plusieurs heures à travers les dédales du métropolitain avec rendez-vous secrets, arrêtés inopinés.

L'INTERPELLATION DE MM. KRIVINE ET ROVÈRE A MADRID

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Alain Krivine et Michel Rovère.

A la suite de leur interpellation par la police madrilène, le lundi 18 octobre.

Contrairement aux allégations contenues dans le communiqué diffusé quelques heures après notre arrestation par le gouvernement civil de Madrid, nous n'avons ni participé ni encore moins pris la parole au cours du « meeting pour l'Espagne » qui s'est tenu devant deux mille cinq cents personnes, à la faculté des lettres et de philosophie de Madrid. De plus, cette manifestation, qui se déroula dans le cadre de la Semaine pour une université démocratique, avait été autorisée par les autorités universitaires. Ce n'est que sur la fin de la réunion qu'a été connue, rapportée par le digne de la faculté, l'interdiction ordonnée par le gouvernement civil.

A cette occasion, les autorités universitaires devaient rappeler et confirmer l'autorisation accordée aux organisateurs. Pendant les heures de la manifestation, nous étions dans le cadre d'une procédure normale et non d'une procédure d'exception définie par les lois antiterroristes. Nous avons reconnu avoir eu des contacts avec des dirigeants et des militants socialistes, des réunions publiques ou des conférences de presse devant plusieurs partis politiques, dont l'éventuel va de la démocratie chrétienne à l'extrême gauche. Si ces partis, ces formations, ces organisations syndicales, sont encore interdits et illégaux aux termes de la loi espagnole, il est évident que la manifestation publique que « tous » les journalistes, espagnols et étrangers, qui traitent de l'actualité politique, économique et sociale espagnole, entretiennent régulièrement de telles relations.

Un groupe de déportés espagnols revendique un attentat contre le siège d'Interpol à Saint-Cloud

Un attentat a été commis, ce jeudi 25 octobre, à 11 h. 30, contre le siège de l'Organisation internationale de police criminelle (O.I.P.C. - Interpol), 26, rue Amman, à Saint-Cloud (Seine-et-Oise). Une forte charge de plastique a explosé dans le hall de l'immeuble, causant d'importants dégâts, mais aucun point vital de l'organisation — dont les fichiers recèlent plusieurs centaines de milliers de dossiers de délinquants internationaux — n'a été atteint. L'attentat, qui n'a pas fait de victimes, a été revendiqué quelques jours plus tard par un groupe de déportés espagnols dans un appel téléphonique à un journal parisien, affirmant que « Interpol doit trinquer à cause de l'appui que cette organisation apporte au gouvernement espagnol dans la répression contre les opposants au régime ».

Interpol est un organisme international auquel adhèrent cent vingt pays et qui a pour but de lutter contre la criminalité sous toutes ses formes. Son rôle consiste à favoriser les rapports entre les polices et à offrir à celles-ci les ressources d'une documentation centralisée sur les malfaiteurs internationaux. L'article 2 des statuts de l'organisation lui interdit toute activité ou intervention dans des questions qui relèvent d'un caractère politique, militaire, religieux ou racial. Le respect de cette clause n'a pas toujours été sans difficultés.

Pendant la guerre, Heydrich, qui était le président en tant que chef de la police allemande, en transféra le siège de Vienne à Berlin dans l'espoir — déçu — d'exploiter

Hongrie

M. BORBELY REMPLACE M. PULLAI AU SECRETARIAT DU PARTI

Budapest (A.F.P.). — Le comité central du parti socialiste ouvrier (P.S.O.) hongrois qui s'est réuni en session plénière à Budapest les 26 et 27 octobre, a déchargé de ses fonctions de secrétaire du comité central M. Arpad Pullai et nommé à sa place M. Sándor Borbely.

M. Arpad Pullai, qui « doit être appelé à un poste important », n'est pas précisée par le communiqué et « aux mérites de qui le comité central a rendu hommage », est né en 1925 à Keszthely. Il a fait toute sa carrière dans l'appareil du parti. Après avoir assumé des responsabilités dans l'organisation de la jeunesse, il est entré au comité central en 1962 et a été nommé secrétaire lors du neuvième congrès, en 1965.

Son successeur, M. Sándor Borbely, est âgé de quarante-cinq ans. Il était à la direction du département de l'industrie et des transports du comité central. Il a été responsable du Parti pour l'usine métallurgique de Csepel à Budapest, et il a suivi les cours de l'école du parti en U.R.S.S.

Le plénum a été essentiellement consacré aux problèmes de l'éducation au sein du parti.

Union soviétique

LA SESSION DU SOVIET SUPRÊME

L'industrie lourde et l'agriculture auront la priorité jusqu'en 1980

Réduction prévue des rythmes de croissance

De notre correspondant

Moscou. — Priorité à l'industrie lourde et à l'agriculture. Tels sont les traits essentiels du projet de plan quinquennal présenté mercredi 27 octobre par M. Balbakov, président du Gosplan, devant le Soviet suprême de l'U.R.S.S. Ces tendances avaient été déjà clairement indiquées dans « les grandes lignes du développement de l'économie nationale pour la période 1976-1980 » publiées en décembre dernier. Lors du XXV^e congrès du parti communiste soviétique, en février dernier, M. Brejnev les avait confirmées et avait insisté sur la nécessité d'augmenter la productivité du travail et la qualité de la production. En même temps, on prévoit une diminution des rythmes de croissance. Cette réduction confirme que l'économie soviétique n'échappe pas à un certain « tassement », y compris dans le secteur industriel. Ainsi, le rythme de croissance industrielle en cours est de 3,6 %, alors que, au début du quinquennat précédent (1971-1975), les dirigeants soviétiques avaient prévu un

rythme de 4,7 %. Pour 1977, l'objectif est de 5,6 %, chiffre supérieur à celui de l'année en cours (2,43 %), ce qui s'explique par le désastre agricole de l'année dernière, mais inférieur à tous les résultats des années précédentes.

La prédominance du groupe A (industrie lourde) est difficile à mesurer exactement, car M. Balbakov a évité de donner certains chiffres-clés : s'il a indiqué le rythme de croissance du groupe B (biens de consommation) — 2,2 % pour le quinquennat —, il a omis celui du groupe A. Comme le rythme de croissance pour l'ensemble de l'industrie est de 3,6 %, on peut cependant évaluer celui du groupe A à 4,0 % environ. Pour 1977, le rythme pour l'industrie est fixé à 5,6 % et pour le groupe B à 4,9 % seulement. Rien n'est précisé à propos de l'agriculture.

En dépit des efforts qui vont être accomplis en faveur de l'agriculture, les ambitions dans

ce secteur restent modestes : le taux de progression pour le quinquennat est fixé à 16 %, ce qui est quelque peu étonnant après la nouvelle récolte record en 1976 que vient d'annoncer le secrétaire général de l'agriculture soviétique, une part appréciable des investissements (171 milliards de roubles sur un total de 620 milliards). Elle restera notamment pendant le quinquennat 50 % de machines de plus que pendant les années 1971-1975 et 60 % d'équipement supplémentaire. Ces injections, a affirmé M. Balbakov, devraient permettre à l'agriculture soviétique d'atteindre en 1980 les résultats obtenus en 1976 par l'agriculture américaine.

Disparité de revenus entre ouvriers et paysans

Quant au revenu national, qui tient compte aussi bien des secteurs industriels qu'agricoles, il devrait augmenter d'ici à 1980 de 26 %, et en 1977 de 4,1 % de plan de 1975 prévoyait une progression de 6,5 %, celui de 1976 une progression de 5,4 %.

M. Balbakov a promis une augmentation globale des salaires de 21 %. Le groupe social le plus privilégié, celui des ouvriers et des employés, bénéficiera d'une augmentation de 17 % en cinq ans, ce qui portera son salaire moyen à 170 roubles. Les paysans verront leur revenu augmenter de 26 %, ce qui portera leur gain mensuel à 118 roubles seulement en 1980. La disparité des gains entre ouvriers et paysans n'est donc pas près de disparaître.

M. Balbakov n'a pas caché que les échanges économiques et commerciaux jouaient un rôle important dans le développement de l'U.R.S.S. : « L'extension des échanges internationaux, a-t-il dit, est une grande importance pour le développement de l'économie soviétique et constitue un facteur majeur de notre politique de paix et de détente internationale ». Il a ajouté que le chiffre d'affaires du commerce extérieur augmenterait de 35 % en cinq ans, la préférence étant donnée aux échanges avec les pays socialistes (41 %), avec lesquels, a-t-il précisé, « il faut resserrer la coopération ».

Quant aux rapports économiques avec les pays capitalistes, « il va de soi qu'ils se développeront plus vite avec les États qui manifestent leur volonté de coopérer et qui garantissent les meilleures conditions pour leur réalisation. Outre les liens commerciaux traditionnels avec ces pays, la coopération sera poursuivie sur la base des accords de compensation ».

Réduction des dépenses militaires

Intervenant après M. Balbakov, M. Garbouzov, le ministre des finances, a présenté le budget pour l'année 1977. Il a notamment annoncé une réduction de 0,2 milliard de roubles des crédits de la défense. Ceux-ci se monteront à 17,2 milliards de roubles, soit 7,2 % de l'ensemble du budget. Pour l'année 1978, ces dépenses étaient de 17,4 milliards, soit 7,3 % du budget. M. Garbouzov n'a toutefois pas expliqué comment l'U.R.S.S. avait pu concilier cette diminution des dépenses militaires avec la « perfectionnement de la défense de l'U.R.S.S. auquel il a fait allusion. « L'U.R.S.S., a-t-il dit, ne peut pas méconnaître les menaces des forces agressives de l'impérialisme qui entraînent l'aggravation normale des rapports internationaux ; elle est obligée, dans ces conditions, de perfectionner sa défense ». La grande majorité des experts occidentaux pensent que de nombreuses dépenses militaires sont gaspillées au chapitre de l'industrie lourde et de celui de la recherche scientifique.

JACQUES AMALRIC.

Pologne

ALORS QUE LA DETTE EXTERIEURE S'ACCROIT

M. Gierek laisse entendre que l'action du gouvernement est plus ou moins sabotée

De notre correspondant

Vienna. — Les craintes que l'on pouvait nourrir au sujet de l'efficacité des mesures prises ont été par le gouvernement de Varsovie, en vue de reconstruire le cheptel et améliorer la situation, extrêmement tendue qui règne depuis plusieurs mois sur le marché de la viande, viennent d'être confirmées par M. Gierek en personne. Le chef du parti ouvrier unifié, qui s'adressait, lundi 25 octobre, à un auditoire de journalistes polonais, a déclaré que le gouvernement serait à nouveau obligé, l'an prochain, d'importer massivement de la viande.

Même ainsi, a ajouté M. Gierek, il sera « difficile d'assurer un niveau d'approvisionnement approchant celui de l'année dernière ». Le premier secrétaire a ensuite dénoncé certains phénomènes négatifs qui entravent l'activité économique, tels que « la spéculation, le bureaucratisme, le gaspillage des deniers publics, le copinage et la rancune ».

M. Gierek a aussi critiqué la pratique consistant à truquer les statistiques, ce qui permet aux entreprises ou aux fonctionnaires de faire croire aux autorités que les tâches fixées par le plan ont bien été remplies. « Je veux que vous sachiez, a-t-il dit, que nos directives ne sont pas toujours exécutées de façon consciencieuse et que, dans de nombreux cas, des gens broutillent le tableau réel pour tenter de cacher le mal ». S'adressant à la presse, il l'a invitée à redoubler d'initiative pour débusquer les personnes ou les institutions qui se livrent à de telles actions.

Ce langage a le mérite de la franchise, mais pour les Polonais il n'est guère réconfortant. A une population déjà oppressée par les insuffisances sur le marché depuis plus d'un an, M. Gierek annonce en effet que cet état de choses n'est pas près de disparaître. De plus, il reconnaît ouvertement aujourd'hui ce que l'on murmure depuis déjà un certain temps à Varsovie, à savoir qu'il ne maîtrise pas réellement la situation et que l'action du gouvernement est plus ou moins entravée, voire sabotée. Il serait évidemment intéressant de savoir qui a intérêt à mettre ainsi des bâtons dans les roues du premier secrétaire. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que les événements de juin ont ravivé au sein du parti les haines de factions. M. Gierek doit remporter rapidement quelques succès, sinon sa position, déjà ébranlée, serait sérieusement en danger.

Des projets annulés

Les futures importations de viandes ne seront pas de nature à améliorer la balance commerciale du pays. La dette extérieure de la Pologne est actuellement estimée à 8,5 milliards de dollars. Rien que depuis le début de l'année, le

Turquie

UN ETUDIANT A ETE TUÉ mercredi 27 octobre lors d'affrontements entre éléments d'extrême droite et d'extrême gauche à l'université d'Istanbul. C'est la troisième victime de ce genre d'affrontements depuis la rentrée universitaire en Turquie. L'année dernière, il y avait eu plus de cinquante morts. — (D.F.P.)

gouvernement a dû débours 38 millions de dollars pour des achats supplémentaires de viande à l'étranger. La politique économique définie par le gouvernement au début de l'année, alors que le plan quinquennal 1976-1980 n'a toujours pas été adopté, a dû en outre les restrictions imposées aux investissements et a donné une priorité absolue à la production pour le marché intérieur et l'exportation. De nombreux projets jugés secondaires ont été stoppés : un millier environ ont été retardés. Désormais, tous les investissements supérieurs à 10 millions de zlotys (environ 1,4 million de francs) devront être approuvés par la commission du plan. Peut-être cette mesure permettra-t-elle de réaliser enfin le ralentissement espéré qui n'avait pu être atteint au cours du premier semestre.

La répression

Dans le domaine des salaires, le gouvernement appelle les entreprises à une plus grande discipline. Pour éponger la capacité de pouvoir d'achat de la population, le commerce devra offrir davantage de biens durables (appareils électriques, meubles), ce qui nécessite à la fois une augmentation rapide de la production et, là aussi, des importations non prévues. Malgré tous les efforts, la situation dans le secteur du logement continue d'être un sujet de préoccupation. Pour accélérer la livraison des appartements à la population, les villes de Varsovie, Katowice, Wrocław, Gdansk et Cracovie, ont reçu le mandat d'entreprendre des travaux d'urgence dans les zones d'habitat. La question est de savoir si la concentration des

forces dans ce secteur ne désorganiserait pas l'activité dans d'autres domaines.

Dans un autre ordre d'idées, le comité de soutien aux travailleurs d'Urss et de Radom, victimes de la répression, a fait savoir dans son bulletin n° 2 que le nombre de personnes passées devant les tribunaux de ces deux villes est plus grand que les autorités ne l'admettent officiellement. Il s'élèverait, selon le comité, à quatre-vingt-une à Ussus et à soixante-trois à Radom. Les condamnations prononcées vont de trois mois à plusieurs années de prison. A Radom, deux mille travailleurs auraient été licenciés après les incidents de juin ; toutefois, un grand nombre d'entre eux auraient retrouvé un emploi, mais avec un salaire inférieur. Le comité fait aussi état de cas de brutalités policières contre les personnes arrêtées. A Radom, sur cinquante-trois ouvriers, dont les familles reçoivent une aide du comité, un seul aurait dû ne pas avoir été battu.

Que la police cherche à discréditer les membres du comité de soutien aux travailleurs, c'est ce que tend à prouver la mésaventure qui vient d'arriver à l'écrivain Jerzy Andrzejewski. Celui-ci a catégoriquement déclaré être l'auteur d'une lettre envoyée récemment sous sa signature à l'Union des écrivains. Le rédacteur de la lettre réclamait la liberté sexuelle en Pologne. Le célèbre écrivain, qui est l'un des fondateurs du comité, a déclaré à ce propos : « Il existe beaucoup de choses en Pologne que l'on ressent douloureusement, mais le manque de liberté sexuelle ne fait assurément pas partie de celles-là ».

MANUEL LUCBERT.

THE MIS

MAURICE DUVERGER
ELEMENTS DE FISCALITE
GEORGES VEDEL
DROIT ADMINISTRATIF
GERARD MARCY
ECONOMIE INTERNATIONALE
MAURICE NIVEAU
HISTOIRE DES FAITS
ECONOMIQUES CONTEMPORAINS

pu

NCE DU
e desir - de

ation: nucléaire

a caution
professionnelle

150

AMÉRIQUES

Etats-Unis

LA CAMPAGNE POUR LE SIÈGE DE SÉNATEUR A NEW-YORK

Deux candidats qui tranchent sur la grisaille du personnel politique

De notre correspondant

New-York. — La toute électorale qui a fait couler la plus d'encre cet automne aux Etats-Unis — après la lutte pour la Maison Blanche — est celle qui oppose deux hommes de droite — un « archi-conservateur » et un « archi-libéral », pour offrir le National Observer, l'organe de la droite new-yorkaise, à son propriétaire, l'un des plus libéraux de l'Union. La qualité de leurs débats, le niveau intellectuel de leurs discours et l'absence de leurs personnalités tranchent nettement sur la médiocrité du personnel politique qui est proposé cette année aux électeurs, et sur la démagogie simpliste de leurs polémiques.

MM. James Buckley (Républicain, cinquante-trois ans) et Daniel Moynihan (Démocrate, quarante-neuf ans) — le premier issu de la bourgeoisie d'argent, le second fils de modestes immigrants irlandais — s'expriment dans un anglais littéraire et imagé. Leur tenue vestimentaire : M. Buckley, tiré à quatre épingles, M. Moynihan, plus décontracté, retient l'attention des badauds qui s'arrêtent volontiers pour les écouter.

Ben que se présentent sous des étiquettes différentes, les deux candidats new-yorkais professent en public des idées à peu près identiques. Ils sont partisans de la défense coûte que coûte d'Israël, d'une position militaire « forte » des Etats-Unis, et s'opposent au « Welfare state » (Etat providence) et à son cortège de « parasites » et de « tricheurs ». Ils se séparent sur un point : M. Buckley laisserait la municipalité de New-York (toujours menacée de banqueroute) « se débrouiller » seule, tandis que M. Moynihan serait favorable à ce que le gouvernement intervienne pour la « dépanner ».

M. Buckley a beau désigner

M. Moynihan au mépris du public en le qualifiant d'« intellectuel », entouré d'humanistes qui pleuraient, un verre d'alcool à la main », et M. Moynihan qualifier M. Buckley d'« extrémiste dangereux et de réactionnaire que George Wallace ne renierait pas », ces flèches empoisonnées font sourire le public de New-York, qui sait parfaitement que M. Buckley est tout l'opposé d'un fasciste et que M. Moynihan n'a rien d'un socialiste.

M. Moynihan, qui servit sous Kennedy, Johnson, Nixon et Ford, est particulièrement populaire chez les Juifs et chez les catholiques en raison des positions en faveur qu'il a prises lorsqu'il représentait les Etats-Unis aux Nations unies à l'égard du tiers-monde et de l'U.R.S.S. En revanche, il est honni par les Noirs qui se souviennent qu'il conseilla à M. Nixon d'adopter vis-à-vis d'eux une politique d'indifférence courtoise.

M. Buckley bénéficie d'un large soutien dans les quartiers cossus de New-York ou chez les Juifs et les catholiques « arrivés » : son air austère et sérieux rassure davantage ces milieux que le style « populaire » du candidat démocrate, qui fut débordé dans sa jeunesse.

Une enquête du New York Times rapporte que si l'opinion publique dans l'Etat de New-York a glissé vers la droite, elle adopte encore des positions plus libérales que le reste du pays à propos des problèmes intérieurs (travaux publics, aide fédérale aux villes, assistance médicale gratuite, etc.). Selon un sondage du quotidien new-yorkais M. Moynihan dispose d'un léger avantage sur son rival, mais, compte tenu de la fluidité de l'électorat, il est impossible de prédire qui des deux candidats côtoiera l'autre sur le pavois d'arrivée.

LOUIS WIZNITZER.

La minorité « chicano » entre deux civilisations

Los Angeles. — « Por la raza ! » Un night-club à East Los Angeles, un samedi soir. Le chanteur veut entonner une chanson pour la raza. La réponse de la salle, composée de chicanos, est brève et rapide : il reçoit en plein visage deux bouteilles de bière. On est ici entre Américains. Comme dans cette boîte de nuit, beaucoup d'habitants du quartier ne tiennent pas à ce qu'on leur rappelle une origine mexicaine trop lointaine à porter.

Des la fin du dix-neuvième siècle, après la ruée vers l'or, ils sont venus travailler dans les mines du Colorado. Entre 1940 et 1945, plus nombreux encore, ils prennent la place des ouvriers américains partis au combat. Restés après la guerre, ils ont constitué la très importante minorité de langue espagnole aux Etats-Unis : 8 millions 800 000 habitants, dont 2 500 000 vivent en Californie et au Texas, et 85 % dans les grandes villes. Ainsi, après Mexico, Los Angeles serait la seconde ville mexicaine du monde, avec 1 million de personnes, soit 18 % de l'agglomération. Mais ils ne vivent pas tous de la même manière, et n'ont pas aujourd'hui la même conscience de leur origine.

Ces dernières années, ne se fait pas appeler chicano qui veut. Le mot a pris une acception nouvelle, politique. Il s'est d'abord identifié avec le mouvement contre la guerre au Vietnam — 20 % des G.I. étaient chicanos, alors qu'ils ne représentent que 5 % de la population américaine — puis avec une action déclenchée par les lycéens chicanos de Los Angeles en 1968. Cette année-là, pour protester contre les discriminations, l'éducation médiocre et anglo-saxonne, les élèves des écoles secondaires — surtout dans les lycées Lincoln et Cardfield composés de 90 % de chicanos — avaient inauguré une forme de protestation assez originale : le « walk out », autrement dit la promenade au dehors.

Le mouvement lycéen allait tenter de se forger à cette occasion une doctrine politique, et de se définir une identité culturelle, en se référant aux valeurs mexicaines : à sa base, la langue, facteur principal de l'éducation. Le temps n'est pas loin où, dans les lycées, les élèves surpris à parler l'espagnol étaient sévèrement punis. La contestation développée en 1968 a changé, du moins théoriquement, cet état de choses. Les cours sont désormais assurés dans les deux langues, le professeur principal — anglophone — étant généralement pourvu d'un assistant interprète. Mais ces derniers sont si rares que ce sont presque

toujours des mères de famille bénévoles que l'on rencontre dans les classes.

De plus, nous dit M. Raoul Alcega, responsable de la commission chargée de l'éducation des Mexicains-Américains, il y a une réticence croissante de la part des professeurs blancs à enseigner dans les lycées à large densité mexicaine. Pour cela, tous les moyens sont bons : cette année, mille cinq cents enseignants ont « hispanisé » leur nom. Ce subterfuge leur permet ainsi de bénéficier de la réglementation anti-raciale qui favorise un brassage des populations et leur assure, de ce fait, un poste dans une école de communauté blanche. La victoire des lycéens n'est donc qu'apparente.

Quant aux chicanos adultes, ils sont nombreux, dans les classes moyennes surtout, à se faire appeler Mexicains-Américains. Ils sont soutenus par les écoles et par tous les membres de l'establishment, qui ne reconnaissent que ce terme, même dans les conversations privées : pour eux, le chicano est celui qui refuse de s'intégrer à la société américaine.

Ma la question mexicaine ne se réduit pas à l'opposition entre « chicano » et « mexicain américain ». Les inégalités ne sont pas que raciales et culturelles, elles sont surtout économiques. C'est flagrant à East Los Angeles.

Les studios d'Hollywood et les luxueuses villas de Beverly Hills ne sont pas loin. Avec ces lieux renommés, le quartier chicano de l'East end, à Californie, n'a en commun que le soleil, la pollution et les palmiers. Mais lui, plus de gazon sur les pelouses : le paysage se rapproche de celui des bidonvilles. Au flanc des collines de sable, le quartier mexicain s'étale sur le désert, entre deux autoroutes. Le bruit de la circulation se confond avec celui des hélicoptères de la police, qui, de l'aube au crépuscule, survolent ce « ghetto ouvert » situé à 20 kilomètres des plages élégantes.

« Aides sociales » dans les quartiers blancs

East Los Angeles. — « East L.A. », disent les « natives », c'est le quartier d'une misère plus apparente encore que celle du quartier noir de Watts, où quelques enfants vont pieds nus. La plupart des hommes savent à peine lire, écrire ou compter. Pour cette raison, presque tous exercent des métiers non qualifiés. Seuls 5 % d'entre eux travaillent dans les administrations. Sinon ils sont ouvriers agricoles.

On se souvient de Cesar Chavez et de son mouvement des « farmworkers » : raucous chefs par leurs campagnes pour le boycottage des raisins de Californie et de la chaîne d'alimentation Safeway, qui, à San-Diego, a dû fermer un de ses magasins. Mais les farmworkers ne représentent que 8,4 % des travailleurs chicanos. Restent les autres — la majorité silencieuse — les dockers des chantiers navals, les plongeurs des restaurants de la côte du Pacifique et les manœuvres des industries aéronautiques, des usines de plastique et d'alimentation.

Quant à leurs épouses, leur rôle se résume à celui d'aides sociales : dans les quartiers blancs, à l'heure matinale, à East L.A., des limousines viennent chercher par dizaines ces femmes de ménage pour les transporter à Beverly Hills, Santa Monica ou Pacific Palisades. Elles gagnent peu par rapport à leurs collègues blanches ou noires : 1,65 dollar de l'heure (8 F). Beaucoup prétendent d'un travail de secrétaire : mais comment y parvenir sans qualification ?

A cela s'ajoute le problème aigu du contrôle des naissances. Mme Cesar Chavez, directrice de la clinique des femmes de Los Angeles, a vu plus d'une fois des « chicanas » présentant des troubles gynécologiques à la suite d'interventions maladroites de médecins des hôpitaux de Californie : elle en est venue à constater que très souvent ces femmes avaient été convaincues de se faire stériliser à la suite de trop nombreuses maternités.

Ces différents antagonismes ont pour conséquence une atmosphère de violence, plus nette encore chez les jeunes de huit à dix-huit ans. Si une tendance à la dissolution existe dans la famille américaine, elle est plus manifeste dans la famille « chicana » : plusieurs de ses enfants se réfugient dans le L.S.D., l'héroïne, la cocaïne, et même depuis peu, dans la colle d'avion — mélange, elle constitue une drogue — dont la vente a dû être interdite. Beaucoup de ces jeunes révoltés forment des « gangs » qui sèment la terreur.

Pourtant les Chicanos aspirent au confort des Blancs, et toute forme de révolte semble aujourd'hui exclue. Ils n'ont pas, comme les Noirs à une certaine époque, une organisation structurée. Alors, faite d'attente, la seule issue est d'essayer de s'intégrer à la civilisation américaine sans avoir trouvé leur identité de base.

CLAUDINE SERRE.

Dans la «PETITE COLLECTION MASPERO»



YVES LACOSTE
La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre
nouvelle édition 12,00

JEAN CHESNEAUX
Du passé faisons table rase
nouvelle édition 12,00

150 titres disponibles. Dernières parutions :

SALLY N'DONGO
«Coopération» et néocolonialisme 12,00
DANIEL GUERIN
La révolution française et nous 12,00
KARL MARX, FRIEDRICH ENGELS
Critique de l'éducation
et de l'enseignement 16,00
PIERRE KROPOTKINE
Oeuvres choisies 20,00

Dans les «CAHIERS LIBRES»

J. P. VIGIER, YANN FITT, ANDRE FAHRI
La crise de l'impérialisme
et la 3^e guerre mondiale 50,00
Introduction de Noam Chomsky

MARTHA HARNECKER
Cuba, dictature ou démocratie ? 40,00

SAMIZDAT XX^e SIECLE
Une opposition socialiste
en Union soviétique aujourd'hui 40,00

MARIE-FRANCE MOULIN
Machines à dormir :
Les foyers neufs de la Sonacotra 20,00



Dans la collection «VOIX»

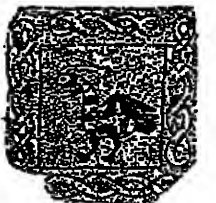
JOHN BERGER
et JEAN MOHR
Le septième homme
Un livre d'images
et de textes sur les
travailleurs immigrés
nouvelle édition 45,00

Dernières parutions et rééditions

ALEXANDRE PAPADIAMANTIS
Les petites filles et la mort 30,00

JEAN-MARIE PETIT, JEAN TENA
Villancicos 28,00

NAZIM HIKMET
Paysages humains 50,00



collection «THEORIE»
dirigée par Louis Althusser
ETIENNE BALIBAR
Sur la dictature
du prolétariat 35,00

DOMINIQUE LECOURT
Lyssenko
Histoire réelle d'une science prolétarienne 35,00
JEAN PIERRE OSIER
Thomas Hodgskin
Une critique prolétarienne de l'économie 25,00

ANTHROPOLOGIE

JEAN-PIERRE VERNANT
Religion grecque, religions antiques 8,00
LOUIS GERNET
Anthropologie de la Grèce antique 50,00
nouvelle édition.

R. CRESSWELL, M. GODELIER
Outils d'enquête
et d'analyses anthropologiques 40,00



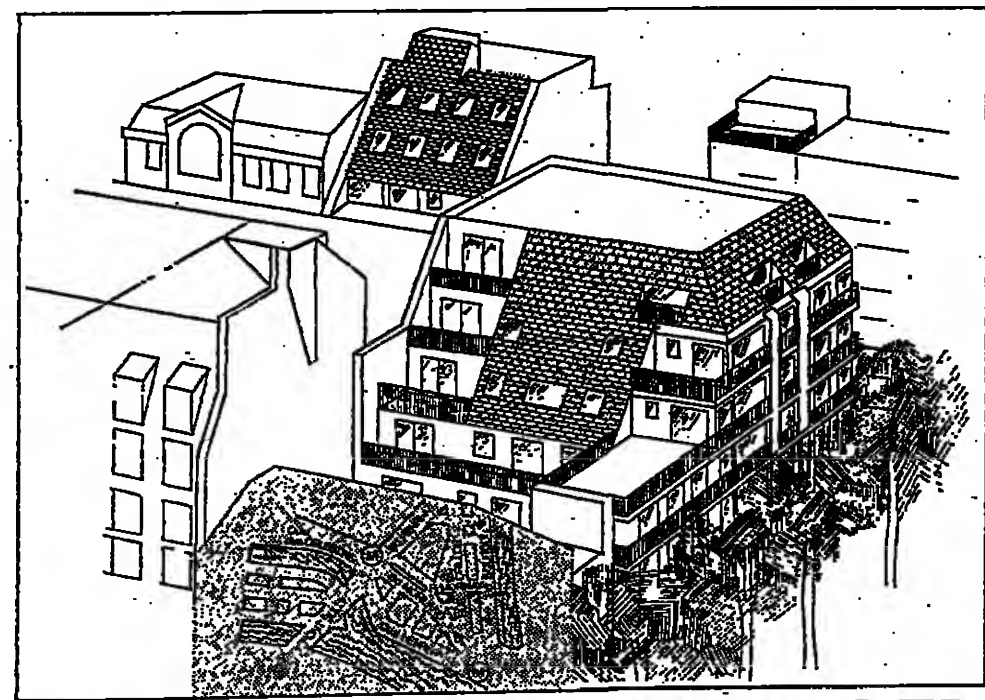
dans les «DOSSIERS AFRICAINS»
FRANÇOIS POULLON
Anthropologie
économique 30,00
JEAN-LOUP AMSELLE
Les migrations
africaines 25,00

Documentation sur demande en remplissant le bon ci-dessous

Nom _____
Adresse _____

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé 75005 Paris

Pierre, ardoise et terrasses. A deux pas du Marais.



MORNAY CRILLON

Entre la Seine et le Marais, au cœur du Paris historique, le Mornay-Crillon : une construction traditionnelle, une architecture conçue en fonction de l'environnement.

Mais derrière les charmes du passé, on trouve au Mornay-Crillon tous les raffinements que le XX^e siècle peut apporter

à une habitation de qualité. Les matériaux employés, les finitions, l'isolation phonique, les terrasses et les balcons, la diversité des plans et des types d'appartements, la hauteur des plafonds font du Mornay-Crillon une résidence de classe dans un quartier de Paris où l'on rencontre l'histoire en sortant de chez soi.

Bureau de vente :
15, Bd Bourdon - 75004 PARIS
ouvert tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 10h30 à 19h30
Tél. : 277.45.55



Je désire recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation sur Mornay-Crillon.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

RENSEIGNEMENTS ET VENTE
CORI
254, Bd St Germain 75007 Paris
Tél. : 260.38.22

Modèle 25/10

OFFICIERS MINISTÉRIELS

VENTES PAR ADJUDICATION

Vente s/maison immob. au Palais de Justice d'Evry, rue des Maîtres, 10 MARDI 9 NOVEMBRE 1976, à 14 h.

UN APPARTEMENT
avec Cave et Parking sis à
GRIGNY II (91)
14, rue des Sablons
Bâtiment J1, 1^{er} étage.
MISE A PRIX : 35.000 FRANCS
Consignation indispensable de 10.000 F.
Renseign. : M^{rs} TRUXILLO et ARON, avocats à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champlaud, tél. 498-30-28 et 498-14-18; au greffe du Trib. de Gde Inst. d'Evry.

Vente s/maison immob. au Palais de Justice d'Evry, rue des Maîtres, 10 MARDI 9 NOVEMBRE 1976, à 14 h.

UN APPARTEMENT
avec Cave et Parking sis à
GRIGNY II (91)
4, avenue Victor-Hugo
Bâtiments V2, 1^{er} étage droite.
MISE A PRIX : 35.000 FRANCS
Consignation indispensable de 10.000 F.
Renseign. : M^{rs} TRUXILLO et ARON, avocats à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champlaud, tél. 498-30-28 et 498-14-18; au greffe du Trib. de Gde Inst. d'Evry.

Vente s/maison immob. au Palais de Justice d'Evry, rue des Maîtres, 10 MARDI 9 NOVEMBRE 1976, à 14 h.

UNE PROPRIÉTÉ sise à LAMORLAYE (Oise)
d'une contenance de 5 ha. environ sur laquelle sont édifiés, notamment :
2 boz. 1, 1 plan de jardin et un bâtiment d'habitation.
Mise à prix : 1.500.000 francs
Consignation au préalable de 500.000 F.
S'adresser à M^{rs} Bernard HUE, avocats, à rue Sainte-Geneviève, Senlis (Oise).

Commune de SEMINGHEM (Pas-de-Calais)
(arrondissement de SAINT-OMER - Canton de LUMBRES)
BOIS de 39 ha 07 a 19 ca
Chasse exploitée avec la saison 1976-1977
Pour tous renseignements s'adresser en l'étude. Jours de visite : mardi après-midi et vendredi après-midi. Tél. à l'étude.

Vente au Palais de Justice à Bobigny, le mardi 9 novembre 1976, à 13 h. 30

EN 12 LOTS - MONTREUIL-S-BOIS (93)
101, RUE DE ROMAINVILLE
2 appartements avec cave - Mises à prix : 100.000 F. - 120.000 F.
4 studios avec cave - Mises à prix : 50.000 F. - 60.000 F.
50.000 F. - 55.000 F. - 2 studios avec cave - Mises à prix 55.000 F. chacun
4 emplacements voitures - Mises à prix 3.000 F. - 3.000 F. - 5.000 F. - 5.000 F.
S'adr. Cab. Feu M^{rs} JALLES, des Petites-Champes, tél. 775-21-31
M^{rs} GONDER, adm. judiciaire à Paris, 14, rue de Liège, et sur place pour vis. les 3 novembre de 15 h. à 17 h. et 8 novembre de 9 h. 30 à 11 h.

Vente sur saisie immob. au Palais de Justice à Nanterre le 10 nov. 1976, 14 h.

UNE MAISON sise à ISSY-LES-MOULINEAUX (92)
5 rue de la République
1^{er} lot, Lot n° 53, rue de la République, première porte à gauche
APPARTEMENT de 4 PIÈCES
Compr. : entr., séjour, cuisine, salle à manger, w.c., dégagem., plan. et 430/10.000 propriété du sol.

Mise à prix : 130.000 francs
2^o lot, Lot n° 54, rue de la République, première porte à droite
APPARTEMENT de 2 PIÈCES
Compr. : entr., séj., ch., cuis., s. de b., w.c., dég., plac. et 290/10.000 propr. sol.

MISE A PRIX : 60.000 FRANCS
3^o lot, Lot n° 55, rue de la République, première porte à gauche
Compr. : entr., séj., cuisine, salle à manger, w.c., dégagem., plac. et 207/10.000 propriété du sol.

STUDIO
Compr. : entr., séj., ch., cuis., s. de b., w.c., dég., plac. et 21/10.000 propriété du sol - MISE A PRIX : 2.000 FRANCS
4^o lot, Lot n° 56, rue de la République, première porte à gauche
Compr. : entr., séj., cuisine, salle à manger, w.c., dégagem., plac. et 21/10.000 propriété du sol - MISE A PRIX : 2.000 FRANCS
5^o lot, Lot n° 57, rue de la République, première porte à gauche
Compr. : entr., séj., cuisine, salle à manger, w.c., dégagem., plac. et 21/10.000 propriété du sol - MISE A PRIX : 2.000 FRANCS
6^o lot, Lot n° 58, rue de la République, première porte à gauche
Compr. : entr., séj., cuisine, salle à manger, w.c., dégagem., plac. et 21/10.000 propriété du sol - MISE A PRIX : 2.000 FRANCS
7^o lot, Lot n° 59, rue de la République, première porte à gauche
Compr. : entr., séj., cuisine, salle à manger, w.c., dégagem., plac. et 21/10.000 propriété du sol - MISE A PRIX : 2.000 FRANCS
8^o lot, Lot n° 60, rue de la République, première porte à gauche
Compr. : entr., séj., cuisine, salle à manger, w.c., dégagem., plac. et 21/10.000 propriété du sol - MISE A PRIX : 2.000 FRANCS
S'adresser pour renseignements à M^{rs} M. ARREY, avocat à Paris, 50, boulevard Malesherbes; et à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente au Palais de Justice à Paris, le lundi 22 novembre 1976, à 14 heures

UNE MAISON à URY (77)
26, rue de Nemours
Compr. un bâtiment principal avec entr., 1 pièce, cuisine, s. à manger, salon cheminée; au 1^{er} étage, 2 chambres, w.c., s. de b., petit salon, grande bibliothèque lambrissée de 80 m² et loggia. Dépendances : UN PAVILLON de 60 m² et 2/10.000 propriété du sol, moderne au 1^{er} étage une chambre - Un bâtiment à usage de jardin d'hiver, terrasse. Entièrement refait à neuf, tout confort
GARAGE - JARDIN - CONTENANCE TOTALE 932 m²
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPAT. - M. à P. : 350.000 F.
S'adresser à M^{rs} Michel LAMOTTE et M^{rs} Jacqueline BEAUX-LAMOTTE, avocats associés, 100, rue Saint-Dominique, Paris (7^e), tél. 555-71-44.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à VERSAILLES, le MERCREDI 3 NOVEMBRE 1976, à 10 h.

d'un ÉTABLISSEMENT à usage d'IMPRIMERIE
sis à CARRIÈRES-SUR-SEINE (78)
56, route de Chatou
Compr. DIVERS ATELIERS et BUREAUX, 2 REPECTOIRS, VESTIAIRE, SANITAIRES, MATÉRIEL IMMOBILIER, UN APPARTEMENT 4 pièces
CONTENANCE 17 a. 15 ca.
MISE A PRIX : 250.000 FRANCS
S'adresser à VERSAILLES : M^{rs} RAVIART, avocat, 13 bis, avenue de Saint-Cloud, tél. 950-03-12; M^{rs} ROQUETTE, synd. 18, rue des Missionnaires.

Vente sur licitation au Palais de Justice à VERSAILLES, le MERCREDI 3 NOVEMBRE 1976, à 10 h.

D'UNE PROPRIÉTÉ sise à CHATOU
(Seine-et-Oise)
2, rue de la Procession
2 étages, 9 pièces principales, 2 chambres mansard., 2 salles de bains
Chauffage central - Contenance totale 1.481 m²
MISE A PRIX : 350.000 FRANCS
S'adresser à VERSAILLES : M^{rs} RAVIART, avocat, 13 bis, avenue de Saint-Cloud, tél. 950-03-12; M^{rs} JOUANET, avocat, 21, rue des États-Généraux; M^{rs} RUELLÉ, avocat, 7, rue des Prés-aux-Bois.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à BOBIGNY, le mardi 9 novembre 1976, à 13 h. 30

PAVILLON D'HABITAT à ROMAINVILLE (93)
60, rue Saint-Germain
1^{er} rez-de-cha. 2 étages - Jardin derrière - Contenance totale 284 m²
Mise à prix : 120.000 F. S'adr. M^{rs} CHAIN, avoc. Paris-7^e, 19, av. Rapp
Sous avocats près les Tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

ADJ. au TRIB. de COMMERCE PARIS
LE 8 NOV. à FABRICATION - Vie
14 h. 15. Fds
de VISSERIE
AV. HALL des LOCAUX
COMMERCIAUX
à Paris
84, r. FOLIE-MÉRICOURT
(11^e)
M. à P. (P. et B.) 10.000 F. Cons. 30.000 F.
S'ad. M^{rs} Chevalier, s. 15, r. Abbé-Epée;
M^{rs} Demontoux, s. 57, bd St-Germain.

Vente s/maison immob. au Palais de Justice d'Evry, rue des Maîtres, 10 MARDI 9 NOVEMBRE 1976, à 14 h.

UN APPARTEMENT
avec Cave et Parking sis à
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (91)
37, rue Corot
Bâtiment 5, escalier 2
MISE A PRIX : 10.000 FRANCS
Consignation préalable indispensable
pour enchérir. - Renseignements :
M^{rs} TRUXILLO et ARON, avocats à
Corbeil-Essonnes, 51, rue Champlaud,
tél. 498-30-28 et 498-14-18; au greffe du
Tribunal de Grande Inst. d'Evry.

Vente au Palais de JUST. d'EVRY,
rue des Maîtres
le MARDI 9 NOVEMBRE 1976, à 14 h.

UN PAVILLON
MASSY (Essonne)
5, rue Jean-Jaures
édifié sur un terrain de 400 m².
MISE A PRIX : 50.000 FRANCS
Baisse de Mise à Prix Possible.
Pour renseignements s'adresser à :
M^{rs} ARON et TRUXILLO, avocats,
tél. 498-30-28 ou 498-14-18; au Trib.
de Gde Instance d'Evry pour consulter
le cahier des charges.

Interrogé par la radio israélienne,
le premier secrétaire du P.S. a
d'autre part déclaré mercredi qu'il
n'était pas d'accord avec « certains
aspects de la politique française au
Proche-Orient », mais « d'accord avec
d'autres aspects de cette politique ».

M. Mitterrand a ajouté qu'en ce qui
concerne la politique de Jérusalem,
il est en « désaccord avec certains
des points », mais, a-t-il poursuivi,
« il y a en Israël des gens
qui ne les approuvent pas non plus ».

« Le parti socialiste, a encore noté
M. Mitterrand, a certaines préférences,
des points de vue, par exemple, le
droit pour Israël non seulement de
vivre et de se développer, mais éga-
lement d'avoir les moyens de pré-
server son existence. » Mais, a-t-il
souligné, cela ne signifie pas que
d'autres communautés n'ont pas
droit à « l'existence nationale ».

Ce jeudi, les socialistes français
devaient rencontrer M. Shimon Péres,
ministre de la défense, et Mme Golda
Meir, ancien président du conseil.

Certes, le multipartisme stricto
sensu n'est pas encore rétabli,
mais, depuis mars, le rais a autorisé
la création au sein du parti
unique de trois « fractions », la
gauche marxiste et socialiste, le
centre-pro-gouvernemental et
la droite néo-libérale, qui se com-
portent déjà comme de véritables
partis, celle près de vingt libé-
raux et socialistes, celle des
gauche marxiste et socialiste, et
l'existence du régime. En outre,
les candidats indépendants de
toutes tendances, des intégristes
musulmans aux communistes non

« Sous prétexte de s'opposer
à une prétendue pénétration
soviétique, l'imperialisme pro-
prie de graves tensions dans
cette région du globe. »
(A.F.P.)

Le programme gouvernemental
est de « sauvegarder l'héritage de
Nasser, tout en réalisant l'ouver-
ture économique ». Une foule de
ministres, de notables, de chefs
et de « scribes » se présentent sous
les couleurs du centre, qui aurait
recueilli trois cent cinquante mille
adhésions.

« La tribune » de gauche, dirigée
par un marxiste, ancien « officier
libre » de la révolution de 1952.
M. Khaled Mohieddine, réclame
« un renforcement du secteur
public et l'obtention du droit de
grève ». Une bonne partie de
l'intelligentsia soutient cette
plate-forme. Une centaine de mil-
liers de personnes, au total, se
seraient inscrites à cette « tribu-
ne ».

La droite, conduite par un par-
tisan de la libre entreprise et de
la liberté de la presse, également
ancien « officier libre », M. Mous-
safa Kameel Mourad, aurait
recruté deux cent mille adhé-
rents, et elle est épanouie par les
anciens membres du parti natio-
naliste du Waïd, très puissants
avant Nasser.

Les réunions électorales, quoique
animées et courues, ont « volé
bas ». Mais, quand on connaît les
difficultés de la vie quotidienne
des Égyptiens, il ne faut pas
s'étonner que candidats et élec-
teurs aient préféré, aux grands
thèmes politiques, les prosaïques
questions de la cherté de la
viande ou de l'insuffisance des
transports en commun.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

PROCHE-ORIENT

Israël

**M. MITTERRAND ESTIME QUE
JÉRUSALEM DOIT « FAIRE
PREUVE D'UNE PLUS GRANDE
SOUPLESSE A L'ÉGARD DU
PROBLÈME PALESTINIEN ».**

Jérusalem (Reuter, A.F.P.). — Ar-
rivé, mercredi 27 octobre à l'aube,
en Israël pour une visite de trois
jours, M. Mitterrand a été reçu le
même jour par M. Rabin, président
du conseil. La délégation du parti
socialiste français, qui est l'invité
du parti travailliste israélien, s'est
rendue dans la matinée à la Knesset,
où elle a été accueillie par le pré-
sident du Parlement, M. Israël
Yechayahu.

M. Mitterrand a assuré ses hôtes
de la « compréhension que lui-
même et son parti ont de la situa-
tion difficile d'Israël et de ses nom-
breux problèmes ». Il a néanmoins
souligné « la nécessité pour Israël
de faire preuve d'une plus grande
souplesse à l'égard du problème
palestinien ». En ce qui concerne
le Liban, M. Mitterrand a réitéré le
principe de toute immixtion étran-
gère et s'est prononcé pour l'exis-
tence d'un Liban indépendant et uni.

Interrogé par la radio israélienne,
le premier secrétaire du P.S. a
d'autre part déclaré mercredi qu'il
n'était pas d'accord avec « certains
aspects de la politique française au
Proche-Orient », mais « d'accord avec
d'autres aspects de cette politique ».

M. Mitterrand a ajouté qu'en ce qui
concerne la politique de Jérusalem,
il est en « désaccord avec certains
des points », mais, a-t-il poursuivi,
« il y a en Israël des gens
qui ne les approuvent pas non plus ».

« Le parti socialiste, a encore noté
M. Mitterrand, a certaines préférences,
des points de vue, par exemple, le
droit pour Israël non seulement de
vivre et de se développer, mais éga-
lement d'avoir les moyens de pré-
server son existence. » Mais, a-t-il
souligné, cela ne signifie pas que
d'autres communautés n'ont pas
droit à « l'existence nationale ».

Ce jeudi, les socialistes français
devaient rencontrer M. Shimon Péres,
ministre de la défense, et Mme Golda
Meir, ancien président du conseil.

Certes, le multipartisme stricto
sensu n'est pas encore rétabli,
mais, depuis mars, le rais a autorisé
la création au sein du parti
unique de trois « fractions », la
gauche marxiste et socialiste, le
centre-pro-gouvernemental et
la droite néo-libérale, qui se com-
portent déjà comme de véritables
partis, celle près de vingt libé-
raux et socialistes, celle des
gauche marxiste et socialiste, et
l'existence du régime. En outre,
les candidats indépendants de
toutes tendances, des intégristes
musulmans aux communistes non

« Sous prétexte de s'opposer
à une prétendue pénétration
soviétique, l'imperialisme pro-
prie de graves tensions dans
cette région du globe. »
(A.F.P.)

Le programme gouvernemental
est de « sauvegarder l'héritage de
Nasser, tout en réalisant l'ouver-
ture économique ». Une foule de
ministres, de notables, de chefs
et de « scribes » se présentent sous
les couleurs du centre, qui aurait
recueilli trois cent cinquante mille
adhésions.

« La tribune » de gauche, dirigée
par un marxiste, ancien « officier
libre » de la révolution de 1952.
M. Khaled Mohieddine, réclame
« un renforcement du secteur
public et l'obtention du droit de
grève ». Une bonne partie de
l'intelligentsia soutient cette
plate-forme. Une centaine de mil-
liers de personnes, au total, se
seraient inscrites à cette « tribu-
ne ».

La droite, conduite par un par-
tisan de la libre entreprise et de
la liberté de la presse, également
ancien « officier libre », M. Mous-
safa Kameel Mourad, aurait
recruté deux cent mille adhé-
rents, et elle est épanouie par les
anciens membres du parti natio-
naliste du Waïd, très puissants
avant Nasser.

Les réunions électorales, quoique
animées et courues, ont « volé
bas ». Mais, quand on connaît les
difficultés de la vie quotidienne
des Égyptiens, il ne faut pas
s'étonner que candidats et élec-
teurs aient préféré, aux grands
thèmes politiques, les prosaïques
questions de la cherté de la
viande ou de l'insuffisance des
transports en commun.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Certes, le multipartisme stricto
sensu n'est pas encore rétabli,
mais, depuis mars, le rais a autorisé
la création au sein du parti
unique de trois « fractions », la
gauche marxiste et socialiste, le
centre-pro-gouvernemental et
la droite néo-libérale, qui se com-
portent déjà comme de véritables
partis, celle près de vingt libé-
raux et socialistes, celle des
gauche marxiste et socialiste, et
l'existence du régime. En outre,
les candidats indépendants de
toutes tendances, des intégristes
musulmans aux communistes non

« Sous prétexte de s'opposer
à une prétendue pénétration
soviétique, l'imperialisme pro-
prie de graves tensions dans
cette région du globe. »
(A.F.P.)

Le programme gouvernemental
est de « sauvegarder l'héritage de
Nasser, tout en réalisant l'ouver-
ture économique ». Une foule de
ministres, de notables, de chefs
et de « scribes » se présentent sous
les couleurs du centre, qui aurait
recueilli trois cent cinquante mille
adhésions.

« La tribune » de gauche, dirigée
par un marxiste, ancien « officier
libre » de la révolution de 1952.
M. Khaled Mohieddine, réclame
« un renforcement du secteur
public et l'obtention du droit de
grève ». Une bonne partie de
l'intelligentsia soutient cette
plate-forme. Une centaine de mil-
liers de personnes, au total, se
seraient inscrites à cette « tribu-
ne ».

La droite, conduite par un par-
tisan de la libre entreprise et de
la liberté de la presse, également
ancien « officier libre », M. Mous-
safa Kameel Mourad, aurait
recruté deux cent mille adhé-
rents, et elle est épanouie par les
anciens membres du parti natio-
naliste du Waïd, très puissants
avant Nasser.

Les réunions électorales, quoique
animées et courues, ont « volé
bas ». Mais, quand on connaît les
difficultés de la vie quotidienne
des Égyptiens, il ne faut pas
s'étonner que candidats et élec-
teurs aient préféré, aux grands
thèmes politiques, les prosaïques
questions de la cherté de la
viande ou de l'insuffisance des
transports en commun.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Certes, le multipartisme stricto
sensu n'est pas encore rétabli,
mais, depuis mars, le rais a autorisé
la création au sein du parti
unique de trois « fractions », la
gauche marxiste et socialiste, le
centre-pro-gouvernemental et
la droite néo-libérale, qui se com-
portent déjà comme de véritables
partis, celle près de vingt libé-
raux et socialistes, celle des
gauche marxiste et socialiste, et
l'existence du régime. En outre,
les candidats indépendants de
toutes tendances, des intégristes
musulmans aux communistes non

« Sous prétexte de s'opposer
à une prétendue pénétration
soviétique, l'imperialisme pro-
prie de graves tensions dans
cette région du globe. »
(A.F.P.)

Le programme gouvernemental
est de « sauvegarder l'héritage de
Nasser, tout en réalisant l'ouver-
ture économique ». Une foule de
ministres, de notables, de chefs
et de « scribes » se présentent sous
les couleurs du centre, qui aurait
recueilli trois cent cinquante mille
adhésions.

« La tribune » de gauche, dirigée
par un marxiste, ancien « officier
libre » de la révolution de 1952.
M. Khaled Mohieddine, réclame
« un renforcement du secteur
public et l'obtention du droit de
grève ». Une bonne partie de
l'intelligentsia soutient cette
plate-forme. Une centaine de mil-
liers de personnes, au total, se
seraient inscrites à cette « tribu-
ne ».

La droite, conduite par un par-
tisan de la libre entreprise et de
la liberté de la presse, également
ancien « officier libre », M. Mous-
safa Kameel Mourad, aurait
recruté deux cent mille adhé-
rents, et elle est épanouie par les
anciens membres du parti natio-
naliste du Waïd, très puissants
avant Nasser.

Les réunions électorales, quoique
animées et courues, ont « volé
bas ». Mais, quand on connaît les
difficultés de la vie quotidienne
des Égyptiens, il ne faut pas
s'étonner que candidats et élec-
teurs aient préféré, aux grands
thèmes politiques, les prosaïques
questions de la cherté de la
viande ou de l'insuffisance des
transports en commun.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

LA SITUATION AU LIBAN

M. Sarkis affronte d'immenses difficultés

De notre correspondant

Beyrouth. — « La crise liba-
naise est dans sa phase finale,
mais celle-ci sera difficile », au-
rait confié avant de quitter Le
Caire, selon le journal *Al-Safir*,
le président de la République,
M. Elias Sarkis, en résumant son
impression à l'issue du « som-
met » arabe. Le président Sarkis
a déclaré, publiquement à son
école de Damas : « J'espère que
les parties belligères ne per-
dront pas l'occasion offerte par
les résolutions du « sommet » de
Riyad et du Caire, dont les effets
positifs devraient se compléter
pour rétablir une situation nor-
male au Liban ».

Dès son retour à Beyrouth, le
président Sarkis a été trou-
vé confronté à d'immenses
difficultés pour la mise en application
des accords de Riyad et des réso-
lutions du Caire, qui font de lui
le dépositaire principal de la vo-
lonté arabe. Les belligères liba-
naux sont en effet toujours réser-
vés vis-à-vis des initiatives des
« pays frères ».

Mais ces réticences ne sont pas
les principaux obstacles sur la
voie de la paix. Il y a d'autres
problèmes plus importants, no-
amment le refus persistant de la
droite d'admettre la force de sécu-
rité arabe dans son territoire. Elle
accepterait tout au plus, des
cordes d'observation le long des
limites de démarcation, ce qui
limite les possibilités d'action de
cette force.

Le seul fait encourageant est
que le cessez-le-feu, une semaine

après son entrée en vigueur, est
largement appliqué sur 90 % du
territoire. En revanche, le retrait
des combattants et la réouverture
des principaux axes routiers, qui
devaient s'effectuer dans un délai
de cinq à dix jours, suivant les
régions, à dater du 21 octobre, n'a
pas connu le moindre début d'ap-
plication. Seuls les Palestiniens
affirment avoir abandonné leurs
positions dans la montagne pour
se replier vers le sud.

Dans la zone frontalière, la
situation s'est quelque peu sta-
bilisée au cours des dernières
quarante-huit heures sur des po-
sitions nettement favorables aux
forces de droite, soutenues par
Israël. Les forces palestiniennes
sont transférées vers leur « sanc-
tuaire » de l'Arakoub et de l'ac-
cord de la Syrie, qui sollicite, à ac-
cepté la réouverture des routes
menant à cette zone. Le rappro-
chement syro-palestinien qui se
dessine depuis le « sommet » de
Riyad paraît donc en bonne voie.

M. Arnaout rendra vraisemblable-
ment une nouvelle visite à Damas
à son retour d'une tournée qu'il
doit effectuer en Afrique du Nord
(Maroc, Algérie, Tunisie, Libye).

La rumeur a circulé avec insis-
tance au cours des derniers jours
que l'aéroport de Beyrouth serait
ouvert le 6 novembre. La direc-
tion de l'aviation civile a démenti
cette rumeur, tout en précisant
que l'aéroport est techniquement
en état de fonctionner.

LUCIEN GEORGE.

Certes, le multipartisme stricto
sensu n'est pas encore rétabli,
mais, depuis mars, le rais a autorisé
la création au sein du parti
unique de trois « fractions », la
gauche marxiste et socialiste, le
centre-pro-gouvernemental et
la droite néo-libérale, qui se com-
portent déjà comme de véritables
partis, celle près de vingt libé-
raux et socialistes, celle des
gauche marxiste et socialiste, et
l'existence du régime. En outre,
les candidats indépendants de
toutes tendances, des intégristes
musulmans aux communistes non

« Sous prétexte de s'opposer
à une prétendue pénétration
soviétique, l'imperialisme pro-
prie de graves tensions dans
cette région du globe. »
(A.F.P.)

Le programme gouvernemental
est de « sauvegarder l'héritage de
Nasser, tout en réalisant l'ouver-
ture économique ». Une foule de
ministres, de notables, de chefs
et de « scribes » se présentent sous
les couleurs du centre, qui aurait
recueilli trois cent cinquante mille
adhésions.

« La tribune » de gauche, dirigée
par un marxiste, ancien « officier
libre » de la révolution de 1952.
M. Khaled Mohieddine, réclame
« un renforcement du secteur
public et l'obtention du droit de
grève ». Une bonne partie de
l'intelligentsia soutient cette
plate-forme. Une centaine de mil-
liers de personnes, au total, se
seraient inscrites à cette « tribu-
ne ».

La droite, conduite par un par-
tisan de la libre entreprise et de
la liberté de la presse, également
ancien « officier libre », M. Mous-
safa Kameel Mourad, aurait
recruté deux cent mille adhé-
rents, et elle est épanouie par les
anciens membres du parti natio-
naliste du Waïd, très puissants
avant Nasser.

Les réunions électorales, quoique
animées et courues, ont « volé
bas ». Mais, quand on connaît les
difficultés de la vie quotidienne
des Égyptiens, il ne faut pas
s'étonner que candidats et élec-
teurs aient préféré, aux grands
thèmes politiques, les prosaïques
questions de la cherté de la
viande ou de l'insuffisance des
transports en commun.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Certes, le multipartisme stricto
sensu n'est pas encore rétabli,
mais, depuis mars, le rais a autorisé
la création au sein du parti
unique de trois « fractions », la
gauche marxiste et socialiste, le
centre-pro-gouvernemental et
la droite néo-libérale, qui se com-
portent déjà comme de véritables
partis, celle près de vingt libé-
raux et socialistes, celle des
gauche marxiste et socialiste, et
l'existence du régime. En outre,
les candidats indépendants de
toutes tendances, des intégristes
musulmans aux communistes non

« Sous prétexte de s'opposer
à une prétendue pénétration
soviétique, l'imperialisme pro-
prie de graves tensions dans
cette région du globe. »
(A.F.P.)

Le programme gouvernemental
est de « sauvegarder l'héritage de
Nasser, tout en réalisant l'ouver-
ture économique

150

ASIE

ASIE

... LE MONDE — 29 octobre 1976 — Page 7

Japon

DÉSAVOUÉ PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE SON PARTI

Le premier ministre, M. Miki, tire avantage des divergences entre ses adversaires

Le Japon est entré dans une période préélectorale agitée. Le premier ministre, M. Miki, est en effet désavoué par les deux tiers des membres de son parti. D'autre part, la majorité des hommes d'affaires ont décidé de financer son adversaire au sein du P.L.D., M. Fukuda.

Tokyo. — Alors que les élections générales doivent avoir lieu avant le 9 décembre, jour de l'expiration du mandat des députés élus en 1972 (bien qu'aucune date n'ait encore été arrêtée, les Japonais seront probablement appelés aux urnes le dimanche 5), le parti libéral démocrate (P.L.D.), majoritaire, est tout sauf uni.

En décidant, mercredi 20 octobre, de soutenir la candidature de M. Fukuda, vice-premier ministre, à la présidence de P.L.D., le poste qu'occupe actuellement M. Miki, les adversaires du premier ministre ont lancé une offensive qui a fortement agité les tensions au sein de la majorité. Il n'est pas totalement exclu que cette nouvelle crise conduise à une action du P.L.D. au pouvoir depuis 1955, à moins qu'un compromis auquel s'efforcent de parvenir les chefs des principales factions n'intervienne dans les prochains jours. Bien que les libéraux-démocrates, quel que soit leur camp, aient tout intérêt à éviter cette crise qui remettrait en cause l'équilibre politique du pays, le risque de division est entretenu par l'apreté des négociations qui se déroulent depuis une semaine sur la question de l'ordre du jour de la convention extraordinaire du P.L.D. convoquée pour le dimanche 31 octobre.

Les adversaires du premier ministre, qui représentent les deux tiers des membres du P.L.D., et se sont regroupés depuis août en un conseil pour « l'unité du parti » (kyotokyo), entendent que la convention soit consacrée à l'élection d'un nouveau président. Le premier ministre et ses amis refusent cet ordre du jour. Ils font valoir que cela ne pourrait que semer la confusion dans l'esprit des électeurs et desservir le parti. D'ailleurs, affirme-t-on dans les milieux proches de M. Miki, les statuts du P.L.D. ne prévoient pas la possibilité de l'élection d'un nouveau président tant que celui qui est en exercice n'a pas démissionné ou que son mandat (trois ans) n'est pas arrivé à terme.

Dans l'hypothèse de l'élection de M. Fukuda à la tête du P.L.D. le 31 octobre, le parti devrait affronter les électeurs avec, en quelque sorte, une direction bicephale : d'un côté, un président, avec derrière lui les deux tiers du parti ; de l'autre, le chef du gouvernement et ses amis. Car rien, sinon un vote de défiance de la Diète, ne peut forcer M. Miki à abandonner ses fonctions de premier ministre. Celui-ci est, en effet, élu par les deux Chambres. Traditionnellement, c'est le chef de la formation majoritaire qui est choisi, celle-ci votant en bloc pour son président.

La crise que traverse le P.L.D. est une nouvelle étape d'une lutte pour le pouvoir, avivée par le scandale Lockheed, qui se développe depuis plusieurs mois. Il s'agit de la troisième offensive des adversaires de M. Miki pour le contraindre à démissionner. La première a eu lieu au printemps. La seconde en août. Elle s'était achevée par un vote prometteur entre M. Miki et ses adversaires pour la durée de la session extraordinaire de la Diète. Celle-ci devant se terminer le 4 novembre, M. Fukuda, principal rival de M. Miki, a estimé que cette échéance était une occasion pour franchir une nouvelle étape vers le pouvoir. La coalition hostile à M. Miki avait pour point faible l'absence

Notre correspondant Philippe Pons, qui fait ci-dessous une analyse de cette crise, succède, à Tokyo, à Robert Guillaud qui vient de prendre sa retraite, après avoir couvert pendant de longues années la situation en Extrême-Orient.

De notre correspondant

d'accord sur le successeur au premier ministre, en raison de la rivalité de M. Fukuda et de M. Ohira, ministre des finances et lui aussi chef d'une des grandes factions. En parvenant à lever cette hypothèque à son avantage et en devenant le candidat unique du conseil pour l'unité du parti, M. Fukuda a marqué un point important. Désavoué par les deux tiers des membres de son parti et ayant désormais à faire face à un candidat désigné à sa succession, M. Miki n'est apparemment pas dans une position favorable. Il n'en continue pas moins de résister pied à pied aux attaques de ses adversaires. M. Miki bénéficie de la popularité que lui vaut son action dans l'affaire Lockheed. Ses adversaires, en précipitant sa chute, risquent de paraître vouloir ouvrir un certain nombre de personnalités qui ne sont pas encore impliquées dans le scandale et dont M. Miki affirme détenir la liste. Le premier ministre fait preuve surtout d'une grande habileté politique. Il laisse d'abord planer la menace, dans le cas où il serait, selon son expression, « renversé par un coup d'État » au sein du P.L.D. de se désolidariser, avec son groupe, du reste du parti au moment de la désignation par la Diète d'un nouveau premier ministre aux élections. Le P.L.D. ne disposerait plus alors de la majorité pour imposer son candidat.

Les milieux d'affaires financent M. Fukuda

M. Miki tire avantage, en outre, des divergences entre ses adversaires. Bien que ceux-ci soient parvenus à un accord sur une candidature unique, ils sont loin de s'entendre sur les moyens de mener M. Fukuda au pouvoir. Beaucoup pensent, comme les partisans de M. Miki, qu'il est inopportun, à la veille d'élections, d'élire un nouveau président. C'est notamment le cas de M. Shima, vice-président du parti, pourtant adversaire déclaré du premier ministre. Quant à M. Ohira, il émet également des réserves de manière détournée, selon une tactique qui lui est chère. Ces hésitations sont d'autant plus compréhensibles que la presse, dans son ensemble, désapprouve l'opération de M. Fukuda et met en doute les motifs qu'il invoque pour la justifier. La renouveau du P.L.D., l'abolition des factions, affirment les grands journaux, ce sont précisément les objectifs que poursuit M. Miki. M. Fukuda n'a donc pas de raison, sinon sa volonté de parvenir au pouvoir, de renverser le premier ministre.

En même temps cependant, les députés qui vont avoir à défendre leurs sièges aux élections sont enclins à se montrer favorables à M. Fukuda. Ils sont en effet inquiets de l'hostilité des milieux d'affaires à l'égard de M. Miki, qui se traduit par un soutien financier relativement faible. Alors que le P.L.D. aurait besoin de 7 à 10 milliards de yens pour maintenir sa majorité, M. Miki n'a réussi jusqu'à présent à réunir qu'un milliard et demi de yens, et dans le meilleur des cas, il n'obtiendrait vraisemblablement guère plus de 4 milliards. Au contraire, M. Fukuda, beaucoup plus proche du Zaibatsu (littéralement « le monde des possé-

teurs »), peut faire valoir qu'il est à même d'obtenir bien davantage.

Les désaccords entre « antimikiistes » sont à l'origine du fait que, bien qu'approuvée par les deux tiers des membres du P.L.D., la candidature de M. Fukuda à la présidence du parti n'a toujours pas été enregistrée par le secrétariat général du parti. La question se pose d'ailleurs de savoir si M. Fukuda tient réellement à pousser plus avant son avantage. Outre les risques d'éclatement du P.L.D., la situation peut lui devenir défavorable. S'il est élu à la présidence du parti, il devra, en bonne logique, quitter le cabinet Miki. Il pourra par conséquent être en butte aux critiques de ses adversaires, qui l'accuseront de faire passer son ambition personnelle avant les affaires de l'Etat alors que la session extraordinaire de la Diète paraît s'ouvrir. L'opposition refusant de voter des taxes nouvelles nécessaires pour combler le déficit budgétaire.

On peut penser, en dernière analyse, que M. Fukuda a atteint son but. Il apparaît comme l'homme fort du P.L.D. candidat unique à la succession de M. Miki. Même s'il accepte un compromis (et si, par conséquent, la question de son élection à la présidence du P.L.D. est laissée en suspens), il pourra toujours faire valoir à son avantage que, quoique soutenu par la majorité du parti, il a préféré éviter un affrontement qui pouvait conduire à l'éclatement de la majorité.

PHILIPPE PONS.

ROISSY RAIL

Allez bon train prendre l'avion

Pour aller prendre l'avion à Roissy-Charles de Gaulle il existe une liaison train + bus qui ignore les encombrements.



Un train tous les quarts d'heure
• au départ de la gare du Nord vers Roissy,
• au départ de la gare ferroviaire Roissy-aéroport Charles de Gaulle vers Paris.

GARE DU NORD

AEROGARE 1
ROISSY-AEROPORT
CHARLES DE GAULLE

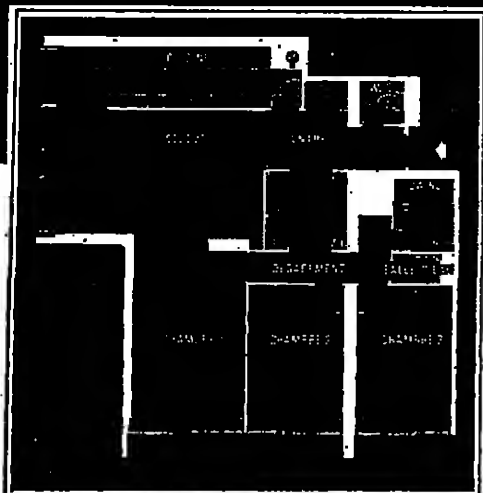
30 minutes

Durée du trajet (train + bus) 30 minutes, tout compris, jusqu'à l'aérogare. carte orange valable

La ponctualité du train au service du passager aérien



“Paris, c'est trop cher. La banlieue, c'est trop loin”. Habitez DÉFENSE 2000.



4 pièces au 15^e étage - 99 m² : 356.400 f
parc à voiture et cave inclus, soit 3.600 f le m².

3.900* Flem²

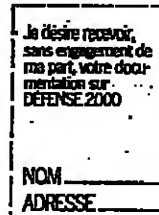
*prix moyen



Paris - trop cher ou banlieue - trop loin ? DÉFENSE 2000 apporte la solution : vous pouvez habiter immédiatement l'Ouest de Paris au prix de l'Est, aux conditions individuelles, les appartements sont exceptionnels. Et les charges ? Nous vous en reparaierons et vous serez agréablement surpris.

Appartement témoin et bureau de vente ouverts tous les jours (sauf mardi et mercredi) de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h - Tél. 776.31.14.

Quartier Bois de Boulogne, 23, rue Louis-Pasteur, 92160 Puteaux, accès direct par Pont de Neuilly ou Pont de Puteaux, entre les Boches, (carte n° 4 du boulevard circulaire).

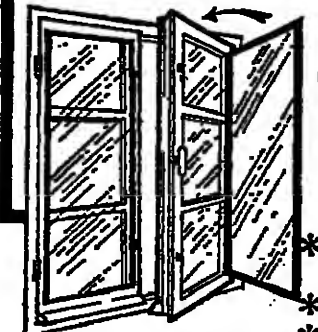


Renseignements et Vente
CORI
254, Bd St-Germain 75007 PARIS
Tél. : 260.38.22

NOM
ADRESSE

Economie de chauffage

jusqu'à 25%
avec le
SURVITRAGE



*Isolation des bruits jusqu'à 95%.

*Dégrevement fiscal.

*Crédit durée : 6 ans.

*Posé par nos spécialistes sur toute menuiserie (Alu ou bois).

*Efficace, économique.

Tél. 828.63.04

SODIC-FRANCE

LE SPECIALISTE DE L'ISOLATION

THERMIQUE ET PHONIQUE

144, rue de Javel - 75015 PARIS

Information gratuite

M. 2

Adresse : _____

Tél. : _____

POLITIQUE

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 27 octobre au palais de l'Élysée. Au terme de ses travaux le communiqué suivant a été publié :

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le conseil a adopté un projet de loi autorisant le gouvernement à approuver le deuxième amendement aux statuts du Fonds monétaire international et la participation de quotas-parts des pays membres de ce Fonds.

Ce projet d'amendement pose les règles d'un nouveau système monétaire international. Dans un premier temps, le régime des changes reste fondé sur la liberté de choix des États membres. Le Fonds monétaire international doit néanmoins exercer une surveillance sur les politiques de change. Pour l'avenir, le Fonds monétaire pourra décider, à la majorité de 85 %, d'établir un régime de parités stables mais ajustables. Le rôle du droit de change spécial, créé en 1963, est renforcé en vue d'un faire le principal avoir de réserve et d'en faciliter l'usage dans les règlements internationaux. Le rôle de l'or est progressivement réduit au sein du Fonds monétaire : le prix officiel est aboli, ce qui facilitera à l'avenir les transactions sur or entre banques centrales ; les parités ne sont plus définies par rapport à l'or, et l'or détenu par le Fonds sera, pour un système, restitué aux pays membres et, pour un autre système, vendu au profit des pays en développement.

Le projet de loi autorise le gouvernement à participer à l'augmentation générale des quotas-parts du Fonds. La quote-part de la France sera portée de 1 500 millions de D.T.S. à 1 919 millions, ce qui correspond à une augmentation de 28 %.

(Lire page 35.)

LA RÉGLEMENTATION DES CASINOS

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi modifiant la réglementation des jeux dans les casinos et les stations balnéaires, thermales et climatiques. Ce projet met en conformité la législation française avec les dispositions du traité de Rome qui interdisent tout traitement discriminatoire fondé sur la nationalité en matière de liberté d'établissement et d'exercice des activités professionnelles. Il prévoit que les ressortissants des États de la Communauté pourront exercer les fonctions de directeur ou de membres du comité de direction de casino ou être employés dans les salles de jeu, dans les mêmes conditions que les ressortissants français.

RÉFÉRENDUM A DJIBOUTI

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi qui fixe les modalités de la consultation de la population du Territoire français des Afars et des Issas. Cette consultation, qui aura lieu au plus tard six mois après la promulgation de la loi, portera sur le point de savoir si la population souhaite choisir l'indépendance ou demeurer au sein de la République française. Dans un délai de six mois après la proclamation des résultats, le Parlement sera appelé à se prononcer sur la suite à donner à cette consultation. Le projet prévoit que les électeurs inscrits sur les listes électorales et qui ne sont pas originaires du Territoire devront justifier d'une résidence dans le Territoire pendant les trois années précédant le scrutin. Deux commissions seront créées : une commission de contrôle des opérations électorales, composée de magistrats désignés par le premier président de la Cour de cassation, veillera à la liberté et à la sincérité de la consultation ; une commission de recensement et de jugement, composée de membres du Conseil d'État, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes, aura, notamment, pour rôle de centraliser les procès-verbaux des bureaux de vote, de statuer sur les requêtes contestant les résultats et de publier les résultats de la consultation.

LE LITTORAL MÉDITERRANÉEN

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à la protection des eaux du littoral méditerranéen. Cet accord, signé entre les gouvernements de la France, de la principauté de Monaco et de l'Italie, permet de lutter plus efficacement contre la pollution des eaux du littoral entre les villes de Hyères et de Gênes. Il prévoit la création d'une commission internationale chargée d'établir et d'examiner une convention étroite entre les services compétents des trois pays. Assistée d'un comité d'experts, elle aura pour tâche d'harmoniser les programmes d'aménagement, de recueillir et diffuser tout renseignement sur les zones littorales ou les risques de pollution, de favoriser les recherches et les études et de proposer aux gouvernements toutes mesures de nature à préserver les eaux et le littoral. Cet accord complète les décisions prises le 5 février 1974 à Barcelone au cours de la réunion internationale portant sur la protection de la Méditerranée contre la pollution.

LE CONTRÔLE BUDGÉTAIRE DE LA C.E.E.

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant la rati-

fication du traité signé à Bruxelles le 22 juillet 1975 par les ministres des affaires étrangères des neuf États membres de la Communauté, modifiant certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes.

Ce traité complète les dispositions du traité du 28 août 1970 créant les ressources propres de la Communauté et mettant en place un contrôle parlementaire adéquat de ces ressources, en donnant à l'Assemblée européenne un rôle plus actif dans la procédure budgétaire et en créant une Cour des comptes européenne.

Pour rejeter une proposition de modification émanant de l'Assemblée en matière de dépenses obligatoires, le conseil devra réunir une majorité qualifiée.

L'Assemblée, ainsi que la Cour des comptes, sera consultée avant l'adoption par le conseil des règlements de nature financière.

L'Assemblée se voit expressément reconnaître la compétence qui lui appartient jusqu'à lors discutée de rejeter globalement le projet de budget présenté par le conseil.

Le traité apporte également certaines modifications techniques au droit budgétaire européen.

La Cour des comptes européenne sera composée de neuf membres, appartenant au ayant appartenu, dans leurs pays respectifs, aux institutions de contrôle ou possédant une qualification particulière, nommés pour six ans par le conseil à l'unanimité après consultation de l'Assemblée. La Cour des comptes aura à examiner les comptes de la totalité des recettes et des dépenses de la Communauté sous l'angle de la légalité, de la régularité et de la bonne gestion financière. Pour remplir sa mission, elle pourra procéder à des contrôles sur pièces, et au besoin sur place auprès des institutions de la Communauté et des États membres. Dans ce dernier cas, elle agira en liaison avec les institutions de contrôle et les services nationaux. Elle assistera l'Assemblée et, le conseil dans leurs fonctions de contrôle et d'exécution du budget.

LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant l'adhésion de la France à l'accord constitutif de la Banque interaméricaine de développement. Cette banque a pour objet d'encourager la promotion des investissements et de promouvoir le développement des États membres et de fournir une assistance technique pour la préparation, le financement et la mise en œuvre de plans de développement et de projets déterminés. Constitué initialement par les pays membres de l'Organisation

des États américains, elle vient de s'ouvrir aux pays extérieurs à cette région du monde. C'est à ce titre que la France a demandé son adhésion, comme l'avaient fait, avant elle, douze pays industrialisés. L'adhésion de la France permettra la participation des entreprises françaises aux adjudications des marchés financés par la Banque.

L'EUROPE DES MÉDECINS

Un projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession médicale a été adopté. Il fait suite aux directives signées le 16 juillet 1976 par le Conseil des communautés européennes relatives à la reconnaissance mutuelle des titres de médecins, à la coordination des lois et règlements concernant les activités de médecine. Le projet de loi dispose que les ressortissants des États membres de la Communauté pourront, comme les nationaux et dans les mêmes conditions qu'eux, exercer en France les professions médicales. Il définit les conditions dans lesquelles les diplômés des États de la Communauté peuvent exercer de droit à l'exercice de la profession de médecin en France ainsi que les obligations de ces médecins à l'égard du Conseil de l'Ordre. Il prévoit également les dispositions relatives à l'exercice en France des professions médicales par les citoyens andorrans.

AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le conseil des ministres a adopté un projet de décret qui modifie les attributions du secrétaire général du ministère des affaires étrangères. Le secrétaire général assiste le ministre dans l'orientation générale et la conduite des affaires et, à sa demande, assure toute tâche d'étude et de préparation. Il supplée le ministre dans les rapports avec les diplomates accrédités et peut le représenter dans les réunions ou organisations interministérielles. En outre, il suit les questions relatives à l'organisation du ministère et veille à l'adaptation des moyens des services et des postes à leurs missions.

(Lire page 40.)

INFLATION

Le premier ministre a informé le conseil des décisions prises par le conseil central de planification, consacré à la réduction des causes structurelles de l'inflation.

BILAN SOCIAL DES ENTREPRISES

Le ministre du travail a exposé l'expérience générale du projet de loi relatif à l'institution d'un bilan

social dans les entreprises de plus de trois cents salariés dont le gouvernement vient de saisir pour avis le Conseil économique et social. L'intérêt de la confection d'un document annuel, dans le domaine social, est évident, car il permet de mieux connaître la situation sociale et financière, et d'expérimenter par l'initiative d'un certain nombre d'entreprises et d'instituer, dans les entreprises d'une certaine taille où il devient nécessaire, un instrument pratique et maniable de connaissance et sous forme de données chiffrées, toutes les mesures appliquées en matière sociale et de personnel, durant l'exercice considéré. Il peut ainsi, les caractéristiques de chaque branche professionnelle étant respectées, apporter à tous les partenaires de la vie de l'entreprise les enseignements objectifs et cohérents ainsi que la vue d'ensemble qui leur sont indispensables.

TRAVAUX EUROPÉENS

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte des travaux du Conseil des communautés des 18 et 19 octobre 1976 à Luxembourg. Cette réunion a été notamment consacrée à l'examen des principes de la politique communautaire de la pêche, qui devrait être mise en place avant la fin de l'année 1976.

Le ministre de l'Industrie et de la recherche a rendu compte des travaux du Conseil des communautés, qui s'est tenu le 21 octobre à Luxembourg pour traiter des programmes de recherche communautaires, et notamment de la réalisation d'un réseau d'ETI consacré à l'étude de la fusion thermonucléaire contrôlée, pour lequel la France a proposé le site de Cadarache.

Le ministre de l'Agriculture a rendu compte au conseil des délibérations du conseil des ministres de la Communauté, auquel ont participé, avec lui, le secrétaire d'État auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances chargé du budget et le secrétaire d'État à l'agriculture.

Le conseil, maintenant, a reconnu la nécessité de mieux maîtriser le marché laitier par un dispositif d'ensemble dont il poursuivra l'étude en novembre.

Saisi d'une proposition de la commission tendant à limiter l'indemnité des déclarations monétaires sur la politique agricole commune, il en a commencé l'examen.

En application du nouveau règlement vitivinicole, il a ouvert une opération de distillation destinée à rétablir l'équilibre du marché des vins blancs dans le sud-ouest de la France.

LIBAN

Le ministre des affaires étrangères a fait une communication sur la crise libanaise à la suite de l'accord de Riyad et de la réunion de Caïro. Le conseil des ministres s'est réuni et de l'engagement qui y est pris de respecter la souveraineté et l'intégrité du Liban et l'unité de son peuple. Il a relevé avec satisfaction le rôle confié au président libanais dans l'exécution de l'accord. Il a formulé le souhait que cet accord approuvé par le parlement de Caïro ouvre enfin la voie à la réconciliation entre libanais, à laquelle la France demeure disposée, si la demande lui en est faite, à apporter son concours.

LE VOYAGE A LA REUNION

Le secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'Intérieur (D018 - 1003) a présenté au conseil une communication sur la situation dans le département de la Réunion et sur la visite officielle du président de la République. Il a insisté sur le problème de l'emploi et, notamment, de l'emploi des jeunes.

Le président de la République a rappelé que les efforts déjà faits et qui seront poursuivis, notamment par de nouvelles mesures économiques et sociales, traduisent la volonté du gouvernement de mettre effectivement en jeu la solidarité nationale au profit de ce département.

Le Centre des démocrates sociaux a publié mardi 26 octobre une déclaration dans laquelle il estime « encourageant » le rapport préparé par M. Olivier Guichard sur la réforme des collectivités locales. Le C.D.S. ajoute : « C'est la première fois qu'une réflexion globale et approfondie est proposée à la méditation de tous les citoyens. Il demeure qu'après tant de documents — souvent de haute qualité — restés lettre morte, une incertitude plane sur l'avenir de cette construction. Il importe donc que, dans les meilleurs délais, le débat parlementaire permette de porter à la connaissance du grand public tout à la fois les modalités du projet et leur appréciation par les élus. L'avenir de la démocratie locale est un bien trop précieux pour la liberté de chacun pour qu'il demeure l'affaire des techniciens. Les Français et les Françaises doivent en décider eux-mêmes ou par leurs représentants. »

LE LIVRE CLUB DIDEROT présente



l'édition en 5 volumes illustrés entièrement parus et un coffret documents de

LA PAR ALAIN GUÉRIN RESISTANCE

la seule grande fresque qui embrasse 20 années de combats pour la liberté

... la "chronique" proposée est bien celle d'une époque. Mieux : elle est l'époque... La mémoire doit savoir être impitoyable quand restent incandescents les souvenirs... Le travail mené l'a été bien.

J.M. Theoloyre - Le Monde 22 Oct. 1976

La volonté d'une approche véritablement historique du sujet (...) Une documentation remarquable et un souci de vérité totale...

Gilles Perrault - Le Nouvel Observateur

Que faut-il le plus apprécier d'Alain Guérin : sa lucidité ou sa fermeté ? Il connaît les dimensions du temps dont il écrit l'histoire.

André Wurmser - l'Humanité

Document considérable et passionnant.

F.R. Bastide - France-Inter - Le Masque et la Plume.

LES PRÉFACIERS

Louis SAILLANT, Président du Conseil National de la Résistance, Jacques DEBUI-BRIDE, Membre fondateur du Conseil National de la Résistance au titre de la Fédération Républicaine, Marie-Madeleine FOURCIE, Chef du réseau Alliance, Présidente du Comité d'action de la Résistance, Henry ROL-TANGUY, Colonel, Chef Régional des F.F.I. de l'île de France, Compagnon de la Libération, Post-fact de Robert VOLLET, Lieutenant-Colonel de l'armée secrète.

LES VOLUMES

- Tome I Victoire du crime
- Tome II Une révolte très organisée
- Tome III Du côté des bourreaux
- Tome IV Au temps des maîtres perdus
- Tome V Le combat total.

Le coffret documents. Du même format que celui des autres volumes, le coffret documents rassemble des fac-similés et reproductions d'archives d'époque, des journaux clandestins, des cartes et tickets d'alimentation, des "Ausweis", des éléments de la vie quotidienne

qui semblent sortir d'autant de portefeuilles, boîtes aux lettres, et tiroirs indiscrètement tirés de l'oubli. Le coffret documents restitue l'environnement d'alors et constitue un vivant musée des années 1930 à 1950.

LES ILLUSTRATIONS

Un principe : La chasse aux documents, la précision dans l'écrit, l'évocation dans le détail.

La place qui leur revient : 50 % de la surface et en tous cas le 1/3 supérieur de toutes les pages.

Les sources : Archives personnelles et familiales, (tiroirs, coffrets, albums souvenirs, coins de greniers, tous les trésors de l'histoire inconnue). Un choix fait parmi des milliers d'écrits, Documents officiels (musées, bibliothèques, archives), pellicules laissées pour compte par la Wehrmacht, plaques de photos de la collaboration ou des maquis tissent tout au long de l'ouvrage la trame vivante de cette grande fresque.

Bon de documentation gratuite à retourner au Livre Club Diderot 13 Bd. Boudon 75004 PARIS

Je désire être documenté sans aucun engagement sur la Résistance par Alain Guérin.

Nom et prénom

profession :

Adresse complète :

Je m'engage à lire

150 000 000

POLITIQUE

ministres

SUR EUROPE 1

Mme Edith Cresson et l'histoire d'un engagement

Interrogée mercredi soir dans les studios d'Europe 1, à propos de son livre, récemment paru, « Les années de la République », Mme Edith Cresson, qui a affronté l'an dernier M. Pierre Abelin aux législatives de Châteauneuf, et qui est aujourd'hui un des quatorze secrétaires du parti socialiste, a expliqué que son livre n'était pas seulement une « chronique », mais l'histoire d'un engagement, un « itinéraire politique avec un choix à gauche », écrit plus particulièrement en direction des femmes et qui tient peu d'ouvrages politiques.

Le rapport de la commission Guichard

M. EDOUARD BONNEFOUS RAPPELLE LE RÔLE DU SÉNAT

M. Edouard Bonnefous, sénateur des Yvelines (gauche démocratique), président de la commission des finances du Sénat, adresse au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, une « question orale avec débat » concernant l'une des dispositions proposées par la commission présidée par M. Olivier Guichard, et dont le rapport vient d'être publié (le Monde du 26 octobre).

Cette Commission de développement des responsabilités locales propose la création d'une Conférence nationale des institutions locales, composée de membres élus par les conseillers régionaux, et qui serait l'organe permanent de la coopération entre l'Etat et les collectivités locales.

M. Bonnefous a fait observer : « 1) Que le Sénat, qui est, en termes de la Constitution, l'assemblée représentative des collectivités territoriales élues au suffrage universel, est déjà cette mission ;

« 2) Qu'il suffit de se reporter au compte rendu des débats parlementaires publiés par le Journal officiel pour constater que la préoccupation permanente des sénateurs, dans la diversité de leurs travaux, est d'établir une coopération entre l'Etat et les collectivités locales.

« Il rappelle enfin au ministre, que le référendum de 1969 a confirmé le Sénat dans ses pouvoirs et compétences. Il lui demande en conséquence, et quelle que soit la suite donnée à ce projet, de faire connaître les dispositions envisagées en vue de garantir les droits du Sénat, et le cas échéant, d'établir un lien organique entre cette assemblée et la Conférence nationale. »

« La Fédération nationale des élus républicains municipaux, cantonaux et régionaux, réunira son conseil fédéral, mercredi 3 novembre, au Sénat, pour examiner les actions à mener face à la situation aggravée dans laquelle se trouvent les collectivités locales avec le plan Barre et le projet de loi de finances pour 1977 ». La Fédération estime, d'autre part, que « ce n'est pas le rapport de la commission Guichard qui pourra calmer les inquiétudes des élus, ses conclusions constituant une nouvelle offensive contre l'autonomie et les libertés communales. »

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 ou PLUS jusqu'à 2 m 10 ! SI VOUS ÊTES FORT JOHN RAPAL GRANDES TAILLES PRET-À-PORTER

Costumes serge, flanelle, cheviotte, tenniss, velours inimitables, Vests sport, harris tweed, shirland etc... Pardessus, impers, trench doublure amovible. Peaux faînées, vestes, blousons, trench, cuir ou daim, exclusivité MAC DOUGLAS. Pantalons, chemises, pulls, 4 longueurs de manche.

3000 VETEMENTS livrés immédiatement.

40, Av. de la République Métro Parmentier. Parking gratuit. Tél. 355.66.00

A FRANCE-INTER

M. Giscard d'Estaing : je ne m'intéresse ni aux complots ni aux complotteurs

M. Giscard d'Estaing qui participait mercredi 27 octobre à l'émission « 13-14 » (en direct de l'Elysée) sur France-Inter, a été interrogé sur les « complots » attribués à certains de ses adversaires.

Il a déclaré : « Je ne m'intéresse ni aux complots ni aux complotteurs. Ce qui m'intéresse, à l'heure actuelle, c'est l'indépendance de la France, c'est-à-dire la lutte contre la hausse des prix et la poursuite de la politique en cours. (...) Il est bon que tous les acteurs de l'élection présidentielle de 1974 respectent le verdict du suffrage populaire. Ce verdict, apparemment, aux électeurs, c'est eux qui le président de la République a à rendre des comptes et à personne d'autre. Il y a, dans l'action politique, par-

LE P.S. DÉNONCE « L'INCOHÉRENCE » DE M. J.-J. SERVAN-SCHREIBER

M. Claude Estier a déclaré vendredi 27 octobre, au nom du secrétariat national du P.S. dans le cadre de la campagne de la majorité pour dissimuler ses propres divisions et pour détourner sur l'opposition les responsabilités du pouvoir dans l'aggravation de la situation économique et sociale.

M. Charles Harnu, devant des élus socialistes, et Mme Edith Cresson, à Europe 1, ont commenté en termes analogues la déclaration de M. Servan-Schreiber.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

« PRÉCISION. — La section de Libourne du parti socialiste nous précise qu'il serait « prématuré » de dire dès maintenant qui conduira la liste d'union de la gauche lors des élections municipales. Dans le Monde du 20 octobre, nous avions annoncé que M. Gilbert Miterrand, fils du premier secrétaire du P.S., qui vient de s'installer à Libourne, conduirait « très probablement » la liste de gauche.

NANCY. — La fédération de Meurthe-et-Moselle du Mouvement des radicaux de gauche nous signale que sur la liste d'union de la gauche ceux-ci ne bénéficieront pas de sièges » compris dans le contingent du P.S., mais de « 15 % des sièges (soit 5 sur 41) et d'un des postes d'adjoint parmi les premiers ».

fois des difficultés mais l'important est de tenir le coup. »

A propos de la majorité, le président de la République a fait cette remarque : « Il faut une majorité présidentielle parce que c'est la logique des institutions et parce que c'est le choix personnel du général de Gaulle. Lorsque, en 1962, le général de Gaulle a fait le référendum dont on se souvient, c'était pour que la majorité d' alors devienne une majorité présidentielle. Et donc, tous ceux qui se réclament de sa grande inspiration doivent raisonner en termes de majorité présidentielle. (...) Il est tout à fait naturel qu'existent à l'intérieur de cette majorité des initiatives, une estimation, des propositions. Je n'ai jamais été pour le monolithisme politique, et ce n'est pas moi qui vais l'imposer maintenant à d'autres, mais il faut que le cadre soit net, et le cadre, c'est la majorité présidentielle dans laquelle doit exister la solidarité. »

La hausse des prix en 1976 restera inférieure à 10 %

En ce qui concerne la situation économique, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « Rappelons des propositions de nationalisations, c'est-à-dire faire fuir automatiquement les investisseurs du marché français ; annoncer, dans l'improvisation, un impôt sur le capital, qui ne peut créer qu'un réflexe de crainte (alors que, vis-à-vis de l'étranger, le monnaie doit être défendue) ; est-ce là l'exercice d'une responsabilité ? Est-ce que cela témoigne d'une conscience exacte des problèmes de la France ? » A propos de la hausse des prix au mois de septembre, qui a été d'environ 1 % (le Monde du 21 octobre), le chef de l'Etat a noté : « Malgré cette hausse croissante, il faut savoir que la hausse des prix en France restera, cette année, inférieure à 10 %.

Deauville
Le Domaine du Haut-Bois

Sur les hauteurs de Touques, à moins de 5 minutes des plages de Deauville et Trouville, il reste quelques terrains disponibles (à partir de 90 000 F) dans le cadre boisé d'un domaine privé et gardé, avec deux courts de tennis.

Vue exceptionnelle sur la mer et la Vallée de la Touques.

Chaque parcelle, d'environ 2 500 m², entièrement viabilisée, est réservée à la construction de maisons de style normand traditionnel.

D. FEAU

132, bd Haussmann 75008 Paris 522.69.34

Place du Casino 14360 Trouville (31) 88.58.68

POINT DE VUE

Un projet de société

par RENÉ LENOIR (*)

Nous n'avons pas un droit acquis à vivre dans une société libre. Mais le fait d'y vivre permet au moins de débattre de la forme à lui donner. Prenons une carte du monde et essayons de compter dans combien de pays, sur les cent quarante-cinq membres de l'ONU, un tel débat pourrait s'instaurer ; vous n'en trouverez pas vingt.

Pourquoi élaborer un projet de société ? Le sens de la solidarité y pousse, mais aussi le besoin de sécurité. L'homme — et surtout le Français — est ainsi fait que ce besoin va au-delà de la sécurité immédiate. Il passe par la compréhension de la société dans laquelle il vit.

Un tel projet est plus que jamais nécessaire parce que le monde change rapidement. Il change souvent pour l'homme et parfois aussi contre lui.

Ce débat peut-il être démocratique ? Il l'est à l'évidence grâce au caractère pluraliste de notre société, à la généralisation de l'éducation et à la place qu'y tiennent les mass-media. Il est d'autant plus ouvert que « Démocratie française » ne se présente pas comme un catalogue de mesures à prendre ou à laisser — on l'a dit alors baptisé « charte octroyée », expression qui aurait pu être appliquée au programme commun élaboré par des états-majors et proposé, par eux, à la base. Il doit permettre de définir les moyens, les méthodes, les étapes pour atteindre certains objectifs souhaités par la majorité des citoyens.

Faut-il utiliser sa dynamique pour débouler des situations concrètes ? Sûrement. Le vrai libéralisme est réforme permanente. Il doit être un bon décapant des routines et des scléroses dans un pays où chacun dénonce volontiers le monopole du voisin mais n'aperçoit même plus le monopole corporatif dans lequel il vit comme dans une forteresse.

Belle occasion aussi de redécouvrir que liberté, responsabilité et solidarité sont indissociables, que la liberté de posséder, par exemple, suppose des bornes, sauf à exclure le plus grand nombre de personnes de cette liberté.

De ce travail à entreprendre ensemble, que dit M. Valéry Giscard d'Estaing ? « La progrès de l'espèce humaine n'est pas linéaire, il ne s'accomplit pas vers un horizon fixe et dégeçé, il ressemble à la poussée biologique de la nature, qui oblige chaque année à débroussailler, à semer et à ordonner, comme si, en apparence, aucun effort n'était jamais achevé. »

Mais si nous nous éloignons trop d'un type de société imparfaite mais parfaite, nous tomberons dans un autre dont à peu près personne ne veut. Une expérience maintenant longue le prouve : partout où pouvoir économique et pouvoir politique sont confondus, il n'y a pas de dissidence, pas d'échappatoire possible, plus de vraie liberté. Toutes les libertés sont solidaires ; il n'y a pas de libertés « formelles », et celle d'entreprendre vaut autant que celle de s'exprimer, de se grouper ou de s'isoler.

Certes, il n'y a pire ennemi des libertés que l'excès de liberté. Le libéralisme abstrait, délégué, se retourne contre lui-même. Un projet de société, justement, permet de partir, non de mécanismes soit-disant automatiques, mais du besoin de l'homme, d'imaginer des contre-pouvoirs, d'assigner à la croissance des objectifs nouveaux.

D'autres peuvent se fixer des objectifs semblables, mais si, pour les atteindre, ils commencent par renforcer la centralisation du pouvoir et en venant à déterminer de façon plus ou moins autoritaire et plus ou moins planifiée l'activité de chacun, la logique et le sens propre du système nous conduiront à un autre type de société.

Depuis un millier d'années, des sociétés se construisent à partir de la personne. Après l'individu, les familles, les groupes restreints, les collectivités locales sont d'abord responsables. L'Etat n'intervient que pour garantir le bien commun de l'ensemble. Dans cette cité-là, ce sont les hommes qui gardent la loi. Inévitablement, un retournement de ce principe est en train de s'opérer. Ce qui est premier ce n'est plus la personne, mais le groupe social manifesté par l'organisation étatique ; et le rôle de l'individu, son activité spontanée et créatrice, deviennent subsidiaires. Prenons garde que dans cette cité qui va s'élever sous nos yeux il n'y ait plus que la loi pour garder les hommes.

M. Valéry Giscard d'Estaing a pris un risque, dit-on. C'est son affaire. Ne pas discuter de la forme de la société dans laquelle nous vivons demain, ce serait prendre un autre risque ; c'est l'affaire de tous les Français.

(*) Secrétaire d'Etat.

RAPATRIÉS

« Le Comité du mémorial national des rapatriés appelle ces derniers à participer à une cérémonie empreinte de solennité et de recueillement », organisée samedi 30 octobre, à 11 heures, au mémorial national, au cimetière Saint-Pierre d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

VILLES JUMELÉES

Réunie à Rijeka (Yougoslavie)

LA SECONDE CONFÉRENCE DES VILLES DE LA MÉDITERRANÉE VOUDRAIT DONNER NAISSANCE À UNE UNION POLITIQUE.

La Fédération mondiale des villes jumelées organise, du mercredi 27 au vendredi 29 octobre, à Rijeka (Yougoslavie), sa deuxième conférence des villes de la Méditerranée. La première avait eu lieu à Beyrouth, en juin 1973.

La conférence de Rijeka doit permettre la fondation d'une Union des villes de la Méditerranée, dont les objectifs principaux seraient de coordonner l'action politique de celles-ci en faveur de leur développement et de leur coopération internationale, de mieux préserver et organiser l'aménagement du littoral méditerranéen dans les différents pays, et de lutter contre la pollution marine. Un certain nombre de manifestations culturelles communes seraient en outre envisagées.

M. Michel Bruguière, rapporteur général du haut comité de la langue française, créé auprès du premier ministre, a adressé aux organisateurs de la conférence un message dans lequel il estime que celle-ci « sera l'occasion de manifester le rôle que les élus locaux et ceux qui ont la responsabilité d'institutions ou d'organismes dont l'action engage la vie quotidienne des citoyens, peuvent jouer dans la résolution des grands problèmes de notre temps ».

PARADISE 15

Un immeuble classique au coeur du...vrai bon 15^e. A proximité de Montparnasse et du 7^e arrondissement.

La rue Bargue est une rue calme du 15^e arrondissement juste derrière Montparnasse. Au bout de la rue Bargue, la rue de Vaugirard, animée et commerçante.

Deux petits immeubles de cinq et sept étages sont construits. En tout, 52 appartements la plupart avec balcon ou terrasse.

Une résidence classique, confortable et calme, à 6750 F le m², prix ferme et définitif. Les appartements seront livrables au deuxième trimestre 1977.

GERC

Renseignements et vente sur place : 6 à 12 rue Bargue 75015 Paris. Tél. : 256.96.98.

CONSTRUCTIONS LA HENRI

ÉQUIPEMENT : M. Fourcade s'inquiète du coût des entreprises publiques

١٥٠٠

150

L'AFFAIRE DASSAULT

La commission parlementaire souhaite étendre son enquête à l'ensemble de l'industrie aéronautique

Sur proposition de son rapporteur, M. Limouzy (U.D.R.), la commission des lois de l'Assemblée nationale a étendu l'objet de la commission d'enquête parlementaire, proposée par les députés socialistes et radicaux de gauche, à l'ensemble de l'industrie aéronautique. Pour l'opposition, cette extension contre laquelle elle s'est élevée, apparaît comme une manœuvre destinée à « noyer le poisson », selon M. Forni (P.S.), et même « va jeter la suspicion sur les entreprises nationalisées », pour M. Kalinsky (P.C.).

La procédure prévoit, après l'examen de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête, son inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale qui se prononcera alors sur la création de la commission. La prochaine conférence des présidents, qui aura lieu mardi 2 novembre, devrait proposer à l'Assemblée d'ouvrir le débat prochainement.

La commission d'enquête, dont les quinze membres sont

tenus au secret sur le résultat de leurs investigations, dispose de quatre mois pour établir un rapport dont la diffusion publique est ensuite décidée ou non par l'Assemblée.

Depuis le début de la législature, c'est-à-dire depuis mars 1973, quarante-six propositions de résolution tendant à la création de commissions d'enquête sur les cinquante qui ont été déposées, ont été examinées par la commission des lois de l'Assemblée nationale.

Trois des quatre propositions non encore examinées sont récentes : deux concernent l'évasion fiscale à propos de l'affaire Dassault, une les activités de la délégation en France de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.).

Sur les cinquante propositions, vingt et une ont été présentées par des députés communistes, vingt par des socialistes et radicaux de gauche, quatre par des députés centristes, trois par des députés U.D.R. et deux par des députés républicains indépendants.

Six ont été inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Une seule a été repoussée : celle de M. Mitterrand relative aux écoutes téléphoniques. Les cinq dont l'adoption a permis la constitution d'une commission d'enquête ont été approuvées en 1974. Deux étaient d'origine communiste et concernaient l'une la pollution du littoral méditerranéen, l'autre les pratiques des sociétés pétrolières. La proposition socialiste, qui a été adoptée, visait la situation de l'énergie, celle émanant des républicains indépendants, la délivrance de certains permis de construire à Paris, et celle de l'U.D.R. le commerce de la viande.

La commission, dont le principe vient d'être acquis, devra s'intéresser à la passation des marchés publics d'études, de fournitures et de travaux ainsi qu'aux subventions dans le domaine de la construction aéronautique, civile et militaire. Le groupe privé Dassault-Breguet, qui ne paraît pas ressentir, dans ses contacts avec l'étranger, les effets des remous politiques actuels, reçoit en 1976 environ 11 % des crédits d'équipement publics alloués, en France, au secteur aérospatial.

LA MAJORITÉ VEUT NOYER LE POISSON

affirmation des députés de l'opposition

La commission des lois de l'Assemblée nationale, réunie, mercredi matin 27 octobre, a notamment examiné la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Dassault-Breguet, présentée par le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.

M. Jacques Limouzy (U.D.R.), rapporteur, a tout d'abord relevé que cette proposition de résolution était irrecevable, puisque son article unique ne déterminait aucun fait sur lequel serait appelée l'attention de l'Assemblée nationale comme l'y oblige le règlement de l'Assemblée. Il a estimé toutefois que la question des avances remboursables mérite de retenir l'attention du Parlement, avant de noter que, après les nombreuses années d'application de cette procédure, des pratiques ont pu s'établir, des faiblesses ont pu s'insinuer, des lourdeurs préjudiciables à l'intérêt public ont pu s'insinuer et que, très justement, une enquête est nécessaire au niveau du législateur. Mais, a-t-il ajouté, pour que celle-ci soit sérieuse et pour qu'elle soit surtout légitime et digne du Parlement, il est nécessaire de ne pas isoler un seul fait, et une seule société, de toutes celles — d'ailleurs peu nombreuses — qui bénéficient des mêmes procédures.

M. Limouzy a proposé l'adoption d'un amendement remplaçant l'article unique de la proposition de résolution socialiste par un autre article. Cet amendement prévoit la création d'une commission d'enquête composée de quinze membres et chargée d'examiner « les conditions dans lesquelles ont été utilisés les fonds publics et paraspubliques alloués aux entreprises privées ou publiques de construction d'aéronefs, d'engins et matériels aéronautiques (Société Marcel Dassault-Breguet, Société MATRA, Société nationale industrielle aérospatiale, SNECMA, TURBOMÉCA) et généralement toute société citée dans les rapports annuels de la Cour des comptes visés dans l'exposé des motifs. L'enquête s'étendra à l'ensemble des marchés publics de travaux, de fournitures et de travaux dont ces sociétés bénéficient et portera sur toute aide, avance, annulation de dette, subvention d'équipement, octroi de capital, consenties par l'Etat ou des organismes publics ou

parapubliques. Elle pourra s'étendre aux filiales des sociétés en cause ».

Cet amendement a été adopté par les commissions de la majorité, les socialistes et radicaux de gauche votant contre, les communistes ne prenant pas part au vote. Un amendement présenté par le groupe communiste et demandant que la procédure soit donnée à l'étude de la société Dassault a été repoussé.

LE P.S. : une manœuvre de la majorité.

Au terme des travaux de la commission, le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche a publié un communiqué dans lequel il souligne que « la majorité s'est livrée à une manœuvre pour éviter qu'une enquête parlementaire sur l'empire Dassault soit en mesure de faire toute la lumière sur cette affaire ». Après avoir rappelé que « l'U.D.R. avait paru accepter » leur proposition (le Monde du 21 octobre), les députés socialistes et radicaux de gauche ont déclaré que « les députés U.D.R. ont fait volte-face en élargissant l'objet de l'enquête à l'ensemble de l'industrie aéronautique française, afin de masquer le cas Marcel Dassault ». Ils ajoutent : « En mêlant ainsi les problèmes touchant des entreprises qui relèvent du secteur public et qui peuvent faire l'objet d'un contrôle parlementaire et de ceux qui relèvent du secteur privé et qui échappent à ce contrôle, la majorité a tenté de faire obstacle à toute enquête sérieuse sur les graves violations de la loi de Vauthier. On ne voit pas en effet comment une commission dont le mandat est limité à quatre mois pourrait sérieusement enquêter dans un domaine aussi vaste sous la double contrainte du secret de défense nationale et du secret fiscal qui protège M. Marcel Dassault et que le gouvernement a refusé de lever (mardi soir 26 octobre). La majorité a tenté ainsi d'empêcher l'enquête parlementaire d'être menée par les députés socialistes et radicaux de gauche, voulant le laver de tout soupçon de partialité. Le groupe du P.S.R.G., auteur de la demande de commission d'enquête, et dont la pro-

position a été si grossièrement déformée, a voté contre l'adoption de cette commission d'enquête, ne voulant pas se faire le complice des manœuvres de M. Marcel Dassault ».

LE P.C. : une opération de désespoir.

De leur côté, les députés communistes ont estimé que le texte proposé par M. Limouzy « aboutit, par l'amalgame de problèmes différents, à détourner l'attention de l'opinion sur le scandale Dassault, à savoir : d'une part, l'utilisation par des sociétés privées de fonds publics qui leur sont largement attribués par le gouvernement, à des fins qui n'ont rien à voir avec l'intérêt national ; d'autre part, les pressions de fraude fiscale dressées à l'encontre des sociétés Dassault ».

Le groupe communiste indique qu'il a « par la voix de ses commissaires », rappelé que l'opinion publique exige que toute la lumière soit faite sur les agissements de M. Marcel Dassault, qu'il est inadmissible de voir escamoter les véritables problèmes : ses commissaires ont proposé un amendement qui permettrait de recueillir les éléments de la commission d'enquête, en donnant priorité à l'investigation sur les activités des sociétés Dassault ; la majorité a répondu cet amendement, démontrant ainsi que son véritable but était d'étouffer le scandale. Dans de telles conditions, les commissaires communistes ont réitéré leur opposition aux manœuvres de la majorité, ont refusé de cautionner cette opération de diversion qui permettrait aux sociétés Dassault de continuer les mêmes pratiques ». En conclusion, le groupe communiste assure qu'il « poursuivra son action pour que toute la vérité soit connue ».

M. de BÉNOUVILLE : une décision raisonnable.

M. Pierre de Bénouville, député app. U.D.R. de Paris, l'un des plus proches collaborateurs de M. Dassault, a considéré que la décision de la commission des lois lui paraissait « raisonnable ». Il a ajouté : « La commission d'enquête parlementaire ne peut pas se soucier de faire comme l'affaire de Vauthier, qui sera réglée par la justice. En revanche, il me paraît digne de l'Assemblée nationale d'examiner sérieusement et de façon comparative, le système des avances remboursables données à des industries et de voir dans quelle mesure les sociétés se sont acquittées des engagements qu'elles avaient pris ».

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE N'EST PAS HOSTILE A UNE PRISE DE PARTICIPATION DE L'ÉTAT

Dans l'entourage du ministre de la défense, qui est en France l'autorité de tutelle administrative de la construction aéronautique, on ne se montre pas totalement hostile à la perspective d'une prise de participation de l'Etat — sous une forme qui reste à déterminer — dans la société Dassault-Breguet.

On fait cependant observer que l'entreprise aéronautique contrôlée par M. Marcel Dassault a été et demeure un outil industriel particulièrement adapté aux besoins du marché national ou étranger. On redoute qu'une fusion insuffisamment étudiée des sociétés actuelles de cellules d'avions civils et militaires ne conduise à des nationalisations hâtives ou manquées. On considère toutefois qu'il convient de préparer dès maintenant, comme l'admet le principal intéressé, une « étude » de la société privée.

L'avenir du groupe Dassault-Breguet — son propriétaire actuel est âgé de quatre-vingt-quatre ans — a été examiné à plusieurs reprises d'entrepreneurs particuliers entre le ministre de la défense et le chef de l'Etat.

UNE LETTRE DE M. BALLANGER AU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE

M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a adressé, mercredi 27 octobre, une lettre à M. Raymond Dronne (réf.), président de la commission de la défense nationale, dans laquelle il lui demande de saisir cette commission « puisse inscrire à l'ordre du jour d'une de ses prochaines séances la discussion du rapport » sur une proposition de loi de M. Robert Mitterrand (P.C.) tendant à nationaliser l'industrie aérospatiale.

M. Ballanger, qui rappelle que cette proposition a été déposée le 18 décembre 1974, et son rapporteur, M. Michel d'Aillères (R.I.), indique qu'elle « pose en particulier le principe de la nationalisation du groupe Dassault ». Puis il assure que « la nécessité de [cette] nationalisation est reconnue de plus en plus largement par l'opinion publique, en raison notamment du financement public de cette société et des orientations de l'industrie aéronautique contraires à l'intérêt national qu'entraîne directement le poids de la société Dassault sur la vie économique et politique du pays ».

M. Ballanger émet le souhait que cette proposition de loi soit discutée en séance plénière avant la fin de la présente session.

Le groupe privé a reçu 11 % des crédits d'équipement aérospatial, civil et militaire, et la SNIAS 31 %

Dans le rapport sur le projet de budget militaire pour 1977 qu'il a présenté ce jeudi 28 octobre à la commission de la défense de l'Assemblée nationale, M. Michel d'Aillères, député républicain indépendant de la Sarthe et vice-président de la commission, donne les indications suivantes sur la répartition des crédits d'armement reçus en 1976 par les différents secteurs du secteur aérospatial en France.

L'Etat a accordé au groupe privé Dassault-Breguet 1 456 millions de francs en autorisations de programme (1), soit environ 11,02 % des crédits d'équipement (titre 5 de la loi de finances annuelle) gérés par la direction technique des constructions aéronautiques, la direction technique des engins et la direction technique des armements terrestres pour l'armement) et par l'aviation civile. De son côté, la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) a reçu dans le même temps 4 087 millions de francs, soit 30,9 % du montant total des autorisations de programme délivrées par ces différents organismes officiels.

Le reste des autorisations de programme se répartit entre la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) et la société privée Turboméca (pour environ 1 688 millions de francs) et diverses autres firmes.

Si l'on considère les crédits de paiement (2) pour les investissements en 1976, on constate que la loi de finances annuelle, le groupe privé Dassault-Breguet reçoit en 1976 environ 1 516 millions de francs, soit un peu moins de 12,4 % de l'ensemble des crédits de la délégation ministérielle pour l'armement (constructions aéronautiques, engins et armements terrestres) et l'aviation civile. Environ 3 447 millions de francs ont été attribués à la SNIAS, soit de l'ordre de 28,3 % de ce budget d'équipement aéro-

spatial. Le reste a été alloué à la SNECMA et à Turboméca (1 759 millions de francs) et à diverses autres sociétés.

M. d'Aillères publie plus précisément le montant des dépenses particulières de la direction technique des constructions aéronautiques (D.T.C.A.) de la délégation ministérielle pour l'armement. Dans ce seul domaine des autorisations de programme gérés par la D.T.C.A. (à l'exclusion des crédits de réparations), le groupe privé Dassault-Breguet reçoit 20 % du budget total d'équipement et la SNIAS de l'ordre de 5,8 %. Ces évaluations qui concernent le budget militaire, s'inversent pour ce qui concerne l'aviation civile, avec 11,6 % des crédits civils d'équipement aéronautique pour Dassault-Breguet et environ 50,3 % pour la SNIAS.

La constatation est la suivante pour les crédits de paiement : 20 % du budget d'équipement militaire et 6,6 % des dépenses de l'aviation civile pour Dassault, et 5,7 % du budget de la D.T.C.A. et 49 % de l'aviation civile pour la SNIAS.

Les statistiques publiées par le rapporteur de la commission de la défense confirment donc la place importante que Dassault-Breguet au sein de l'industrie aéronautique militaire française, puisque le groupe privé reçoit une large part des crédits de la D.T.C.A., mais ces mêmes statistiques mettent en valeur la contribution que l'Etat apporte notamment à la SNIAS dans le domaine des missiles stratégiques ou engins tactiques, des hélicoptères et de l'aviation civile.

(1) Les autorisations de programme sont la limite supérieure que les administrations sont autorisées, chaque année, à engager pour exécuter les investissements prévus par la loi.

(2) Les crédits de paiement sont une autorisation d'ordonner la dépense lorsque les services ou les travaux, préalablement autorisés, ont été exécutés.

Peu de répercussions sur les ventes à l'étranger

Les remous autour de l'affaire Dassault-Breguet n'ont pas eu, à ce jour, de répercussions sur les ventes à l'étranger du groupe privé. C'est, du moins, le sentiment général de la plupart des responsables commerciaux de Dassault-Breguet chargés de la prospection, qui font toutefois observer qu'il est prématuré d'entreprendre de mesurer l'impact des décisions de l'ancien directeur-comptable de la société sur le cours des négociations à l'étranger.

D'une manière générale, les représentants de l'industrie aéronautique française constatent que les discussions continuent avec la clientèle, tant civile que militaire, et que les opérations en cours en parlent le langage. La vente de soixante-douze intercepteurs Mirage F-1 à l'Irak d'ici à la fin de l'année — devraient normalement aboutir, dans la mesure où le gouvernement français est indirectement le garant des

affaires en discussion, indépendamment de l'image de marque » du groupe Dassault-Breguet. Le fait, en particulier, que M. Marcel Dassault ait déclaré qu'il n'était pas opposé à la nationalisation de l'entreprise aéronautique n'a pas eu d'effet, à ce jour, sur la crédibilité dont bénéficie la société privée à l'étranger. On peut remarquer, dans les milieux industriels, que le statut d'entreprise nationalisée n'a pas empêché la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) d'exporter chaque année 72 % de ses fabrications d'hélicoptères et de compter dans sa clientèle quatre-vingt-cinq pays étrangers au total. Ce n'est pas du jour au lendemain, dit-on notamment chez Dassault-Breguet, qu'un Etat décide de changer de fournisseur.

Dans deux cas précis, l'Iran et un pays africain non identifié, qui serait le Togo, les remous engendrés par l'affaire Dassault-Breguet ont toutefois eu quelques conséquences. Dans le premier cas, la pression américaine s'est faite encore plus vive en répandant le bruit que le concurrent français connaissait de graves difficultés politiques après le versement de « pots-de-vin » intérieurs, et dans le second cas, la signature du contrat a été retardée.

Les députés réformateurs demandent une participation de l'Etat proportionnelle à sa mise de fonds

Les députés du groupe des réformateurs centristes et démocrates sociaux ont rendu publique mercredi après-midi 27 octobre une déclaration au terme de laquelle ils ont procédé « sur l'état actuel de plusieurs secteurs industriels et du problème posé par l'utilisation et le contrôle des fonds publics qui sont prêtés ou apportés sous diverses formes à des entreprises ».

Dans cette déclaration, ils rappellent qu'ils ont obtenu en échange de ses apports financiers « une participation au capital et une présence dans les instances de surveillance ». Après avoir jugé que dans une économie moderne — « forcément complexe et concurrentielle » — il n'y a « aucune réponse unique, et dogmatique, à la multiplicité et à la diversité des problèmes posés », ils déclarent se refuser, « par souci d'efficacité économique, pour sauvegarder la créativité et l'esprit d'entreprise, aux nationalisations systématiques qui altèrent, en général, les conditions de gestion et de compétitivité ». « La nationalisation, disent les députés réformateurs, formule sommaire et extrême, ne peut être envisagée que dans des cas exceptionnels, ceux en particulier où le financement par l'Etat, ou bien les commandes publiques, forment l'essentiel de l'activité de l'entreprise concernée ; et si, en outre, elle paraît à une situation de monopole ».

En ce qui concerne l'aéronautique, la déclaration souligne que cette industrie se compose de

deux parties : « D'une part, la SNIAS, dont le déficit est considérable et croissant ; d'autre part, le groupe Dassault, qui bénéficie largement dans le secteur militaire et qui a trouvé des « créneaux » sur le marché civil, avec l'aide d'un financement public ». Et elle indique que « les réformateurs se prononcent, en principe, pour l'intégration de l'ensemble aéronautique français selon les propositions qui ont été avancées dès 1973 et pour une prise de participation publique de l'Etat, proportionnelle à sa mise de fonds ».

Après avoir précisé qu'ils seront amenés à préciser leur position sur la sidérurgie et l'automobile, les députés réformateurs « entendent que l'utilisation de l'argent public soit transparente et que le compte rendu, mis à jour, en soit régulièrement présenté au Parlement ». En conclusion, ils soulignent que « le principe directeur doit être la bonne utilisation de cet argent public, au service de l'intérêt général : c'est en fonction de ce critère que le gouvernement et le Parlement devront se prononcer, à mesure, sur chaque cas particulier ». Commentant cette déclaration, M. Max Lejeune, président du groupe, a indiqué qu'elle « s'inscrit dans la continuité de la campagne d'études parlementaires et dans les formations politiques appartenant à la Fédération des réformateurs, pour aboutir à une proposition de loi, à moins qu'il n'y ait, le gouvernement, comprenant l'importance du problème, ne prenne l'initiative d'un projet de loi ».

● Répondant mercredi 27 octobre, à l'Assemblée nationale, à une question de M. Vilion (P.C.-A.), qui lui rappelait que son groupe avait déposé il y a près de deux ans une proposition de loi tendant à nationaliser l'industrie aérospatiale, M. Barre, premier ministre, a indiqué : « Sur le fond, la philosophie du gouverne-

ment n'est pas particulièrement orientée vers les formules de nationalisation. » « En ce qui concerne la question précise que vous avez évoquée, a-t-il ajouté, je crois préférable, avant de prendre éventuellement la décision que vous souhaitez, d'attendre l'avis de la commission d'enquête ».

Deux grands succès de
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Lettre ouverte aux hommes politiques

140.000 Exemplaires Albin Michel 22 F.

Histoire de la République Gaullienne

I. La fin d'une époque (1958-62) Nouvelle réédition
II. Le temps des orphelins (1962-69) 100.000 exemplaires.

Fayard. Tome I : 55 F. Tome II : 59 F.

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE PARIS

Un P.-D. G. cambrioleur

Grand, mince, distingué, complet sombre avec gilet du bon faiseur, une prestance digne de son arrière-grand-père, président du conseil de novembre 1934 à mai 1935, M. Jacques Flandin, trente-huit ans, polytechnicien, président-directeur général de la société COGESPAR (Commerce de composants électroniques) et de quelques filiales, comparait, mercredi 27 octobre, devant la seizième chambre correctionnelle de Paris, après avoir été déchu du 11 mai au 21 octobre 1974.

Il était poursuivi pour avoir organisé trois cambriolages : deux dans les locaux de sociétés concurrentes, la R.T.P. diffusion, 83, rue Desnouettes (18^e), dans la nuit du 4 au 5 mai 1973 — où il est accusé d'avoir lui-même participé à l'expédition, — puis à l'I.T.C. (Industries techniques composants), place du Rhône, à Rungis, dans la nuit du 7 au 8 mai suivant ; le troisième dans les locaux de sa propre société, 27, rue Yves-Kermen à Boulogne-Billancourt, dans la nuit du 18 au 17 mai 1973, afin de toucher une indemnité d'assurance.

Ces trois opérations furent réalisées par un de ses anciens collaborateurs, M. Jean Waldmann, trente-sept ans, qui les reconnaît sans difficulté en expliquant qu'il avait obéi « aveuglément » aux directives de M. Flandin dans l'espoir de recevoir une récompense de 100 000 francs. A côté de ces deux prévenus était également assise l'épouse de M. Waldmann, qui était à l'époque son amie, et qui est poursuivie pour l'avoir aidé en louant pour lui les fourgonnettes nécessaires au transport des marchandises dérobées.

Le voleur transporta, en effet, les composants électroniques qu'il avait subtilisés, pour un montant total de plusieurs centaines de milliers de francs, jusqu'à l'écurie d'un presbytère appartenant à des cousins de M. Flandin, à Villenave (Oise).

Une lettre anonyme

Une partie de la marchandise fut retrouvée en juillet 1975 — grâce à une lettre anonyme envoyée au juge d'instruction chargé de l'affaire — dans une autre écurie, celle du domaine de Joyenval, à Chambourcy (Yvelines), appartenant à la grand-mère de M. Flandin.

Malgré toutes les charges pesant sur lui, les accusations formelles de son coprévenu, le transport des marchandises volées, en des lieux tranquilles appartenant à sa famille, l'industriel nie catégoriquement. Il a invoqué un alibi pour le premier cambriolage : une soirée passée

chez une dame polonaise en compagnie de six à huit personnes. Un seul des convives s'est souvenu — un bouc d'un an — qu'il était resté jusqu'à 2 heures du matin.

Puisieurs témoins sont venus attester à la barre de la haute moralité du prévenu. Le dernier, M. Nikita Trotski (administrateur à la COGESPAR), particulièrement enflammé, le présenta comme un bon époux pour ses deux femmes successives, un père charmant, un fils d'un exceptionnel dévouement pour son père impotent, un patron adoré de son personnel, et il conclut : « C'est l'incorruptible, avec la charité chrétienne en plus. »

Cette opinion n'est nullement partagée par M. Dumortier, conseil d'une des victimes partie civile, par M. Gouverneur, défenseur des époux Waldmann, ni par le représentant du ministère public. Le tribunal, présidé par M. Schlexer, donnera son avis le 8 décembre. — J. L.

● Pour diffamation envers M. Alain Chalandon, ancien ministre de l'équipement et du logement, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris a condamné, mercredi 27 octobre, M. Robert Fily, directeur de la Voie populaire, à 2 000 F d'amende, ainsi qu'à 1 franc de dommages et intérêts envers le requérant.

Des articles publiés au mois de janvier et de mars 1974 par cet hebdomadaire prétendaient que M. Chalandon avait profité de ses fonctions ministérielles pour procurer à des sociétés dont il était le dirigeant des avantages illégaux et malhonnêtes. C'était là, note le tribunal, « des atteintes à son honneur et à sa considération d'une extrême gravité ».

CORRESPONDANCE

Le cas d'un insoumis en grève de la faim depuis plus de vingt jours

M. Pierre Vidal-Naquet attire notre attention sur le cas d'un insoumis, qui fait la grève de la faim depuis plus de vingt jours. Il nous écrit :

Depuis le 4 octobre, un insoumis, Didier Laffon, fait la grève de la faim à la prison de Metz. Didier Laffon est un insoumis, si je puis dire, public. Convoqué le 3 août 1976, il s'est présenté à la caserne le 4 octobre. Toute sa force est dans ce NON qu'il oppose à l'armée, à la société de violence et d'injustice, à ceux qui préparent l'apocalypse atomique, ou, tout simplement, à ceux qui en admettent l'idée.

Didier Laffon travaillait chez Thomson, I.A. Il s'aperçut qu'on lui faisait fabriquer des radars pour avions de chasse et des lance-missiles à tête chercheuse pour tanks. Ces armes étaient destinées à l'Iran, et à l'Afrique du Sud. Didier Laffon refusa. Aurait-elles été destinées à l'U.R.S.S. ou à la Chine, il aurait également refusé. Que va faire l'armée, que va faire la justice devant ce double « non » ? Lui imposer les deux ans de prison réglementaires ? Laffon refuse aussi ces deux ans. Cela est par trop dérisoire. Didier de prison là.

A NICE

Les policiers interrogent un photographe soupçonné d'être l'un des responsables du cambriolage de la Société générale

De notre correspondant

Nice. — Les policiers nîçois qui enquêtent sur le cambriolage, commis en juillet dernier, de l'agence centrale de la Société générale en attendant depuis le mercredi 27 octobre un photographe âgé de quarante ans, M. Albert Spazzari. Cet homme tranquille, qui exerçait son métier avec talent depuis une dizaine d'années et qui se consacrait parallèlement à l'élevage naturel de poules dans une petite ferme de l'arrière-pays, est considéré par les policiers comme l'instigateur du « coup », qui devait rapporter aux malfaiteurs quelque 40 millions de francs de butin. Rien n'a encore filtré de l'interrogatoire, mais les enquêteurs ne doutent pas qu'ils tiennent en la personne de Spazzari un maillon essentiel de la chaîne des « casseurs ».

En attendant, sept des personnes arrêtées mardi 26 octobre devaient être déférées ce jeudi 28 octobre au parquet de Nice : Eugénie Crubendean, trente-cinq ans, d'Aix-en-Provence (Bouche-du-Rhône) ; Adrien Zoppi, cinquante-quatre ans, ancien directeur commercial, actuellement chômeur, résidant à Roquefort-les-Pins (Alpes-Maritimes) ; Alain Bourma, trente-cinq ans, plâtrier occasionnel à Juan-les-Pins (Alpes-Maritimes) ; Henri Michelucci, vingt-neuf ans, barman à Marseille ; Alfred Almar, soixante-deux ans, dit « Alfred le bijoutier », condamné à mort par contumace en mars 1981 par la cour d'assises des Alpes-Maritimes pour vol qualifié ; Roméo Philippi, trente-huit ans, de Marseille, condamné à cinq ans de prison en 1970 pour une affaire de drogue ; Francis Pellegrin, trente-huit ans, de Juan-les-Pins.

Certains d'entre eux ont été confondus alors qu'ils essayaient de négocier des lingots d'or provenant des coffres de la Société générale ; d'autres, par des bil-

Dans une villa isolée de Castagniers

On sait maintenant qu'il y avait établi son quartier général dans une villa isolée de Castagniers, à une dizaine de kilomètres de Nice, propriété d'un restaurateur lyonnais qui croyait l'avoir prêtée à un confrère de Saint-Laurent-du-Var pour des réunions galantes. C'est là qu'a été découvert le véritable trésor qui devait servir à faire basculer un coffre de 5 tonnes dans les sous-sols de la banque ; c'est là également qu'une première fois, quelques jours avant le vol, cinq membres de la bande avaient été interrogés par les gendarmes de Plan-du-Var, intrigués de voir la villa qu'ils pensaient devoir être vide occupée par des étrangers à la commune, les mêmes hommes dans la voiture desquels, au cours d'un contrôle de routine, dix jours avant le cambriolage, ils devaient découvrir des bulins.

La présence de ces outils ne constituait évidemment pas une infraction, d'autant que l'un des passagers lyonnais qui croqua les identités furent relevées et quand, après le vol, on découvrit parmi le matériel abandonné par les malfaiteurs des bulins identiques, le rapport fut fait par les gendarmes. Si tôt après la découverte du vol, les enquêteurs étaient donc en possession de cinq noms : de suspects, à partir desquels fut montée toute l'opération.

MICHEL VIVIS.

FAITS DIVERS

Après la mort d'une fillette violée dans la Haute-Saône

Les anciens harkis de la région de Vesoul demandent à la communauté musulmane d'apporter sa « collaboration totale » à la police

De notre correspondant

Vesoul. — A Villeparois, village situé à 6 kilomètres de Vesoul, chef-lieu de la Haute-Saône, un crime odieux a été commis dans la soirée du lundi 25 octobre. Une mère, Mme Ghislaine Gouttefroy, et son enfant, une fillette de trois ans, Nadège, ont été violées par deux individus que Mme Gouttefroy a décrits comme étant « de type méditerranéen ». Nadège est morte (nos dernières éditions). L'émotion est vive dans le village, la ville toute proche où le père, M. Jean-Pierre Gouttefroy, travaille, et même dans le département. On s'interroge sur les mobiles de ce crime abominable : geste de dévotion ? Vengeance ?

A Villeparois, les villageois sont passés de la stupeur mêlée de crainte à la fureur. Les hommes ont vérifié leur fusil de chasse et chez les jeunes couples qui ont « construit » ici, parce que le terrain est moins cher qu'à la ville, on verrouille les portes dès que la nuit est tombée surtout chez les camarades de M. Gouttefroy qui, comme lui, travaillent en équipe et rentrent à 21 heures.

Révolté, on s'est aussi dans la ville de Vesoul, où l'affaire est abondamment commentée dans les cafés. La peine de mort revient sur le tapis, entre deux d'avis. Ceux qui sont contre ne sont pas légion ou, en tout cas, ils n'osent l'avouer de peur de se trouver à court d'arguments. D'autres ont carrément tourné cassaque et réclament avec le cœur des partisans, la mort pour les auteurs de ce crime.

Si la gendarmerie de Vesoul et le S.R.P.J. de Dijon mettent la main sur les agresseurs, ils auront besoin d'un avocat très habile pour les défendre car les paysans, artisans, cultivateurs et retraités qui composent traditionnellement les jurés de la cour d'assises de la Haute-Saône ne badinent pas avec ce genre d'affaires.

Mais, dans l'immédiat, plus inquiétante est l'hostilité marquée contre les travailleurs nord-africains, hostilité que cette affaire a révélée et qui s'est développée depuis que le portrait-robot a été diffusé par la télévision régionale et la presse locale. A l'usine Peugeot de Vesoul, où travaille M. Gouttefroy, règne un climat de rancœur.

Cette observation ne fait que croître à mesure que les heures passent et que les recherches des gendarmes demeurent vaines. Conscients de cette tension, les anciens harkis de la région ont publié un communiqué pour demander aux membres des quatre-vingts familles de leur association de se réunir avec les gendarmes. Ils déclarent notamment : « En raison des événements graves qui ont endeuillé une respectable famille de Villeparois, nous dénonçons avec véhémence ce crime odieux qui porte préjudice à toute notre communauté et nous prions les Français de confession islamique de se prêter, dans le calme et la dignité, aux besoins des policiers chargés de l'enquête et de leur apporter une collaboration totale. »

GÉRARD SEBILLE.

● Accident d'un car de ramassage scolaire. — L'accident survenu à un car de ramassage scolaire, mardi soir 26 octobre, à Transvaux (Indre), a fait un mort et vingt blessés, dont dix-neuf enfants. Alors qu'il ramenait les enfants du C.E.G. de Neuilly-Saint-Sépulchre, le car est entré en collision avec un camion. Le chauffeur du car et une fillette de douze ans ont grièvement blessés. Le conducteur du camion a été tué.

Voici comment bénéficier de
10% D'ESCOMPTE
sur tous vos achats* jusqu'au 4 décembre :
demandez notre carte avant le 21 novembre.

Galeries Lafayette

COMPTE PERMANENT

1 2 3 4 5 6

MR MME DUPONT JEAN
50, RUE MALART
75007 PARIS

Elle est gratuite.

*Pour un total de 500 f minimum et dès acceptation du dossier. Exemple : un bureau en pin naturel : 580 f. Escompte 10% : 58 f. Net à payer : 522 f.

Galeries Lafayette

Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

150

Journal de l'ESD

RELIGION

POINT DE VUE

Autre foi ? Autre loi ? Autre Église ?

Le rassemblement des évêques de France à Lourdes est, pour le peuple de Dieu, une grande espérance. Il attend d'eux qu'ils lui rendent confiance. Car tous les sondages le prouvent, et les multiples témoignages recueillis à la suite de nos précédents articles (1) le confirment : il est en désarroi. Il est désemparé par une certaine *intelligencia* sacerdotale hautement influente. Certes, il est loin de suivre, dans son immense majorité, l'évêque dissident. Mais un fait d'abus et d'erreurs, qui a commencé ?

C'est pourquoi, avec simplicité, avec déférence, mais avec fermeté, il demande aux Pères, sur certains points fondamentaux aujourd'hui en débat, de répondre comme le Christ le voudrait : « Que votre oui soit oui, que votre non soit non. »

Où ou non, le Christ est-il fils de Dieu ? Ou seulement sa plus fidèle image, un sublime prophète, un super-Socrate, un « signe de la présence de Dieu dans le monde », selon l'expression de Fêtes et Saisons (septembre 1976, page 13) ? A lire certains fascicules de catéchèse — il en existe d'autres excellents (vg. *Amis de Dieu*, etc.) — il est à peu près impossible de répondre. « Dieu est content quand on est heureux ensemble », c'est le refrain cent fois répété. Quant à la figure du Christ, elle se trouve noyée dans une espèce de théisme, de philanthropie pseudo-biblique, à côté des Gandhi, des Martin Luther King, etc.

Où ou non, le Christ est-il venu sur terre pour racheter l'humanité pécheresse et le réconcilier avec son Père ? A cette « ancienne » conception du « salut-réparation », les auteurs de la *Foi mot à mot*, édité par trois organismes officiels (2), en opposent une autre, en « conversation pour notre temps », celle du « salut-alliance », qui évacue délibérément l'un des fondements de la foi chrétienne. Même doute jeté sur la Résurrection, etc.

Où ou non, le Christ est-il venu annoncer (et nous ouvrir par son sacrifice) le royaume de Dieu, la vie éternelle, l'Au-delà, ou bien un royaume terrestre de bonheur, de liberté et d'amour ? A lire mille multiples équivoques sur le monde, la construction du monde, etc., jusque dans les nouveaux missels, on ne sait plus s'il s'agit d'un loi-bas achevé et transfiguré dans l'Au-delà, ou d'un loi-bas englobant l'Au-delà.

Les assises de la foi chrétienne ainsi ébranlées, comment subsistent les croyances catholiques ?

Où ou non, la présence eschatologique est-elle réelle ou symbolique ? Si l'on en croit certains sondages, 28 % des prêtres sont dans l'incertitude, mais 96 % des laïcs restent fidèles (3). Faut-il les décevoir ? Limiter la présence réelle à la célébration eucharistique, comme le prétendent certains clercs ? Ou même la passer sous silence et ne parler que d'un « dîner d'adieu de Jésus avec ses amis », comme le font certains fascicules de catéchèse préparant à la profession de foi (4) ?

Où ou non, la Mère du Christ est-elle restée « *semper virgo* », et, si oui, pourquoi avoir systématiquement supprimé ces mots dans la traduction française de la messe latine de Paul VI ? Pourquoi ce silence total sur Marie dans tel et tel fascicule de catéchèse, comme dans tant d'homélies ? Pourquoi interdire d'apprendre aux enfants la salutation angélique (qu'en ont-ils pensé Péguy et Claudel ?...)

Quel est encore le sens de la prière ? Pourquoi avoir supprimé dans la plupart des paroisses, la plus « priante » de toutes, la prière à genoux ? Que penser de la souffrance ? Du sacrifice ? De l'effort ? De la pénitence ? De la grâce ? Des sacrements ? On ne demande pas

des définitions savantes ; on admet un langage simple, adapté à notre temps ; mais qu'au moins il soit net, et à toutes les époques. Vous ne sauriez croire le trouble que les divisions sur de tels sujets jettent sur la foi des fidèles.

De la foi, la malaise rejait fort : d'abord sur le sens du péché. On joue sur les mots. On gonfle la « liberté des enfants de Dieu » d'un sens politique totalement hors des textes. Certains commentateurs des nouveaux missels en témoignent. Un manuel de catéchèse représente sans commentaire un graffiti ainsi rédigé : « Comment penser librement à l'ombre d'une chapelle ? » (sic) (5). Un autre écrit : « Il y a de la morale à faire » ; mais il n'y a pas de morale à toute heure, pas de loi tombée du ciel, pas de code inscrit dans la conscience. La morale est une œuvre humaine. » (6).

On manipule le mot amour dans un sens équivoque. On accepte l'amour libre vécu par deux jeunes au nom de l'Évangile et de l'« amour qui libère » (7). On s'insurge contre la déclaration romaine sur l'éthique sexuelle. « Dans la Bible, écrit un trentenaire prêtre de Lyon, l'amour de Dieu se révèle avec les mots de l'amour humain... » Evidemment ! Mais il y a l'amour-égaré (caritas) et l'amour-eros ! Même rébellion de quarante-à-cinq théologiens patentés, de l'équipe centrale de la Mission de France, de l'A.G.G.F., de Vie nouvelle, d'un professeur à l'Institut catholique de Paris, accusant publiquement le Vatican d'« intolérable tentative de colonisation morale » (8). Le Conseil permanent de l'épiscopat les a justement blâmés. Mais quels actes ont suivi ? Comment le peuple de Dieu, sans nullement contes-

par ANDRÉ PIETTRE (*)

ter d'indispensables renouvellements, ne ressentirait-il pas, à l'intime de sa foi, le mal que le pape lui-même qualifiait, il y a huit ans déjà, d'« auto-destruction de l'Église » ? (9).

D'une autre foi, d'une autre éthique, ne glisse-t-on pas vers une autre Église ?

Il s'agit bien du latin ! Encore qu'il soit moins mort qu'on ne le dit. Jadis, vingt mille ou trente mille bacheliers par an l'évaluaient pratiquement ; aujourd'hui, ce sont des centaines de mille (moins bons, c'est vrai). Et tous les écoliers reçoivent, en principe, une « initiation au latin ». S'aurait-il donc rétrogradé de songer à une traduction juste-linéaire des grands textes de la messe, Gloria, Credo, en accord avec le concile et dans le sens des échanges multiples par-delà les frontières ? Au surplus, si la langue vulgaire et même vulgarisée devait être un attrait pour les foules, alors, Pères, quel échec ! (10).

Plus grave est la « douce sollicitation » des textes dans la traduction française de la messe de Paul VI. Omissions significatives, traductions trahisons ; un seul exemple : le *peccata mundi* devenant un singulier collectif : le péché du monde...

Lorsque à cela s'ajoutent les eucharisties « sauvages », les canons fantaisistes (comme celui proposé par le Centre national de pastorale religieuse), les improvisations du célébrant, etc., comment ne pas s'en étonner ? Le sens même du prêtre semble remis en cause.

Autant est honteuse la participation des laïcs, autant la trouverait étrange qu'elle devienne un *trac*, et que les clercs, déjà si peu nombreux, désertent l'autel pour l'atelier, le bu-

reau ou le forum. On parle d'Église missionnaire. Mais lorsque Jésus commença sa « mission », il quitta l'établissement de Nazareth, et à ses apôtres, il ordonna : « Laissez-à vos filets. » Quant à la « mission politique des clercs, toujours mal supportée des laïcs, comment accepter la « logique influente » des mouvements qui les engagent vers le marxisme ? (11).

N'est-il pas pénible, d'autre part, qu'au moment même où l'on invoque les « signes du temps », 65 % seulement des prêtres « portant régulièrement ou de temps en temps une petite croix en insigne », tandis que 58 % des Français le souhaitent, 63 % des catholiques, 82 % des pratiquants (mêmes sondages) ?

Croît-on ainsi attirer les jeunes ? De 1963 à 1975, les entrées dans les séminaires sont tombées de 917 à 155 ; les ordinations (850 en 1955) de 573 à 170 (1974). Et pourtant, que de réformes depuis dix ans dans la formation des prêtres ! On nous assure

que Rome s'en alarme (12). Mais qu'y faire ? dit-on. Il n'y a plus de vocations !

Voilà ! Qui dira le nombre de vocations découragées par l'accueil reçu ou l'ambiance trouvée ? Certains frappent à la porte de monastères. D'autres encore se regroupent autour d'un prêtre, d'un religieux, « en attendant ». Y aurait-il eu le succès d'Église autrement ?... Voudrait-on donc peser indirectement sur Rome pour changer le statut du prêtre et, à côté de permanents d'Église, ordonner des laïcs, élus temporaires de la communauté ? (13).

Mais n'est-il pas temps d'arrêter « les ravages que cause dans le peuple chrétien la divulgation d'hypothèses aventureuses ou d'opinions troublantes » (c'est le pape qui parle) ? (14). Nous le demandons aux évêques : pour éviter que la révolte ne s'étende, « ne vous laissez pas acculer au doute ».

(*) Membre de l'Institut.

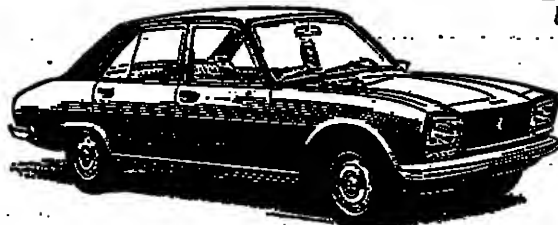
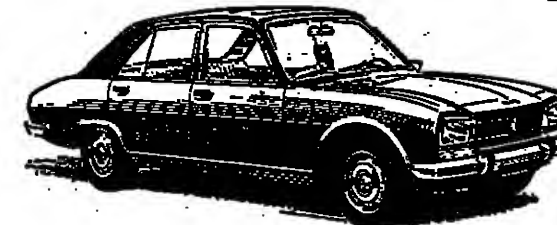
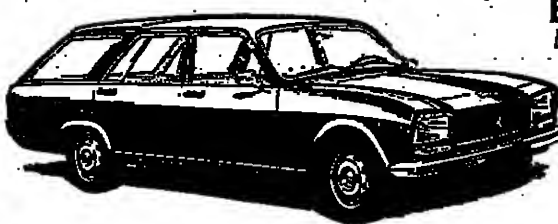
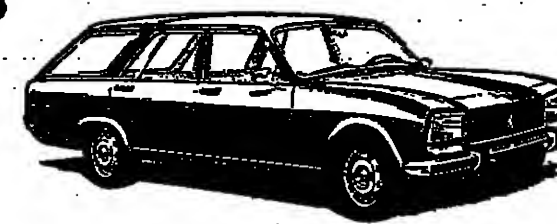

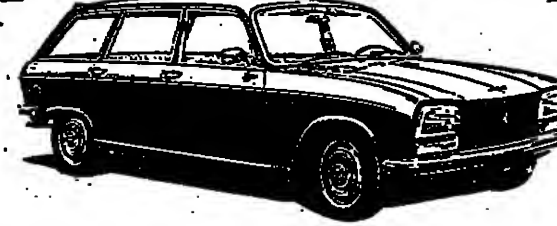
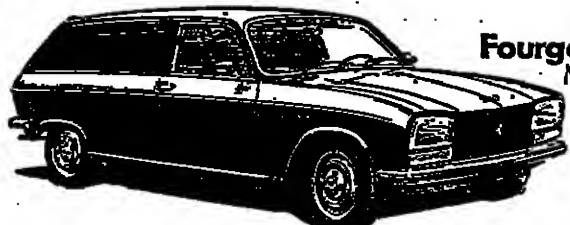
MERCI ça c'est du meuble
MONSIEUR SEGALOT
PARIS XIV - 52, Av. du Général-Leclerc
Nocturnes mercredi et vendredi 22h

Roger Etchegaray
ARCHEVÊQUE DE MARSEILLE
président de l'Épiscopat français

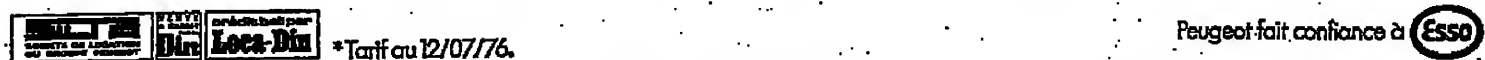
DIEU A MARSEILLE
Collection Epiphane 158 p. 22 F
CERF

A CEDER
sur grande arête (en plein Paris)
BIJOUTERIE-HORLOGERIE
vastes locaux - 4 vitrines
très belle installation
C.A. + de 1.000.000
avec possibilité d'extension
Mme S. Gernain
Tél. : 205.55.53
50, av. Simon Bolivar - 75019 PARIS
pour premier contact

Toutes ces Peugeot roulent à demi-tarif.

 <p>Berline 504 LD Moteur diesel 8CV. Consommations conventionnelles : à 90 km/h : 7,7 l. à 120 km/h : 10,5 l. En ville : 9,4 l. Igas oil. Prix : 31.700 F clés en main*.</p>	 <p>Berline 504 GLD Moteur diesel 9CV. Consommations conventionnelles : à 90 km/h : 6,6 l. à 120 km/h : 9,3 l. En ville : 8,3 l. Igas oil. Prix : 36.150 F clés en main*.</p>
 <p>Break 504 LD Moteur diesel 8CV. Consommations conventionnelles : à 90 km/h : 8,9 l. En ville : 9,4 l. Igas oil. Prix : 33.500 F clés en main*.</p>	 <p>Familiale 504 Diesel Moteur diesel 8CV. Consommations conventionnelles : à 90 km/h : 8,3 l. à 120 km/h : 11,6 l. En ville : 9,9 l. Igas oil. Prix : 38.600 F clés en main*.</p>
 <p>Berline 304 GLD Moteur diesel 5CV. Consommations conventionnelles : à 90 km/h : 5,5 l. à 120 km/h : 8,2 l. En ville : 6,2 l. Igas oil. Prix : 26.900 F clés en main*.</p>	 <p>Break 304 GLD Moteur diesel 5CV. Consommations conventionnelles : à 90 km/h : 5,5 l. à 120 km/h : 8,2 l. En ville : 6,2 l. Igas oil. Prix : 27.100 F clés en main*.</p>
 <p>Fourgonnette 304 Diesel Moteur diesel 5CV. Consommation : DIN : 6,6 l. Prix TTC : 22.200 F*</p>	

Peugeot Diesel.
Pour changer de carburant sans changer d'habitudes.

 * Tarif au 12/07/76. Peugeot fait confiance à Esso

- (1) Le Monde des 27 et 31 août.
- (2) Service adhésif du C.N.E.E. Service National du catéchisme, Centre Jean-Baptiste (W. de Brucher et R. du Chastel).
- (3) IPOR, Le Point, 13 avril 1976; Paris-Match, 13 septembre 1976.
- (4) Et toi, qui es-tu ? deuxième étape, livret 23, éd. du Sésame.
- (5) Et toi, qui es-tu ? première étape, fasc. 3, p. 2.
- (6) Point de repère, « Quelle morale ? », avril 1975, pp. 15-16, Regard-Press, 200 p. 100 F, deuxième série, n° 16, éd. du Sésame, etc.
- (7) Annuaire catéchistique, section de la Source, sept. 1974.
- (8) René Simon, Le Croix, 4 février 1976.
- (9) « Discours à des séminaristes », 7 décembre 1968, Le Monde, 11 décembre 1968, Doc. catéch., 5 janvier 1969.
- (10) La présence à la messe dominicale a ainsi évolué : 1958, 35 % ; 1972, 25 % ; 1975, 14 % (des Prêtres, Divers, sondages, Le Croix, 28 juin 1975).
- (11) F. Desantes, « Une logique influente », Les Études, 1^{er} octobre 1976.
- (12) R. Solé, Le Monde du 16 septembre 1976. « Beaucoup de responsables du Vatican, même parmi les plus jeunes, pensent que la réforme des séminaires en France a été trop brusquée, sinon ratée. » L'auteur ajoute : « Pourquoi n'y aurait-il pas des séminaires plus classiques où des aspirants au sacerdoce se trouveraient à l'aise ? »
- (13) P. Molgat, Fêtes et Saisons, mai 1969. « L'avenir des ministères dans l'Église catholique », Les Études, octobre 1973.
- (14) Paul VI, « Exhortation à tous les évêques », 8 décembre 1975.

RELIGION

Les évêques réunis à Lourdes fixent les limites de l'engagement politique des catholiques

De notre envoyé spécial

Lourdes. — Dans son projet de reprise en main et dans la liste de ses mises en garde retenues dans sa lettre aux catholiques de France (le Monde du 27 octobre), l'assemblée plénière de l'épiscopat français ne pouvait pas ne pas aborder la question politique. Elle ne pouvait pas éviter de parler notamment des « chrétiens marxistes » et de ceux, relativement nombreux, dont les engagements politiques ont pratiquement supplanté toute forme de militantisme religieux.

Les évêques ont donc pris parti cette année encore sur ces problèmes. Ils l'ont fait en des termes absolument comparables à ceux de l'assemblée plénière de 1972 dans le texte qui sert de référence : « Pour une pratique chrétienne de la politique » et à ceux de maints documents antérieurs ou postérieurs.

En 1976, le « pluralisme inconfondible » reconnu par l'assemblée aux mouvements d'action catholique (le Monde du 31 octobre 1975) pouvait faire croire à la reconnaissance d'une plus grande liberté politique.

Quel qu'il en soit, le texte de cette année, clair et ferme, est de nature à mettre fin à ce flottement. Voici dans leur intégralité les trois paragraphes traitant de ces questions :

« Des chrétiens acceptent courageusement de s'engager dans des organisations sociales et politiques. Pour eux, cet engagement est étroitement lié à l'annonce de l'Evangile. Ils participent aux efforts et aux combats pour la libération et la justice, ce qui implique des analyses, des projets et des choix de société. En refusant de les abandonner, ils peuvent témoigner de l'obéissance de Dieu. L'Evangile doit les guider.

Libres et critiques, il est aussi dénonciation du péché, parfois rupture, toujours dépassement. » Il peut y avoir, dans certaines circonstances, une rencontre des efforts et des actions en vue d'une plus grande justice, avec des partis ou des organisations dont l'idéologie n'est certaine réalité fondamentale de notre foi. Mais la reconnaissance d'un Dieu personnel, créateur et sauveur, qui commande le sens de l'homme et de sa destinée, ne peut s'accommoder de l'adhésion à des idéologies dans lesquelles la foi est contrainte sur des points essentiels.

« Nous demandons aux mouvements apostoliques de tenir fermement à leur mission spécifique qui est d'annoncer l'Evangile. Cette mission ne doit pas être confondue avec un projet politique ni utilisée à des fins partiales. S'engager dans un mouvement, c'est accepter de reconnaître que tous les hommes ont la possibilité d'accueillir la parole de Dieu. » — H. F.

LE PÈRE BRUCKBERGER : « chapeau » aux évêques de France.

L'irénisme affiché par Mgr Jean Bernard, évêque de Nancy, qui accepta le rôle d'avocat de la défense — toujours en direct de Lourdes — trahit parfois la banalité. « Le chapeau, qu'est-ce que ça veut dire ? », dit-il. Je n'ai pas l'impression que nous soyons accablés ou paniqués. C'est un problème de pédagogie. S'il y a un chapeau, c'est que les chrétiens ne comprennent pas ce qui se passe. Mais il faut faire attention aux sondages à sens unique : le vicaire d'un lieu qui donne à 85 % le nombre de catholiques présents à la messe en français.

« L'Eglise vire-t-elle à gauche ? », lui demande Jean-Marie Cayrol. « C'est très vite dit », répond Mgr Bernard. A Nancy, on l'accuse d'être à droite ! Elle ne doit être ni à gauche ni à droite, mais seulement attentive aux pauvres. Evidemment, un chrétien se rendrait-il à l'assemblée philosophique — même M. Marchais reconnaît qu'il existe une différence fondamentale.

Le cardinal James Robert Knox, préfet de la congrégation romaine des sacrements et du culte divin, a adressé récemment aux membres de la commission épiscopale française pour la liturgie une lettre leur demandant de manifester une vigilance accrue concernant les abus commis en matière liturgique.

Pour suivre la radio les émissions de la BBC A L'ECOUTE DE LONDRES. Textes et explications en français. Abonnement 12 francs par an, F-40. Spécimen gratuit sur demande à EDITIONS-DISQUES BBCFM, 8, rue de Berri - 75008 PARIS.

(Publicité)

INSTITUT D'ETUDES AMERICAINES

STATE UNIVERSITY OF NEW-YORK

Cours donnés en anglais à partir du 2 novembre 1976

La Politique contemporaine aux U.S.A.

Sciences Sociales aux U.S.A.

Histoire des U.S.A.

Etapes principales de la littérature américaine

Frais d'inscription annuels 35 \$ par cours.

Renseignements : 1, pl. de l'Odéon Paris (6^e) 632-02-48 - 632-07-38

Médecine PHARMACIE

- Encadrement, accueil de soutien, panacée à la Pén. par C.E.T.
- Année préparatoire de ray. classe pour Bacheliers A et B.

4 CENTRES : Mairie Saint-Pierre, Mairie de Vézelay

CEPES

Groupement libre de professeurs 57, rue Chateaubriand 62 Vézelay

Tél. 03-25-94-04 ou 745-08-19

(Publicité)

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

FORMATION CONTINUE

PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL

Plusieurs stages vont avoir lieu en 1976-1977

- Travail en équipe, étude de problème en groupe et conduite des réunions (à partir du 15 novembre). Frais de participation (1 500 F).
- L'information au service des psychologues niveau 1 (à partir du 20-30 novembre, 2 340 F avec scolarisation).
- Niveau 2 (à partir du 7 février) (3 000 F avec scolarisation).
- La conduite des entretiens (à partir du 13 décembre) (1 500 F).
- Entretien et l'analyse de contenu (à partir du 25 février) (1 500 F).
- Introduction à l'expression orale dans la conduite des groupes et des entretiens (à partir du 21 mars) (1 500 F).
- Entretien et à faire passer des tests psychologiques (à partir du 7 juin) (1 000 F).

Informations et inscriptions des maîtres de stage : CNAM-FC, 202, rue Saint-Martin, 75141 PARIS CEDEX 03. Tél. 387-37-38, poste 338.

(Publicité)

EXPRESSION ÉCRITE ET ORALE

Stage intensif du 22 au 25 novembre 1976

FORMATION DE MONITEURS D'ALPHABÉTISATION

STAGES INTENSIFS : sur 15 jours, 8 h. par jour, 5 jours par semaine : du 22 novembre au 10 décembre 1976 ; du 7 au 18 février 1977.

STAGES LONGS : 4 h. par semaine sur 25 semaines ou 8 h. par semaine sur 12 semaines. Séance d'information samedi 13 novembre à 9 h. au Centre.

ÉCONOMIE DES ENTREPRISES

Stage de 2 h. hebdomadaire, de janvier à juin 1977. Tous publics.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au : 22, avenue du Général-Leclerc - CENTRE DE FORMATION CONTINUE DE L'UNIVERSITÉ RENE-DESCARTES - Tél. : 707-39-19.

Mgr Bernard, Michel de Saint-Pierre, François Jacob

Trois monologues de sourds

« C'est la chénille dans l'Eglise ! », L'écrivain Michel de Saint-Pierre s'excuse à peine de la rudesse de son diagnostic. Interrogé en direct de Lourdes par Antenne 2 pour l'émission « C'est à dire », le président de l'association traditionnelle Crodo n'est pas tendre pour les dirigeants actuels de l'Eglise. Ils seraient responsables du départ de cinq mille prêtres, de la « chute vertigineuse » des vocations sacerdotales — « les candidats ne sont pas 10 % de ce qu'ils étaient dans les années 40 », — de l'anarchie liturgique, de la suppression totale du latin, de désordres graves et même d'hérésie.

Toutes ces doléances, et bien d'autres, sont rassemblées dans un livre blanc de trois cents pages. Intitulé les Fumées de Saïen, réquisitoire sévère et pointilleux des manquements relevés depuis le concile à la doctrine et à la discipline de l'Eglise — que l'écrivain a présenté le 26 octobre à Mgr Henri Donz, évêque de Tarbes et Lourdes. Il n'est pas question d'achèver pour autant. « Nous sommes rivaux à l'Eglise », affirme Michel de Saint-Pierre, qui ajoute que les traditionalistes ne représentent pas, comme on le dit trop souvent, « un mince rideau de nostalgie », mais une majorité jusqu'ici silencieuse.

S'il n'a pas eu trop de mal à relativiser les propos excessifs de ceux qui « se coupent de l'Eglise et ne font pas confiance au pape », Mgr Bernard, ou plutôt la foi qu'il incarne, fut contestée de façon beaucoup plus radicale, même si elle était plus courtoise, par le « grand témoin » de « C'est à dire », le professeur François Jacob. Celui-ci, qui a eu à se défendre de la « dévotion » au pape, a déclaré que, « depuis le dix-huitième siècle, ce que l'on sait ne s'accorde plus avec ce que l'on croit ».

S'il semble que beaucoup d'hommes ne peuvent pas vivre sans une religion, a conclu le grand biologiste, les querelles qui agitent actuellement l'Eglise catholique lui paraissent de nature essentiellement politique. Et de citer la récente déclaration de Mgr Lefebvre pour qui « la mort de Franco est un grand malheur ». Pour sa part, Mgr Bernard s'est contenté de reconnaître que « la science peut débarrasser notre foi d'un certain nombre d'idées ». Le dialogue entre le traditionalisme, l'évêque et le biologiste était plutôt trois monologues de sourds.

ALAIN WOODROW.

ÉDUCATION

L'ONISEP PUBLIE UN GUIDE DES MÉTIERS ET DES FORMATIONS

L'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP) vient de publier le premier volume du Guide ONISEP des métiers et des formations, consacré aux emplois des entreprises industrielles et commerciales et aux formations qui y préparent. Ce guide est un plus grand nombre de Français qui s'informent sur les emplois de la fonction publique paraîtra en 1977.

Cet ouvrage est destiné aux conseillers d'orientation et à tous ceux qui ont une responsabilité dans le choix d'une carrière par des jeunes ou des adultes. Il peut être consulté dans les établissements scolaires et dans les centres d'information et d'orientation (CIO).

Ce guide groupe les emplois par grands secteurs d'activité. Dans chaque secteur, les emplois sont présentés par fonction : administrative, technique, de production. Un dossier sous forme de chapitres décrit la place de cette fonction dans la vie économique ou dans l'entreprise, les emplois qui lui sont liés, le niveau de formation requis et les formations qui permettent d'y accéder.

Ce guide donne également des renseignements sur l'implantation des entreprises, l'évolution des effectifs et les conditions de travail.

600 pages, 55 F, franco 45 F. O.R.S.E.P., P.O. 1008, 75235 Paris Cedex 03.

Deux U.E.R. dérogatoires à l'université de Picardie. Le décret créant deux unités d'enseignement et de recherche dérogatoires à l'université de Picardie a été publié au Journal officiel du mardi 26 octobre. Il s'agit, d'une part, d'une U.E.R. de sciences juridiques à Amiens, d'autre part, de l'U.E.R. de sciences et techniques de Saint-Quentin (Aisne). Cette création fait suite aux conflits entre enseignants lors des grèves du printemps contre la réforme du deuxième cycle (le Monde du 21 septembre).

ARMÉE

Les généraux Delaval et Glavany reçoivent leur quatrième étoile

Le général Grouiller commandera la défense aérienne

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 27 octobre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **AIR.** — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps aérien, les généraux de division aérienne Delaval et Glavany. Sont promus : général de division aérienne, les généraux de brigade aérienne Arrouays et Marius ; général de brigade aérienne, les colonels Caplot, Gimbert et Penau (ce dernier étant nommé commandant le 1^{er} commandement aérien tactique).

Sont nommés : commandant la défense aérienne, le général de division aérienne Grouiller ; commandant le transport aérien militaire, le général de division aérienne Anfray ; commandant en second la force aérienne tactique et de la 1^{re} région aérienne et commandant la zone aérienne de défense nord-est, le général de brigade aérienne Forêt ; adjoint au général commandant la force aérienne tactique, le général de brigade aérienne Prevost.

Sont promus : général de brigade aérienne, au titre du corps du personnel navigant, le colonel Chauvet.

Sont admis en deuxième section (réserves), par anticipation et sur sa demande, le général d'armée aérienne Soula ; les généraux de corps aérien Girard, Guéguen et Barin ; le général de division aérienne Baill.

● **TERRA.** — Sont promus : général de division, les généraux de brigade Delannoy, Crussillac et Arnaud de Folsard ; général de brigade, les colonels Perrot et Jacques le Seigneur.

Sont nommés : chargé de mission pour les forces extérieures auprès du général inspecteur des forces extérieures et des troupes de marine, le général de division Brasat ; adjoint au général inspecteur du génie, le général de division Chadai ; commandant en second du génie du 1^{er} corps d'armée et de la VI^e région militaire, le général de brigade Forêt ; commandant et directeur de l'exploitation des transmissions, le général de brigade Coesle ; commandant la 3^e division militaire territoriale, le général de brigade de Bessonet de Ribou ; direc-

teur du service central des études et réalisations de l'Intendance, l'intendant général de deuxième classe Le Souarnec ; adjoint au directeur du service central des études et réalisations de l'Intendance, l'intendant général de deuxième classe Maillard.

Est mis à la disposition du général commandant la 1^{re} région militaire et gouverneur militaire de Paris, le général de corps d'armée Galzy.

Sont admis en deuxième section (réserves), par anticipation et sur leur demande, le général de division Barbier et l'intendant général de première classe Ferry.

● **MARINE.** — Est promu : contre-amiral, le capitaine de vaisseau Fatou.

Sont nommés : adjoint à opérations à du préfet maritime à Brest, le contre-amiral Ausseur ; commandant le groupe naval des essais et des mesures, le contre-amiral Mouline.

Est admis dans la deuxième section (réserves), par anticipation et sur sa demande, le contre-amiral Le Pique.

● **ARMÉE TERRESTRE.** — Est nommé : contre-amiral, le capitaine de vaisseau général de première classe Joffret. Est mis en disponibilité spéciale pour deux mois, sur sa demande, l'ingénieur général de deuxième classe Rigole.

● **Trois jeunes appelés de la base aérienne de Bourges-du-Lac (Savoie).** — M. Jean-Luc Lavielle et M. Jean-Luc Lavielle ont été arrêtés récemment par la gendarmerie de l'air, qui les soupçonne d'appartenir au comité de soldats créé en avril dernier avec le soutien de la Ligue des droits de l'homme, de la FEN, du Centre départemental des jeunes agriculteurs et de la C.F.D.T. Les appelés étaient, au moment de leur arrestation, en possession d'un manifeste sur lequel figuraient leurs revendications sur la vie de la base. Ils seraient sous le coup d'une demande de sanction de soixante jours d'arrêt pour « menées antimarxistes ».

M. Haby, homme de télévision

La ministre de l'éducation, M. René Haby, croit — qui l'en blâmerait ? — aux vertus de la réforme du système éducatif qu'il a fait approuver par le Parlement en 1975 et qui commencent à être appliqués l'an prochain dans les établissements scolaires. C'est sans doute pour faire partager sa conviction à un plus grand nombre de Français qu'il a demandé à TF1 — et obtenu — la réalisation d'une série de quatre émissions télévisées. Comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, le ministre — par l'intermédiaire du Centre national de documentation pédagogique — et TF1 produiront ensemble cette série, dont le tournage a commencé — la plus discrètement possible — il y a quelques semaines.

Le souci pédagogique de M. Haby est très net. Il s'agit, une fois apaisées les polémiques suscitées par son projet de réforme, de permettre aux Français — parents, enseignants et élèves — de clarifier leurs idées sur ce qui les attend. Les quatre émissions, qui seront vraisemblablement diffusées en avril ou en mai et dont la coordination a été confiée à M. Francis Marcury, dureront cinquante-deux minutes chacune à des heures de grande écoute.

La discrétion qui a entouré jusqu'à présent la préparation de cette série ne manquera pas d'être maintenue. Pour ne pas dire davantage — les organisations d'enseignants et de parents qui ont, depuis plus de deux ans, été invitées à jouer, dans la préparation de la réforme, le rôle de la « concertation » — chère à M. Haby. Raisonnablement, elles ne devraient pas être prévenues, de sembler la confusion dans les esprits des intéressés et de donner à la série une coloration trop critique. On voit mal, évidemment, dans le contexte politique, une coproduction télévisée associant

les syndicats d'enseignants et leur ministre.

La coproduction par un ministre et une chaîne de télévision d'une série, importante par la durée et l'objectif, conduit à s'interroger sur les relations entre les chaînes « autonomes » et le gouvernement. N'est-il pas dit, plus loin que TF1 produise seule une telle série et considère le ministre comme un interlocuteur parmi d'autres ? Si la Fédération de l'éducation nationale, par exemple, proposait une coproduction sur le même sujet, bénéficierait-elle d'un accord similaire ? C'est ce qu'on suggère volontiers au ministre.

A TF1, on indique que la coproduction est justifiée dans la mesure où l'heure à laquelle sera diffusée la série rendrait nécessaire une grande « qualité de l'écriture ». TF1 offre seulement un « appui logistique », mais ne veut en rien intervenir « au fond », considérant qu'il s'agit d'une démission « de service » et d'explication « proposée par une administration qui s'exprime » à visage découvert ce qu'on ne saurait lui reprocher, de telles émissions étaient, au demeurant, prévues par les cahiers des charges des sociétés de programmes.

Le choix de M. Francis Marcury apparaît judicieux si l'on se souvient qu'il avait été chargé, en 1975, de réaliser une série de plusieurs émissions sur les universités françaises, à la demande du secrétaire d'Etat aux universités de l'époque, M. Jean-Pierre Solson ; le plupart furent tournées et montées. Malheureusement, dès son arrivée au secrétariat d'Etat, Mme Alice Saunier-Selk demande à M. Haby, au vu des séquences, d'annuler cette diffusion. Il n'a pas été possible de connaître le montant des dépenses engagées pour ces films, qui d'ailleurs s'ajoutent aux archives de TF1. On souhaite à cœur de M. Haby un destin plus glorieux. — Br. F.

CORRESPONDANCE

Négligence et fatalité

M. Roger Fayolle, professeur de littérature française à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, nous a adressé le témoignage suivant :

J'ai assuré, pendant quatre ans, à l'université de la Sorbonne nouvelle, la suppléance du professeur de littérature française de l'U.E.R. des études françaises pour l'étranger. Quelque temps après la fin de chaque année universitaire, je recevais la rétribution, d'ailleurs modique, à laquelle me donnait droit mon travail d'initiation à la recherche et de direction de thèses. L'an passé, j'ai à nouveau régulièrement assuré l'animation d'un séminaire et copensé de nombreuses heures de recherche. Or, j'ai appris, lorsque qu'une nouvelle année universitaire commençait, que l'Etat me paie les sommes dues pour 1975-1976.

Alors, au moment où le même Etat hésite pas à faire appel à nous, de toute urgence, pour manifester concrètement notre solidarité envers ceux que la sécheresse aura empêchés de voir leur travail rétribué comme ils l'espéraient, je me permets de demander à la solidarité de qui nous devrions éventuellement recourir pour être dédommages de la « fatale » négligence de l'Etat ?

La situation à l'université de Toulouse-Le Mirail. — En réponse à une question de M. Andréu, député (P.S.) de la Haute-Garonne, Mme Alice Saunier-Selk, secrétaire d'Etat aux universités, a évoqué mercredi 27 octobre à l'Assemblée nationale la question de la validation de vingt-deux unités de valeur à l'université de Toulouse-Le Mirail (le Monde du 27 octobre). A propos de l'attitude des enseignants qui ont refusé de remplir une questionnaire émanant du recteur, elle a déclaré : « Donner des informations à l'Etat pour assurer la continuité et la crédibilité du service public fait partie du service d'un enseignant. La loi du 29 juillet 1961 sur les obligations de service impose de faire des retenues sur le traitement de ceux qui ne le remplissent pas. »

Je m'en souviens

Journal de l'ISO

PRESSE

Pas de commission d'enquête parlementaire sur les transferts de propriété de journaux

La commission des lois de l'Assemblée nationale, sur rapport oral de M. Jacques Limouzy,

député (U.D.R.) du Tarn, s'est réunie mercredi pour étudier notamment la proposition de résolution du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche, relative à une commission d'enquête parlementaire sur les transferts de propriété des entreprises de presse.

UN COLLOQUE DE L'INA SUR « CINQ MONOPOLÉS DE L'INFORMATION »

L'Institut national audiovisuel, qui préside M. Pierre Emmanuel, organise les 18, 19 et 20 novembre, à Paris, un colloque sur l'information. Cinq thèmes seront abordés, regroupés autour du thème mot-clé de monopole : monopole du Syndicat C.G.T. du Livre, de l'Etat sur l'audio-visuel, de la presse de province, du Monde, des journalistes. Ces cinq thèmes ne sont pas de même nature, n'ont pas le même sens et n'entraînent pas les mêmes conséquences, expliquent les organisateurs, mais ils marquent fortement l'information en France. Les débats d'une durée de trois heures sur chacun des thèmes devraient permettre d'aborder et de débattre de ces cinq thèmes sans faux-fuyants, quelques-uns des problèmes actuels de l'information avec la participation des professionnels intéressés : patrons de presse, syndicalistes, journalistes, hommes politiques.

* Renseignements et inscriptions (places limitées) : Institut national de l'audio-visuel, 21, bd Jules-Ferry, 75014 Paris, tél. : 37-12-61.

« Il est créé (...) une commission d'enquête de vingt et un membres chargés d'examiner les transferts de propriété des entreprises de presse qui sont intervenus depuis le 1^{er} janvier 1971 au moyen de fonds dont la provenance n'a pas été révélée et préparant la mise en place de monopoles de l'information d'envergure nationale, et d'examiner dans quelles conditions ont été respectées, à l'occasion de ces transferts, les dispositions des articles premier, 3 et 4 de l'ordonnance du 28 août 1944. »

Mais la proposition de résolution a été repoussée à la majorité des voix des membres de la commission des lois.

M. Limouzy avait fait observer que « les cas particuliers visés sous les apparences d'une préoccupation générale » faisaient actuellement l'objet de procédures judiciaires, ce qui, aux termes de l'ordonnance relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, interdisait la création d'une commission d'enquête.

SECON UNE MÉTHODE NOUVELLE

Une greffe du pancréas est pratiquée à Lyon sur un grand diabétique

Lyon. — Une greffe du pancréas (réalisée selon une technique utilisée pour la première fois au monde) a été effectuée à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon au cours de la nuit du 22 au 23 octobre. La transplantation a été pratiquée dans les services

des professeurs Traeger et Perrin par un jeune chef de clinique, M. Jean-Michel Dubernard, spécialiste de la chirurgie et des transplantations rénales. Le receveur est un Italien de quarante et un ans. L'identité du donneur, un jeune homme de vingt-deux ans en état de coma dépassé, n'a pas été révélée.

De notre correspondant régional

rieurement de pratiquer sur le même patient une greffe de rein.

Mais, quels que soient les résultats thérapeutiques, pour le professeur Traeger, « cette greffe doit être considérée d'ores et déjà comme un succès technique de la recherche médicale menée au sein des unités de l'INSERM » (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Trente essais

vingt-neuf échecs

En quoi la technique de M. J.-M. Dubernard diffère-t-elle de celle appliquée par d'autres équipes dans le monde depuis 1964, date à laquelle l'Américain Lillehei pratiqua la première. On estime généralement qu'une trentaine de greffes du pancréas ont été tentées qui, à une exception près, semble-t-il, aux Etats-Unis,

se sont toutes soldées par des échecs.

Le pancréas est une glande endocrine (à sécrétion interne, hormonale) et exocrine (sécrétion externe d'un suc digestif). C'est sa première fonction — production d'hormones impliquées dans la régulation du sucre dans le sang, dont l'insuline — qui justifie la greffe chez un grand diabétique, où cette sécrétion est précisément défaillante.

Mais la seconde fonction naturelle du pancréas constitue, en revanche, un obstacle fondamental aux transplantations : le suc pancréatique qui se déverse normalement dans le duodénum et participe à l'action digestive est, en effet, d'une grande toxicité s'il se répand autrement dans les tissus ; or, la texture organique du pancréas est d'une telle complexité que l'on ne peut envisager d'isoler par la chirurgie les cellules sécrétant les hormones, des cellules qui sécrètent le suc pancréatique.

Le docteur Dubernard est parvenu à neutraliser la fonction exocrine en injectant dans les canaux pancréatiques un liquide — le néoprène — qui se polymérise au contact du suc pancréatique. Ainsi se trouvent isolés — et d'une manière définitive — les flocs de Langerhans qui produisent l'insuline. Le pancréas du donneur a été ensuite prélevé aux deux tiers de son volume et ajouté à celui du receveur, dont la fonction exocrine est normale et indispensable à la digestion.

Cette découverte mise au point il y a deux ans par le docteur Dubernard lui a permis de multiplier les greffes du pancréas sur des chiens. Six de ces animaux greffés depuis neuf à douze mois ont très bien supporté les transplantations. Pour le professeur Traeger, cette technique, qui reste délicate, ne peut cependant s'envisager que dans le cas de diabète grave et particulièrement instable. « Elle peut opérer, à-t-il dit, une stabilisation, voire une amélioration dans les cas de complications dégénératives, le stade le plus avancé de cette maladie. »

BERNARD ELIE

marché immobilier des notaires

PARIS & ILE de FRANCE

centre des ventes du châtelet

place du châtelet
12, avenue victoria, paris 1^{er} - 231.88.02

A VENDRE LE MARDI 2 NOVEMBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

APPARTEMENT - 65 M² - 3 PIECES LIBRE
PARIS 75012, 12-14, cours de Vincennes
• Deuxième étage • Studio, deux chambres, salon, cave.
• Mise à prix : 220 000 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.
Visites : s'adresser à l'Etude - M. R. CAUCHEFER et B. LUTIAN, 23, av. de Saint-Mandé, 75012 Paris. Tél. 344.19.30

SANS MISE A PRIX

APPARTEMENT - 24 M² - 2 PIECES LIBRE
PARIS 75008, rue Saint-Lazare, 31.
• Cinquième étage • Studio, intérieur rénové • Immeuble très bon état, proximité commerces.
• Consignation pour enchérir : 18 000 F.
Visites : les mardis de 10 à 13 heures.

APPARTEMENT - 29 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Paul-Albert, 34.
• Deuxième étage • Séjour, deux chambres, salon, cave.
• Consignation pour enchérir : 28 000 F.
Visites : s'adresser à l'Etude - M. R. CAUCHEFER et B. LUTIAN, 23, av. de Saint-Mandé, 75012 Paris. Tél. 344.19.30

10 APPARTEMENTS

PARIS 75018, rue Myrrha, 18. Immeuble très bien conservé.
APPARTEMENT - 30 M² - 3 PIECES
• Premier étage • Séjour, deux chambres, cave.
• Loyer : 788 F.

APPARTEMENT - 30 M² - 3 PIECES

PARIS 75018, rue Paul-Albert, 34.
• Deuxième étage • Séjour, deux chambres, salon, cave.
• Loyer : 1 051 F.

APPARTEMENT - 17 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Paul-Albert, 34.
• Deuxième étage • Séjour, chambre, cave.
• Loyer : 585 F.

APPARTEMENT - 13 M² - 1 PIECE

PARIS 75018, rue Paul-Albert, 34.
• Deuxième étage • Une pièce, coin cuisine, cave.
• Loyer : 508 F.

APPARTEMENT - 17 M² - 1 PIECE

PARIS 75018, rue Paul-Albert, 34.
• Deuxième étage • Une pièce, cuisine, cave.
• Loyer : 518 F.

APPARTEMENT - 17 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Paul-Albert, 34.
• Deuxième étage • Séjour, chambre, cave.
• Loyer : 585 F.

APPARTEMENT - 15 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Paul-Albert, 34.
• Deuxième étage • Séjour, chambre, cave.
• Loyer : 528 F.

APPARTEMENT - 12 M² - 1 PIECE

PARIS 75018, rue Paul-Albert, 34.
• Deuxième étage • Une pièce, cave.
• A usage gruit.

APPARTEMENT - 12 M² - 1 PIECE

PARIS 75018, rue Paul-Albert, 34.
• Deuxième étage • Une pièce, cave.
• Loyer : 508 F.

PETIT PAVILLON - 33 M² - 1 PIECE

PARIS 75018, rue Paul-Albert, 34.
• Rez-de-chaussée • Une pièce avec courtois privative, 3 caves.
• Loyer : 1 131 F.
Faculté de réunion de ces lots.
• Consignation pour enchérir : 3 000 F par lot ou 30 000 F pour l'ensemble.
Visites : sur rendez-vous. Tél. 770.74.34 - 770.16.38.
M. P. PLOQUE et J. PLOQUE, 1, rue d'Hauteville, 75010 Paris. Tél. 770.71.74.

A VENDRE LE MARDI 9 NOVEMBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

BOULANGERIE - 40 M² - 2 PIECES LIBRE
PARIS 75010, rue des Petites-Ecuries, 14.
• Rez-de-chaussée • Local commercial de 3 boutiques.
• Quartier commerçant.
• Loyer : 15 600 F.
• Mise à prix : 120 000 F • Consignation pour enchérir : 40 000 F.
Visites : sur rendez-vous. Tél. 202.71.11.

BOULANGERIE - 28 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Germain-Pilon, 16.
• Rez-de-chaussée • Local commercial, cave • Rue commerçante.
• Mise à prix : 85 000 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.
Visites : sur rendez-vous. Tél. 202.71.11.

4 APPARTEMENTS

PARIS 75018, 25, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, et 12, rue de Châtelet.
• Immeuble de grand standing • Proximité Champs-Élysées.
APPARTEMENT - 29 M² - 2 PIECES
• Deuxième étage • Studio intérieur rénové.
• Loyer : 15 600 F.
• Mise à prix : 230 000 F.

APPARTEMENT - 33 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Germain-Pilon, 16.
• Deuxième étage • Studio intérieur rénové.
• Loyer : 15 600 F.
• Mise à prix : 230 000 F.

APPARTEMENT - 34 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Germain-Pilon, 16.
• Deuxième étage • Studio intérieur rénové.
• Loyer : 15 600 F.
• Mise à prix : 270 000 F.

APPARTEMENT - 46 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Germain-Pilon, 16.
• Troisième étage • Studio intérieur rénové.
• Mise à prix : 300 000 F.
• Consignation pour enchérir : 30 000 F par lot.
Visites : du lundi au vendredi de 14 à 18 heures ou tel. 723.54.60 après-midi.
M. J. DAUCHEZ, 37, quai de la Tourneville, 75005 Paris. Tél. 326.82.31.

APPARTEMENT - 65 M² - 3 PIECES

PARIS 75020, boulevard Diderot, 11 et 12.
• Troisième étage • Hall de réceptions avec balcon, 2 chambres.
• Quartier résidentiel.
• Mise à prix : 180 000 F • Consignation pour enchérir : 38 000 F.
Visites : sur rendez-vous. Mme GUTTON, tél. 344.19.30.
M. R. CAUCHEFER et B. LUTIAN, 23, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris. Tél. 344.19.30.

APPARTEMENT - 45 M² - 3 PIECES

NEUILLY-SUR-SEINE 92200, boulevard de Courbevoie, 35.
• Premier étage • Entrée, séjour, deux chambres • Immeuble construit sur site.
• Mise à prix : 150 000 F • Consignation pour enchérir : 30 000 F.
Visites : mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 15 à 19 heures.
M. P. CLERC et C. GAUJON, 4, rue du Chêne, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. 637.06.83.

PAVILLON + JARDIN - 768 M² - 10 PIECES

GAGNY 93220, allée Guy, 38-40.
• Rez-de-chaussée surélevé • Cuisine, deux pièces.
• Premier étage, une pièce, grand escalier • Parc arboré.
• Terrain 100 m.
• Mise à prix : 200 000 F • Consignation pour enchérir : 15 000 F.
Visites : sur rendez-vous. Tél. 770.52.65.
M. J. CHALAIN J. CHALAIN et M. DALLOT, 26, boulevard Saint-Denis, 75010 Paris. Tél. 770.32.65.

SANS MISE A PRIX

APPARTEMENT - 36 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Premier étage, studio, immeuble avec balcon, immeuble 1970 de standing.
• Consignation pour enchérir : 30 000 F.
Visites : sur rendez-vous. Tél. 280.34.50.
M. D. MOREL D'ARLEUX, 15, rue des Saints-Pères, 75006 Paris. Tél. 260.34.60.

PAVILLON + JARDIN - 554 M² - 10 PIECES

VERVILLER 51170, rue de la Chapelle, 45.
• Rez-de-chaussée surélevé • plus appartement avec séjour, chambre, salle d'eau • Premier étage • 5 chambres, armoire, lingerie • Deuxième étage • grand anté-chambre • Salle de bain, salle de jeux, 2 caves • Construction 1969.
• Consignation pour enchérir : 60 000 F.
Visites : samedi 20 octobre et 6 novembre de 14 à 16 heures.
M. G. BELLANGER, 14, rue des Pyrénées, 75001 Paris. Tél. 260.31.12.

8 APPARTEMENTS

BOULOGNE 92100, rue de la Chapelle, 28.
APPARTEMENT - 3 PIECES
• Rez-de-chaussée • Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 35 000 F.
• Consignation pour enchérir : 35 000 F.

APPARTEMENT - 55 M² - 3 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Deuxième étage • Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 5 400 F.
• Consignation pour enchérir : 14 000 F.

APPARTEMENT - 55 M² - 3 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Deuxième étage • Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 5 780 F.
• Consignation pour enchérir : 14 000 F.

APPARTEMENT - 22 M² - 1 PIECE

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Cuisine, chambre, débarras.
• Loyer : 1 740 F.
• Consignation pour enchérir : 5 000 F.

APPARTEMENT - 25 M² - STUDIO

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Premier étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Consignation pour enchérir : 10 000 F.

APPARTEMENT - 25 M² - STUDIO

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 2 370 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 25 M² - STUDIO

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 2 370 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 25 M² - STUDIO

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 2 370 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 25 M² - STUDIO

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 2 370 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

23 APPARTEMENTS

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 2 370 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 29 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 2 370 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 24 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 472 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 19 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 222 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 24 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 472 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 24 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 472 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 18 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 19 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 25 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 18 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 19 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 25 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 24 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 18 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 18 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

APPARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

PARIS 75018, rue Henri-Martin, 28.
• Cinquième étage • Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 1 315 F.
• Consignation pour enchérir : 9 000 F.

Coupon-réponse à détacher et à adresser à :
marché immobilier des notaires 12 av. victoria 75001 paris.
Vente des biens régulièrement et gratuitement votre programme des
Nom :
Adresse : N° :
Code postal : Ville :

SPORTS

CYCLISME

L'offensive antidopage est déclenchée

La Fédération française de cyclisme (F.F.C.) vient de prendre des sanctions contre cinq amateurs et trois professionnels coupables d'infractions au contrôle médical. Parmi eux figurent le champion de France Guy Sibille — déclaré positif lors du Tour du Limousin — ainsi que Dard et Bourreau qui ont fait l'objet d'un constat de carence à l'issue de l'Etoile des espoirs.

Ces trois coureurs, appartenant à l'équipe Peugeot, sont frappés d'amendes de 1 000 francs suisses (pour le premier), à 5 000 francs suisses. D'autre part, une peine exemplaire a été requise contre l'ex-professionnel Jean-Claude Darnat : deux ans de suspension ferme pour avoir fait sur un docteur chargé de faire appliquer la réglementation antidopage.

On attend maintenant les décisions du comité directeur de la F.F.C., qui se réunira le 18 novembre pour se prononcer sur les cas de Dard et Bourreau. Dard et Bourreau, qui ont nécessité un complément d'enquête. Compromis dans ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire de l'Etoile des espoirs — on les accuse notamment d'avoir exercé des pressions

sur un médecin fédéral, le docteur Chaumont, afin qu'il détruise des fioles destinées au laboratoire de toxicologie. Dard et Bourreau avaient été convoqués par la commission médicale le 15 octobre (le Monde du 19 octobre), mais leurs déclarations embarrassées, voire contradictoires, ont décidé les responsables de la Fédération à faire toute la lumière sur les événements graves qui se sont produits ces deux derniers jours. Ils risquent de déclencher un scandale unique dans l'histoire du cyclisme.

Le communiqué publié le 27 octobre par M. Olivier Dussaux, président de la F.F.C., au nom de la commission sportive nationale, indique que le comité directeur « enquête, en particulier, sur les agissements de différents dirigeants, médecins et coureurs du secteur professionnel ».

Evocant le prolongement juridique de l'affaire, le porte-parole de la commission sportive ajoute que « l'accusé de la F.F.C. envisage toutes les possibilités contre qui de droit afin de déterminer les responsabilités en matière de dopage à tous les échelons, et de remonter éventuellement la filière ».

Les termes de ce texte sont sans équivoque. Du reste, nul n'ignore qu'il existe une véritable « mafia du dopage ». C'est contre elle que le pouvoir fédéral entend désormais lutter. Pensé que Dard et Bourreau ne sont que les lampistes, M. Dussaux est résolu à démasquer les vrais coupables, sûrement des pourvoyeurs de drogue, ce qui paraît indispensable si l'on veut assainir le sport cycliste. Il a confié le dossier de l'affaire à M. El Kouli, qui va demander l'ouverture d'une information au procureur de la République. — J. A.

Rugby

ROMEU INDISPONIBLE

Le demi d'ouverture montier-landais Jean-Pierre Romet, souffrant toujours des séquelles d'une sciatique à la jambe droite, s'est soumis mercredi 27 octobre à un examen physique qui l'a décidé à renoncer pour cet exercice, à sa sélection en équipe.

C'est Jean-Pierre Festell, de l'A.S. Béliers, qui a été désigné pour le remplacer.

● ALPINISME. — Trois Américains et un Mexicain, ont trouvé la mort, il y a plus d'une semaine dans la partie indienne de l'Himalaya. Les quatre hommes, Graham Stephenson, John J. Baruch et Arnold Erbe et Benjamin Cassin, étaient partis d'une cordée américaine de neuf personnes qui tentaient l'ascension du Dhaulagiri (6 955 m.).

RÉSULTATS

SIMPLES MESSIEURS

Décisions tour. — Van Dillen (E-U), b. Solomon (E-U), 6-3, 7-5; Cour (E-U), b. Molnar (E-U), 6-4, 7-5; Okker (P-B), b. Fanelovic (Youg), 6-3, 7-5; Fanelovic (Youg), b. J. Lloyd (E-U), 6-3, 7-5; D. D. (E-U), b. Saviano (E-U), 4-6, 6-2, 6-3; Smith (E-U), b. Milton (Atr), 6-3, 6-4, 1-6, 6-3; Bertelme (U), b. Palm (Suède), 3-6, 6-4, 6-4; Swart (E-U), b. Proisy, 6-3, 6-3.

CARNET

Naissances

— M. Gérard Carion et Mme, née Annie Delmonico, ont la joie de faire part de la naissance de leur fils Jérôme, né le 25 octobre 1976. Kourou, R.P. 93. 9310 Guyane Française.

— M. Victor Mac-Vicard et Mme, née Sylvine Pichard, ont la joie d'annoncer la naissance de leurs enfants, François-Régis et Edwige, le 22 septembre 1976, au Mans. Rue Saint-Michel, 72100 Thoiry/Dne.

Décès

Georges BEYER

Nous apprenons le décès de Georges BEYER, ancien animateur de la Résistance et ancien membre du comité central du parti communiste français.

(Georges Beyer, qui prendra le pseudonyme de colonel Bernard, fit partie du premier Comité militaire national créé en octobre 1941 par la direction clandestine du parti communiste et animé par Charles Tillon. Au sein de ce comité, puis dans l'organisation des Franc-Tireurs et Partisans (F.T.P.), il occupa jusqu'à la libération les fonctions de commissaire technique chargé des renseignements et du matériel. Il siégea ensuite quelque temps au comité central du P.C.F.)

— On annonce le décès de M. Georges BOUVIER, ancien élève de l'Ecole polytechnique (promo. 1920), inspecteur général honoraire de l'Institut national des statistiques et des études économiques, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, 1939-1945, survenu à son domicile, « La Bergère », 30700 La Capelle.

De la part de M. Georges Bouvier, « Les Tillon », 44100 Bayonne. De toute la famille. Ses camarades et ses amis.

— La directrice, la directrice adjointe, le personnel et les élèves de l'Ecole normale supérieure de jeunes filles, ont la très grande tristesse d'annoncer le décès accidentel, survenu le 25 octobre 1976, de

Jamie BURNETT, élève de troisième année (84 rue de la République), 75014 Paris.

— Le grand chancelier, le conseil de l'ordre et les compagnons de la Libération ont la grande douleur de faire part du décès, survenu le 26 octobre 1976, à Paris, dans sa soixante-dixième année, de

l'amiral Georges CARANIER, ancien grand chancelier de l'ordre national de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération.

Les obsèques auront lieu le vendredi 29 octobre 1976, à 8 h. 30, en l'église Saint-Louis des Invalides. (Les biographies de l'Amiral Caranier a paru dans le Monde du 28 octobre.)

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond DELPECH, trésorier principal honoraire des finances, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

commandeur de l'ordre national de la Côte-d'Ivoire, ancien chef de cabinet de M. Houphouët-Boigny, président de la République de Côte-d'Ivoire, survenu à Combarieu (Haute-Garonne) le 21 octobre 1976 dans sa soixante-quinzième année.

De la part des familles Delpech, Banchereau, Capella, Laygue, la cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu à Combarieu le 23 octobre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Raymond Denoyer, son épouse, M. et Mme Claude Demoum-bourg, M. et Mme Jean Denoyer, M. Pierre Denoyer, Ses enfants, Christophe et Sandrine Decro-nembourg, Ses petits-enfants, Mme Raymond Mariner, sa sœur, M. et Mme Gérard Mariner et leurs enfants, M. et Mme Claude Mariner et leurs enfants, M. Charles Manton, son beau-père, Les familles Delaire, Bouvier, Amy, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond DENOYER, rappelé à Dieu le 25 octobre 1976, à l'âge de soixante-quinze ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 29 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Laurent, boulevard de Strasbourg, Paris-10.

L'inhumation se fera dans la plus stricte intimité. Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part. 5, rue du 8-Mai-1945, 75010 Paris.

— Les F.P.A. de la Croix-Rouge française, ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Simone MOYON, pilote d'aviation militaire, médaillée de vermeil, et notre déléguée pour l'Algérie.

— Mme Georges Paquet, son épouse, M. André Paquet, son fils, M. et Mme André Bellin, sa sœur et son beau-frère, Ses neveux et nièces, font part du décès de

M. Georges PAQUET, rappelé à Dieu le 17 octobre 1976, en sa maison de Provins (Seine-et-Marne) à l'âge de 70 ans.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu le 20 octobre en l'église et au cimetière de Provins.

4, rue Voltaire, 92130 Issy-les-Moulineaux. Pomarey, 92120 Provins.

— Dinan, Paris, New-York, Saint-Brieuc. On nous prie d'annoncer le décès de

Mme René FERRETTE, survenue à Dinan le 26 octobre 1976, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 29 octobre, à 15 heures, en la basilique Saint-Sauveur de Dinan, suivie de l'inhumation à Saint-Brieuc-sur-Mer.

De la part de : M. et Mme René Ferrette, M. et Mme Bernard Ferrette et leurs enfants, M. et Mme Yvonne Ferrette et sa fille, M. et Mme Yvonne Ferrette et leurs enfants, M. et Mme Jean-Claude Grison et leurs enfants, Les docteurs Bernard et Odette Loisel et leurs enfants, Mlle Françoise Feyer, M. et Mme Yves Derenne et leurs enfants, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part. 22, rue de Chateaubriand, 92100 Dinan.

— M. et Mme Bernard Spinelli, docteur Jean-Pierre Spinelli, M. et Mme Claude Spinelli, ses enfants, ses petits-enfants, ses proches et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Robert SPINELLI, née Simone Séral, survenue le 23 octobre à Albertville (Savoie).

Les obsèques ont eu lieu le 26 octobre dans l'intimité familiale en l'église de Vauxbain (Ain).

— Mme Raymond Mariner, présidente-directrice générale, Le conseil d'administration et le personnel de l'hôtel Tachinas-Bah, 2, rue du 8-Mai-1945, Paris (10^e), nous prient d'annoncer le décès de leur directeur général,

M. Raymond DENOYER.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 29 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Laurent, boulevard de Strasbourg, Paris-10.

— Le président Brossard, le conseil d'administration et le Syndicat général de l'industrie hôtelière nous prient d'annoncer le décès de

M. Raymond DENOYER, trésorier honoraire.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 29 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Laurent, boulevard de Strasbourg, Paris-10.

— Daniel et Jean Christa, prient d'annoncer le décès de Colette LAFERRÈRE, née Fais-Soullas, leur mère, le 25 octobre 1976, à Calais.

Les obsèques auront lieu, dans la plus stricte intimité, à Wisnes (Pas-de-Calais).

Cet avis tient lieu de faire-part. 8, rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris. 27 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne.

— Mme Jacqueline Simey-Morinaud, M. et Mme Jean-Christophe Morinaud, M. et Mme Robert Simey et leur fille, Jacques Simey, Le comte Hubert d'Iderville, Mme Simone Labbé et ses enfants, Mme Christiane Lecomte et ses enfants, M. et Mme Claude Bertrand et leur enfant, Les familles Mojon, Bourlier, Robe, Julien-Bonney, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Simone MOYON, pieusement décédée à Paris, le 26 octobre, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 29 octobre, en l'église Notre-Dame-de-la-Paix, 10, rue de l'Annonciation, à 14 heures, suivies de l'inhumation au cimetière de Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 6 ter, boulevard Diderot, 75015 Paris.

— Les F.P.A. de la Croix-Rouge française, ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Simone MOYON, pilote d'aviation militaire, médaillée de vermeil, et notre déléguée pour l'Algérie.

— Mme Georges Paquet, son épouse, M. André Paquet, son fils, M. et Mme André Bellin, sa sœur et son beau-frère, Ses neveux et nièces, font part du décès de

M. Georges PAQUET, rappelé à Dieu le 17 octobre 1976, en sa maison de Provins (Seine-et-Marne) à l'âge de 70 ans.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu le 20 octobre en l'église et au cimetière de Provins.

4, rue Voltaire, 92130 Issy-les-Moulineaux. Pomarey, 92120 Provins.

— Dinan, Paris, New-York, Saint-Brieuc. On nous prie d'annoncer le décès de

Mme René FERRETTE, survenue à Dinan le 26 octobre 1976, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 29 octobre, à 15 heures, en la basilique Saint-Sauveur de Dinan, suivie de l'inhumation à Saint-Brieuc-sur-Mer.

De la part de : M. et Mme René Ferrette, M. et Mme Bernard Ferrette et leurs enfants, M. et Mme Yvonne Ferrette et sa fille, M. et Mme Yvonne Ferrette et leurs enfants, M. et Mme Jean-Claude Grison et leurs enfants, Les docteurs Bernard et Odette Loisel et leurs enfants, Mlle Françoise Feyer, M. et Mme Yves Derenne et leurs enfants, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part. 22, rue de Chateaubriand, 92100 Dinan.

— M. et Mme Bernard Spinelli, docteur Jean-Pierre Spinelli, M. et Mme Claude Spinelli, ses enfants, ses petits-enfants, ses proches et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Robert SPINELLI, née Simone Séral, survenue le 23 octobre à Albertville (Savoie).

Les obsèques ont eu lieu le 26 octobre dans l'intimité familiale en l'église de Vauxbain (Ain).

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond DENOYER, président-directeur général, Le conseil d'administration et le personnel de l'hôtel Tachinas-Bah, 2, rue du 8-Mai-1945, Paris (10^e), nous prient d'annoncer le décès de leur directeur général,

M. Raymond DENOYER.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 29 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Laurent, boulevard de Strasbourg, Paris-10.

— Le président Brossard, le conseil d'administration et le Syndicat général de l'industrie hôtelière nous prient d'annoncer le décès de

M. Raymond DENOYER, trésorier honoraire.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 29 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Laurent, boulevard de Strasbourg, Paris-10.

— Daniel et Jean Christa, prient d'annoncer le décès de Colette LAFERRÈRE, née Fais-Soullas, leur mère, le 25 octobre 1976, à Calais.

Les obsèques auront lieu, dans la plus stricte intimité, à Wisnes (Pas-de-Calais).

Cet avis tient lieu de faire-part. 8, rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris. 27 bis, route de la Reine, 92100 Boulogne.

— Mme Jacqueline Simey-Morinaud, M. et Mme Jean-Christophe Morinaud, M. et Mme Robert Simey et leur fille, Jacques Simey, Le comte Hubert d'Iderville, Mme Simone Labbé et ses enfants, Mme Christiane Lecomte et ses enfants, M. et Mme Claude Bertrand et leur enfant, Les familles Mojon, Bourlier, Robe, Julien-Bonney, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Simone MOYON, pieusement décédée à Paris, le 26 octobre, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 29 octobre, en l'église Notre-Dame-de-la-Paix, 10, rue de l'Annonciation, à 14 heures, suivies de l'inhumation au cimetière de Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 6 ter, boulevard Diderot, 75015 Paris.

— Les F.P.A. de la Croix-Rouge française, ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Simone MOYON, pilote d'aviation militaire, médaillée de vermeil, et notre déléguée pour l'Algérie.

— Mme Georges Paquet, son épouse, M. André Paquet, son fils, M. et Mme André Bellin, sa sœur et son beau-frère, Ses neveux et nièces, font part du décès de

M. Georges PAQUET, rappelé à Dieu le 17 octobre 1976, en sa maison de Provins (Seine-et-Marne) à l'âge de 70 ans.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu le 20 octobre en l'église et au cimetière de Provins.

4, rue Voltaire, 92130 Issy-les-Moulineaux. Pomarey, 92120 Provins.

— Dinan, Paris, New-York, Saint-Brieuc. On nous prie d'annoncer le décès de

Mme René FERRETTE, survenue à Dinan le 26 octobre 1976, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 29 octobre, à 15 heures, en la basilique Saint-Sauveur de Dinan, suivie de l'inhumation à Saint-Brieuc-sur-Mer.

De la part de : M. et Mme René Ferrette, M. et Mme Bernard Ferrette et leurs enfants, M. et Mme Yvonne Ferrette et sa fille, M. et Mme Yvonne Ferrette et leurs enfants, M. et Mme Jean-Claude Grison et leurs enfants, Les docteurs Bernard et Odette Loisel et leurs enfants, Mlle Françoise Feyer, M. et Mme Yves Derenne et leurs enfants, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part. 22, rue de Chateaubriand, 92100 Dinan.

— M. et Mme Bernard Spinelli, docteur Jean-Pierre Spinelli, M. et Mme Claude Spinelli, ses enfants, ses petits-enfants, ses proches et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Robert SPINELLI, née Simone Séral, survenue le 23 octobre à Albertville (Savoie).

Les obsèques ont eu lieu le 26 octobre dans l'intimité familiale en l'église de Vauxbain (Ain).

Condolences

— A M. et Mme Léopold Kowarski, A M. et Mme Anatole Kowarski et leur fille, M. et Mme Pierre Bernann et fils présentent leurs condoléances et leur sympathie et l'expression de leur plus profonde douleur à l'occasion de la disparition de leur mère et belle-mère.

Mme Zlata KOWARSKI.

— Participent à leur très grande douleur, les familles Miller et Winnicki présentent à M. et Mme Léopold Kowarski, M. et Mme Anatole Kowarski et leur fille, leurs condoléances et leur sympathie pour la perte de leur mère et belle-mère.

Mme Zlata KOWARSKI.

Remerciements

— M. et Mme François Marchant, M. et Mme Bernard Marchant, M. et Mme Max Guérin, M. et Mme Bernard de Corbière et leurs enfants, Le docteur R. Guérin, Mlle Lucienne Paulmier, adressent leurs sincères remerciements à leur profonde gratitude à tous ceux qui ont été témoins lors de l'inhumation de leur mère et belle-mère.

— Profondément touchées par les témoignages de sympathie et d'affection reçus lors de leur grand deuil, Mme Jean-Louis Deravin et sa famille remercient sincèrement de la part prise à leur douleur.

Elles prient de trouver ici l'expression de sa profonde reconnaissance.

Anniversaires

— Pour la cinquante anniversaire du décès de : Pierre CARTELLAG, une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Pour le premier anniversaire de la mort accidentelle, le 29 octobre 1973, de M. Jean GUERDEAU, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Avies de messe

— L'Association amicale du commissariat de la marine fera célébrer une messe à la mémoire de ses membres défunts, le jeudi 4 novembre 1976, à 13 heures, en la chapelle de l'Ecole militaire.

Cérémonies

— Le Consistoire israélite de Paris communique qu'une cérémonie sera organisée le jeudi 4 novembre, à 18 h. 30, à la synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris-8^e, par le comité du Souvenir et des manifestations nationales.

Communications diverses

— M. Lecanuet, ministre d'Etat, a rendu hier le croix de chevalier d'honneur à M. Nelly Smadja, en présence d'une brillante assistance et l'a remis au monde de la politique, du barreau et de la magistrature.

SCHWEPPES Bitter Lemon. Fier de sa pulpe.

A L'HOTEL DROUOT

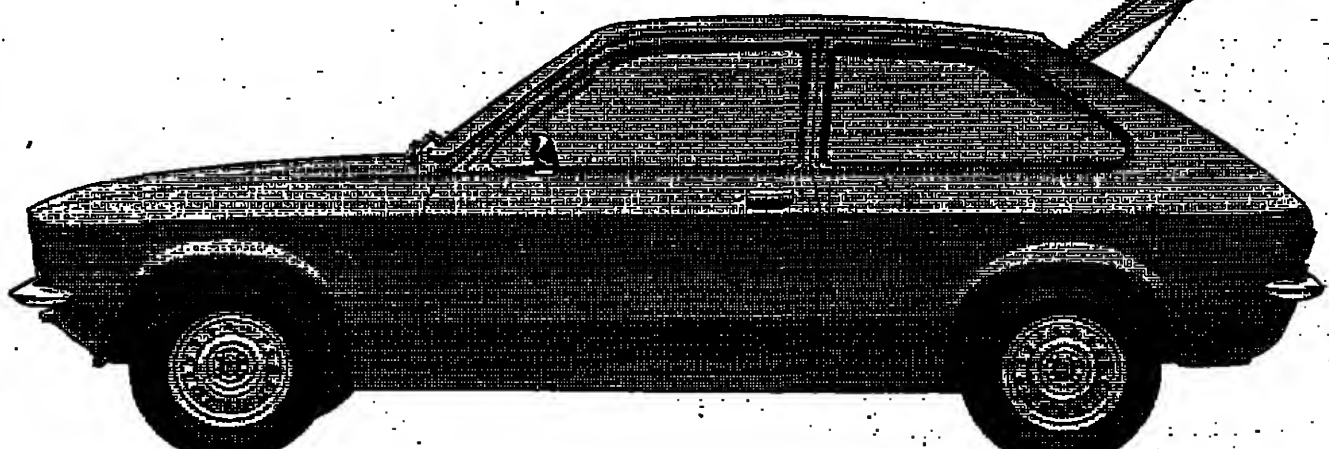
Vendredi 29 octobre

VENTE

N. 2. — 1) Ensambl. Bijoux 19^e; 2) Bij. montres anc. argent, ann. S. 11. — Dessins et tableaux de S. A. — Bibliothèque A. Dunoyer de Segonzac.

Opel City:

3,89m-1000cm³-18.765 F.*



- Double circuit de freinage
- Freins à disque assistés à l'avant
- Pare-brise feuilleté
- Ceintures à enrouleurs
- Dégivrage électrique de la lunette arrière
- Hayon arrière
- 2 feux de recul
- Lave-glace couplé avec essuie-glace
- Moquette
- Garantie totale d'un an, kilométrage illimité.

* Modèle L - TVAC + frais de transport et de préparation 883 F. Taxe car 31,08 F.

Avec Opel, partez tranquille.

Les Tailleurs de Qualité

CLUB DES GRANDS CISEAUX

- XX BERCEVILLE, 4, bd Malesherbes - 265.36.23
- XX BUNTLEY, 29, rue de Marignan - 225.59.36
- XXX COURTES, 38, rue Marbeuf - 225.04.81
- XX CAMBOURAKIS, 97, bd Raspail - 548.22.23
- XX AL GUEROT, 17, rue de Choiseul - 742.47.12
- XXX LORYS, 33, av. Pierre-I^{er}-de-Sicile - 720.80.46
- XX PITTARD, Succ^r de J. CARETTE - 225.20.21
- XX QUIN, 2, place des Victoires - 233.75.05
- XX A. SCHLERET, 7, rue d'Artois - 359.17.68
- XX TALON, 62, av. Bosquet - 551.11.64 et 705.87.36
- XX de 2500 F à 2800 F
- XXX 3500 F

Opel City 1.50

Journal de 1950

Le Monde

DES LIVRES

La conversion d'Henry Bonnier

De la bonne cuisine à la grande âme

* UNE JOURNÉE DANS LA VIE D'HENRI. Albin Michel, 229 p., 35 F.

HENRY BONNIER occupe une position forte, peut-être plus enviable qu'enviable, dans le monde des lettres : essayiste et romancier, il écrit des livres : directeur littéraire chez Albin Michel, il en fait publier ; enfin, critique à la *Dépêche du Midi*, il possède une tribune pour parler de ceux qu'il aime. Originaire de l'Aréopage, il est monté à Paris en 1903, mais il a gardé avec le Sud ce qu'il appelle le « Sud profond » pour faire écho à Faulkner — de solides attaches. Les quatre romans qu'il a publiés de 1907 à 1976 se déroulent dans une petite ville provençale, qu'il baptise Vilmont et qu'il révèle sans difficulté être Apt, où il a vécu de sa huitième à sa dix-huitième année.

C'est leur principale unité. En s'appuyant sur elle, Henry Bonnier les organise en un cycle qu'il intitule *La Prose de Vilmont* (1). Avant il n'avait dessiné d'ensemble en commençant : « Je sors du personnalisme d'Emmanuel Mounier, et je lui dois mes deux préoccupations majeures : la personne humaine et la cité. Quand j'ai conçu le *Prose de Vilmont*, en 1909, je voulais étudier ce qui pouvait détruire la personne humaine. L'érotisme m'est d'abord apparu comme la principale menace. Mon premier roman, *Delphine*, c'est la destruction d'une femme par l'érotisme. Dans l'Amour des autres, je me suis sur-tout attaché à la cité. Une vieille fille, préparée au standard téléphonique de la poste, devenait l'âme d'une ville, que pulvérisaient les intérêts particuliers. Puis j'ai voulu comprendre dans quel monde le vécit. Un Prince analyse la sensibilité française de 1919 à 1939. Une journée dans la vie d'Henri, celle des trente dernières années.

Ces quatre romans tournent autour d'une même famille, les Barraud, notaires à Vilmont. Henri, mon héros d'aujourd'hui, apparaît déjà dans les deux premiers. Dans le Prince, c'est son grand-père qui vend au héros la propriété où celui-ci tente de bâtir son étonnante commensalité.

Du côté des personnages, furtifs (1) Tous publiés aux éditions Albin Michel.

semble un peu rétrospective. Du moins *Une journée dans la vie d'Henri* répond-il symétriquement au premier volet du cycle. Dans *Delphine* une femme se perdait, ici un homme se sauve. Car cette journée, en apparence très ordinaire, qu'Henri Barraud, confortablement installé dans l'excellence, passe au volant de sa Mercedes, en rencontrant successivement son garagiste, son ancien professeur, un ami d'enfance, avec lequel il déjeune somptueusement à l'auberge de Mirabeau, un hippie qu'il prend en stop et le vieux prêtre de son enfance à la recherche duquel il se lance dans la montagne, cette journée va changer sa vie. C'est un chemin de Damas qu'il accomplit.

Un acte d'accusation
Tout cela ne va pas sans ambigüité. Henry Bonnier, a choisi de peindre une classe, la bourgeoisie, que, sans nul doute, il condamne. Voici son acte d'accusation :

« Je montre l'échec de la bourgeoisie à assurer le bonheur l'homme et sa démission dans l'ordre politique. Je sais ce qu'elle a fait pour le pays et ce qu'elle ne fait plus. Cette démission qu'enregistrerai-je un Prince commence après la première guerre mondiale. En 1919, tout le monde est retourné à ses affaires comme si rien ne s'était passé. Seul le Prince se veut fidèle aux morts, à cette jeunesse fauchée. Mais la grande rupture se produit après la deuxième guerre. Au moment où la mère d'Henri Barraud envoie son fils mendier des cigarettes aux Américains, elle consomme la déchéance de sa classe. Sans avoir nécessairement partie liée avec la droite, la bourgeoisie a vu dans l'effondrement du nazisme, du fascisme... et de la droite son arrêt de mort. Elle ne s'est plus préoccupée que de gagner de l'argent et de jouir. »

C'est pourtant un de ses membres que le romancier rachète. Quels sont ses sentiments vis-à-vis de son personnage ?

« Tant qu'il s'assume comme bourgeois, tant que les tableaux, la voiture, la fortune, la bouffe, sont pour lui des valeurs essentielles, il me dégoûte. Mais à partir du moment où il s'achemine vers la montagne, la neige, l'enfance, la pureté retrouvée,

tout ce qui compte à mes yeux, il n'est plus un bourgeois. Ce qui formait écran entre lui et le monde, la mort, Dieu, a volé en éclats. Celui que je crois capable d'une ascension spirituelle, ce n'est pas le notaire de Vilmont, c'est l'homme nu qu'il est devenu. »

Dans ces jouissances bourgeoises, la gastronomie tient une place majeure. Henry Bonnier en fait de telles descriptions dans son roman que La Reynière ne s'y est pas trompé et a vu en lui un écrivain. Il a ouvert de fleurs (le *Monde* du 2 octobre) un écrivain qui tenait « la cuisine pour un fait de civilisation » et savait s'extasier aussi joliment sur un légume à la royale et la sauce « couleur de feuilles mortes » qu'il le nappes. Il n'empêche que si Henri Barraud finit dans la grandeur, c'est au pain sec et à l'eau. Henry Bonnier condamne-t-il ou non la gourmandise ?

JACQUELINE PIATIER.
(Lire la suite page 19.)

PIER PAOLO PASOLINI

La ferveur de l'hérétique

* ECRITS CORSAIRES, de Pier Paolo Pasolini. Traduit de l'italien par Philippe Guilhem. Flammarion, 288 p., 35 F.

* L'EXPERIENCE HERETIQUE, préface de M. A. Maccacchi. Traduit de l'italien par Anna Fulberg. Payot, 288 p., 30 F.

VOILÀ juste un an, le jour des morts, Pier Paolo Pasolini était assis sur la plage d'Osie, assassiné par un petit voyou romain. Devant ce crime, l'Italie se coupa en deux : pour les uns, sa mort était un « incident » lié à sa vie d'homosexuel, qui risquait perpétuellement la violence ; pour les autres, c'était un fait public, une « vengeance symbolique », un crime politique au sens large, une « exécution » menée par toute une société qui se libérait ainsi d'un dangereux procureur. Cette seconde thèse est développée par Maria Antonietta Macciocchi dans la courageuse pré-

face qu'elle a donnée à l'expérience hérétique.

Chacun est libre naturellement de voir un symbole dans tout fait divers, de charger de significations « totales » ce qui n'est peut-être qu'un morceau de la vie romaine, strictement lié aux choix quotidiens de Pasolini, lui-même (p. 247 des *Ecrits corsaires*) excluait certaines simplifications dans le rapport victime-bouche et rappelait qu'il n'est point dessain de bourgeois qui ne lui soit suggéré par le regard de la victime et que, d'ailleurs, Maria Antonietta est aussi responsable de son sacrifice que son sacrifice.

La philosophie de la « responsabilité » était sûrement plus complexe. Il avait analysé de façon différente le mécanisme de la violence. Dans son énumération des « pouvoirs qui tuent », il a souvent inclus les manifestations schizoïdes « d'un pouvoir archaïque et individuel de la force physique qui dissocie l'autre de soi au lieu de ce minimum essentiel de liberté qu'est la liberté du corps ». On peut supposer qu'en face de sa propre mort il n'eût pas écarté cette hypothèse limitée aux délits des sociétés restreintes comme était celle des homosexuels romains qu'il fréquentait.

Les rôles du procureur

Laissons sa mort. Parlons plutôt de sa vie, plus clairement gênée. Pasolini avait effectivement choisi de devenir le procureur chargé de requérir contre la vie italienne. Il s'attribuait trois rôles précis : ceux de « grand prédicateur », de « grand accusateur », de « grand provocateur ». Ainsi, dans ses dernières années, son personnage de romancier de réalisations de films, de poète, de critique, avait été recouvert par celui de polémiste en lutte contre les tabous (sexe, violence morale) et surtout contre la tyrannie de la consommation, qu'il considérait comme un nouveau fascisme.

Ces deux volumes qui viennent d'être traduits en français recueillent tous ses écrits polémiques plus quelques textes importants de linguistique, de cinéma et de critique contre l'« langage littéraire » lui permettant au lecteur de se faire une idée com-

plète du rôle politique qu'il entendait jouer avant de mourir, et même de son « rôle philosophique », puisque c'est une « vocation sacerdotale » qui transparaît dans ces écrits.

Quel est le rapport de Pasolini philosophe et de son encombrant personnage antérieur de poète, maître en scène, narrateur, traducteur, écrivain de théâtre, critique, polygraphe ? On a déjà écrit dans les histoires littéraires italiennes que, « après D'Annunzio, on n'a jamais vu en Italie un écrivain aussi omniprésent ». La critique a déjà établi sa « splendide capacité de tout brûler, de sacrifier de fond en comble le grand trésor des expériences italiennes » en ajoutant « à la note romantico-dionysiaque la note orpusculaire, et à celle-ci la veine du poète-choyé ». C'est-à-dire qu'il portait en lui l'héritage de D'Annunzio, de Pascoli et de Carducci la « grande triade ».

Certains portraits le peignent « le visage creusé : cloque entre des pommettes ossues, comme Dostoevski ». Mais rien n'est plus faux que la rhétorique pasolinienne. Comme est fautive la rhétorique anti-pasolinienne du « démon », de l'« Oscar Wilde en blue-jeans. Qui était-il ? C'est en abandonnant le jargon littéraire qu'on trouve la réponse, dans la réalité toute sèche de l'Italie de 1950-1960.

Une fois finies les « tureaux abstraites » de Vittorini, une fois épuisé le désespoir existential de Pavese, l'homme qui tient la scène est Pasolini. Il y a de tout dans son travail : la pédanterie du professeur frioulan et bolognais qui compose des anthologies dialectales, dès que le néo-réalisme de l'après-guerre a mis à la mode le langage populaire ; la passion du poète dialecto-étiole qui se lance sur la trace des Novati, des Marin, des Gioti, pour participer à la fameuse « transfusion de sang » opérée dans la poésie du vingtième siècle ; le verisme du conteur qui descend au sud, dans l'orbite de Moravia, parmi les bidonvilles romains, et brise cependant le récit traditionnel parce qu'il recherche un absolu dans la « plénitude physique » des choses.

ALBERTO CAVALLARI

(Lire la suite page 22.)

Queneau mon ami

LA nécrologie est un genre absurde. Sous prétexte que quelqu'un vient de mourir, on lui décerne les compliments sentis qu'on a gardés dans la plume de son vivant, et qui l'auraient enchanté. On écrit sur fond de néant, on pense à soi-même froid. On est dans un jour de boné.

Fis : une précédente maladie du disparu a jeté l'alarme dans la rédaction, on a pris ses précautions, comme on dit avec le cynisme de toutes les professions qui obtiennent la mort. On a mitonné des articles bien complets et ronds. « Celui-là, chuchote-t-on, on pourra dire qu'on l'a bien enterré ! » Le jour vient, le lecteur pense : Ah ! le brave et solide critique ! Requiescat.

Par chance, Queneau n'a pas prévu que l'histoire approchait. Il a fallu improviser. Cette hâte lui convient. L'essentiel ressort mieux quand l'envie de bien faire n'a pas le temps de tuer l'émotion de l'écrivain, sans quoi les livres ne seraient que des mines à thèses.

POUR le grand public, Queneau, c'est d'abord un farceur tendre des belles années de Saint-Germain-des-Près. C'est la valse songeuse de *Sixième étage* / chantée par Gréco vers 1950 : *zoucoucou zou... mis pour que ça va... Fagot de dire que le langage n'est jamais qu'une convention marrante ?* On verra que le pied de nez va plus loin.

A la même époque, Yves Robert monte au cabaret de la Rose Rouge les *Exercices de style*, que tout le quartier récite. Imaginez la tirade des nez de Cyrano appliquée à la rencontre d'un drôle de quidam sur la plate-forme de l'autobus S (devenu le 84). Fagot de montrer qu'il y a trente-six manières de dire les choses, donc de les voir ? On comprendra que la plaisanterie ne s'arrête pas là.

Suivons maintenant Raymond Queneau vers la partie plus poète du faubourg Saint-Germain, chez Gallimard. Dans un des petits bureaux-placards où l'éditeur range ses conseillers illustres, entre Paulhan, Arland, Nizier, Mohr et quelques autres, un monsieur myope dévore des manuscrits en riant tout seul. C'est un ancien surréaliste, un poète-romancier qui joue sur les mots. Il a introduit l'orthographe phonétique à la N.R.F., ce temple du fran-

çais tel qu'on ne le parle plus. Il réussit à être en même temps taciturne et hilare, timide et liant. Il songe comme un moine mal réveillé, et tout à coup l'est vaille, le rire hennit.

De quoi s'amuse-t-il ? D'un rien. D'avoir écrit sur son buvard Chérophane au lieu de Shakespeare, ou « Pololacern » au lieu de : Paul aussi l'a cru. Plus futile encore : il sort peut-être, avec son ami Boris Vian, d'une réunion de pataphysiciens, ces gusses qui érigent le canular à la hauteur d'une sorte de religion maçonnique.

QUI sait ? Parce qu'il est aussi d'abord un mathématicien. Il est en train de s'amuser avec une équation aberrante comme un chat avec une souris. Ou bien de déssoser des vers connus — car il est aussi mécanicien — pour une autre officine de farces et attrapes : « *Rouloir* », l'ouvrage de littérature potentielle, où le rejoindront d'autres déssosés du langage comme Georges Perec. Il y a, comme ça, des petits génies du bricolage qui ne peuvent voir une pendule ou une montre de gousset sans la démantibuler jusqu'au dernier ressort.

Souvent, la mécanique ne repart pas. On reste en plan devant les morceaux. C'est ce qui risque d'arriver avec ce portrait de Queneau. Il y manque la belle logique des oraisons funèbres à la Bossuet ou des manuels d'histoire, habiles à deviner un destin linéaire et cohérent sous les biographies ou les seuls visages des grands hommes.

Queneau gagne à être regardé en mettes. Son unité est ailleurs, hors de l'épave. Queneau n'a ni ciel divin ni paradis politique qu'il attende au bout de la route. D'où son ébahissement devant la minute qui passe et le mot lâché. Tiens : un mot drôle ! Il dit cela comme il dirait d'un ballon d'enfant qui monte au-dessus d'un square.

UN jour, nous déjeunions. Il dé-cryptait le menu : « norme : moment, soudain, son rire tout en asthme. Que se passe-t-il ? Rien, ou plutôt, si : une chose qui le réjouit, paraît-il, depuis cinquante ans, il ne

Par
Bertrand
Poirot-Delpech

L'homme qui marche lentement, qui voltige avec son bétail de pêcheur à la ligne n'aime plus vraiment la vie.

Avant de partir, il a pourtant pris le temps de raconter une histoire folle. Authentique, jure-t-il. Dans la mesure où il l'a inventée ! C'est du Queneau craché. Il y est question d'un chauffeur de taxi homosexuel et ami de l'archevêché qui sollicite un témoignage fumeux. Le voyage s'achève je ne sais où. *Loth de Ruël*, probablement !

Aux comités de lecture de Gallimard, c'est le même enjouement trompeur. Quand Queneau raconte un manuscrit, tout le monde « se bidonne ». Alléchés et par acquit de conscience, d'autres conseillers demandent à voir. Ils découvrent des vers de miriblon, une histoire idiote d'héritage. Ou des logarithmes.

UN jour, nous déjeunions. Il a projeté ainsi son fantastique personnel sur l'image d'une gamine effrontée, et c'est devenu le triomphe de sa carrière sans tapage : *Zazie*.

Il n'y a plus que le monde du spectacle pour donner aujourd'hui un

sperçu de ce que furent les noées de ce personnage et du grand public. Zazie était devenue quelqu'un comme Coluche. En littérature, il fallait remonter à des héros de bandes dessinées, au sappeur Camembert. « Tu causes, tu causes... » Le verbe en prenait pour son grade. De quoi faire glouglou d'aise les érudits et les cancanes. Mais pas seulement eux.

D'où venait cette popularité ? De l'innocence. Le regard que la pensionnaire Zazie promène sur le Paris vicieux des transports en commun et des cabarets louches est libre de toute culture, donc de toute illusion. Elle voit aussi loin que le plus rancé des sages. La jungle des villes prend avec elle son évidence tragi-comique.

Dans l'œuvre de Queneau, ce n'est pas une nouveauté. Dès les *Enfants du limon* (1939), la vie banale se tourne au merveilleux. *Pierrot mon ami* (1942) et *Loth de Ruël* (1944) sont de la même veine. Ne pas faire attention si un mot ultra-savant débarque à l'improviste. Il est tombé là pour empêcher le sérieux de revenir au galop, à la place du naturel.

Ce monde de gens simples qui révent de Hollywood comme d'un pieux-nique à l'île de la Jatte, ces fautes princeps, ces tireuses de cartes, ces petites employées qui pouffent de rire, ce sont autant d'envies de « faire figure », d'exister socialement. Etrange demi-monde qui n'est qu'à Queneau, mais ne manque pas de cousins : chez Marcel Aymé ou chez René Clair.

On s'apercevra un jour que, entre 1930 et 1950 environ, roman et cinéma français ont enjolivé ensemble les dimanches pauvres, emparachés les péniches. Cela pourrait s'appeler le réalisme poétique. Un mouvement gai, malgré ses brumes, et que la bonne franquette sauve de l'ennui des jours.

Car Queneau n'est pas blasé. Ce n'est qu'une apparence. Sans doute ce qu'il appelle drôlement sa « normalité ». Il n'est pas le seul natif du Faubourg à paraître ainsi sans illusion. Salacrou et Limbour ne nourrissent pas d'espoir excessif dans l'humanité ! Non loin d'eux, un certain Flaubert

semblait se repaître aussi de la bêtise, pour ne pas s'en chagrier. Il aurait pu s'exclamer avec Queneau : « Il est vraiment très satisfaisant de voir comme la comédie s'étend vaille vaille à la ronde ! » Une « idée reçue » comme une autre.

Le même qui veille avec une érudition époustouflante sur l'*Encyclopédie* de la Pléiade blaguera : « Ne télesmon pas, allons au fond des choses », ou fera dire à Zazie : « Cette évocation de l'histoire universelle fait sa marquer tout le monde ». Le même qui s'exerce sur toutes les possibilités de la rhétorique, de la sémantique et de l'orthographe s'écraiera, à la façon de Jarry : « *Billeuses, baguilles et biblories de mes deux !* »

Qui croire ? Et si les deux Queneau cohabitent, comment imaginer leurs rapports ? De résignation ? Pourquoi si peu de biographie sur rien ? Figure de Saint-Germain-des-Près, mais absent des caves ; Goncourt, mais sans les déjeuners. Est-ce modestie farouche ? La psychanalyse — il en a tâté — a-t-elle opéré la décoloration, l'asepsie, que lui reprochent ses adversaires artistes ?

Nous n'y sommes pas encore, et le vrai est que Queneau n'en sait pas plus que nous.

IL ignore pourquoi il est sur terre, et pourquoi il n'est pas rieur de cette situation. « Ma mère était mercière et mon père était mercier, ils trépassaient de joie... », écrit-il à propos de sa naissance.

Il y a aussi la perplexité normande du père ben qu'il — pletinknon — transfigurée en haute sagesse : à peine a-t-il considéré une assertion avec envie d'y adhérer, son contraire le laisse interdit. Queneau est de ceux qui restent cois.

Et s'il refuse d'en faire un drame, de hausser le ton — au point de passer provisoirement pour moins important que certains contemporains plus pompeux — c'est qu'il croit, quoi qu'il dise, à la création, au monde enfin compréhensible et amical que le rêve de l'art superpose à l'autre.

Si j'ai tiré « Queneau mon ami », à la suite d'un de ses livres majeurs, ce n'est pas pour me parer d'une relation qui ne fut pas. C'est qu'il fait le cadeau rare de l'amitié à qui veut le lire.

LITTÉRATURE

JEUNES SEGHERS

6-10 ans
CONTES POPULAIRES
DU MONDE ENTIER

La Dame
de Stavoren
un conte de Hollande

Dick Whittington.
un conte d'Angleterre

Matt le gardeur d'œles
un conte de Hongrie

Le Roi des Souris
un conte du Tibet

32 pages illustrées
en couleurs.
Chaque volume 10 F.

Histoires
merveilleuses des
5 continents
recueillies et présentées
par Ré et Philippe Soupault

308 pages.
Le volume 24 F.

JEUNES SEGHERS

A partir
de 3 ans
LES LIVRES D'OR

Le Livre d'Or
des Poètes,
par Georges Jean

tome 1 : de 5 à 7 ans
tome 2 : de 7 à 10 ans
tome 3 : au-delà de 10 ans

144 pages.
Chaque volume : 20 F.L.

Le Premier Livre d'Or
des Poètes,
par Georges Jean

144 pages illustrées.
Le volume : 25 F.L.

L'Enfant et la
création artistique,
par Noor-Zade Brenner

96 pages illustrées
en couleurs.
Le volume : 29,50 F.L.

JEUNES SEGHERS

10-14 ans
ANTHOLOGIES-
JEUNESSE

Découvrir
la poésie française,
par Michel Cossem

Découvrir
la science-fiction,
par Michel Cossem

Découvrir
le roman populaire,
par Robert Marty

320 pages.
Le volume : 22 et 26 F.L.

ALBUM
Robin des Bois, mes
camarades de croquis,
par Anie et Michel Politzer
(éd. Seghers/Cuénod)

64 pages, entièrement
illustrées en couleurs.
L'album : 29 F.L.

JEUNES SEGHERS

La fantaisie de Michel Bernard

* LE CŒUR DU PAYSAGE, de Michel Bernard, Denoël, 225 p., 45 F.

« **M**aintenant, on peut ne plus nous croire », lit-on vers le milieu du roman. Il y a pourtant belle lurette, déjà, que les aventures de Mike et de

Mary passent l'ordinaire et le naturel. Venus de Nashville, Tennessee, ces « deux beaux amants américains archéologues », américains, si peu, et archéologues, pas le moins du monde, se trouvent mêlés en Bourgogne aux décors, aux gens, aux événements les plus improbables.

Une tragédie en pointillé

* GARE SAINT-LAZARE OU ENNEMIS INTIMES, de Betty Duhamel, 200 pages, Gallimard, 25 F.

ETRE amoureuse d'un garçon, à seize ans, et le surprendre, un jour, sur un quelconque de la gare Saint-Lazare, enlucé à sa meilleure amie, Julie, telle est l'aventure, fréquente mais toujours déprimante, qui est arrivée à Pauline, fille de comédienne, sentimentale et exaltée.

Que l'objet de sa passion, Nicolas, soit lui-même fils de comédienne et futur écrivain, n'enlève rien au caractère traumatisant de la mésaventure. Il lui apporte, au contraire, dramatisation et remède. Les amours malheureuses chez les jeunes gens nourris de Phosco et de bonnes lectures, se terminent presque toujours par un roman. Dans un milieu moins sophistiqué, la jeune fille se serait peut-être suicidée ou, plus vraisemblablement, consolée avec un copain.

Pauline, elle, — Nicolas devenu l'écrivain qu'il promettait et Julie mariée benoîtement, — se consolaient avec un professeur quinquagénaire, quinteux et boulimique. Pour

des professeurs de la littérature féminine contemporaine ! Ils n'en finissent pas d'y vivre leur dernier amour, leur dernier quiproquo. Ils croient infuser leur science. Ils ne sont que les avachis canapés où de dévotantes et capricieuses personnes viennent blotir leurs désirs sentimentaux. Le temps de se refaire un maquillage.

Pauline partira, et on lui souhaite de trouver le havre qu'elle espère. Mais on guérirait mal d'un amour trop tôt trahi.

Ce premier roman de Betty Duhamel, après des nouvelles, l'an dernier, au ton acide, n'est pas dépourvu de qualités. Il a conservé le charme osillé, le primesaut et l'imprévu des aventures de cet âge. Une tragédie en pointillé. Une odyssée de fureur dans l'imbroglio des choses tues.

Il reste à sortir de soi, à ouvrir des yeux au regard vif sur le reste du monde. Une visite aux Charbonnières, une rencontre avec Bernard Frank, croquées d'une dent incisive, indiquent la voie.

PAUL MORELLE

Croquis d'un monarque

* L'EMPLOYEUR, de Joanne Esner, Ed. Tchou, 228 pages, 25 F.

A l'époque des multinationales, les P.M.E. (Petites et moyennes entreprises) ne pouvaient que pâlir dans l'esprit des romanciers, qui s'occupent d'autre chose que de droloter leur ego. Joanne Esner tire ces P.M.E. de l'indifférence littéraire où elles risquaient de tomber, en prenant pour sujet de son premier roman, l'une d'entre elles. Toutefois, elle s'intéresse moins à l'entreprise elle-même qu'à son monarque. Avec ses allures despotiques, inattendues, ses manières despotiques, cet employeur ne laisse pas d'intriguer, séduire, voire fasciner la narratrice de l'ouvrage.

Le lecteur se demande dans quelle mesure Joanne Esner, qui travaille aux éditions Tchou, et dont l'employeur est devenu l'époux, s'est servie de son expérience vécue. Quelque soit dans son roman, la part du fantasme et celle de l'autobiographie ? Claude Tchou, pour qui l'a entrevu, ressemble sans aucun doute à ce

fabriquant d'objets dont fait du secret, la vivacité d'esprit, les brusqueries, excitent l'intérêt, la curiosité, les appétits, d'une des jeunes femmes qu'il emploie. La narratrice s'interroge sur les raisons de cet homme pressé qui ne prend guère le temps, apparemment, de se mettre lui-même en question, ne semblant se soucier que de son chiffre d'affaires. Quand, précisément, les affaires vont mal, la jeune femme devient, pour l'entreprise, une sorte de Jeanne d'Arc. Elle se dévoue à la cause de son employeur. Mais n'alloz pas chercher dans ce roman quelque trait d'héroïsme. Au contraire, il est teinté sans cesse d'humour. C'est un de ses charmes, avec l'art subtil que met l'auteur à décrire le cheminement de la complicité qui se noue entre l'employeur et la narratrice, leurs progrès en amour assez lents. Avec, aussi, l'incertitude qu'éprouve celle-ci à propos d'elle-même et qui lui fait dire tout haut que souvent elle se désolidarise de soi.

FRANÇOIS BOTT.

Robert Sabatier : la poésie est une fête

* ICARE ET AUTRES POÈMES, de Robert Sabatier. Albin-Michel, 120 pages, 15 F.

Le premier recueil de poèmes important de Robert Sabatier, paru en 1955, portait un titre symptomatique : *Les Fêtes solitaires*. Ce choix de l'évidence dans l'écriture et de radieuses fêtes dans le message, il ne devait plus s'en départir, quelle que fût, de livre en livre, l'heureuse particularité. Héritier de Supervielle dans son premier livre, il chantait les animaux, la nature, et les hommes éblouis à la fois par le besoin de se comprendre et le besoin d'échapper à leur raison : ces fables, il leur donnait une forme presque régulière, mais sans carcan rigide.

Déjà, d'un autre, en 1959, hanté au large écho aux expériences atomiques et à la guerre de Corée : même un fabuliste devait entrer dans l'ère du soupçon, filer pour en capotter les méfaits. « Pardonnez-moi d'être ce que je suis », écrivait Sabatier, presque douloureusement. Les grands doutes dissipés, les Poèmes d'été, en 1965, reprenaient le fil des fêtes. On devinait cependant une sorte de conflit entre le romancier populaire qui allait bientôt publier les *Alouettes sabbatiques* et le poète de plus en plus tourné vers les paradis baudelairiens, ceux que procure l'abandon à l'écume des mers. Le dilemme, en ce qui concerne Sabatier, était vite dissipé : au roman le bon sens et la psychologie des foules, au poème le secret des communications tues.

Les *Châteaux de millions d'années*, en 1969, amènent que la fête perpétuelle passe par une série de métamorphoses : le poète serait pu — dans l'absolu, il serait dû — appartenir à d'autres règnes de la nature, afin de les mieux comprendre et de les mieux aimer. Il n'y a guère de poésie dans cette ascension : seulement une juste conscience des pouvoirs du langage.

On m'interdit, puis des siècles couleront.
Je fus la lèvre et je fus le printemps.
Je pris la forme d'un archipel.
On d'un échange, ailleurs, on d'un serpent.
M'avez-vous en quelquefois dans vos rêves ?

Après sept années de silence, les poèmes d'*ICARE* reprennent les thèmes favoris de Sabatier. Il y ajoute une gravité nouvelle, et souvent la nécessité d'éclaircir les images adoucies au profit d'une réflexion plus profonde. Aussi, l'enchantement, s'il est accepté par le poète, n'en demeure pas moins un mystère pour lui : il a beau l'analyser, le canaliser, le digérer, il n'en connaît point la source lointaine. Sabatier écrit explicitement : « Pourquoi l'aura ? Élévation et chute ? On : élévation parce que chute ? On encore : trois vogues ! », a, comme deux copistes, a, ? On les enregistre, possibles : Cécile, Éric, Carie, Rocio, Arius, ou les dérivés d'Éric et d'Écho ? » Entre le son et le sens, pourqu'on élabore des hiérarchies ? Sabatier sait qu'il ne doit savoir comment ossent ses poèmes : il lui suffit de les éduquer, inconnus ou familiers.

Délivrance : un nom à faire rêver par-delà certes et estampes. Ce n'est qu'un gros bourg coquet avec un monument aux morts rachitique, quelque part entre Chagny et Santeny. Mais rien n'y ressemble à rien : ni la maison de retraite pour cheminots, dont le donateur a disparu, ni le casino dans les vignes, ni le château que flanque une charpente inachevée. Ici ou là, un aveugle, un muet, une femme vêtue d'une robe chiffonnée, une fillette sournoise et bien d'autres, président à tour de rôle à des scènes insolites. Douze adolescents pratiquant le jeu d'Éléus, des vieillards tenant des propos décousus, un dîner de têtes : tels sont les spectacles ou les hallucinations qui s'offrent à Mary et Mike, tandis qu'ils se découvrent des pouvoirs surnaturels, comme le don des langues ou la transmission de pensée.

Devant ces disparitions, ces scènes rituelles, ces voix et ces silences, il nous est permis comme à eux d'hésiter : sortilèges ou truquages ? Graves mystères ou illusion, ocamotage, vulgaire prestidigitation ? Le fantastique, ici, joue à prendre toutes les formes possibles. Anticipation, légendes, parapsychologie, orphisme, cartomancie, science des nombres, tout est bon pour suggérer que la vie est un puzzle, une « belle geussie énigmatique ». Dans ce labyrinthe que traversent ensemble Mike et Mary, c'est Mike, dit-il, qui le protège et c'est lui qui nous sauve.

Un roman à tiroirs

Sans doute faut-il lire au second degré le roman à tiroirs inséré dans le roman et qui peu à peu semble surgir à plaisir de l'imagination des auteurs. Rebondissement, péripéties romanesques, scènes de genre, confessions délirantes, toute la ronde extravagante des Délivres suivie de Mike et de Mary compose en fin de compte une allégorie du bonheur plus forte et moins douteuse que la vérité. Pour parler de ce bonheur « princier », les mots précieux et rares, les phrases contournées font place au ton de l'évidence émerveillée. Au cœur soyeux du paysage l'érotisme se confond avec l'appât insatiable de vie.

Ainsi tous ces romans trop compliqués pour avoir le charme de la jeune sorcière, l'auteur des *Courti-sanges* a dissimulé, une fois encore, un « livre heureux ». A l'incohérence des épreuves initiatiques qu'affrontent Mike et Mary répond la célébration sereine et sans défaut de l'amoureuse. Comme si ces fantasmes enchevêtrés, ces vaines prestiges, ces fausses menaces n'étaient là que pour relever la simplicité triomphante, la « seule » décisive gagnance que donne l'amour, précieusement.

MONIQUE PETILLON.

DEUX MARGINAUX

* LA VIE EN PATIENCE, de Gérard Le Gal (Fayard, 212 p., 35 F.).
* LA FROCHAINE FOIS C'EST MAINTENANT, de Jean-Claude Emilion (Denoël, 227 p., 45 F.).

DES romans qui parlent dans tous les sens, qui s'ouvrent à tous les vents, qui transforment le fil conducteur en un peloton d'anecdotes et qui pourtant, malgré leur désordre, leur refus de logique et de chronologie, parviennent, après mille pirovates, à nous imposer leur climat, leur émotion, leur vérité. Tous deux ont pour auteurs des moins de quarante ans qui gardent de mal 68 une sorte de guéule de bois dont l'amertume le dispute à la nostalgie.

Un poète des pubs

Entré en littérature avec d'irrésistibles souvenirs d'école, la Mère Pic et les autres, Gérard Le Gal fait à Londres son apprentissage d'adulte malgré lui. Amoureux désenchanté, croque-mort d'occasion, demi-clocharde mais ivrogne complet, il traîne de pubs en pubs le désespoir discret de ceux que la vie blesse à chaque pas mais que la prudence rend stoïques. Parce qu'il déambule la nuit, au hasard de rencontres pittoresques ou navrantes, qu'il leur réserve le même accueil courtois, qu'il trône le pire sans jamais y tomber, il évoque les pérégrinations de M. Jaurès-Blondin.

Ah ! s'il consentait à nous raconter une histoire, ou du moins à canaliser le récit dans une direction, quel chef-d'œuvre il nous donnerait ! Mais il s'en remet au lecteur du soin de recueillir les pépites qu'il égare à l'aveuglette : odeurs, lumières, musique, cette Mère des sens qui lui tient lieu de cache-misère. Qu'il filane dans un cimetière, un hôpital ou le long de rues qui n'en finissent pas, il imprègne de sa magie les choses et les êtres. Sans doute doit-il ce pouvoir à l'alcool qui — lui retourne la peau pour en révéler la face chatoyante. Par la grâce des bistrots-cognac ou des bistrots-pernod, les prostituées se transforment en altes et les vagabonds en tumbaleuses. Tel Peter Pan refusant de vieillir, Gérard Le Gal nous « embarque d'autorité dans ses rêves ». Pour prendre « la vie en patience », rien de tel qu'une virée à bord de ce vaisseau fantôme.

Un philosophe aux champs

A bâtons rompus (ô combien !), un garçon nommé Jean s'interroge sur la vie, la mort, la révolution, l'art... et leur mode d'emploi. Autour de lui, ses amis et disciples, Guérite de chien, Homme pourris, Vagabond, un intéressant corbeau, une femme muette, recueillent sa sagesse qu'il distille sous forme de paraboles et d'anecdotes. Ces élucubrations seraient parfaitement justifiées, sans la malice de l'auteur. Mais il présente les idées la tête en bas, carresse les vérités premières à rebrousse-poil, déplace les questions, retourne les réponses et puise au fond du chaos une allégresse primitive.

Puérile la réalité ne tient pas debout, libre à chacun de prendre ses distances, de se mettre au vert et d'attendre que le bonheur ou le malheur tombent tout ronds dans la bouche. « Faut-il imbecile ! ricane Jean, tu crois te battre contre la société, tu essayes d'abattre un ordre qui te rend malheureux, mais elle n'existe pas, n'a jamais existé, l'ordre établi n'est pas établi, ne l'a jamais été. Ce ne sont que des mots pour cacher notre solitude, des mots qui, à force d'être pris au sérieux, empêchent d'être heureux. » Et d'appeler à la barre des témoins : Jésus, Hamlet, Einstein, Trotski ou le premier passant venu. Jean-Claude Emilion nous lance ce premier roman dans les jambes comme une volée de petits plombes : sur le nombre certains nous atteignent, mais faut-il qu'il y ait un tel auteur ?

GABRIELLE ROLIN.

AVANT LES PRIX

Première sélection Femina

Le jury du Femina a fait connaître sa première sélection le mardi 26 octobre au cours d'un déjeuner où se déroulaient devant les caméras de TF 1 l'annuel des livres, c'était l'Académie Goncourt qui, peu avant son prix, avait ouvert ses portes aux télespectateurs.

Rien d'une telle bagarre à la réunion du Femina à laquelle nous assistons : Jeanne Guizy, Elisabeth Barbier et Mme Simone, dont on lit les cent ans en avril prochain. Le jury a insisté sur le caractère non déjanté de son palmarès, le prix ne devant être donné que le 22 novembre.

Ont été cités deux fois :

— Géraldine la folle, d'Alexis Carrel (Le Livre de Poésie) ; le Trajet, de Marie-Louise Hémon (Gallimard) ; le Paravent des enfers, de Diane de Marguerite (Flammarion) ; les Déesses, de Jean-François Biot (Le Seuil) ; la nuit, de Claude Gaillet (Bachelier).

Ont été cités une fois :

— Frédis grande à la douzaine des choses, de Raphaëlle Billetdoux (Le Seuil) ; les États du désert, de Maria Chotolodenco (Flammarion) ; les Déesses, de Jean-François Biot (Le Seuil) ; la Dernière Femme de Barbe-Bleue, d'Hortense Dufour (Grasset).

La liste définitive du Renaudot

Le jury du prix Renaudot, qui doit être désigné le 15 novembre en même temps que le Goncourt, a publié la liste des romans entre lesquels il fera son choix :

— Les États du désert, de Maria Chotolodenco (Flammarion) ;
— Le Loup-Cervier, de Guy Crouzet (Julliard) ;
— Les Flamboyants, de Patrick Grainville (Le Seuil) ;
— L'Amour les yeux fermés, de Michel Henry (Gallimard) ;
— Il serait une fois, de Didier Marten (Gallimard) ;
— Le Jeu du roi, de Jean Raspail (Laffont).

L'Académie Goncourt, qui a déjà donné une première sélection de trois titres (le Monde des 7 et 8 octobre), fera connaître le 2 novembre les cinq finalistes.

ALAIN BOSQUET.

Chapitre 150

RATUR
MARGINAL

ET CRITIQUE

Marilène Clément

Une famille d'aujourd'hui

* LE VENT SUR LA MAISON, de Marilène Clément, Gallimard, 216 p., 22 F.

UNE famille d'aujourd'hui, trois enfants, père et mère au travail. On a quitté Paris, l'inévitable pour une maison en banlieue avec un jardin un peu fou. Là, chacun a conservé ou se construit une indépendance, tout en restant relié aux autres. Une famille sans histoires, en somme.

Pas tout à fait. L'an dernier, Vincent a été renvoyé du lycée pour une grosse bêtise : une deux-chevaux « empruntée », qu'il a embourbée. Avec l'aide et l'accord de ses parents, il fait sa première à domicile, et se lie d'amitié avec Christophe Baudry, un peu plus âgé que lui.

Un soir de fête, Christophe ne rentre pas chez lui, et le lendemain pas davantage. Vincent est le dernier à l'avoir vu, assez tard dans la nuit. D'abord on le questionne, puis, à mesure que le mystère s'épaissit, on le suspecte d'en savoir plus long qu'il ne dit. L'inquiétude croissant, les Baudry en viennent à l'accuser de plus en plus ouvertement d'un meurtre. La police enquête. Vincent se défend avec maladresse. Ses parents commencent à trembler.

Quelle soumise médiane s'est installée en eux ? Les soupçons les indignent, le comportement de leur fils les trouble. A travers leurs sentiments contradictoires, à travers le désespoir hargneux des Baudry, à travers les réactions de Vincent, dont, brisé à briser, les désarrois se révèlent, un roman très grave et beau se compose. Il dit l'éternel malaise des pères et des mères devant ces enfants si semblables à eux et tellement indéchiffrables.

On retrouvera Christophe. Lui aussi avait son mystère au sein des Baudry n'avaient rien compris. Mais la tempête apaisée a laissé des traces. Au moment où la mère de Vincent se souvient, quelques années plus tard, un seul enfant est encore au berceau, sans problèmes, mais pour combien de temps ? Vincent, sur les sentiers de Gorkhupur, dans les brouilles du golfe Persique ou ailleurs — le plus « ailleurs » possible, s'aperçoit que « le monde est partout pareil ».

« Nous avons découvert l'amour de loin qui ressemble à l'exil », dit la mère. Une demi-plainte qui est peut-être une sagesse.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

Du bon usage de la prison

* L'OURS, de Jean-François Perrot, 343 p., 42 F., Flammarion.

GEORGES BENDEL — Pour collectionner les femmes, les objets d'art, les chevaux de course et autres coûteuses babioles, sans compter les ennemis du roman : tout à coup, elle Marcel, le frère de celle-ci ; mais curieusement, c'est son père Georges a toujours détesté, un père qui s'est suicidé après quelques trop nombreuses malheureuses.

L'histoire de ce riche quinquagénaire, bien conventionnelle jusqu'à ses parentèles érotiques, labyrinthe sur les deux tiers du roman : tout à coup, elle Marcel. Accusé de meurtre, emprisonné, jugé, condamné, libéré, Georges Bendel se met à nous intéresser, presque à nous étonner. La dépersonnalisation progressive et irréversible qui s'opère, dans l'histoire, chez cet homme pratiquement abandonné de tous, est observée avec beaucoup de finesse. On y croit. On croit aussi à sa plongée dans cette forme de folie qui consiste à se glisser dans la personnalité d'un autre, auquel finalement on se substitue. Pour l'ex-fiduciaire, ce sera son oncle Marcel, maître d'aimer encore follement, pendant le temps enchaîné, une mère trop adorée. — G. G.-A.

CONSEILS A UN JEUNE AUTEUR

Les rapports de la littérature et de la politique ne sont pas toujours aisés à établir. Généralement, c'est au soir de leur vie, où leur renommée déjà acquise, que les écrivains troquent leur tour d'écrire pour le forum.

Cela n'a apparemment pas tellement réussi à Lamartine comme à Victor Hugo, à Chateaubriand comme à Barrès, à Jean-Paul Sartre comme à Jean Dautourd.

Les jeunes écrivains, avec la naïveté de leur âge, sollicitent souvent de leurs aînés des conseils pour réussir.

Faut-il briguer un prix littéraire ? Oui. Mais comment l'obtenir ?

Faut-il lorgner vers un fauteuil académique ? Certes ! Mais la concurrence est rude.

Faut-il tourner tous ses espoirs vers le lointain Nobel ? Pourquoi pas ? Mais les élus sont rares et les appels sont nombreux et la route du hasard si capricieuse.

Alors ? Un précédent récent apporte heureusement la solution : unique, efficace, irrésistible.

Si vous voulez vous imposer d'emblée dans le concert des écrivains qui parviennent à briser à votre profit tous les médians, recueillez plus de louanges que de critiques (ce qui est le vœu de toute personne qui écrit), bref, si vous voulez devenir un écrivain reconnu, commencez par être président de la République.

P. M.

La conversion d'Henry Bonnier

(Suite de la page 17.)

« J'ai fustigé l'écrit, l'ostentation. J'ai d'ailleurs maigri de 10 kilos depuis que j'ai commencé. Une journée dans la vie d'Henri. Surcroît de travail, mais aussi désir de changer de vie. »

Malgré est amalgamé ou à cause de lui, on voit qu'Henry Bonnier ne prend pas la littérature à la légère. Il a d'ailleurs horreur du ricanement, de la dérision. L'humour, il le ressent comme une valeur dérangée. En revanche, il aime bien l'ironie, son action décapante. Il s'en sert quelquefois. Mais il écrit d'abord pour se transformer, lui.

« Quand j'ai commencé à écrire ce livre, il y a trois ans, je n'étais pas le même homme qu'aujourd'hui. Une conversion complète, religieuse et politique, s'est opérée en moi. Bien sûr, je suis né dans la foi catholique, mais disons que je suis passé de Dieu au Christ. Je me situe maintenant dans une théologie de la mort de Dieu au sein de l'athéisme du Christ. Et cela va changer l'orientation de mon œuvre. Auparavant, la politique m'ennuyait énormément. J'étais dominé par l'idée de la mort, donc préoccupé surtout de religion. C'est l'amour de la vie, des êtres, qui conduit à la politique. Dans le nouveau roman que j'écris, je crois avoir trouvé une articulation entre un engagement à gauche et une théologie qui s'y adapte. »

« Après la Prose de Vilmont, je m'attaque à présent à la Prose de

L'Europe dont je premier volet sera un roman yougoslave et la politique y jouera un grand rôle. Mais je n'aborde cette voie que parce qu'il me semble avoir obtenu une réponse, plus ferme, plus sûre, à la question essentielle de la mort. Et quand je dis mort, je pense aussi survie. Je crois à l'âme. »

La foi ne manque pas plus que l'ambition à Henry Bonnier. Il voit loin et prend haut ses modèles. S'il se réfère à Bernanos et à Soljenitsyne (on ne sait trop comment, en dehors du titre) pour Une journée dans la vie d'Henri, il reconnaît que ses instances majeures sont Camus et René Char. Camus à qui il a consacré son premier essai. « Il a fallu qu'il meure », dit-il, pour que j'ose passer de la critique à la création romanesque. » René Char, il n'a cessé de penser à lui en écrivant Un prince. C'est à lui encore qu'il doit d'avoir conçu Une journée comme une apocalypse, c'est-à-dire une révélation. « Trois vieillards, le professeur, l'athlète, le prêtre, me trottaient dans la tête. René Char, au tour d'une visite, m'a parlé des vieillards de l'apocalypse. C'est là-dessus que le roman a cristallisé. »

Ses références ne s'arrêtent pas là. De ce versant méditerranéen il passe au romantisme allemand. Novalis et ses recherches sur l'unité du monde vivant inspirent le chapitre où il met en scène le vieux professeur. Il attendit au langage des plantes. Du réalisme, bourgeois, des scènes historiques de la libération de Vilmont qui reviennent comme un leit-motiv, nous basculons ainsi dans le fantastique et presque la science-fiction. C'est d'ailleurs un mouvement constant du livre que ce passage du réel à la vision.

Alors où est Henry Bonnier ? Il se perd dans un syncrétisme qu'il confond avec la richesse. Qu'il se dévoue à son tour puisque Une journée dans la vie d'Henri veut être la table du dépouillement. C'est à ce prix qu'avec toutes les ressources de son talent il forcera vraiment l'adhésion.

JACQUELINE PIATIER.

UN TRÈS BEAU LIVRE-RELIE EST UN CADEAU qui honore à la fois celui qui le reçoit et celui qui l'offre. Michel de l'Ormerais - Catalogue LMS sur demande - 4, rue Labrousse, 75015 Paris - Téléphone 842.51.95

PARU
cette semaine
COMPOSITIONS DE RECHERCHE EN DIALECTOLOGIE FRANÇAISE
Carton Toulouze
Panorama des recherches effectuées, depuis 1940, sur les dialectes français de parler romain, selon les régions : recensement de documents (textes linguistiques régionaux) et réflexions théoriques.
142 x 20,5, 118 p., n° 24 F
ISBN 2-222-01367-7
Catalogue C6 gratuit sur demande
Editions du CNRS
116, rue de la Sorbonne, 75005 Paris

LA PENSÉE UNIVERSELLE
NOUVEAU ÉDITEUR
PARIS RIVE GAUCHE
RECHERCHE D'URGENCE POUR L'ACTION ET L'ENGAGEMENT
NOUVELLES COLLECTIONS
MANUSCRITS MÉDITS DE ROMANS, POÉSIE, ESSAIS, THÉÂTRE, LES ŒUVRES MÉTIERES FÉDÉRIE VIO
JET POUR LANCER PAR PRESSE RADIO ET TÉLÉVISION. CONDITIONS D'ÉDITION RÉGULIÈRES
NOTRE CONTACT HABITUEL EST DÉFINI PAR L'ARTICLE 48 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 SUR LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.
ADRESSE MANUSCRITS ET LEX DE M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PENSÉE UNIVERSELLE
31, rue d'Auxilium 75004 PARIS
TEL 375.85.44

1875-1975
Edition du Centenaire
195 illustrations de Hans Tegner

LES Contes d'Andersen

A l'occasion du centième anniversaire de la mort du grand conteur, Jean de Bonnot réédite son œuvre immortelle avec les 195 illustrations célèbres de Hans Tegner dont les originaux sont conservés au Cabinet des Estampes.

Il n'est point d'objet qu'Andersen n'ait touché de sa baguette magique et auquel il n'ait donné la vie et la parole. Tout ce qu'il rencontrait exaltait son imagination, l'inspiration jaillissait de partout. Il est la plus pure incarnation du génie populaire nordique. Par son abondante imagination, par sa tendresse, par son ironie souriante, souvent voilée de mélancolie et allée à un sens profond de la vie, Andersen est le plus étonnant des conteurs.

41 contes extraordinaires : On se souvient du conte, plus ou moins autobiographique, le Vilain Petit Canard qui, rejeté de la communauté des canards, découvre un jour qu'il est, à sa stupeur, devenu un beau cygne blanc ou de la Petite Sirène qui se tue pour suivre le jeune prince qu'elle aime. Parmi ses récits les plus touchants se trouve la Petite Fille aux Allumettes qui, sollicitant en vain les passants un soir de Noël, allume ses allumettes une à une, voit à leur flamme toutes les merveilles dont elle rêve, et meurt de froid. Parmi les plus originaux il met en scène des objets animés : la Théière, le Vaillant Soldat de Plomb, l'Aiguille ; parmi les plus poétiques, le Rossignol, dont le puissant empereur de Chine essaie en vain de reconstruire le chant merveilleux. Parmi les plus ironiques, il faut retenir le Nouveau Vêtement de l'Empereur, où l'empereur et toute sa cour sont victimes d'un escroc qui prétend confectionner des habits invisibles, alors qu'un enfant constate naïvement que l'empereur est tout nu.

GARANTIE D'AUTHENTICITÉ DE FABRICATION ARTISANALE
Nous, JEAN DE BONNOT, garantissons à nos clients à toutes fins de loi ce qui suit :
1° Que le papier utilisé pour nos éditions est un véritable papier chifon, recueilli au hasard, à la « forme ronde ».
2° Que nos illustrations sont les copies des originaux de Hans Tegner, conservés au Cabinet des Estampes (Vergennes), et qu'aucun des autres auteurs n'est autorisé à reproduire ces illustrations sans notre permission écrite.
3° Que le tirage de notre édition est un tirage restreint « limité » sur la « forme ronde » elle-même en plusieurs de la plume, et non « frappé » par un procédé mécanique.
4° Que les pages de nos livres sont soigneusement corrigées pour la lecture et les pages de nos livres sont soigneusement corrigées pour la lecture et les pages de nos livres sont soigneusement corrigées pour la lecture.
5° Que les pages de nos livres sont soigneusement corrigées pour la lecture et les pages de nos livres sont soigneusement corrigées pour la lecture.
6° Que les pages de nos livres sont soigneusement corrigées pour la lecture et les pages de nos livres sont soigneusement corrigées pour la lecture.
Nous donnons à nos clients cette garantie à toutes fins utiles et pour la défense de la qualité du Livre d'Art Artisanal.

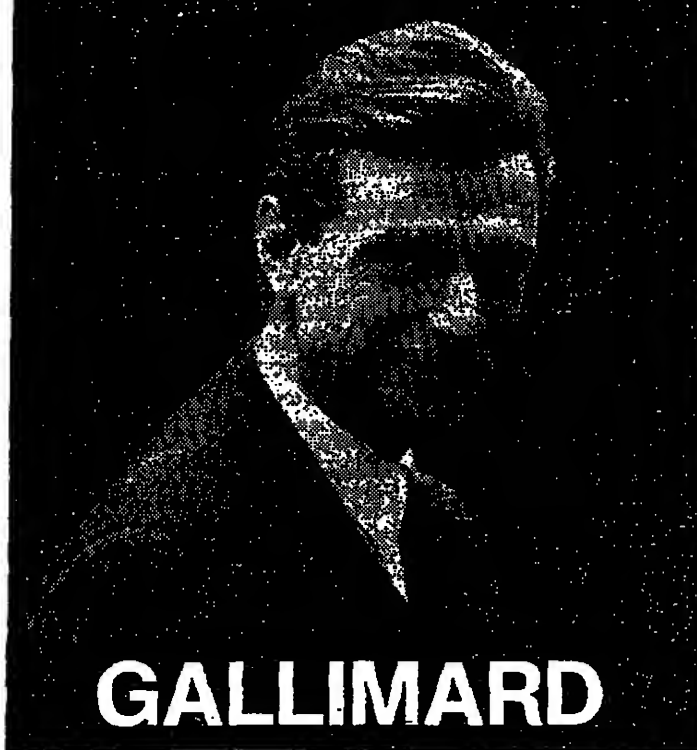
BON D'EXAMEN GRATUIT
(à renvoyer à Jean de Bonnot - 7, fg St-Honoré - 75392 Paris Cédex 06)
Je suis curieux de voir (sans engagement) le volume des **CONTES** de Hans Christian ANDERSEN.
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse complète : _____
Code postal : _____
Signature : _____
(Signature des parents ou du tuteur pour les mineurs)

Jean de Bonnot Jean de Bonnot, Éditeur-Relieur.

Jean BLOT

Les cosmopolites

Un riche et curieux roman...
qui ne cesse de tendre vers l'éternel
Jacqueline Piatier - Le Monde



GALLIMARD

COLETTE PIAT

une robe noire accuse

la justice démasquée

« Beau rôle que celui d'inquisiteur » écrivait
André Gide. Colette Piat a choisi d'inquêter.
En nous expliquant avec honnêteté et
violence, ce qui se passe vraiment derrière
le décor et les masques. Dans les coulisses de
cet univers dont, pour la première fois,
on nous explique les rouages.



PRESSES DE LA CITE

ÉDITION

ÉCHOS ET NOUVELLES

Edition

DANS LA COLLECTION « LES
INTROUVABLES », aux Éditions
d'aujourd'hui (21, rue Saint-
André-des-Arts, Paris-6), vien-
nent de paraître sept nouveaux
titres : « LES ODES FUNAMBULI-
QUES », de Théodore de
Banville, précédées d'une lettre de
Victor Hugo (1859) ; « LES RUI-
NES » (rééditions sur les révo-
lutions des Empires), de C.-F. Vol-
ney (1833) ; « LE REPOS DE
SAINT-MARC », histoire de Ve-
nise, de Ennio (1808) ; « LE
VOYAGE EN ESPAGNE », de
Théophile Gautier (1843) ; « LE
PIED DE FANCHETTE », de Restif
de la Bretonne (1831) ; « DANS
LA RUE », chansons et mono-
logues d'Arlette Bernat, avec les
dessins de Steinlen (2 tomes),
et « LA JERUSALEM DÉLIVRÉE »,
de Le Tasse.

A L'OCCASION DU SIXIÈME
ANNIVERSAIRE DE LA MORT
DU GÉNÉRAL DE GAULLE, une
exposition « De Gaulle par les
livres » aura lieu du 6 au 18 no-
vembre prochain à la librairie
Julliard, 234, boulevard Saint-
Germain, Paris (7^e). Plusieurs
auteurs lui ayant consacré des
ouvrages signeront leurs œuvres
à cette exposition, notamment
Mlle. Maurice Couvre de Mauville,
Michel Debré, Léon Noël, Jacques
Vandroux, André Frossard, Edmond
Fogeron, Pierre Lefranc et Jean
d'Eschmann.

Deux nouveaux livres sur le
général de Gaulle sont d'entrée
part annoncés : « De Gaulle et
les débuts de la 5^e République »,
par Léon Noël, ambassadeur de
France, ancien président du
Conseil constitutionnel, et « De
Gaulle et l'armée », par Edmond
Fogeron, conservateur en chef de
la Bibliothèque nationale.

Ces deux ouvrages sont édités
chez Pion dans la collection
« Espoir », récemment créée par
l'Institut Charles-de-Gaulle pour
publier des livres consacrés au
général de Gaulle.

Par ailleurs, les prochains titres à
venir : « De Gaulle et le service
public », par Bernard Tricot,
conseiller d'Etat, ancien secré-
taire général de la présidence de
la République, et « De Gaulle et
la presse », par Xavier de Ligne,
dont le pseudonyme fut Jean
Chanveau, — ancien chef du
service de presse, à l'Elysée, du
général de Gaulle.

L'HISTOIRE ECONOMIQUE ET
SOCIALE DE LA FRANCE, vaste
synthèse en plusieurs volumes
entreprise sous la direction de
Fernand Braudel et de son
équipe, avec la collaboration de
nombreux spécialistes, professeurs
d'université ou aux hautes études,
avait commencé à paraître en
1971, par le tome I de l'ensemble,
qui concernait l'Ancien Régime,
1600-1789. Après une interruption
de six ans, l'ouvrage reprend son
cours et laisse prévoir son achè-
vement. Des deux volumes du
tome III : 1789-1830, l'un est
déjà sorti, l'autre sortira en
novembre. Suivront, en janvier et
février 1977, les deux volumes du
tome IV : 1830-1870. Enfin, on
annonce, pour la fin de l'année
1977, le tome V : des années 1870
à nos jours. (Presses universi-
taires, volume relié et illustré,
471 p., 120 F.)

ON APPREND LA MORT DE
Mlle EUGÉNIE DROZ, qui avait
fondé à Paris, en 1924, la librairie
qui porte son nom et qu'elle
dirigea à Genève, où elle l'avait
transférée en 1948, jusqu'en 1964.
Mlle Droz, elle-même docteur
en lettres, a contribué à la publi-
cation des ouvrages des plus
grands romanciers, historiens des
littératures, et de la littérature contem-
poraine. Elle avait, d'autre part,
édité de nombreuses publications,
telles « la Revue des études rati-
onnelles », « la Revue du sé-
miotisme », « Humanisme et
Renaissance », auxquelles elle
avait elle-même collaboré.

Exposition

UNE EXPOSITION CONSACRÉE
à MAX JACOB, l'homme, le
peintre, l'écrivain, l'ami, s'est
ouverte le lundi 23 octobre 1976
au musée de Montmartre, 17, rue
Saint-Vincent, 75018 Paris, et se
tiendra jusqu'au 30 janvier. Une
plaque a été apposée sur la
 façade du 7 de la rue Ravignan,
où vécut Max Jacob et où, en
1909, il se convertit au catholi-
cisme. A 18 h. 30, le R. P. Riquet
a rappelé son souvenir au cours
d'une messe célébrée au Sacre-
ment par Mgr. Charles, avec le
compositeur Henri Sauguet à
l'organe. Le mardi 26, à 17 h. 30,
à l'hôtel de Masses, s'est tenu
un colloque consacré à
l'auteur du « Cornet à dés ».

Prix

L'ASSOCIATION DES ECRIVAINS
DE LANGUE FRANÇAISE a remis
le prix de l'Asie 1976 à Jean-Marc
Pottier pour « Les Valquiens de
la débauche » (Presses de la Cité)
et à Pierre Darocourt pour « Viet-
nam qu'est-ce que tu fais de tes fils ? »
(Editions Albatros). Le prix de
l'Asie attribué en 1975 a égale-
ment été remis à Pierre Darocourt
pour « Chère France, vingt ans,
vingt-cinq siècles » (Editions du
Seuil). Le prix de l'Afrique médi-
terranéenne 1976 est allé à Claude
Denard pour « Marguerite à la
source » (Périples).

Pleins feux sur le romantisme allemand

Parallèlement à l'exposition de
l'Orangerie sur le romantisme
allemand à l'époque du roman-
tisme, dont André Fermigier a
rendu compte dans « le Monde »
du 23 octobre, les poètes qui
illustrent cette période au
moins autant que les peintres
vont être à l'honneur.

C'est d'abord l'Institut Goethe
(17, avenue d'Orléans) qui leur fait
revivre par le forum le ma-
nuscript, la gravure, dans une
exposition qui sera ouverte jus-
qu'au 15 décembre. Autour
d'elle, un colloque, « Qu'est-ce
que le romantisme ? », se tiendra
au même Institut les 23 et
29 octobre, à partir de 19 heures.
Vendredi, Raymond Aron, l'au-
teur de la récente et magistrale
étude sur « Clausewitz », ana-
lysera le mouvement sous son
angle politique.

Dans la collection 10/18 sort
une anthologie poétique et sou-
vent illustrée, éditée par Jean-Christophe
Bailly. Elle a l'avantage de pré-
senter des extraits d'auteurs
moins connus que les grands
représentants de l'époque, aux-
quels la Bibliothèque de la
Pléiade avait consacré deux
volumes, la première en 1963 et
la seconde en 1973. Ceux-ci y
ajoutent leur part, leur contri-
bution critique, théorique
et philosophique.

C'est pourtant l'un des plus
grands, Heinrich von Kleist, qui
va être le mieux mis en lumière.
Le film « la Marquise d'O »
avait déjà attiré sur lui l'atten-
tion du grand public, ainsi que
la représentation au théâtre du
« Prince de Hombourg ». En
novembre, sa « Correspondance »
va être publiée chez Gallimard
par les soins de Jean-Claude
Schneiders. Ces quelques deux
cents lettres, mais leur valeur
depuis la disparition de « l'His-
toire de mon âme », son journal,
sa personnalité rêveuse et sul-
cidaire.

Enfin, une jeune maison d'édi-
tion, Phébus, publie en deux
volumes, dans une traduction
originale du poète Arnel Guerne,
l'« Anthologie des poésies de
Kleist ». Le premier tome, où se
trouve « la Marquise d'O », sort
cette semaine. Le second paraî-
tra en 1977.

VIENT DE PARAÎTRE

Littérature étrangère

DOUGLAS REEMAN : *Désolation
Algermaise*. — Une histoire facile
à lire ; l'aventure d'un pilote de
l'aéronavale britannique et de son
escorte imaginée à partir d'un
épisode de la deuxième guerre mon-
diale. Traduit de l'anglais par Jac-
ques Bredac. (Pion, coll. « Feux
croisés », 276 p., 38 F.)

Entretiens

HENRY MILLER : *Flash Back*. —
Christophe de Bardil, l'un des édi-
teurs français de l'écrivain s'est lo-
guement entretenu avec celui-ci, à
Pacific Palisades. (Chêne-Sock, coll.
« Eugène Claudon Braun-Munk »,
166 p., 35 F.)

Essais littéraires

MARCEL JOUHANDEAU : *Souffrir et
être méprisé*. — Journalier XXII -
Juillet 1968 - Juillet 1969. Dans le
vingt-cinquième tome de son journal,
l'auteur de *Cabinets particuliers* pour-
suit sa quête scrupuleuse et quotidienne de
sa vérité, en présence de Mart, son
petit-fils adopté, six ans. (Gallimard,
170 p., 26 F.)

Mémoires

PAUL NOIROU : *la Mémoire ouverte*.
— Après Pierre Dax, Dominique
Desand, Roger Garaudy, le directeur
de *Polémique hebdo* entre en par-
tisanship en 1943, écrit en 1969
pour avoir écrit la revue *Polémique*
aujourd'hui, évoque ses vingt-cinq
années de militantisme dans le P.C.F.
et les années qui suivent (Stock, « Les
grands sujets », 370 p., 38 F.)

Souvenirs

JACQUELINE DUBOIS : *la Petit
Gobier*. — Grand reporter à la
révision, Jacqueline Dubois nous
conduit à Moscou dans les
années 30 et sa fuite. (Lamé,
323 p., 35 F.)

Correspondance

RICHARD WAGNER, LOUIS II DE
BAVIÈRE : *l'Eschbacher et le roi
des ombres*. — Un choix des cinq
cent quatre-vingt-dix-sept lettres
échangées entre 1864 et 1883 entre
« l'ami très cher » et « le bienai-
teur éternellement aimé ». Présen-
tation et traduction de Blainville Oli-
vier. (Librairie académique Perrin,
378 p., 35 F.)

H. MILLER-WALLACE FOWLER :
Correspondance privée. — Elle
commence en 1943 quand W. Fowler
professeur à Yale et essayiste écrit
ses premiers articles sur Henry Miller,
et couvre essentiellement la fin des
années 40. Traduit de l'anglais par
Paul Vergnia. (Editions Biche-
Chanel, 191 p., 39,80 F.)

Histoire

JEAN MABIRE, JEAN-ROBERT RA-
GACHE : *Histoire de la Normandie*.
— Le septième volume d'une collec-
tion qui mêle histoire historique et
histoire littéraire, provinciale
provinciale. (Hachette, coll. « Li-
brairie des sciences humaines », 418 p.,
35 F.)

ALEXANDRE CROIX : *Jour et ses
détachements*. — Une certaine image
de l'auteur à travers ceux qui l'ac-
compagnent. (Spartacus - René Lefevre,
335 p., 30 F.)

INIS MURAT : *Napoléon et le riva-
lisme américain*. — Les rapports entre les
Etats-Unis et celui qui leur « rendit »
la Louisiane. (Fayard, 331 p., 45 F.)

Pamphlet

GABRIEL DOMENECH : *Paris, ça
suffit*. — Rédacteur en chef du
Méridien *Le Monde*, l'auteur, pour
son quarantième ouvrage, fusille les
pétitions, les tracts et l'impériali-
sme ravageur du capitalisme capi-
taliste. Premier livre d'une nouvelle
maison d'édition : Jean-Claude
Simoen, 142 p., 29 F.

Poche

PIERRE MENDES FRANCE : *Choisir*.
— Conversations avec Jean Bocho-
rel. Edition de 1974 revue. (Livre
de poche, 510 p., 7,50 F.)

JEAN-FRANÇOIS REVEL : *la Testa-
ment testamentaire*. (Livre de poche,
400 p., 9,50 F.)

JERZY KOSINSKI : *les Pains*. — Le
roman intégral de ce roman de l'auteur
polonais, installé aux U.S.A. depuis
1957, de *l'Orangerie* *Américain*. Traduit
de l'anglais par Paul Bernand.
(Livre de poche, 160 p., 5 F.)

PAULINE REAGAN : *Histoire d'O*. —
Précédée du *Bonheur des Femmes*,
par Jean Paulhan. (Livre de
poche, 310 p., 7,80 F.) Dans la
même collection : *Renouveau de la
vie* de Mandragore. (Livre de
poche, 127 p., 5 F.)

Présenté cette semaine

CLAUDE ET RIMBAUD. — Etude
de l'œuvre poétique par Jean-Claude
Mortier. (Bibliothèque des lettres
modernes, Minard, 654 p., 180 F.)

MAURICE OURLEBACH-HYBRIDE.
— Essai sur les techniques narratives
dans l'œuvre de l'écrivain.
(Lettres modernes, Minard, 295 p.,
45 F.)

NATHALIE SARRAUT : *la Vie
personnelle*. — Etude de son œuvre
romanesque par Françoise Colla.
(Lettres modernes, Minard, 250 p.,
50 F.)

LE NOUVEAU COMMERCE

CARTES 35

JULIEN GRACQ

Souvenir
d'une ville inconnue

ANDRÉ DALMAS : le Musée de l'homme
MARTINE BRODA : Routes à trois voix
CLAUDE MOUCHARD

Fuite et fusion bleue des pouvoirs-penser

H. MELVILLE

BARTLEBY

trad. nouv. de Michèle Cassese

Index (1924-32) de COMMERCE, présentation de G. LIMBOUR.
En librairie
le cahier : 25 F.

Abonnements : 90 F.
78, boulevard Saint-Michel, PARIS

FRED.

Le Poète de la Bande Dessinée

L'ARCHE DU "A"

Le 8^{ème} album des Aventures
de Philémon

Drôle
Poétique
Surréaliste
Un fantastique complet

DARGAUD
ÉDITEUR

Les génies sont-ils intouchables ?

Réponse de Bertrand Poirot-Delpech.
« Claire Goll pousse l'indiscrétion
jusqu'au ragot, et la méchanceté jusqu'au
réglement de compte sénile. Claire Goll
est une "emmerdeuse", "épouse sans
gloire ni argent", "maîtresse bafouée,
avortée", "chipie bornée". »

Réponse de Lionel Richard - L'Express.
« Ne peut-on pas tout se permettre
quand on atteint 85 ans, c'est la question
qu'on se pose devant l'audace de Claire
Goll, car elle dit tout. Et sur le ton le plus
libre qui soit. »

Réponse de Jean Chalon - Le Figaro.
« Pur vitriol camouflé en un pot de
miel, l'histoire d'une vie, la saga des
amours, le bilan des vérités. »

Claire Goll

La poursuite du vent.

OLIVIER ORBAN

Je l'ai lu

La justice à la question

par J.-M. Théollet

MAGISTRAT et moraliste, Casamayor, Juillard, coll. « L'Idée fixe », 137 pages, 25 F.

★ **LA JUSTICE DANS LA BALANCE**, de Robert Boyer, Denoël, coll. « Couleurs franches », 186 pages, 38 F.

★ **UNE ROBE NOIRE ACCUSE**, de Colette Piat, Presses de la Cité, 221 pages, 30 F.

caut et de Pierre Vidal-Naquet, Bernard Cuau rappelle « l'affaire Mirval » : la mort suspecte d'un détenu très ordinaire. S'efforçant à la maîtrise, Serge Livrozet présente, avec son expérience de détenu, ce qu'est « Aujourd'hui, la prison ». Même le calme Jean-Louis Anjou oublie son découragement et sa lassitude pour livrer, en forme d'adresse

à la justice politique, « Les Mains de Pilate ».

A ces réquisitoires divers, les bien-pensants s'étonneront de ne pas trouver de réplique. Pourtant la voilà, très simple, très modeste, sans fracas. Elle ne vient ni d'un magistrat, ni d'un avocat, ni d'un « engagé ». Elle est donnée par un romancier, Pierre Moustiers. Elle dit l'histoire d'un malheur, d'une absurdité. Une chronique, presque une chronique.

Casamayor et sa lignée

★ **A BAS LA VERTU**, de Casamayor, Juillard, coll. « L'Idée fixe », 137 pages, 25 F.

★ **LA JUSTICE DANS LA BALANCE**, de Robert Boyer, Denoël, coll. « Couleurs franches », 186 pages, 38 F.

★ **UNE ROBE NOIRE ACCUSE**, de Colette Piat, Presses de la Cité, 221 pages, 30 F.

CETTE vertu dont Casamayor entend nous débarrasser n'en est pas une. Elle n'en porte que le nom. Donc devant ce titre, ne pas crier trop vite à la provocation. L'« idée fixe » de Casamayor, on la connaît d'ailleurs depuis belle lurette. Il s'agit de la justice, depuis quasiment un quart de siècle. Elle a ses fondements, ses commandements qu'il faut toujours garder en mémoire. Autrement il apparaissait en esquisse insolite, lorsqu'il disait : « Quand un meurtre se commet, il faut le punir. Essayez de réparer un meurtre ? Ou encore : « On décide une loi sur deux sans savoir, dans la vie comme en justice. » C'était en 1953, et le livre s'appelait *Où sont les coupables ?* Poser la question c'était déjà signifier que ces coupables, on n'allait pas les chercher dans les mêmes directions qu'avant. Et quand il recommandait au juge : « L'attention ne suffit pas, il faut l'incertitude » (les Juges, 1957), déjà il chahutait la vertu. Ceux qui attendaient cette parole s'en étaient réjouis comme de l'aube d'une ère nouvelle. Les autres n'avaient pris garde à rien.

Aujourd'hui les voilà émus, agacés, fâchés. Pourtant, lui, tout le monde en prend pour son grade. Les vertueux contre lesquels Casamayor ouvre sa chasse sont à gauche autant qu'à droite, révolutionnaires autant que conservateurs. Ce qu'il leur reproche ? Ils invoquent la vertu, au lieu de faire savoir tout tranquillement tout franchement : « Je vous tue parce que votre tête ne me revient pas ou parce que ça m'amuse ».

Tout ce petit livre n'a qu'une ambition : apprendre à se méfier des mots, du sens que la force de l'habitude leur a donné, apprendre à éviter les attrape-nigauds. « Les mots comme les territoires se libèrent », dit Casamayor dans une de ces formules qui lui sont chères.

La fièvre de la passion

L'âge peut donner des tics. Mais il est toujours lui-même, le Don Quichotte lucide et courageux, corréolé et franc, provocateur et raisonnable, exaspéré et enthousiaste. Il poursuit « l'histoire décrite comme une suite des humbles et brouette leur place. Il leur la donne. Et il l'écrit insolemment : « A bas la vertu ! », c'est que la vertu est devenue mensonge. Les braves gens ne devraient-ils pas être rassurés ? Ce n'est ni un phénomène ni un engorgement, celui qui malicieusement, à la fin de son discours a tenu à rappeler à notre mémoire un certain « traité des délits et des peines », court propos tenu, en 1764, par Beccaria, gentilhomme d'Italie. Une façon déjà de crier : « A bas la vertu ! ».

Robert Boyer n'a pas l'aisance, l'espièglerie, la côté « philosophe » de Casamayor. Il n'en est pas moins de la lignée. Ce Juillard, devenu avocat à quarante-quatre ans, exerce sa profession à Lyon. C'est là qu'il mène campagne pour la révision du procès Jean-Marie Devezoux.

Sondé à vingt ans de réclusion pour le meurtre de la fille de ses patrons, l'ancien commis boucher Devezoux est aujourd'hui acquitté, libre, marié, heureux. Robert Boyer a soutenu un combat de dix années. Est-ce pour avoir si mal « découvert » la justice qu'il est pris pour elle des passions d'un inquisiteur ? Car s'il la tourmente tant, c'est qu'il veut la sauver. Son langage est rude, brutal, mais il traduit la fièvre que seule donne la passion.

ETUDE DE LA TRADITION

Nos bulletins démystifient la vogue du pseudo-esotisme.

Documentation
contre 2 timbres à 1 F.

A. FOURGAT, B.P. 10, BOYER
Boulevard de la République, 10000 PARIS.

Trois témoins engagés

★ **L'AFFAIRE MIRVAL OU COMMENT LE DROIT ABSOLUT LE CRIME**, de Bernard Cuau, Les Presses d'aujourd'hui, coll. « La France sauvage », 218 pages, 19 F.

★ **CHRONIQUES DES FLAGRANTS DÉLITS**, de Christian Hennlon, Stock, coll. « Témoignages », 213 pages, 30 F.

★ **AUJOURD'HUI, LA PRISON**, de Serge Livrozet, Hachette, coll. « Réalités », 233 pages, 45 F.

CES trois livres ont en commun l'effacement de leurs auteurs. Total chez Hennlon, relatif chez Bernard Cuau et Serge Livrozet, cet effacement ne signifie pas neutralité. Quand on décide comme Bernard Cuau de restituer le dossier de l'affaire Mirval, quand on passe dix mois sur les bancs de la vingt-troisième chambre du tribunal de Paris pour y noter le plus exactement possible ce qui s'y est dit, ce qui s'y est jugé, c'est qu'on a fait un choix. Et par là même on prend parti, le parti de dire. Le parti aussi de refuser. Bernard Cuau refuse de croire que Patrick Mirval, détenu antillais à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, soit mort naturellement le 22 février 1974. Il le refuse en tout cas en lisant les procès-verbaux de l'information judiciaire, les rapports d'autopsie qui se sont succédés. Les contradictions lui paraissent telles qu'il s'écrit, qu'il veut être entendu.

Christian Hennlon photographie

la justice en train de se rendre aux « flagrants délits », aux « flags », comme on dit. Il voit qui juge et qui est jugé. Il rapporte l'impossible dialogue entre un magistrat devenu routinier et le vagabond, la prostituée, l'homosexuel, l'exhibitionniste, les ombres du Paris de la nuit et des misères. Des pauvres devant une justice faite pour eux : pas les moyens de se défendre, pas les moyens de parler, pas les moyens d'être défendu, pas même les moyens d'avoir droit à un réquisitoire oral. Seulement ce lamento « application de la loi » dont celui qui le proclame rituellement ne paraît plus percevoir le sens.

Aujourd'hui, la prison, de Serge Livrozet, requiert une autre forme d'attention. Le militant du Comité d'action des prisonniers a voulu s'adresser à tout le monde. Il a pris le parti du calme, le ton de l'enquêteur. Il apporte à ses exercices toute sa volonté, tout son effort. Il parle des grâces comme du travail, de la médecine comme du règlement des libérations, du mirage, de la nourriture comme de la promenade. Il est allé voir ceux qui jugent comme ceux qui gardent, ceux qui dirigent la machine comme ceux qui la subissent. Il voulait que son livre soit un document « clair, précis et informatif » plus que polémique. Écrit de cette manière, par Serge Livrozet, ce document a pris son originalité, sa vivacité, sa qualité.

La réplique du romancier

★ **UN CRIME DE NOTRE TEMPS**, de Pierre Moustiers, Le Seuil, 128 pages, 32 F.

A soixante-douze ans Bernard Revest se tenait pour un homme heureux. Il avait, pour l'être, son passé très droit d'instituteur, des idées progressistes, généreuses que rien n'avait visité l'exposition qui lui plaisait, voir le dernier film de Bergman. Et l'amour. L'amour pour Catherine, l'amour de Catherine, cinquante ans d'amour partagé et renforcé par l'impossibilité d'avoir un enfant. Ainsi pour les autres devient-on des « petits vieux », sans se sentir tels soi-même.

Mais pour les six garçons, provocateurs, joueurs de trompette, qui, un soir, dans le miroir, virent et se firent bien deux « petits vieux », deux « petits-bourgeois » dans leur wagon de première classe. Sous les injures, comment ne se seraient-ils pas rebiffés ? Les autres ont cogné, par ce que c'est la règle. Et Catherine est morte. Juridiquement et parce qu'il y en a effectivement beaucoup comme celui-là, ce « crime de notre temps » aurait-il eu son épilogue — à Paris du moins — devant la cour d'assises ? Qu'importe. L'essentiel est la façon dont le crime est vu et vécu, la justice, « L'Étranger », de Camus, c'est l'accusé. Celui de Pierre Moustiers, c'est la victime, celle qui n'a pu l'être jusqu'au bout. Ce livre est aussi une réplique au Malraux des « Conquérants » : « Juger c'est, de toute évidence, ne pas comprendre : si l'on comprenait on ne pourrait plus juger ».

Elle est vécue de l'autre côté, « la comédie étrange, un peu ignoble et tout à fait humaine », mais elle, reste bien la même. Bernard Revest, devenu veuf, appelé à témoigner par la machine judiciaire mise en route, va se sentir, « tout creux

et mis à l'écart » : devant les journaux et les journalistes, devant la police ou travail, le juge d'instruction, les avocats, les inculpés qui jouent leur partie. Il ne sait qu'une chose et il y rumine tout : « Six ébauches d'hommes avaient effacé cette créature achevée, ce trésor de nuances que la nature avait mis tant d'années à polir » et qui s'appelaient Catherine. Or, on lui demande de comprendre. Les inculpés ? Oui ! Mais, au fond, un état d'esprit, une mode. « Tout se fondait, se liquéfiait dans la compréhension... cette manie de compréhension qui dispense de sentiments ».

La compréhension habite le policier, le juge, les amis, la famille même de la morte. Lui essaiera de se battre. A son meilleur ami, bon syndicaliste, qui essaya de le raisonner, il jette dans une ironie amère : « Si Catherine avait été tuée par un policier, sa mort aurait eu un sens, n'est-ce pas ? ».

Va-t-il devenir « réactionnaire », lui, le vieux laïc fier de sa tradition ? Va-t-on lui faire dire qu'il serait pour la peine de mort avec cette manie de tout simplifier ? Non, il ne sera pas « réactionnaire », misanthrope seulement. Il n'est pas devenu parce qu'aurait été insupportable la peine de dix ans de réclusion infligée au chef de la bande. L'important n'est pas la punition. « Hanni, le coupable serait assez puni. » Mais le coupable est « un orphelin sans garde-fou », un héros « entre Gide et Stanley Kubrick ». L'important s'aurait été d'être écouté, révolté, non par lui, ni même par son crime, mais par le résultat de ce crime : un bonheur saoué.


Pierre Moustiers sait construire et conduire un roman. Il a pour lui la simplicité. Elle suffit à dire l'émotion et la colère, la tendresse et le désespoir, les sentiments, contraires du cœur des hommes.

roman

Le «livre du mois» de

Raphaële Billetdoux

Prends garde à la douceur des choses



Trois sœurs, trois visages de femmes sur lesquels, pourtant tous les reflets du monde. Après *L'ouverture de la nuit de l'homme* et *Jeune fille en silence*, l'éclatante démonstration d'un jeune talent.

«L'exemple le plus transparent, le plus... de cette littérature toute en figures candides»
Jean-Louis Ezine / Les Nouvelles Littéraires

192 pages, 29F

SEUIL

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

LES ÉTUDIANTS SONT-ILS DE FUTURS CHOMEURS ?

Des études scientifiques réalisées par différentes universités permettent, pour la première fois, d'apporter des réponses précises à cette question. On constate qu'il est très excessif de dire que « l'Université fabrique des chômeurs ». Le taux de chômage est nettement plus faible pour les anciens étudiants que pour l'ensemble des jeunes, et le fait d'avoir suivi des études supérieures constitue un atout important sur le plan professionnel. Cette plus grande sécurité se paie, il est vrai, par une relative « déqualification » : les premiers emplois occupés par les étudiants sont plutôt de cadres moyens que de cadres supérieurs.

Entretiens avec Bruno Bettelheim et le docteur Spock

Dans le même numéro

Le réveil des langues régionales : les lecteurs ont la parole. Algérie : l'école au service de l'industrialisation. Rapportage dans une école maternelle de Moscou. La rentrée dans une école catholique. La réforme de l'école des arts et métiers. Le nouveau droit du congé-formation, par Jean-Jacques DUPEYROUX. Les métiers de la mécanique.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)
France : 50 F - Étranger : 68 F

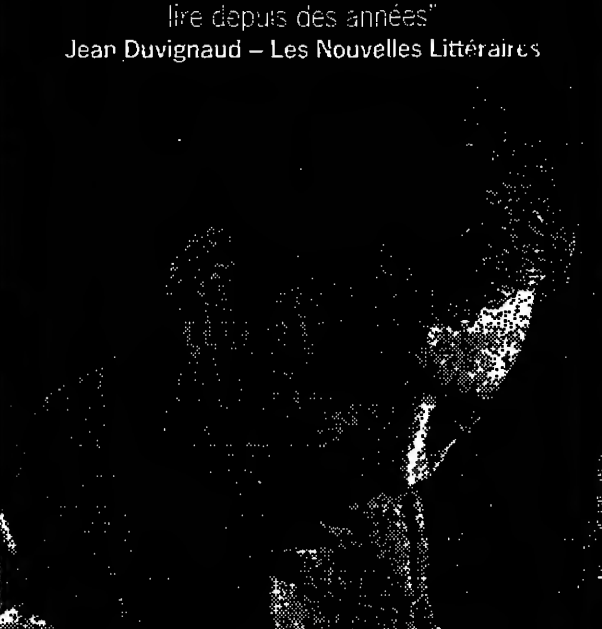
« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

MICHEL HENRY

L'Amour les yeux fermés

«Poignant et symbolique»
Lucien Guissard - La Croix

«Le livre le plus riche et le plus saisissant qu'on ait lu depuis des années»
Jean Duvergnaud - Les Nouvelles Littéraires



GALLIMARD

Anna Freud-Thérèse Bergmann

Les enfants malades

Introduction à leur compréhension psychanalytique

1 volume 208 pages 34,00 F

Bruno Castels

Souffrance de l'esprit

Une introduction à la psychiatrie actuelle

1 volume 176 pages 34,00 F

Ada Abraham

Les identifications de l'enfant à travers son dessin

1 volume 224 pages 46,00 F

PRIVAT

35F



«une nouvelle littérature historique est en train de naître»
Janick Jossin (EXPRESS)

SERGE GRAFTEAUX

LA MÈRE DENIS

jean-pierre delarge

Une thèse importante sur Yeats

La formation d'une mythologie

* WILLIAM BUTLER YEATS - LES FONDATIONS ET L'ÉVOLUTION DE LA CRÉATION POÉTIQUE, de Jacqueline Genet. Publications de l'université de Lille-III, 755 pages, 150 F.

YEATS est l'un des poètes majeurs du tournant de ce siècle. Prix Nobel de littérature, rénovateur d'une certaine conscience irlandaise, mêlé aux luttes actuelles, écrivain nombreux, Yeats était un homme à facettes. Ses contemporains remarquaient son aspect d'érudit. Et c'est vrai qu'il portait volontiers des masques, qu'il jouait son existence sur une scène. Mais il est non moins vrai qu'il composa, d'un bout à l'autre de son évolution, une somme admirable de proses, de pièces de théâtre, de poésies. Il est, aujourd'hui, l'un des auteurs les plus étudiés dans le monde. On commence — grâce à divers efforts — à le mieux connaître en France.

Il manquait, à son propos, une recherche précise, et qui puisse être aussi complète que possible dans l'état actuel de nos connaissances : c'est l'imposant travail que Jacqueline Genet vient de consacrer à William Butler Yeats. Qu'on ne s'attende pas à

un travail ardu, difficile : Jacqueline Genet ne cesse de passionner son lecteur de bout en bout. Le parti qu'elle a pris est d'élucider le bon. Elle a suivi, chez et dans Yeats, la formation d'une mythologie, qui, à l'instar de toutes les mythologies, est unique.

On sait, grâce aux traductions de Pierre Leyris parues au « Mercure de France », que Yeats composa une *Autobiographie* ; on devrait savoir aussi à quel point cette autobiographie s'avoue comme travail du son. Autrement dit, c'est ce que l'auteur de la thèse sur le point mais parfaitement en lumière) Yeats souhaitait conférer un même style à son existence et à ses écrits. Sa visée est simple : c'est l'« Unité d'être », ou, comme il l'a écrit lui-même : « la transmutation de la vie en art ». Point de départ de la thèse, mais aussi son point d'aboutissement, dans un même droit fil. Dès lors, le brio-à-brac d'occultisme, de spiritualisme, de théosophie, qui rendait Yeats vaguement suspect, se montre, à l'inverse, comme nécessaire au sens général de cette vie qui se construit en même temps qu'elle édifie l'œuvre.

HUBERT JUIN.

Interdiction du dernier roman de Juan Marse en Espagne

Le dernier roman de Juan Marse, qui emprunte son titre à l'hymne de la Phalange, si le diocèse qui est (S'ils le disent que je suis tombé), vient d'être interdit en Espagne. Publié au Mexique en 1973, cet ouvrage avait obtenu le prix international du roman de Mexico la même année. Roman très ambitieux, il met en scène les bourgeois de Barcelone dans l'après-guerre où s'affrontent les tensions et les rancœurs des anciens combattants. Juan Marse, qui a publié cinq romans et a obtenu le prix Biblioteca Breve de Carlos Barral pour le premier d'entre eux, est actuellement l'un des principaux collaborateurs de la revue *Por favor*. On a traduit en français, chez Gallimard, en 1967, un de ses récits : *Enfermés* avec un seul jetet.

UNE H.L.M. DANS LA PUSZTA HONGROISE

* VILLE DANS LA LUMIÈRE DU SOIR, de Tamas Barany, traduit du hongrois par Cécile Menneceur, Les Éditions français réunis, 308 p., 45 F.

TAMAS Barany, né à Budapest en 1922 (une vingtaine de romans dont certains portés à l'écran, plusieurs prix littéraires), tente un pari audacieux : trouver quelque chose qui n'a pas été dit, dans une forme originale.

Sa recherche porte à la fois sur le contenu et sur l'expression. La première partie de l'ouvrage raconte les hésitations de l'auteur sur le style et la construction à adopter. Le procédé est simple : plusieurs textes (manuels), puis sont proposés, qui devraient introduire le lecteur dans la vie des habitants d'une cité ouvrière, avant que l'écrivain ne trouve le ton qu'il croit juste. Ce ton n'est que celui d'un très honnête artisan de la plume, d'un reporter consciencieux. Rien d'étonnant, puisqu'il. L'auteur ne nous avait-il pas prévenu dans son prologue que, pour lui, l'homme le classique était plus moderne que Beckett ou qu'Alain Robbe-Grillet, les innovateurs ?

Nous y voilà donc, dans une H.L.M. poussée dans la puszta, à visiter les appartements, à bavarder avec les locataires, à les accompagner sur leur lieu de travail. Mais les destins de ces braves mécaniciens, ingénieurs, professeurs et paysans n'ont rien d'exceptionnellement homérique : histoires de travail et d'amour, peines d'argent et maladies d'enfants, petite délinquance et grande espérance : un voyage à l'étranger, l'achat d'une voiture, un travail mal rémunéré, quelquefois aussi la recherche d'un idéal.

La banalité même de la condition de ces Européens d'aujourd'hui, si proche finalement de celle de nos propres banlieusards, confère au roman un certain intérêt. Malheureusement, le témoignage de Barany, prisonnier d'un trop grand didactisme, n'est pas dans le même registre — ni la puissance de celui de son compatriote Konrad, ni la délicatesse toute en nuances des récits de la Soviétique Baranskala (1).

(1) Voir « Le Monde des livres » du 7 mai et du 28 mai 1976.

EDGAR REICHMANN.

PIER PAOLO PASOLINI

La ferveur de l'hérétique

(Suite de la page 17.)

C'est aussi le lyrisme du poète marxiste qui veut à la fois désacraliser, provoquer le scandale mais pour découvrir l'authentique sens religieux de la vie : l'esthétisme du réalisateur de *Théorème* qui dénonce le sens perdu du divin ; la provocation du cinéaste qui, avec le *Decamerone*, se jette au bon moment dans le fleuve érotico-visuel, qu'il dénommera par la suite.

Dans le vide de l'Italie

Dans cette Italie restée vide, Pasolini porte ainsi sa « mystique », sa ferveur, qui bouleversent le discours de Visconti et de Pavesi. Au cœur du travail de Pasolini, il n'y a pas tellement l'homme qui souffre, la recherche de son destin, la lutte pour son salut, une vision sociale, romantique, néo-humaniste, qui se fonde dans le *Politecnico* (revue de Vittorini) et dans le travail de l'écrivain piémontais. C'est toujours la recherche de l'absolu, d'un autre sens religieux de la vie, qui jaillit soit à travers la formule « peu d'annonciation du débordement » caractère physique du réel », soit à travers la prédication libertaire qui l'amène à fustiger, à susciter les

scandales, un peu « plagione », ultramarxiste.

Trois veines mystiques, très italiennes, se croisent dans Pasolini. La veine pascolienne qui lui fournissait l'énergie, le dialecte, le péripétisme, le populisme, « l'Italie prolétarienne, debout ». La veine d'annonciation qui lui inspirait le goût du Sud, du pasteur devenu voyou, la « volupté du réel », la foi dans l'irrationnel égale à l'innocence, le sentiment du divin, de l'éternel, de l'absolu. La veine savonarienne, catholique, marquée par le fouet. Elle amenait à produire des films évangéliques qui s'opposaient à l'ambiguïté, à la faiblesse tolérante.

Les vingt ans écoulés entre 1950 et 1970 ont ainsi trouvé leur symbole dans cette espèce de moine à l'envers, de mystique sans pudeur. Sa spontanéité s'est toujours greffée sur des opérations culturelles Son authenticité s'est confondue avec la virtuosité. Sa poésie n'a souvent été que geste Son « immoralisme » n'a jamais été glidien, mais moraliste. Sa recherche d'absolu a été contaminée par l'astuce du déclamateur, sa prédication de poète maudit contredit par la tâche de l'admi-

nistrateur avisé de films, et la recherche d'un civilisme.

Piovene définissait Pasolini un « terroriste culturel » : il y a là quelque chose de très vrai. Ce myco-extrémisme avait effectivement deux visages. L'un appartenait à l'intellectuel expérimental, autodidacte, capable de saisir les occasions, de flairer le bon vent. L'autre, à l'homme qui voulait appliquer intégralement les messages chrétiens, christiano-marxistes.

C'est de ce faisceau de positions, de « cultures » que naît le dernier Pasolini, celui de l'expérience hérétique et des *Ecrits corsaires*. Après 1968, il devient de plus en plus « philosophe », engagé dans une « hérésie » totale, contre le conformisme même de 68, dans une seconde redécouverte de Marx qui le mène à la grande bataille contre le « fascisme consommateur ». Sa thèse devient la même que celle d'Engels-berger. Ses cibles ne sont plus tant les « rapports de production » (ou la notion de propriété) que les « modes de production ». La révolution est considérée comme une survivance dans un monde qui va à la catastrophe anthropologique provoquée par la consommation.

Il lui manque naturellement la rigueur, la méthode de l'école allemande liée à la revue *Kursbuch*. Sa polémique est très italienne, fragmentaire, hystérique, radicale, anarchique. Elle part pourtant du même Marx, celui des « manuscrits économiques-philosophiques de 1844 ». Ses prédictions ont pris souvent un accent tragique, de l'ordre du plein de bruits de 1970 à déformé et même inscrit dans une lutte confuse, mondiale, qui n'était certes pas pasolinienne. Il y a à plus de vingt ans, nous nous rencontrâmes par hasard à Urbino. Il voulait monter sur le puits où Pasolini avait vu voler son célèbre cerf-volant. Il tenait cette poésie pour une des plus belles de tous les temps, et il avait probablement raison. Toute sa vie, à lui aussi, avait été une quête de cerf-volants. L'espoir d'une révolution contre le « fascisme de la consommation » avait été le dernier. Il l'avait lancé contre une société corrompue, vulgaire, violente, symbolisée par Rome, à laquelle il se sentait pourtant lié, comme la victime à son bourreau.

ALBERTO CAVALLARI.

Le cinquantenaire de l'Académie d'Athènes

À J.-C. et après quelques voyages marseillais de la Sicile à l'Asie Mineure, Platon achève à un noble héros athénien, Académios, un jardin pour loger son école, et qui fut appelé l'Académie. Il a fallu vingt siècles pour que la Grèce, État indépendant moderne au début du dix-neuvième siècle, songeât à reconstruire cette institution qui passionna la Renaissance occidentale. Mais elle fit bien les choses grâce à un milliardaire du siècle dernier, le banquier et baron Simon Sinas, amateur éclairé.

Le plus éminent bâtiment de l'Athènes moderne fut commencé en 1859. Terminé vingt ans plus tard, il resta vide d'immortels pendant un demi-siècle, la bureaucratie et les querelles des lettres aidant. En 1926, un des nombreux dictateurs de l'entre-deux-guerres, le général Pangalos, par décret présidentiel, ouvrit les portes de l'Université à la Grèce et nomma quelques hommes de sciences et de lettres. Dès lors, la vie de l'Académie d'Athènes se confond avec celle de ses professeurs de l'Europe de l'Ouest : cérémonies, habits d'époque, prix et récompenses, liberté non contestée, et décisions qui ont dû se terminer dans quelques décennies.

La liberté d'esprit

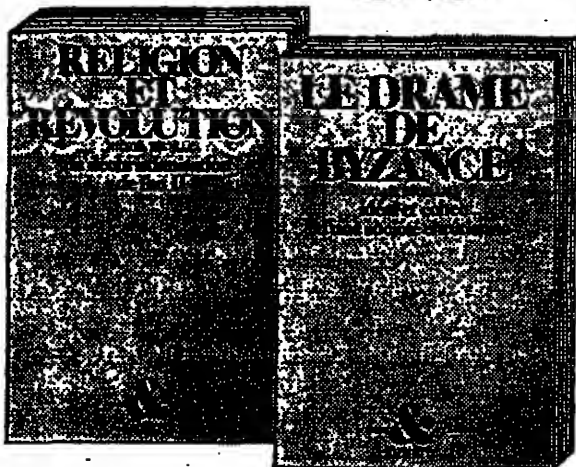
Four jeter ses cinquante ans, qui furent dans positifs dans l'ensemble — surtout dans le domaine de la recherche, — l'Académie vient d'être un écrivain à sa présidence, M. Petros Charis, qui dirige depuis quarante ans l'Académie. La plus prestigieuse, et en tout cas la plus ancienne, des revues littéraires grecques, *Panagiotis de la liberté d'esprit*, a publié des écrits de lui, comme Sikelianos, furent considérés comme de dangereux gauchistes, « il est essentiel que la liberté spirituelle soit au-dessus de tout parti politique », nous dit-il. Notre Académie n'est pas très ancienne et les conservateurs n'est pas une tradition. Bien sûr, elle n'est pas l'avant-garde, mais elle serait-elle l'Académie dans ce cas ? Elle a, en tout cas, été ces derniers temps le peintre Ghika et l'économiste Angelopoulos. Le premier est un des plus modernes et le second fut longtemps considéré comme un anticonformiste de gauche.

D. A.

L'histoire

chez
HACHETTE
littérature & sciences humaines

& le temps
des hommes



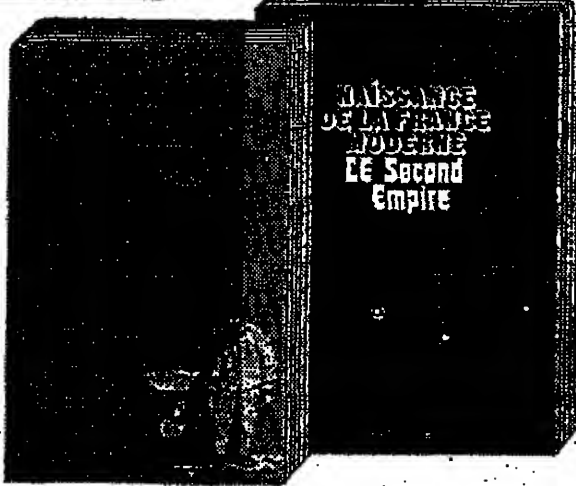
Michel Vovelle
Religion et Révolution
La déchristianisation de l'An II
Sur la déchristianisation de l'An II : on découvre la réalité profonde d'un phénomène passager dans son explication, mais tenace dans ses prolongements.

Alain Ducellier
Le drame de Byzance
Idéal et échec d'une société chrétienne
L'étude du « drame » et du déclin d'une civilisation entièrement chrétienne qui s'est transmise, au-delà du Moyen Âge, au monde orthodoxe tout entier.

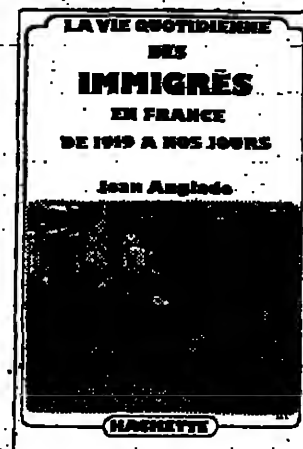
HACHETTE HISTOIRE

Martin Nadaud
Mémoires de Léonard
André Garçon Maçon
Édition établie par Maurice Agulhon. Texte intégral.
Le célèbre maçon croisé raconte en un récit d'une grande fraîcheur personnelle, l'histoire de sa vie et de celle du peuple de 1820-1890.

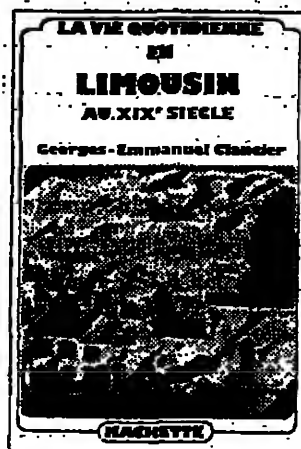
Adrien Dansette, de l'Institut
Naissance de la France Moderne
Un ouvrage fondamental sur les traits principaux de la révolution industrielle qui fit de la France une nation moderne.



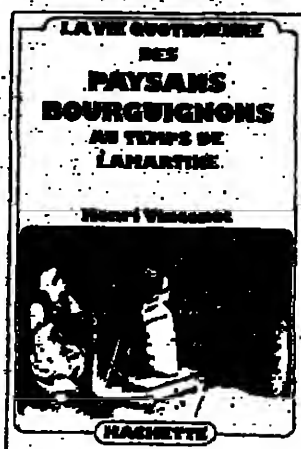
Jean Anglade, Georges-Emmanuel Clancier, Henri Vincenot, auteurs dans "la vie quotidienne."



du même auteur :
La vie quotidienne dans le Massif central au XIX^e siècle.
La vie quotidienne contemporaine en Italie.



du même auteur :
La vie quotidienne dans les chemins de fer au XIX^e siècle.



du même auteur :
La vie quotidienne dans les chemins de fer au XIX^e siècle.

1000 de 1500

Journal de 1500

ÉTRANGÈRES

UN GRAND MÉCONIVU AMÉRICAIN

Thomas Pynchon et la « social-fiction »

★ SAN FRANCISCO CRY, de Thomas Pynchon, traduit de l'anglais par Michel Doury, Plon, 128 pages, 30 F.

THOMAS PYNCHON est considéré comme un « romancier expérimental », ou même titre que John Hawkes, John Barth, Donald Barthelme et J.-P. Dardilly, pour ne citer que des noms déjà connus. Cette étiquette comode n'est pas faite pour conduire facilement à une œuvre ambitieuse, folonnante, aussi riche que déconcertante. Les techniques les plus actuelles au niveau de l'écriture, telles que fragmentation et déconstruction, sont brillamment exploitées par le romancier, dont les « histoires » ressemblent à des

puzzles aux pièces éparpillées. Mais ici la reconstruction du puzzle ne passe pas par les frustes relais d'un quelconque roman objectif, mais par les mots codés et les images à résonance d'un fougueux projet baroque. Une fois les pièces assemblées, on s'aperçoit que le romancier offre une vision de l'Amérique moderne somme toute cohérente sous l'invisible parce qu'il a su en isoler, fragment par fragment, les structures sous la précipitation de l'écriture.

Après « V » et « Rainbow », le roman de Pynchon qui paraît aujourd'hui nous permet d'avoir une vue d'ensemble de l'œuvre et confirme la grande fidélité d'une inspiration profondément originale.

contre une suite de gens bizarres et de situations extravagantes qui ont pour décor un théâtre, des bars, une réunion d'actionnaires, etc. Partout sur son chemin elle trouve un mystérieux symbole, le dessin d'un « cor postal à sourdine » (symbole comme la lettre

« v » dans « V » ou la fusée 0000 dans « Rainbow ») et le mot « Waste » (gâchis, déchet). Ce symbole apparaît jusque dans le filigrane de certaines vignettes postales et l'idée d'une organisation secrète, le « Trystero System », apparaît de plus en plus évidente.

Un pays en folie

Cette société, née dans l'Italie de la Renaissance, aurait survécu à la chute du Saint-Empire romain germanique et se serait implantée aux États-Unis. Il pourrait s'agir de « toute » une société occulte de suicides nés, et qui tous gardent le contact grâce à un système secret de « correspondance ». Mais, au-delà, le « Trystero System » ne serait-il pas une conspiration mondiale visant à la révélation ultime ?

Le mystère reste entier, bien entendu. Mais l'auteur nous livre une équation significative : Waste (abréviation de « We Await Silent Trystero's Empire », « Nous attendons en silence l'empire de Trystero ») égale Death (« Mort », abréviation de « Don't Ever Antagonize The Atom », « Ne vous opposez jamais au cor »). L'Angle à la triste figure, les trompettes du Jugement dernier, sont-ils loin ? Et lorsque l'édipo, après avoir effleuré « un monde voluptueux », constate qu'elle « avait perdu le mot direct, épilétique, le cri qui aurait pu abolir la nuit », ne revient-on pas, d'une certaine façon, au Verbe, commencement de tout ?

Roman déroutant, « San Francisco Cry » est avant tout une pro-

digieuse mise en scène de mise en mots. Les noms — à commencer par celui d'Edipo, ou symbolisme évident — les titres des sociétés, des clubs, les juxtapositions de termes, les échos qui portent d'un mot à l'autre, tout est ici révélateur de ce don du jeu verbal que Pynchon exploite avec une remarquable maîtrise. C'est en entrant dans ce jeu que l'on progressera sans perdre pied dans une œuvre aux incohérentes situations, et ceci malgré le flottement qu'accuse parfois la traduction. En y réussissant, on visitera alors un curieux pays en folie où les thèmes à l'ordre du jour — drogue, psychanalyse, sexe, pop music, fascisme, SS, violence, etc. — sont orchestrés sur un mode bouffon.

A bord de sa fulgurante machine-à-écrire, Pynchon nous entraîne dans un état de semi-pesanteur dramatique à travers une contrée kafkaïenne dont les plans semblent avoir été révisés par Groucho Marx. Tout au long de ce bizarre itinéraire codé, fléché de symboles, on reconnaît les grimoires, les parades, les spectacles de frayeur d'une humanité saisie par la terreur. Cela vaut bien de risquer parfois un trou d'air.

PIERRE KYRIA.

Le complot et la vérité

Né en 1937 à Glen Cove, dans l'État de New-York, Thomas Pynchon a une formation scientifique. On ne saurait l'oublier quand un de ses thèmes favoris est l'entropie. Ce terme, nous précise le Petit Larousse, désigne la grandeur qui, en thermodynamique, permet d'évaluer la dégradation d'énergie d'un système. Dégradation qui se traduit par un état de désordre croissant de la matière. On imagine que, de ce monde voué à l'entropie, Pynchon va vouloir « censurer et éclairer la symbolique et nous en présenter les schémas humains.

C'est ici qu'intervient un thème qui lui est familier, celui du complot ou du « plot-making », autour duquel il noue d'incroyables intrigues. Dès lors, on assiste à une quête de la vérité à partir de faibles et énigmatiques indices qui font entrer en scène des organisations secrètes et leurs agents. Mais cette volonté de mise à jour qui déclenche symboles, mythes, données historiques, instantanés d'actualité, cette fièvreuse et bavarde recherche dans le dédale d'un labyrinthe où nous sont renvoyés, comme dans le palais des glaces d'une fête foraine, outrageusement déformées ou accentuées, les images de notre monde, ne reviennent-elles pas à une mise à jour du langage ?

C'est l'homme qui, interrogant, s'interrogeant, communiquant par la mise en question, secrète. Le complot, s'affirme en déguisant, se projette, se détruit par le seul pouvoir des mots. La vérité, elle est dans ce pouvoir tourmenté des mots. Dès lors, on ne s'étonnera pas que, avec une intelligence vibrante, Pynchon nous propose, avec ses romans, une fabuleuse scène théâtrale où l'écriture, comme une puissante machinerie en sous-sol, déclenche les changements à vue, les effets spectaculaires, les décors en trompe-l'œil, les trébuchements et tous les « Del ex machina » sortis de l'histoire ou du fait socio-

logique pour aboutir à une expression chaotique, pathétique et paradoxalement réelle de notre monde. Monde cauchemardesque et vrai. Tel qu'il est et tel que nous sommes en lui aux différents piliers de notre indécise individualité vaine.

En fait, Pynchon nous fait le récit de l'existence moderne comme un bouffon le ferait à un roi ennuyé : en grimaçant, en autrant, en caricaturant, en ressuscitant l'histoire par la légende et en recréant l'actualité par le biais forcé de l'humour forcé. Et pourtant la précision, l'exacitude, sont là — au niveau des mots. Le labyrinthe des situations magnifie la réalité, elle ne l'éclipse pas. C'est par le rythme et le mouvement que vient l'effet de délire. Toutes les techniques d'écriture sont mises à l'épreuve, à tel point qu'on a parfois l'impression d'une imitation voulue d'un certain ton (ton magazine, ton doctrinal, ton business-man, etc.). Tous les styles — poétique, satirique, réaliste, etc. — se retrouvent à travers les démultiplications successives de la narration. Tous les genres aussi : épique, tragique, comédie, populiste, etc. On est tout aussi bien dans un roman-feuilleton, un discours onirique, un épisode des « Mille et Une Nuits » revu par un auteur de science-fiction, une séquence de politique-fiction arrachée à une bande dessinée. Science-fiction, politique-fiction... Ne pourrions-nous pas parler à propos de l'œuvre de Pynchon de « social-fiction » ?

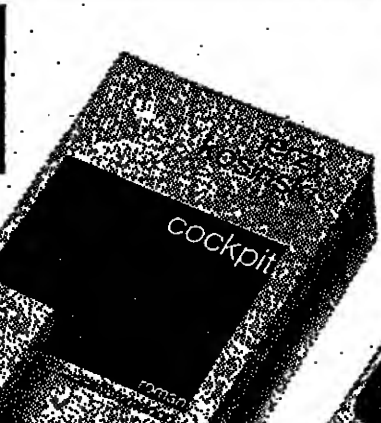
L'intrigue et la facture de « San Francisco Cry » sont ainsi de la même veine que les deux précédents romans de Pynchon. L'héroïne, Edipo, apprend un jour qu'elle est nommée exécutrice testamentaire d'un de ses anciens amants, Pierre Inverarity, trouble personnage lié à la Mafia. C'est le début, pour elle, d'une enquête qui va la mener de surprise en surprise, ou plutôt de question en question. Dans un incessant voyage autour de San-Francisco, elle ren-

Les romanciers sont aussi italiens, allemands, turcs, américains, anglais et russes. Voyagez dans vos lectures.

Flammarion.

UNE INFIDÉLITÉ CONSTITUTIONNELLE

Qu'est-ce que la liberté fondamentale d'un être humain ? Mathias Krief, professeur, est attaché à l'Institut de la Constitution. Pourquoi ? En Allemagne, les professeurs doivent prêter serment à l'État. Ce geste les pénalise. Voici un roman essentiel pour la définition et la défense d'une liberté qui respecte la vie privée. Peter Schneider. Te voilà un ennemi de la constitution. 30 F.



UN ROMAN D'ESPIONNAGE À LA DOSTOËVSKI.

Fuir la Pologne socialiste en montant une extraordinaire mystification. Arriver aux États-Unis. Et de là, entrer dans le monde comme agent double, et même triple. Si vous aimez déjà Kosinski, vous découvrirez dans ce livre le récit d'une aventure racontée avec de troublants détails sur le monde moderne. Jerry Kosinski - Cockpit. 35 F.

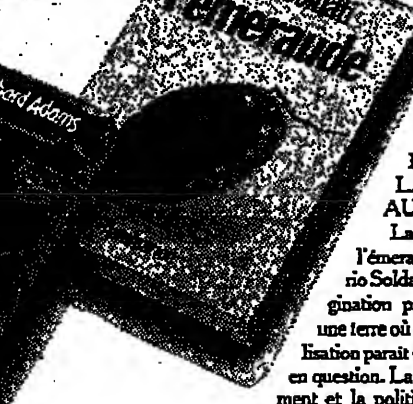


APPELÉ POUR TROIS ANS DANS L'ARMÉE ROUGE.

Né à Nîmes, il part en Russie à l'âge de neuf ans. Au moment de revenir en France il est appelé au service militaire pour trois ans dans l'Armée Rouge. De cette expérience, Vladimir Rybakov a fait un roman. Avec son héros l'on découvre les conditions de l'armée soviétique à la frontière russo-chinoise, le conditionnement des hommes, la rudesse de la discipline. Un témoignage écrit en œuvre d'art par un authentique écrivain. Vladimir Rybakov - Le fardeau. 45 F.

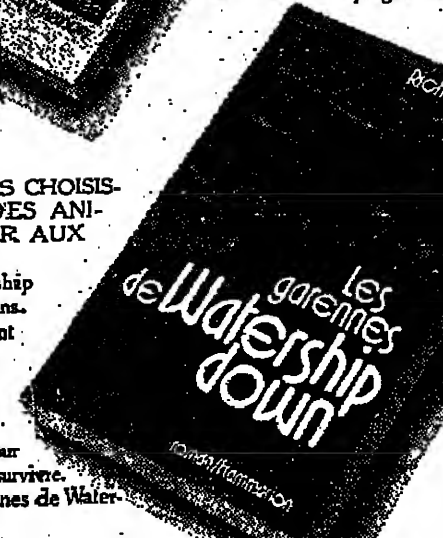


PRISONNIER POLITIQUE EN TURQUIE. Il est sorti de prison. Il sait qu'il va y retourner. Il lui reste 7 jours de liberté. Mais ce sursis n'est qu'un calvaire. Rien n'est pareil dans la vie, quand on attend la prison, entouré d'ennemis politiques et de délateurs. La liberté est amère et douloureuse. Par l'un des plus célèbres écrivains turcs Cetin Altan - Une poignée de ciel. 38 F.



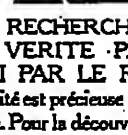
PARFOIS LES HOMMES CHOISSENT DE PARLER DES ANIMAUX POUR PARLER AUX HOMMES.

Les garennes de Watership down est une histoire de lapins. Mais ces lapins-là, s'ils vivent comme tous les lapins, portent sur le monde un regard chargé de sens. Leur aventure les mène au bout du monde. Et pour eux, comme pour nous, l'important c'est de survivre. Richard Adams - Les garennes de Watership down. 50 F.



LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ PASSE AUSSI PAR LE RÊVE.

La vérité est prétexte comme l'énigme. Pour la découvrir Mario Soldati a choisi le rêve. Son imagination prophétique vagabonde sur une terre où la notion de pays et de civilisation paraît de façon inquiétante remise en question. La barbarie y cède le raffinement et la politique s'apprête toujours sur l'année. Mais c'est le 21^{ème} siècle. Mario Soldati - L'émérande. 38 F.



FLAMMARION

GUY CROUSSY le loup-cervier



"Le loup-cervier" devrait convaincre que Guy Croussy est un de nos meilleurs jeunes romanciers contemporains. PAUL MORELLE "LE MONDE"

"L'écrivain nous apparaît dans la vérité nue de son rêve idéal." MATTHIEU GALEY "L'EXPRESS"

"Un auteur dont la carrure littéraire s'étend à chacun de ses livres" A. PÉTRÉ "FRANCE INTER"

JULLIARD

Clancier dienne.

Pierre-Louis Mathieu



GUSTAVE MOREAU

sa vie, son œuvre

catalogue raisonné de l'œuvre achevé près de 500 peintures aquarelles et dessins

un volume du format 29 x 29 cm, relié pleine toile, 400 p. de textes, 498 illustr., 40 planches en couleurs.

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS

IMPRIMERIE SPECIALE POUR PERIODIQUES

Jean Cazeneuve et les « mass media »

Un sociologue heureux

URAIT-ON oublié que le président de TF 1 est sociologue ? Deux ouvrages, différents par leurs thèmes et leur ton, viennent le rappeler. En présentant « Dix grandes notions de sociologie » (1) — qui rassemble en un volume, sous une forme remaniée, des articles parus dans diverses encyclopédies, — Jean Cazeneuve poursuit sa tâche d'enseignant et, dans le bon sens du terme, de vulgarisateur. Durkheim, Mauss, Weber, Tönnies, Gurwitsch sont, entre autres, les maîtres auxquels il emprunte les principales lignes d'une vue d'ensemble de la sociologie destinée à un large public. Avec « Les Communications de masse », guide alphabétique composé sous la direction (2), se prolonge la série de ses travaux consacrés aux « mass media » et à leur influence. La Sociologie

de la radio-télévision (P.U.F., 1973), — l'Homme télévisé (Denoël, 1974), — Les Pouvoirs de la télévision (Gallimard, 1970), — la Société de l'ubiquité (Denoël, 1972), ont fait reconnaître en lui l'un des principaux spécialistes français en ce domaine. Ce n'était pourtant pas sa vocation d'origine : il fut d'abord anthropologue, étudiant sur le terrain les rites des Indiens Zulus (« Les dieux dansent à Cibola », Gallimard, 1957). Aussi son itinéraire géographique et social, peut-il paraître singulier : de la rue d'Ulm à la rue Cognacq-Jay, en passant par le Mexique, la Sorbonne et le Quai Conti. Tour à tour, ou tout ensemble, chercheur, enseignant, et homme d'action, aujourd'hui

Derrière ces titres se cachent une réflexion attentive aux nuances, se défilant de tout schématisme, confiante dans l'évolution des phénomènes sociaux, une démarche à la fois prudente et optimiste, qui n'a nulle honte d'être « humaniste » et « libérale », en des temps où cela ne se fait plus beaucoup. Jean Cazeneuve ne pense pas vivre dans le meilleur des mondes — ni dans le pire. Faut-il dire, après l'avoir interrogé : « J'ai même rencontré un sociologue heureux ? » — R.-P. D.

(1) Editions du Seuil, coll. « Points », 250 pages, 12 F.
(2) Voir encadré ci-contre.

ENTRETIEN

« Je ne crois pas aux constructions dogmatiques »

Peut-on comparer les fonctions des rites dans les sociétés dites primitives et celles de la radio-télévision dans les sociétés industrialisées ?

De toute évidence, la télévision joue un rôle particulier, vis-à-vis d'un public déterminé, dans une société donnée (qu'on appelle industrielle, capitaliste ou de consommation). Et ce rôle peut et doit être étudié dans ses particularités. Mais en se plaçant à un autre niveau d'analyse, en adoptant un point de vue quasi « métaphysique », on s'aperçoit que la nature humaine, quelles que soient les sociétés, présente des caractéristiques constantes. L'espèce se pose toujours les mêmes questions face à la mort ou à la destinée. Dans les sociétés archaïques, le rite est avant tout un moyen d'accepter la condition humaine, de conjurer l'angoisse d'un être conscient de sa liberté. Toutes proportions gardées, la radio-télévision, dans nos cultures, répond au même besoin fondamental.

Dans des contextes très différents, on se trouve donc face à

des phénomènes sociaux qui remplissent, en ce sens, une fonction identique envers cet « animal métaphysique » qu'est l'homme.

L'existence des mass media et leur influence demeurent l'une des caractéristiques majeures de notre culture. Y voyez-vous un « bien » ou un « mal » ?

Je ne pense pas qu'un sociologue puisse répondre en ces termes. D'autant que l'évolution des phénomènes se charge souvent de démentir les extrapolations hâtives. Il y a une vingtaine d'années, on voyait dans la radio, la presse à grand tirage et bientôt dans la télévision des facteurs de « massification » qui devaient nous conduire à une société uniformisée, dominée, manipulée de part en part. Toutes les analyses allaient en ce sens, et il y avait bien là quelque chose de réel.

Et puis, comme presque toujours, un processus de saturation s'est enclenché. Des phénomènes d'adaptation, de rejet, de fragmentation sont apparus. Et aujourd'hui, contrairement aux prédictions de Marcuse, les communications de masse sont devenues un élément de diversité, de mobilité et même de contestation dans la vie culturelle et sociale.

Le « village planétaire »

Est-ce à dire que nous allons, comme le croit Mac Luhan, vers une civilisation d'un type entièrement nouveau, vers ce « village planétaire » où le règne de l'imprimé laisserait la place à celui de l'audio-visuel, la « galaxie Gutenberg » à la « galaxie Mar-

coni » ? Je ne le pense pas non plus. Quand on voit s'amorcer des ruptures et des distinctions dans une société, on peut s'attendre à voir s'établir un nouvel équilibre. Face aux problèmes sociaux, je ne crois pas aux constructions dogmatiques ni aux affirmations excessives. Les sociétés sont un peu comme des édi-fices : elles se déforment, se plissent, mais ne se cassent pas si facilement.

Ne vivons-nous pas, malgré tout, dans une « société du spectacle » où, la réalité, à la limite, n'existe plus, sinon sous une forme « spectaculaire » ?

L'effet global des communications de masse est sans conteste le plus important. De nombreuses études ont montré que le conditionnement direct, l'influence des conduites politiques par exemple, est très minime dans les sociétés où existent un pluralisme de l'information. Les nouveaux moyens de communication ont transformé nos rapports avec le monde. En quelque sorte, nous sommes aujourd'hui dans la même situation que les prisonniers de la caverne platonicienne : confrontés à un théâtre d'ombres, nous ne percevons plus les événements qu'à travers leur restitution.

Mais l'erreur des situationnistes est de s'imaginer que ce phénomène va aller en s'amplifiant. On constate au contraire que la génération qui a été élevée avec la télévision a déjà des attitudes plus nuancées, voire défensives, à

l'égard de ce monde du spectacle.

Peut-on être sociologue, c'est-à-dire observateur et interprète direct, dans l'action, comme vous le faites actuellement ?

Ma réponse sera claire : il n'est pas possible que le sociologue, en tant que tel, soit en même temps acteur. Mais je crois qu'il m'est utile d'avoir réfléchi aux problèmes sociaux par la télévision pour exercer les fonctions que l'on m'a confiées.

La principale mission de la télévision est d'élever le niveau culturel du public. Or, pour le remplir, il ne suffit pas de programmer des émissions culturelles qui peuvent s'intéresser personnellement. Il faut procéder par paliers. Il ne s'agit pas de donner des



Destin de J.-P. CAUVAT. coups de poing dans la porte. Il faut essayer de l'entretenir tout doucement. Propos recueillis par ROGER-POL DROIT.

AM

DORIS LESSING
Le carnet d'or

« Il faut lire Doris Lessing », Dominique Rolin - LE POINT
« Elle domine ses grandes concurrencs anglo-saxonnes », Françoise Wagnier - LE MONDE
« On parle d'elle pour le Nobel »
« L'une des meilleures romancières britanniques », Jacques Cabau - L'EXPRESSION
« Incorruptible... Je me demande si Doris Lessing ne fait pas partie des plus grands »
Yvan Audouart - LE CANARD ENCHAÎNÉ
« La critique britannique l'a comparée à Simone de Beauvoir », Guy Le Clercq - LE FIGARO
« Doris Lessing, le carnet d'or d'un auteur, de grand roman », Françoise Ducloux - ELLE

ALBIN MICHEL

UNE UTILE SYNTHÈSE

LES COMMUNICATIONS DE MASSE, guide alphabétique sous la direction de Jean Cazeneuve, avec la collaboration d'André Alous, Francis Belle, Emmanuel Derieux, Hervé Fischer, François Mieret, Gérard Nasser, Louis Quécher, Denoël-Gonthier, coll. « Médias », 512 pages, 32 F.

Le domaine couvert par ce guide alphabétique (qui fait suite à ceux consacrés à la linguistique, sous la direction d'André Martinet, et à la sociologie, sous la direction de Jean Durville) est extrêmement vaste : il débordant l'audio-visuel et la presse écrite pour évoquer les affiches, les bandes dessinées, les photos-romans. L'univers de la communication y est abordé sous ses aspects techniques (des articles sont consacrés à la télévision par câble, la transmission par satellites, les vidéo-cassettes, etc.) aussi bien que sociaux (« censure », « déformation », « désinformation », « violence », « figurent parmi les thèmes traités »).

La grande diversité de ces points de vue fait que l'ensemble, s'il a la commodité de tout dictionnaire, manque quelque peu de cohésion. Il est curieux, par exemple, de voir consacrer deux pages à la psychanalyse, alors que la même espace est accordé à la définition du panel (échantillon de population utilisé de façon permanente pour une enquête étudiant l'évolution d'un comportement).

L'ouvrage rendra malgré tout de nombreux services, en fournissant un inventaire clair et complet des questions soulevées, et des résultats obtenus, par les multiples recherches, anglo-saxonnes ou françaises, menées depuis la guerre en ces domaines. — R.-P. D.

(BALLAND)

Publie

FRANÇOISE XENAKIS

le temps usé

vif, rythmé, cocasse et triste, éroce et tendre, d'une merveilleuse simplicité. Un mélange doux-amer qui fait en goût tout de suite. Jacqueline Piatier Le Monde

son meilleur livre. Jean-Marc Roberts Le Quotidien de Paris

ce livre si admirablement maladroït avec des phrases brusquement coupées, est aussi le plus tendre qu'on puisse lire ces temps-ci. Gilles Podewils Les Nouvelles Littéraires

RÉUNIE PAR GEORGES BALANDIER

Une « table ronde » inquiète

QUESTIONS À LA SOCIOLOGIE FRANÇAISE, ouvrage collectif publié par les « Cahiers internationaux de sociologie ». Préface de Georges Balandier, P.U.F., 280 pages, 45 F.

Il y a quelque chose de poirri au royaume de Durkheim : c'est en anglais que renait aujourd'hui l'influence du fondateur de la sociologie française.

Partant de cette constatation et de quelques autres, quinze spécialistes réunis autour de Georges Balandier par l'Association internationale des sociologues de langue française se sont posés la question : « Où en sommes-nous ? » De leurs contributions dispersées se dégage un panorama historique et un bilan des tendances actuelles qui se lisent avec intérêt — même si (ou parce que...) la polémique, notamment dans le domaine de l'anthropologie, n'en est pas absente.

Une inquiétude pourtant traverse cette « table ronde » tenue il y a deux ans. Si l'on voit s'affirmer de nouvelles recherches dans les pays francophones en lutte pour leur développement, les chercheurs français deviennent de plus en plus isolés dans la configuration mondiale. Une inquiétude qui se traduit dans la pensée sociologique française et celle de la langue où elle s'exprime un rapport inéquitable ? Le livre se clôt, provisoirement, sur cette interrogation. Il manifeste en tout cas l'existence d'un certain malaise auquel on devrait prêter attention, avant qu'on ne puisse dire « France, la socio font le camp... » — R.-P. D.

(PUBLICITE)

du CENTRE TECHNIQUE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR LES HANDICAPS ET LES INADAPTATIONS

Institut auprès du Ministère de la Santé par Arrêté du 6 février 1975

Trois publications récentes :

INTERNATS : Rapport d'un groupe d'étude placé sous la présidence de M. le Professeur A. CHABARD, neuro-psychiatre, membre du Conseil technique des clubs et équipes de prévention. A travers l'étude de la façon dont les éducateurs spécialisés conçoivent le travail en internat et les difficultés auxquelles ils se heurtent, une mise en lumière des problèmes posés aux institutions d'éducation spécialisée en France. Mars 1976 - B.M. R.R. 1 - F. 25

LES ELEMENTS D'UNE ASSISTANCE EDUCATIVE : par M. R. ALLIER, Directeur des services extérieurs de l'éducation surveillée, conseiller technique au C.T.N.R.E.H. A partir de l'étude d'un cas de prise en charge d'une mineure confiée à un service, une réflexion sur l'efficacité des modalités actuelles d'action éducative et sociale et la recherche de voies d'amélioration. Juillet 1976 - B.M. R.R. 2 - F. 35

LES CONSEQUENCES DE LA MAJORITE A 18 ANS : par un groupe d'étude composé de juristes et de travailleurs sociaux. Rapporteur Mlle A. CHANLOIS, Chef du département Etudes et Recherches du Centre régional de l'enfance et de l'adolescence inadaptées du Sud-Est. Les conséquences de la loi du 5 juillet 1974, analysées dans leur ensemble et plus spécialement au point de vue des jeunes en difficulté, sont examinées à l'aune d'une politique d'action sociale et éducative d'ensemble en faveur des jeunes adultes. Septembre 1976 - B.M. R.R. 3 - F. 25

COMMANDE à adresser au C.T.N.R.E.H. - Diffusion - 7, quai de la Tourneville, 75005 PARIS

de : NOM et adresse

Pour : R.R. 1, R.R. 2, R.R. 3, R.R. 4, R.R. 5, R.R. 6, R.R. 7, R.R. 8, R.R. 9, R.R. 10, R.R. 11, R.R. 12, R.R. 13, R.R. 14, R.R. 15, R.R. 16, R.R. 17, R.R. 18, R.R. 19, R.R. 20, R.R. 21, R.R. 22, R.R. 23, R.R. 24, R.R. 25, R.R. 26, R.R. 27, R.R. 28, R.R. 29, R.R. 30, R.R. 31, R.R. 32, R.R. 33, R.R. 34, R.R. 35, R.R. 36, R.R. 37, R.R. 38, R.R. 39, R.R. 40, R.R. 41, R.R. 42, R.R. 43, R.R. 44, R.R. 45, R.R. 46, R.R. 47, R.R. 48, R.R. 49, R.R. 50, R.R. 51, R.R. 52, R.R. 53, R.R. 54, R.R. 55, R.R. 56, R.R. 57, R.R. 58, R.R. 59, R.R. 60, R.R. 61, R.R. 62, R.R. 63, R.R. 64, R.R. 65, R.R. 66, R.R. 67, R.R. 68, R.R. 69, R.R. 70, R.R. 71, R.R. 72, R.R. 73, R.R. 74, R.R. 75, R.R. 76, R.R. 77, R.R. 78, R.R. 79, R.R. 80, R.R. 81, R.R. 82, R.R. 83, R.R. 84, R.R. 85, R.R. 86, R.R. 87, R.R. 88, R.R. 89, R.R. 90, R.R. 91, R.R. 92, R.R. 93, R.R. 94, R.R. 95, R.R. 96, R.R. 97, R.R. 98, R.R. 99, R.R. 100, R.R. 101, R.R. 102, R.R. 103, R.R. 104, R.R. 105, R.R. 106, R.R. 107, R.R. 108, R.R. 109, R.R. 110, R.R. 111, R.R. 112, R.R. 113, R.R. 114, R.R. 115, R.R. 116, R.R. 117, R.R. 118, R.R. 119, R.R. 120, R.R. 121, R.R. 122, R.R. 123, R.R. 124, R.R. 125, R.R. 126, R.R. 127, R.R. 128, R.R. 129, R.R. 130, R.R. 131, R.R. 132, R.R. 133, R.R. 134, R.R. 135, R.R. 136, R.R. 137, R.R. 138, R.R. 139, R.R. 140, R.R. 141, R.R. 142, R.R. 143, R.R. 144, R.R. 145, R.R. 146, R.R. 147, R.R. 148, R.R. 149, R.R. 150, R.R. 151, R.R. 152, R.R. 153, R.R. 154, R.R. 155, R.R. 156, R.R. 157, R.R. 158, R.R. 159, R.R. 160, R.R. 161, R.R. 162, R.R. 163, R.R. 164, R.R. 165, R.R. 166, R.R. 167, R.R. 168, R.R. 169, R.R. 170, R.R. 171, R.R. 172, R.R. 173, R.R. 174, R.R. 175, R.R. 176, R.R. 177, R.R. 178, R.R. 179, R.R. 180, R.R. 181, R.R. 182, R.R. 183, R.R. 184, R.R. 185, R.R. 186, R.R. 187, R.R. 188, R.R. 189, R.R. 190, R.R. 191, R.R. 192, R.R. 193, R.R. 194, R.R. 195, R.R. 196, R.R. 197, R.R. 198, R.R. 199, R.R. 200, R.R. 201, R.R. 202, R.R. 203, R.R. 204, R.R. 205, R.R. 206, R.R. 207, R.R. 208, R.R. 209, R.R. 210, R.R. 211, R.R. 212, R.R. 213, R.R. 214, R.R. 215, R.R. 216, R.R. 217, R.R. 218, R.R. 219, R.R. 220, R.R. 221, R.R. 222, R.R. 223, R.R. 224, R.R. 225, R.R. 226, R.R. 227, R.R. 228, R.R. 229, R.R. 230, R.R. 231, R.R. 232, R.R. 233, R.R. 234, R.R. 235, R.R. 236, R.R. 237, R.R. 238, R.R. 239, R.R. 240, R.R. 241, R.R. 242, R.R. 243, R.R. 244, R.R. 245, R.R. 246, R.R. 247, R.R. 248, R.R. 249, R.R. 250, R.R. 251, R.R. 252, R.R. 253, R.R. 254, R.R. 255, R.R. 256, R.R. 257, R.R. 258, R.R. 259, R.R. 260, R.R. 261, R.R. 262, R.R. 263, R.R. 264, R.R. 265, R.R. 266, R.R. 267, R.R. 268, R.R. 269, R.R. 270, R.R. 271, R.R. 272, R.R. 273, R.R. 274, R.R. 275, R.R. 276, R.R. 277, R.R. 278, R.R. 279, R.R. 280, R.R. 281, R.R. 282, R.R. 283, R.R. 284, R.R. 285, R.R. 286, R.R. 287, R.R. 288, R.R. 289, R.R. 290, R.R. 291, R.R. 292, R.R. 293, R.R. 294, R.R. 295, R.R. 296, R.R. 297, R.R. 298, R.R. 299, R.R. 300, R.R. 301, R.R. 302, R.R. 303, R.R. 304, R.R. 305, R.R. 306, R.R. 307, R.R. 308, R.R. 309, R.R. 310, R.R. 311, R.R. 312, R.R. 313, R.R. 314, R.R. 315, R.R. 316, R.R. 317, R.R. 318, R.R. 319, R.R. 320, R.R. 321, R.R. 322, R.R. 323, R.R. 324, R.R. 325, R.R. 326, R.R. 327, R.R. 328, R.R. 329, R.R. 330, R.R. 331, R.R. 332, R.R. 333, R.R. 334, R.R. 335, R.R. 336, R.R. 337, R.R. 338, R.R. 339, R.R. 340, R.R. 341, R.R. 342, R.R. 343, R.R. 344, R.R. 345, R.R. 346, R.R. 347, R.R. 348, R.R. 349, R.R. 350, R.R. 351, R.R. 352, R.R. 353, R.R. 354, R.R. 355, R.R. 356, R.R. 357, R.R. 358, R.R. 359, R.R. 360, R.R. 361, R.R. 362, R.R. 363, R.R. 364, R.R. 365, R.R. 366, R.R. 367, R.R. 368, R.R. 369, R.R. 370, R.R. 371, R.R. 372, R.R. 373, R.R. 374, R.R. 375, R.R. 376, R.R. 377, R.R. 378, R.R. 379, R.R. 380, R.R. 381, R.R. 382, R.R. 383, R.R. 384, R.R. 385, R.R. 386, R.R. 387, R.R. 388, R.R. 389, R.R. 390, R.R. 391, R.R. 392, R.R. 393, R.R. 394, R.R. 395, R.R. 396, R.R. 397, R.R. 398, R.R. 399, R.R. 400, R.R. 401, R.R. 402, R.R. 403, R.R. 404, R.R. 405, R.R. 406, R.R. 407, R.R. 408, R.R. 409, R.R. 410, R.R. 411, R.R. 412, R.R. 413, R.R. 414, R.R. 415, R.R. 416, R.R. 417, R.R. 418, R.R. 419, R.R. 420, R.R. 421, R.R. 422, R.R. 423, R.R. 424, R.R. 425, R.R. 426, R.R. 427, R.R. 428, R.R. 429, R.R. 430, R.R. 431, R.R. 432, R.R. 433, R.R. 434, R.R. 435, R.R. 436, R.R. 437, R.R. 438, R.R. 439, R.R. 440, R.R. 441, R.R. 442, R.R. 443, R.R. 444, R.R. 445, R.R. 446, R.R. 447, R.R. 448, R.R. 449, R.R. 450, R.R. 451, R.R. 452, R.R. 453, R.R. 454, R.R. 455, R.R. 456, R.R. 457, R.R. 458, R.R. 459, R.R. 460, R.R. 461, R.R. 462, R.R. 463, R.R. 464, R.R. 465, R.R. 466, R.R. 467, R.R. 468, R.R. 469, R.R. 470, R.R. 471, R.R. 472, R.R. 473, R.R. 474, R.R. 475, R.R. 476, R.R. 477, R.R. 478, R.R. 479, R.R. 480, R.R. 481, R.R. 482, R.R. 483, R.R. 484, R.R. 485, R.R. 486, R.R. 487, R.R. 488, R.R. 489, R.R. 490, R.R. 491, R.R. 492, R.R. 493, R.R. 494, R.R. 495, R.R. 496, R.R. 497, R.R. 498, R.R. 499, R.R. 500, R.R. 501, R.R. 502, R.R. 503, R.R. 504, R.R. 505, R.R. 506, R.R. 507, R.R. 508, R.R. 509, R.R. 510, R.R. 511, R.R. 512, R.R. 513, R.R. 514, R.R. 515, R.R. 516, R.R. 517, R.R. 518, R.R. 519, R.R. 520, R.R. 521, R.R. 522, R.R. 523, R.R. 524, R.R. 525, R.R. 526, R.R. 527, R.R. 528, R.R. 529, R.R. 530, R.R. 531, R.R. 532, R.R. 533, R.R. 534, R.R. 535, R.R. 536, R.R. 537, R.R. 538, R.R. 539, R.R. 540, R.R. 541, R.R. 542, R.R. 543, R.R. 544, R.R. 545, R.R. 546, R.R. 547, R.R. 548, R.R. 549, R.R. 550, R.R. 551, R.R. 552, R.R. 553, R.R. 554, R.R. 555, R.R. 556, R.R. 557, R.R. 558, R.R. 559, R.R. 560, R.R. 561, R.R. 562, R.R. 563, R.R. 564, R.R. 565, R.R. 566, R.R. 567, R.R. 568, R.R. 569, R.R. 570, R.R. 571, R.R. 572, R.R. 573, R.R. 574, R.R. 575, R.R. 576, R.R. 577, R.R. 578, R.R. 579, R.R. 580, R.R. 581, R.R. 582, R.R. 583, R.R. 584, R.R. 585, R.R. 586, R.R. 587, R.R. 588, R.R. 589, R.R. 590, R.R. 591, R.R. 592, R.R. 593, R.R. 594, R.R. 595, R.R. 596, R.R. 597, R.R. 598, R.R. 599, R.R. 600, R.R. 601, R.R. 602, R.R. 603, R.R. 604, R.R. 605, R.R. 606, R.R. 607, R.R. 608, R.R. 609, R.R. 610, R.R. 611, R.R. 612, R.R. 613, R.R. 614, R.R. 615, R.R. 616, R.R. 617, R.R. 618, R.R. 619, R.R. 620, R.R. 621, R.R. 622, R.R. 623, R.R. 624, R.R. 625, R.R. 626, R.R. 627, R.R. 628, R.R. 629, R.R. 630, R.R. 631, R.R. 632, R.R. 633, R.R. 634, R.R. 635, R.R. 636, R.R. 637, R.R. 638, R.R. 639, R.R. 640, R.R. 641, R.R. 642, R.R. 643, R.R. 644, R.R. 645, R.R. 646, R.R. 647, R.R. 648, R.R. 649, R.R. 650, R.R. 651, R.R. 652, R.R. 653, R.R. 654, R.R. 655, R.R. 656, R.R. 657, R.R. 658, R.R. 659, R.R. 660, R.R. 661, R.R. 662, R.R. 663, R.R. 664, R.R. 665, R.R. 666, R.R. 667, R.R. 668, R.R. 669, R.R. 670, R.R. 671, R.R. 672, R.R. 673, R.R. 674, R.R. 675, R.R. 676, R.R. 677, R.R. 678, R.R. 679, R.R. 680, R.R. 681, R.R. 682, R.R. 683, R.R. 684, R.R. 685, R.R. 686, R.R. 687, R.R. 688, R.R. 689, R.R. 690, R.R. 691, R.R. 692, R.R. 693, R.R. 694, R.R. 695, R.R. 696, R.R. 697, R.R. 698, R.R. 699, R.R. 700, R.R. 701, R.R. 702, R.R. 703, R.R. 704, R.R. 705, R.R. 706, R.R. 707, R.R. 708, R.R. 709, R.R. 710, R.R. 711, R.R. 712, R.R. 713, R.R. 714, R.R. 715, R.R. 716, R.R. 717, R.R. 718, R.R. 719, R.R. 720, R.R. 721, R.R. 722, R.R. 723, R.R. 724, R.R. 725, R.R. 726, R.R. 727, R.R. 728, R.R. 729, R.R. 730, R.R. 731, R.R. 732, R.R. 733, R.R. 734, R.R. 735, R.R. 736, R.R. 737, R.R. 738, R.R. 739, R.R. 740, R.R. 741, R.R. 742, R.R. 743, R.R. 744, R.R. 745, R.R. 746, R.R. 747, R.R. 748, R.R. 749, R.R. 750, R.R. 751, R.R. 752, R.R. 753, R.R. 754, R.R. 755, R.R. 756, R.R. 757, R.R. 758, R.R. 759, R.R. 760, R.R. 761, R.R. 762, R.R. 763, R.R. 764, R.R. 765, R.R. 766, R.R. 767, R.R. 768, R.R. 769, R.R. 770, R.R. 771, R.R. 772, R.R. 773, R.R. 774, R.R. 775, R.R. 776, R.R. 777, R.R. 778, R.R. 779, R.R. 780, R.R. 781, R.R. 782, R.R. 783, R.R. 784, R.R. 785, R.R. 786, R.R. 787, R.R. 788, R.R. 789, R.R. 790, R.R. 791, R.R. 792, R.R. 793, R.R. 794, R.R. 795, R.R. 796, R.R. 797, R.R. 798, R.R. 799, R.R. 800, R.R. 801, R.R. 802, R.R. 803, R.R. 804, R.R. 805, R.R. 806, R.R. 807, R.R. 808, R.R. 809, R.R. 810, R.R. 811, R.R. 812, R.R. 813, R.R. 814, R.R. 815, R.R. 816, R.R. 817, R.R. 818, R.R. 819, R.R. 820, R.R. 821, R.R. 822, R.R. 823, R.R. 824, R.R. 825, R.R. 826, R.R. 827, R.R. 828, R.R. 829, R.R. 830, R.R. 831, R.R. 832, R.R. 833, R.R. 834, R.R. 835, R.R. 836, R.R. 837, R.R. 838, R.R. 839, R.R. 840, R.R. 841, R.R. 842, R.R. 843, R.R. 844, R.R. 845, R.R. 846, R.R. 847, R.R. 848, R.R. 849, R.R. 850, R.R. 851, R.R. 852, R.R. 853, R.R. 854, R.R. 855, R.R. 856, R.R. 857, R.R. 858, R.R. 859, R.R. 860, R.R. 861, R.R. 862, R.R. 863, R.R. 864, R.R. 865, R.R. 866, R.R. 867, R.R. 868, R.R. 869, R.R. 870, R.R. 871, R.R. 872, R.R. 873, R.R. 874, R.R. 875, R.R. 876, R.R. 877, R.R. 878, R.R. 879, R.R. 880, R.R. 881, R.R. 882, R.R. 883, R.R. 884, R.R. 885, R.R. 886, R.R. 887, R.R. 888, R.R. 889, R.R. 890, R.R. 891, R.R. 892, R.R. 893, R.R. 894, R.R. 895, R.R. 896, R.R. 897, R.R. 898, R.R. 899, R.R. 900, R.R. 901, R.R. 902, R.R. 903, R.R. 904, R.R. 905, R.R. 906, R

La controverse sur le volcan de la Soufrière

Le conseil scientifique de l'Institut de physique du globe de Paris réuni le 27 octobre, a approuvé, à l'unanimité, la décision du directeur de l'I.P.G. de **nommer** M. Tasseff aux fonctions de M. Baron Tasseff en tant que chef du service de volcanologie de l'I.P.G.

M. Tasseff. Lorsqu'il lui a été demandé si désirait continuer à faire partie de l'I.P.G., M. Tasseff a répondu négativement. Par contre, à la demande qui lui en a été faite, il a assuré le conseil que son engagement d'être consulté sur le fonctionnement du service de volcanologie, »

M. Tazieff, dont le Monde du 6 octobre a publié un article sur la Soufrière, nous a fait la déclaration suivante :

« Je voudrais attirer l'attention sur le fait que j'ai été destitué de mes fonctions de chef du service de volcanologie de l'I.P.G. sans

est devenue l'opinion commune que le conseil de l'O.R.S. de l'I.P.G.P. de Paris, M. Pierre-Antoine Blum, nous fait connaître le communiqué suivant : « M. Tassiet, mettant en cause les délibérations du conseil de l'O.R.S. de l'I.P.G.P. de Paris en la matière, il est utile de rétablir les faits ».

« 1) Au cours de cette séance, le conseil a informé le conseil de la direction qu'avait été supprimée les fonctions, de décharger M. Tassiet de la direction du service de la sécurité, par suite de son refus du M. Tassiet d'assumer les responsabilités de sa charge, à la demande qui lui en avait été faite le 31 août 1961, en particulier, de lui adresser un mot d'adieu et le 31 août. A la suite d'une large discussion et de nombreux échanges de vues, il est apparu à tous les membres du conseil, y compris les personnalités extérieures à l'O.R.S., qui en font partie, que la décision était tout à fait justifiée. Aucun vote n'a été pris ».

« 2) Ce communiqué, qui a été communiqué à l'ensemble de la presse, a été entendu au préalable. Ce qui est important, c'est que ce communiqué n'a pas été scientifique que cette sanction n'a été prise. C'est parce que j'avais refusé de demeurer en Guadeloupe que j'ai été considéré comme un homme de calmer les autorités et la population. Cette conception du rôle du dirigeant, telle que je la cache, l'aspirine ma maladie curieuse. Ma propre conception est un expert, quel qu'il soit, est un homme qui doit être capable d'occurrence, les faits que j'ai connus étaient tous rassurants. Il n'y avait donc aucune raison pour que j'aie été considéré comme un homme qui se serait résigné en Guadeloupe si j'avais eu la moindre inquiétude quant à la situation économique. L'accusation de démission et d'abandon de poste qui a été portée contre moi est donc tout à fait injustifiée ».

M. Tassiet qui est toujours directeur de recherches au C.N.R.S. est installé depuis le début du mois de septembre à Paris, où il dirige le centre des faibles ra-

AU PALAIS DE LA DÉFENSE

Le vingt-neuvième Salon de l'enfance, de la jeunesse, des sports et des loisirs a ouvert ses portes mercredi 27 octobre au CNIT, à la Défense. Il durera jusqu'au 11 novembre. Cette manifestation — la première remonte à 1948 — connaît chaque année un succès grandissant. En 1975, il y avait eu un million vingt-quatre mille

On va visiter peu préparé, la visite du Salon de l'enfance fait l'effet d'une douche froide et d'un tourbillon. Imaginez Alice au pays des merveilles dans un drugstore, Cendillon devant une colonnière tout électrique ou le Grand Maugaut dans un décor d'après le Système D. On ne peut retrouver, sur un jour, quelques sentiments oubliés, à apaiser quelques envies de gosse, et l'on se trouve catapulté dans un univers commercial. Ce salon — en dépit de son air de fête foraine — n'est pas celui de l'été, mais celui d'une certaine idée de l'enfance.

titier, s'ôte sans le vouloir, le vol de votre fille, votre fille, racolée de toutes parts. Passons sur les gaudes, les barbe-à-pape et les pommes d'amour, pourquoi les en priver ? Il y a mieux. Voici le chocolat. Poulain qui organise un concours permanent de mousse au chocolat. Cinq ou six fillettes collées d'une liqueur de cuisinier effraient. Les spectateurs sont

passés gravir, les C.R.S. ont installé un faux rocher sur lequel on fait de l'escalade, la Fédération française de parachutisme lance les volontaires dans le vide d'une hauteur de 20 mètres, l'armée vante ses mérites. Partout les haut-parleurs tonifient : les stands qui ont été dépourvus de clients en novembre et les autres. Les éditeurs paraissent austères derrière leurs piles de livres.

Au premier étage, modestement, se cachent la plupart des étands non commerciaux : Ligue contre le cancer, Fondation mation sur l'éducation des parents, Office national d'information sur les enseignements et les professions, Ecole des parents, Association pour le progrès de Paris, etc. Mais là faut ne pas s'être égaré. Le fait est que les intéressés à ces organismes qui s'efforcent de faire de l'information et de l'éducation dans le brouhaha qui monte du sol.

Parfois les enfants sont plus subtillement invités à s'intéresser aux produits. Coca Cola, tient une vaste buvette, mais organise aussi des compétitions de home-training et de tir au blanc pour ses jeunes adhérents. La palme de la récupération pourrait toutefois être décernée au stand situé à la gloire de la « bonne bière ». Il s'agit, pour les concurrents, d'éliminer le plus vite possible les déchets dans les poubelles destinées pour divers produits (petits pots, conserves diverses). Le vainqueur aura le privilège de recevoir — en une

tout bonheur apparent. Ils se bousculent pour concéder leur tour, leur droit de passage. Ce petit immigré de huit ans monté pour la première fois de sa vie — et la dernière ? — sur une moto B.M.W. de la gendarmerie, assomme l'attente du public par son air de bébé qui n'est pas ça. Les enfants d'aujourd'hui — plus malicieuses que les adultes — ne critiquent pas l'image qu'on donne d'eux au Salon de l'enfance : ils en profitent et en redemandent.

BRUNO FRAPPAT.

PROBLEME N° 1598

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

I. Cornichons assez fades : Serpente en de lointaines régions. — II. Loin d'être intactes. — III. Prénom : Un charmeur. — IV. Permettent de mouiller : S'adresse à Marie (épée). — V. Fin de parti-cide : Jalonne de célestes parcours : Facteur de levée. — VI. A de nombreux godets. — VII. Etat étranger : Une poire pour la soif. — VIII. Entrer maladroitement dans le vif du sujet. — IX. Commune, en Belgique. — X. Localité de France. — XI. S'en va Dieu sait où.

1. Transporte des gens attardés : Est isolé. — 2. Souvent touchée par Mozart ; Pieuse inscription. — 3. Ne te mis pas à table ; Remme. — 4. Sur les cartes de certains prêtres ; Article étranger ; Point d'histoire. — 5. Sous les ponts de Favié ; Mariette a dû encourir ses coups. — 6. Présence d'esprit ; Il fait une bombe à tout casser. — 7. Abréviation ; Façon d'avancer ; Aide un mort à se relever. — 8. Fermée pour cause de départ ; Note. — 9. Suite de lectures matinales (pluriel).

Solution du problème n° 1597

I Polygame. — II Lu; Oiseau.
— III Aval; Cu. — IV. Irréso-lue.
— V. Sam; Alèse. — VI Igi;
Lises. — VII Réolé. — VIII Né-
réide. — IX. Passables. — X Is;
Tirent. — XI Veto; Ta.

1. Plaisir; Pic. — 2. Ouvrage;
As. — 3. Armions. — 4. Yole;
Leste. — 5. Gil; Saleraitt. — 6.
Ascoll; Ebro. — 7. Menles; Ile.
— 8. Ba; Usé; Dent. — 9. Usées;
Esta.

* Sont publiés au *Journal officiel* du 28 octobre 1976 :.

DES DECRETS

● Fixant les mesures d'application de l'article 993-1. du code rural relatif au repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail:

● **L'université de Paris-VIII** (Vincennes) organise, dans le cadre de la formation permanente, un stage d'informatique pour formateurs qui comprend quatre-vingt-dix heures d'enseignement, à raison de trois heures par semaine. Début du stage : 1^{er} décembre.

VENDREDI 29 OCTOBRE

VESTES GODELIN, 14 rue de la République,
 monuments historiques, 14 15, 45,
 46, avenue des Godelins, Mme Dar-
 rault, 15, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51,
 Godelins et ses ateliers, 15, 16, 17,
 devant 4115, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21,
 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31,
 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41,
 Renaissance au Mayral, 15, 16, 17,
 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27,
 quartier des Godelins, hier et aujourd'
 'hui, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23,
 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33,
 Grémion-En-l'air, 15, 16, 17, 18, 19,
 château et sa ville, 15, 16, 17, 18, 19,
 rue de la République, 15, 16, 17, 18,
 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28,
 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38,
 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48,
 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58,
 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68,
 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78,
 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88,
 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98,
 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106,
 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114,
 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122,
 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130,
 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138,
 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146,
 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154,
 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162,
 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170,
 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178,
 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186,
 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194,
 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202,
 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210,
 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218,
 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226,
 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234,
 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242,
 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250,
 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258,
 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266,
 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274,
 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282,
 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290,
 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298,
 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306,
 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314,
 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322,
 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330,
 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338,
 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346,
 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354,
 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362,
 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370,
 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378,
 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386,
 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394,
 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402,
 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410,
 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418,
 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426,
 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434,
 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442,
 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450,
 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458,
 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466,
 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474,
 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482,
 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490,
 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498,
 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506,
 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514,
 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522,
 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530,
 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538,
 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546,
 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554,
 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562,
 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570,
 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578,
 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586,
 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594,
 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602,
 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610,
 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618,
 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626,
 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634,
 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642,
 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650,
 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658,
 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666,
 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674,
 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682,
 683, 684, 685, 686, 687, 688, 68

Liste officielle DES SOMMES A

PAYER, TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS

TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER	TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER
1	01	tous groupes	F. 100	6	26	tous groupes	F. 100
	4 471	tous groupes	2 500		4 966	tous groupes	1 000
	57 951	groupe 3	10 000		57 956	groupe 3	10 000
	54 311	autres groupes groupe 1 autres groupes	2 000 100 000 2 000		97 396	autres groupes tous groupes	2 000 10 000
2	092	tous groupes	200	7	57	tous groupes	100
	47 342	tous groupes	10 000		3 467	tous groupes	1 000
	57 952	groupe 3	10 000		57 957	groupe 3	10 000
	67 002	autres groupes	2 000		93 317	autres groupes tous groupes	2 000 10 000
3	3	tous groupes	50	8	8	tous groupes	50
	23	tous groupes	150		596	tous groupes	250
	63	tous groupes	150		798	tous groupes	250
	73	tous groupes	150		958	tous groupes	250
4	063	tous groupes	350	9	379	tous groupes	200
	633	tous groupes	250		459	tous groupes	250
	9 993	tous groupes	1 050		5 589	tous groupes	2 500
	57 953	groupe 3	10 050		17 229	tous groupes	10 000
5	16 573	autres groupes	2 050	0	57 959	tous groupes	10 000
		groupe 4	100 150			groupe 3	2 000
		autres groupes	2 150			autres groupes	20 000
6	294	tous groupes	500	1	390	tous groupes	200
	2 504	tous groupes	1 000		3 180	tous groupes	1 000
	4 544	tous groupes	1 000		11 590	tous groupes	10 000
	8 504	tous groupes	1 000		57 950	groupe 3	10 000
7	9 744	tous groupes	1 000	2		autres groupes	2 000
	09 104	tous groupes	10 000		68 590	tous groupes	10 000
	39 384	tous groupes	10 000				
	57 954	groupe 3	10 000				
8	89 584	autres groupes	2 000	3			
	27 114	tous groupes	10 000				
		groupe 5	100 000				
	48 514	autres groupes	2 000				
9		groupe 2	100 000	4			
		autres groupes	2 000				
10	5 675	tous groupes	1 000	5			
	8 255	tous groupes	1 000				
	52 715	tous groupes	10 000				
	57 955	groupe 3	10 000				
11		autres groupes	2 000	6			

TRANCHE DES ORCHIDEES

TIRAGE DU 27 OCTOBRE 1976

PROCHAIN TIRAGE

LE 4 NOVEMBRE 1978

à NIMES (Gard)

76

50

LOTTO 5 13 17 25 40 43
TIRAGE No 23 NUMERO COMPLEMENTAIRE 10
 PROCHAIN TIRAGE LE 4 NOVEMBRE 1976 VALIDATION JUSQU'AU 3 NOVEMBRE APRES-MIDI

—— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ $\frac{1}{3}$ de mm)

 Zone de pluie ou neige
  averse
  orages
  Sens de la marche des fronts
 Front chaud
 Front froid
 Front occlus

LE RÉGIMENT DES PRESTATIONS PAR « LETTRE-CHÈQUE SÉVIGNÉ »

La Caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne annonce que le mandat Colbert est remplacé, à compter Colbert est remplacé par la lettre-*chèque Signé* pour le paiement

LA DUREE DE VALIDITE DU
CHEQUE EST DE DEUX MOIS.

La Caisse rappelle que, indépendamment de la lettre-*cheque* *Séguin*, les assurés sociaux ont toujours la possibilité du régime

Stockholm, 3 et 3; recense, 2
et 12.

Edité par la S.A.B.L. le Monde.
Génants : *Monnaie de la Suisse*

Ce chèque peut être réglé :
 ● PAR VIREMENT à un compte courant postal; à un compte de Caisse nationale d'épar-

● **EN ESPÈCES** (montant maximum 2 500 F) par présentation du chèque au guichet de n'importe quel bureau de poste.

● **A DOMICILE** : pour les assurés résidant en dehors d'une agglomération d'une couronne séparant des bureaux de nos

● **Télex automatique avec l'Irak**. — Le service télex est désormais exploité entièrement en automatique dans les relations avec l'Irak. Pour obtenir leurs correspondants, les abonnés doivent téléphoner au préalable le numéro 048100.

● **Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.**

● **Commission paritaire des journaux et publications** : n° 5749.

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*.
Gérants :
Jacques Favret, directeur de la publication.
Jeanne Sureau.

Imprimerie
du « Monde »

S. C. DES ITALIENS
PARIS-LX
1975

Reproduction interdite de tous droits

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57497.

Jeudi 28 OCT

RADIO-TÉLÉVISION

Liberté, inégalité, responsabilité

Comment se fait-il que les savants passent si bien à l'écran? Pas tous, pas tout le temps, certes, mais le plus souvent ils sont bons, très bons. Ils donnent une impression d'extrême sincérité, ils ont l'air de croire à ce qu'ils disent, d'être habiles, d'être possédés par des travaux dont ils veulent nous faire partager l'intérêt. Ces travaux, difficiles pourtant, ils savent en parler simplement. Et, contrairement à ce que font le plupart des hommes politiques et des hommes de lettres — aux préférences d'habitude la démarche inverse, — ils traduisent très volontiers en mots clairs, quotidiens, un langage chiffré, secret, auquel le profane n'aspèrât pas accéder.

A condition qu'on leur en donne l'occasion, bien entendu, qu'on ne les soumette pas à ce tir de mitrailleuse, pétée de petites questions superficielles et pressées, dont Jean-Marie Cavada s'est fait une spécialité. Quelle est la place de la recherche médicale en France? Importante, pas importante, négligeable? demandait-il, mercredi, à François Jacob, le grand témoin de « C'est à dire », sur le ton de l'énoncé habituellement réservé à la lecture des sondages. Pas étonnant, les sondages, il adore ça. L'autre répondait du bout des lèvres, forcément. On l'a senti en retrait, absent d'une conversation de salon à laquelle est venu se joindre, dans l'euphorie pétarde des clichés et

des formules à l'emporte-pièce, le recteur Robert Mallet. Nous, on s'est sauvés, on l'a lâchement abandonné pour passer voir le professeur Jean Hamburger sur la chaîne à côté. Il se faisait tard, on ne pensait pas rester. Une heure après, on était encore là, souillé par ce qu'il était en train de nous raconter sur la façon dont, à partir du phénomène de rejet, on a pu mesurer le comment et le pourquoi de cette étonnante, de cette originale fondamentale de l'être vivant. Bactéries ou présidents, il n'y a pas deux êtres qui soient identiques. Nous sommes tous des êtres uniques.

Il nous expliquait en termes amusants, évocateurs, la manière dont des armées de lymphocytes font la police à l'intérieur de l'organisme pour traquer les corps étrangers, les attaqués, les combattre et les détruire à distance. Il voyait dans ce polymorphisme universel le moyen, la condition de la survie des espèces. Il citait l'exemple de ces rares mousses résistant au D.D.T. qui ont fait sauter, qui ont donné naissance à des populations d'individus immunisés contre les insecticides.

Consultés par les responsables de cette excellente médicale, d'autres chercheurs sont venus étayer ces réflexions en évoquant l'immunologie, le transformatisme, la macro et la micro-évolution. Et enfin, la différence essentielle entre le cerveau humain et le cerveau animal, ce

que le professeur Hamburger appelle la face cachée du miroir, la face sensible de l'univers : l'âme, l'amour, la haine, les furies, les pleurs, la création artistique, et cette formidable exigence morale, ce goût de justice, d'égalité, si profondément ancré en nous. Et si totalement contraire aux lois de la nature. Elle est si féroce, elle cultive les inégalités, elle n'hésite jamais à éliminer les faibles et à encourager les forts.

Arriverons-nous, nous qui voulons si merveilleusement ignorer — ce sont ses propres termes — un certain nombre de données naturelles, parviendrons-nous à trouver, à franchir la porte étroite qui permettrait le progrès et en interdirait les excès? Sur le papier c'est possible. Et dans les faits? Le savoir ici doit passer la main au pouvoir. Aux politiques informés par les scientifiques de prendre le relais et de décider de l'avenir du monde.

Terrible responsabilité, pensions-nous en le quittant, parce que, enfin, les politiques, comme il dit, c'est qui? Ce sont notamment nos élus, ceux que nous avons désignés, à qui nous avons donné mandat de s'occuper en notre nom, pour notre bien de nos affaires. A tous, c'est donc à nous tous de choisir, de préférer la sagesse à la passion et de prêter enfin attention, il serait temps, aux propositions en ce moment — même à Alger par le « club de Rome ».

CLAUDE SARRAUTE

D'une chaîne à l'autre

LES JOURNALISTES DE R.T.L. PROTESTENT CONTRE UN MESSAGE PUBLICITAIRE

Les journalistes de R.T.L., les délégués du personnel et les membres du comité d'entreprise d'Information et Diffusion (S.T.L.) protestent dans un communiqué « contre les obligations mensongères » contenues dans un message publicitaire diffusé lundi soir 26 octobre et affirmant : « Les journalistes de R.T.L. sont ce soir tous plus beaux les uns que les autres. C'est à celui qui aura le plus beau costume. Ce sont tous des costumes... »

UNE CONVENTION TF 1-S.F.P.

M. Jean Caseneuve, président de la Société nationale de télévision française, et M. Jean-Charles Edeline, président-directeur général de la Société française de production et de création audiovisuelle, ont signé mercredi 27 octobre une convention qui règle pour trois ans les rapports entre les deux sociétés.

Cette convention, prévue par la loi du 7 août 1974, portera principalement sur la régulation des commandes passées par TF 1 à la S.F.P.

TROIS QUESTIONS DE M. JULLIAN A M. CAILLAVET

Une plaquette éditée par la deuxième chaîne vient de paraître : « Trois questions posées à M. Henri Caillavet ». Numéro spécial d'Antenne 2 vous répond (mensuel dans lequel M. Jullian et ses adjoints répliquent aux principales critiques que leur ont été adressées), cette publication reproduit un entretien à bâtons rompus entre le F.D.G. d'Antenne 2, assisté de Jacques Chancel, et le rapporteur de la commission sénatoriale des affaires culturelles pour l'information, la presse et la télévision.

Interrogé sur l'opportunité qu'il y aurait d'envisager « une réforme de la réforme », M. Caillavet s'en prend notamment à la troisième chaîne (« inutile, superflue, alibi régional, péché contre l'esprit ») et souhaite qu'un « holding » soit créé qui couvrirait la troisième chaîne, Radio-France, et dans lequel douze stations régionales seraient regroupées.

En ce qui concerne les problèmes de gestion, M. Caillavet considère qu'un effort budgétaire supplémentaire pourrait être envisagé en faveur de la S.F.P. la société de M. Jean-Charles Edeline « n'étant pas parvenue à faire face à ses obligations ».

« Plus de sondages », plaide enfin le rapporteur de la commis-

sion sénatoriale, « libérez, cette année, des sondages nos deux chaînes, puisque les présidents quittent la scène, s'ils ne sont pas renouvelés. En 1977 », M. Caillavet annonce son intention d'intervenir rapidement dans ce sens auprès de M. Raymond Barre.

TRIBUNES ET DEBATS

JEUDI 28 OCTOBRE
— La Fédération anarchiste s'exprime à la tribune libre de FR 3 à 19 h 40.

— Le Centre national des indépendants dispose d'un quart d'heure sur TF 1 à 19 h 45.

— M. Raymond Barre, premier ministre, répond aux questions de Julien Besançon, Roger Giquel, Jacques Idier, Henri Marquet et Emmanuel de la Taille, sur TF 1, à 20 h 30.

VENDREDI 29 OCTOBRE

— M. Léon Gengembre (Petites et moyennes entreprises) et Mme Jacqueline Lambert (C.C.T.) débattent à propos de « la Sécurité sociale et ses maux », sur Radio-Mont-Carlo, à 3 h 5.

— La Grande Loge féminine de France s'exprime à la tribune libre de FR 3 à 19 h 40.

— M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, maire de L'Isle-Adam, Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., Pierre Mauroy, député (P.S.) et maire de Lille, répondent aux questions d'Ivan Leval sur le rôle des maires au cours du magazine « Vendredi », sur FR 3, à 20 h 30.

JEUDI 28 OCTOBRE

CHAINE I : TF 1

ligneroset
en vente aux
Galeries Lafayette

20 h. 30. Magazine d'actualité : L'événement.
M. Raymond Barre, premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances, répond à la rédaction de TF 1.

Bienvenue en Suisse,
le pays des Fromages
SWITZERLAND

21 h. 45. Série : La vie de Marianne. 22 h. 10. Allons au cinéma. 23 h. 30. Journal.

CHAINE II : A 2

les bons, les sales, les méchants
et les propres de
SERGIO LEONE
Texte de GILLES LAMBERT
Un album illustré de
67 photographies de films. **SOLAR**

20 h. 30. Le grand échiquier.

Auteurs du chanteur-compositeur québécois Robert Charlebois : Daniel Thibon, Yves Robert, Charles Trenet, Jean-Loup Dabadie, Les Rita Mitsouko, Claude Lévy, des extraits de films de Sergio Leone, et dans le répertoire « classique », le quatuor « Pro aris » de Montréal, etc.

23 h. 30. Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du cinéma (G.I.). « Cinéma » : avec R. Widmark, L. Bascall, Ch. Boyer, G. Graham, L. Gish.

Dans une clinique psychiatrique, le choix de nouvelles vidéos provoque une crise qui affecte les malades et le personnel médical. Feuilleton d'un dévouement de passion, de folie, de haine.

22 h. 35. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Nouveau répertoire dramatique de France-Culture : (R.I.). « Asie in memoriam », de G. Bousquet, avec J.-P. Lorré, J. Lacroix, S. Arlet, narration J.-P. Chazot. 22 h. 35. Entretiens avec Jean Tardieu, par J. Gagliardi. 23 h. De la nuit. 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Musique à découvrir : Ensemble polyphonique de France, direction C. Raver. Guillaume de Machaut et l'Art nouveau. 21 h. 15. L'Orchestre national de France, direction A. Dorel, avec E. Gullielmi, pianiste : « le Carnaval romain », opus 9, ouverture (Berlioz). Concerto pour piano et orchestre n° 3 en sol mineur, opus 73 (Bach). « Symphonie n° 4 en fa mineur », opus 36 (Tchaïkovski). 22 h. L'Orchestre du laboratoire. 23 h. 5. Musique d'avant la Révolution : Portrait musical, de J. Cage. 23 h. 10. Toccata.

VENDREDI 29 OCTOBRE

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 à 18 h. Programme de la mi-journée avec, à 13 h. 50, les émissions pour les jeunes (reprise à 17 h. 30).

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « L'Héritière », de R. et A. Goez, adapt. L. Ducreux, avec L. Ducreux, A. Aveline.

New-York, 1850. Pour un riche pratiquant rend sa fille responsable et victime de sa soeur. Mais l'héritière se voit adjoindre, et, apparemment, aimée — par un coureur de dot. D'après Henry James.

22 h. 35. Tennis : Tournoi open à Combertin. 23 h. 30. Journal.

CHAINE II : A 2

De 12 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu (à 15 h. 50, Aujourd'hui magazine). 20 h. 30. Feuilleton : Le cœur au ventre, scén. adapt. et dial. J.-P. Petrolacci, réal. R. Mazoyer.

Les carrières croisées et interférées de trois docteurs : Nino Goret, devenu escadreur, à coups d'échecs ; Roger Konacher, fils de mineur, qui a rompu avec son ascendance pour son sport ; et Philippe Morand, un « fable » dont la vocation s'est réalisée à force d'humiliations.

21 h. 30. Emission littéraire : « Apostrophes », de B. Pivrot.

Avec Edith Cresson (Avec le soleil), Robert Jeuneville (Nous servons tous des protestants), Pierre Chauvin et Georges Suifert (La Peste

blanche), Jean-Paul Ollivier (Une certaine idée des Français).

22 h. 50. Cinéma : « Les Enfants terribles », de J.-P. Melville (1949), avec N. Stéphane, E. Dermitt, R. Cosima, J. Bernard.

Une adolescente, exaltée et possessive, entraîne son frère d'adolescence dans des jeux un peu morbides, et se fait maîtresse de sa famille et splendide adaptation du roman de Jean Cocteau.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30. Magazine vendredi : Service public (Les municipalités), réal. G. Sornuau.

Le rôle des maires. L'importance des prochaines élections municipales.

21 h. 30. Série : Méditerranée (L'histoire). 22 h. 25. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Emission musicale en liaison avec TF 1 : « L'identité de l'homme », avec le professeur Hamburger. 21 h. 35. Soliste : Suna Kan, violon. A. Mottet, piano. A. Lavista, basse. 22 h. 35. Entretiens avec J. Tardieu, par J. Gagliardi. 23 h. De la nuit. 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 20. Orchestre symphonique de Stuttgart, direction Sergiu Celibidache, avec Romy Rosoff, violoniste : « Violin-konzert » (Alban Berg). « Symphonie n° 1 en ut mineur » (Brahms). 23 h. Jazz forum. 23 h. 5. Temps et répétitions.

FLORIN 12

34, boulevard de Picpus, Paris 12
STUDIOS / 2 PIECES

LIVRAISON IMMEDIATE

STU. 12
26,82 m² : 4,95 m²
155.000 F
2 PIECES
50,34 m² : 8,11 m²
315.000 F
* (parlons) (chassis)



ALM 98.98

SGMI CONSTRUCTEUR

APPARTEMENT
DECOURE SUR PLACE
Ouvert tous les jours
de 14 h à 18 h
(sauf mardi)
et de 19 h à 19 h
samedi
et dimanche
343.22.22

Le Nouveau Chesnay:

A 500 m. du Parc de Versailles,
à 5 minutes
du Centre Commercial de Parly II,
avec Paris par l'autoroute,
3 nationales, ou par le train.

A 4100 francs le m²*

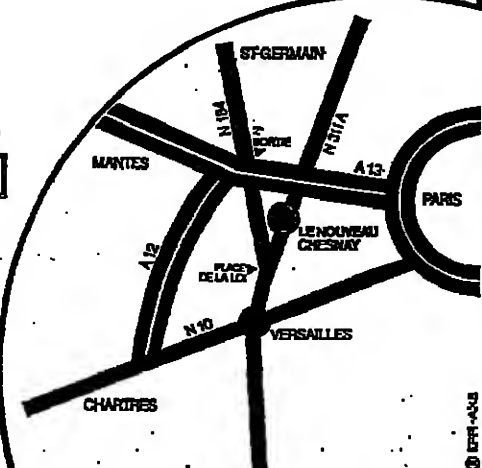
Le Nouveau Chesnay : 30 types d'appartements du studio au 5 pièces. Des immeubles en pierre de taille dans un quartier en complète rénovation. Des intérieurs confortables et raffinés. Et un appartement décoré sur place pour se rendre compte de ce que sera la vie de tous les jours au Nouveau Chesnay. Bureau de vente sur place : 15, rue de Versailles, le Chesnay ouvert tous les jours de 14 h à 19 h, le Samedi et le Dimanche de 10 h à 19 h, tél. 955.49.38.

* prix moyen

Venez visiter
l'appartement décoré.



52, Champs-Élysées - Paris 8*



Itinéraire : en venant de Paris. Prendre l'autoroute de l'Ouest. 2^e sortie direction Versailles jusqu'à la place de la Loi, puis à gauche : rue de Versailles.

OFFRES D'EMPLOI	La Repr	La Repr T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La Repr	La Repr T.C.
"Placards encadrés".	28,00	32,69
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés".	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ INSTRUMENTS OPTIQUE
et APPAREILS COMMANDES HYDRAULIQUES TECHNIQUE AVANCÉE —
1.500 personnes dont 120 ingénieurs,
leader en France dans sa branche
présente sur marché mondial,
recherche pour

PARIS
INGENIEUR
AUTOMATISMES

Grande Ecole (ESE - ENSTA, etc...)

Poste à la Direction Technique, pour concevoir et réaliser en collaboration avec le client, la réalisation de systèmes intégrant et sous-ensembles électroniques, mécaniques et optiques développés au sein de la société dans d'autres services ou par d'autres sociétés. Participer aux essais et à la mise au point des systèmes.

Le candidat doit avoir 2 ou 3 ans d'expérience dans un domaine analogue, après une formation, en automatique, informatique et électronique. Le poste met en jeu à la fois des qualités d'imagination et de raisonnements théoriques dans la phase de conception, du dynamisme, et un bon contact humain dans la phase de réalisation qui exige de nombreuses relations à l'intérieur et à l'extérieur de la société.

Adresser C.V. à M. SEREY - SOPELEM - 102, rue Chaplat 92306 LEVALLOIS-PERRET. Candidature ne répondant pas aux conditions s'abstenir.

SEL France

dans le cadre de son EXPANSION
due au succès de sa gamme
des Super Mini-ordinateurs SEL 32

INGENIEURS
SYSTEME

2 années d'expérience minimum.
Connaissance de moniteurs temps réels évolués
et des applications scientifiques

INSPECTEURS
DE MAINTENANCE

CONFIRMÉS
Connaissance de l'anglais exigée.

Ecrire avec curriculum vitae à :
SYSTEME ENG. LABS
85 bis, rue Albert-I^{er}, 92500 ROCHILLER-MALMAISON.



emploi régionaux

GRUPPE PHARMACEUTIQUE
FRANÇAIS en expansion,
recherche

Délégués
médicaux

(hommes ou femmes)

pour secteurs : 1) CREUSE - PUY-DE-DOME,
2) NIEVRE - ALLIER,
3) YVONNE

Le candidat (ou la candidate) devra :
• avoir le baccalauréat (une expérience de 1 ou 2 ans)
• posséder une voiture personnelle,
• habiter sur le secteur.

Stage rémunéré, immédiat, d'une durée de 8 semaines.

Envoyer C.V. manuscrit et photo, sous réf. 48854,
à Havas Contact,
156, bd Haussmann, 75008 Paris.

SUR LITTORAL LANGUEDOCIEN

Important Groupe de Sociétés
du Secteur Bâtiment

recherche

RESPONSABLE

DU SERVICE MARKETING

Dépendant directement de la Direction Générale,
il agit en tant que consultant pour les différentes Sociétés du Groupe.

Il sera chargé :
— de l'analyse des marchés ;
— de la recherche et du lancement des produits nouveaux ;
— de la préparation et de la présentation des plans de marketing.

Profil : Diplôme de l'Enseignement Supérieur (E.S.E.C. SUPDECO, SCIENCES P.O. ou équivalent) complété par une expérience marketing de deux ou trois ans de préférence en Agence de Publicité ou dans le Bâtiment.

Les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion. Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à n° 7614, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75121 PARIS (9^e).

Anc. Sté Damiani Michel & Cie,

2, rue de l'Est, 92120 PANTIN

CHEF COMPTABLE

niveau B.P. ou équivalent,
âge 35 ans minimum.

Serait chargé comptabilité générale, trésorerie, prix de revient, services administratifs et du personnel.

Bonnes connaissances de la fiscalité, du droit des sociétés, de la législation sociale.

Expérience ordinaire de bureau serait appréciée.

Libre sous 1 ou 3 mois.

Ne pas se présenter. Adresser C.V. man. et photo à l'adresse ci-dessus.

LE CENTRE NATIONAL

D'ETUDES

DES TELECOMMUNICATIONS

recherche

DIPLOME

D'ECOLE

D'INGENIEURS

DE HAUT NIVEAU

(X, E.N.S.T., E.S.E.)

pour études, recherche

opérationnelle

et ses applications pratiques

sur le terrain.

Rémunération mensuelle nette de début proposée : 4.200 F.

Adresser C.V. et photo avant le 5 novembre 1976

au CENTRE NATIONAL

D'ETUDES

DES TELECOMMUNICATIONS,

Secrétariat ROCHAMBAUD,

place de la République,

38-40, av. du Général-Lacour,

92121 PANTIN-LES-MAISONNETTES.

Téléphone 645-45-94.

SOCIÉTÉ OMERA

RECHERCHE

INGENIEUR

II ou III A

Diplôme grandes écoles ou équivalent.

Les bons connaissances en électronique, en informatique, en automatique, en météorologie et en physique technique.

Ne pas se présenter. Adresser C.V. man. et photo à l'adresse ci-dessus.

Envoyer C.V. et photo avant le 5 novembre 1976

au CENTRE NATIONAL

D'ETUDES

DES TELECOMMUNICATIONS,

Secrétariat ROCHAMBAUD,

place de la République,

38-40, av. du Général-Lacour,

92121 PANTIN-LES-MAISONNETTES.

Téléphone 645-45-94.

JOURNALISTES-PIGISTES

TOURISME

Offre av. C.V. à CARAVANING, 1, place du Théâtre-Français, 75001 PARIS.

Sit près métro Montparnasse

recherche

pour son service Edition

VARTYPISTE

CONFIRMÉE

désire élargir ses

compétences en abordant la

photo-composition (formation

assurée). Les candidatures

intéressées par cette

activité polyvalente peuvent

adresser leur candidature

(C.V. + photo + salaire)

sous réf. n° 720105 à

37, bd Bonne-Nouvelle,

75002 PARIS ou à

L.T.D.

IMPORTANT CABINET

EXPERT COMPTABLE

recherche

COLLABORATEUR

CONFIRMÉ

D.E.C.S. COMPLET

pratique CABINET INDISPENS.

poste STAB. et INTERESSANT.

Ecr. LEROY 7 bis, r. Gambetta

75006 NOUILLES

sema

Première Société Européenne de Conseil
recherche pour sa Division
INFORMATIQUE

pour participer à la conduite des travaux d'une importante
équipe en ALGERIE.

spécialiste du
contrôle de gestion

• Formation Universitaire supérieure ou Grandes Ecoles (HEC, ESSEC, Sup de Co...)
• 6 à 8 ans d'expérience pratique en comptabilité des Entreprises
• Culture générale informatique souhaitée
• Disponible à court terme.

Première affectation d'environ deux ans en ALGERIE.

Rémunération fixée en fonction des compétences et de l'expérience.

Indemnités complémentaires pour le séjour en ALGERIE.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114/M à R. LELEU



Centre Metra

16, rue Barbès - 92126 Montrouge

COLGATE PALMOLIVE
recherche
pour son Département
ETUDES DE MARCHÉ

Chargé d'études

Cette fonction implique nécessairement :

— une formation supérieure et une bonne connaissance de l'anglais.

— 3 à 4 ans d'expérience dans les études concernant des produits de grande consommation et la pratique des panels.

Adresser candidature et C.V. à COLGATE PALMOLIVE, Service recrutement 92401 COURBEVOIS.

ACHETEUR

dans l'ingénierie et la construction.

Entièrement qualifié, dynamique, connaissance industrie française, parlant couramment anglais (indispensable), vous pourriez faire carrière dans une société américaine mondialement connue.

Envoyez C.V. détaillé sous réf. 6220 à

P.L. Pierre Lichau 10, rue de Louvois

75003 Paris cédex 02 qui transmettra

LOGISTA

50, RUE ARAGO,

92800 PUTEAUX

Informaticiens

INGENIEURS DIPLOMÉS

3 ans d'expérience minimum

Ecrire ss réf. 1414 LM - CV, prêt, photo si pos.

Constructeur Promoteur en plein essor

recherche

JEUNE DIRECTEUR-DE PROGRAMMES

PARIS - PROVINCE

(Homme ou Femme)

ayant une bonne expérience dans la gestion de Sociétés Civiles Immobilières et exécution de chantiers et suivi technique des affaires.

Envoyer C.V. photo et prêtent. à REGIE-PRESSE, n° 7 9491 M - 25 bis, rue Racine, Paris (20).

GRUPPE INTERNATIONAL DE PRESSE

recherche pour Paris et région parisienne

3 HOMMES OU FEMMES

25 ans minimum. Excellent standing. Sans sigé du contact pour diffusion documentation inédite indispensable à tout chef d'entreprise.

Prospection sur rendez-vous préparés en vue négociation à haut niveau.

Salaire 60.000 F +

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

J. LE GUIBRO - 31, av. des Terres, 75017 PARIS.

MAISON D'EDITION

spécialisée dans information sociale et familiale

recherche

COLLABORATRICE A TEMPS PARTIEL

POUR DEVELOPPER COLLECTION DE GUIDES PRATIQUES

— Conception, rewriting, coordination.

— Sans des problèmes sociaux et familiaux indisp.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. et références aux Editions E.S.P., 17, rue Viala, 75017 PARIS.

GRANDE RESTAURATION

fonctions parfaitement nocturnes

Off. maison, n° 3763, P.A. SVP

4, rue Général-Foy, 75006 Paris

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE
DE FORAGE
« ALFOR »

FILIALE SONATRACH

RECRUTE POUR ALGER

• **UN (1) EXPERT COMPTABLE**
CONFIRMÉ

— Age minimum : 40 ans ;
— Plusieurs années d'expérience.

POUR ALGER
ET HASSI-MESSAOUD

• **TROIS (3) INGENIEURS**
INFORMATICIENS

— Diplôme de l'Enseignement Supérieur ;
— Cinq ans d'expérience en Analyse de Projets « Informatique » ;
— Solides connaissances du Matériel de 3^e Génération et du système d'exploitation.

POUR SON CENTRE
DE FORMATION
DE HASSI-MESSAOUD

• **D'INSTRUCTEURS**

a) **EN TECHNIQUE DE FORAGE** :
— Niveau : Secondaire mini ;
— Age : 40 ans ;
— Expérience de 15 ans dans Filière dont quelques années comme Chef de Chantier.

b) **EN ELECTRICITÉ** :
— Niveau : Secondaire ;
— Age : 35 ans ;
— Expérience de 5 ans comme Electricien de Sonde et Diesel.

c) **EN MÉCANIQUE** :
— Niveau : Secondaire ;
— Age : 35 ans ;
— Expérience de 5 ans en Mécanique de Sonde de Forage.

CONDITIONS GÉNÉRALES

— Libres rapidement.
— Libres de tout engagement.

SALAIRE SELON
COMPÉTENCE ET EXPÉRIENCE :

ADRESSER CURRICULUM VITAE DÉTAILLÉ
AVEC RÉFÉRENCES PROFESSIONNELLES ET
PRÉTENTIONS A : « ALFOR »

1, PLACE BIR-HAKIM — EL-BIAR-ALGER.

MAISON D'EDITION

spécialisée dans information sociale et familiale

recherche

COLLABORATRICE A TEMPS PARTIEL

POUR DEVELOPPER COLLECTION DE GUIDES PRATIQUES

— Conception, rewriting, coordination.

— Sans des problèmes sociaux et familiaux indisp.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. et références aux Editions E.S.P., 17, rue Viala, 75017 PARIS.

1520

REPRODUCTION INTERDICTE

150-4470

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LES STATISTIQUES D'ACCIDENTS AÉRIENS

Prenez l'avion, c'est plus sûr

L'avion est-il un moyen de transport sûr? Y a-t-il des compagnies aériennes plus sûres que les autres? Deux questions auxquelles des études récentes permettent de répondre.

Les compagnies aériennes américaines détiennent le record de la sécurité devant celles de l'Europe de l'Ouest, alors que les compagnies est-européennes, à l'exclusion de l'U.R.S.S., sont dix fois plus dangereuses que la moyenne mondiale, révèle une enquête du Sunday Times. En comptabilisant les accidents survenus dans l'aviation civile du monde entier entre 1950 et 1974, le Sunday Times a établi que, avec quatre-vingt-dix-sept accidents mortels en vingt-cinq ans, les compagnies aériennes américaines sont deux fois et demi moins dangereuses que la moyenne mondiale des autres compagnies.

La compagnie d'Europe occidentale qui s'est révélée la plus sûre est la British Caledonian. Pour sa part, avec dix-neuf accidents et huit cent vingt-neuf passagers tués, Air France se classe au vingt-troisième rang mondial. On fait valoir, au siège de la compagnie nationale, que celle-ci n'a pas eu d'accident à déplorer depuis huit ans. Au demeurant les risques d'avion sont maintenant moindres que ceux d'être tué dans un accident de voiture. M. J. M. Ramet, directeur en chef de l'hebdomadaire Flight International, dans un ouvrage sur la Sécurité de l'aviation. Chaque année, deux cent cinquante mille personnes meurent sur les routes, moins de deux mille en avion.

Se référant aux statistiques des trente dernières années du transport aérien, l'auteur affirme qu'un groupe de cent Européens qui utiliseraient, chacun, cinq moyens de transport différents pour parcourir 800 kilomètres par an, devraient voyager en avion pendant trois cent soixante-dix ans avant d'être victimes d'un accident mortel, en train pendant mille cinq cent quarante ans, en autocar pendant un siècle, en voiture particulière pendant cent trente-trois ans, seulement, et en moto pendant... sept ans.

CIRCULATION

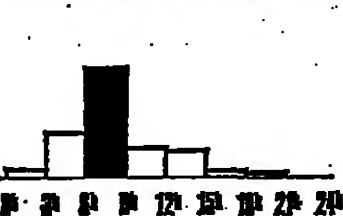
Retours de la Toussaint : les heures les plus difficiles

La plupart des routes de France, notamment aux abords des grandes villes, risquent d'être très encombrées au cours du week-end prochain. La direction des routes au ministère de l'équipement conseille aux automobilistes d'élaborer leurs déplacements et surtout leurs retours, et renouvelle à cette occasion son expérience « hange II » mise au point l'été dernier. Sur les graphiques ci-dessous figurent en noir les heures où le trafic sera le plus dense au retour sur les grandes villes et où il est donc formellement déconseillé de rouler.

vendredi 29 octobre



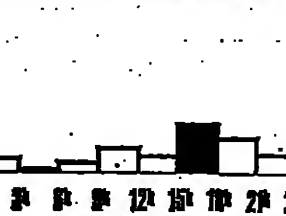
samedi 30 octobre



lundi 1 novembre



mardi 2 novembre



Faits et projets

Qualité de la vie

● **PAS DE CENTRALE AU CAP GRIZ-NEZ.** Le préfet du Pas-de-Calais, M. Jean Vaut, a déclaré, à l'occasion de la construction d'une centrale nucléaire, au cap Griz-Nez, dans le Pas-de-Calais.

● **NAUSSAC : MANIFESTANTS EXPULSÉS.** Quarante personnes appartenant au comité de défense de la vallée de Naussac (Lozère), qui occupent le terrain réservé à la construction d'un barrage, ont été expulsées le mercredi 27 octobre par des gendarmes mobiles. Depuis plusieurs jours, quelques dizaines de manifestants, parmi lesquels des agriculteurs dont les terres vont être noyées pour permettre la construction de l'ouvrage, occupent le site.

Région parisienne

● **CERGY MAGAZINE : DEUX CENT CINQUANTE MILLE EXEMPLAIRES.** L'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise vient de créer une revue : Cergy magazine. Tiré à deux cent cinquante mille exemplaires, il sera distribué gratuitement dans tous les foyers de la ville, mais aussi dans les gares, dans toutes les halles, dans toutes les entreprises de la région et aux organisations professionnelles.

Tourisme

● **M. JACQUES MEDECIN,** secrétaire d'Etat au tourisme, a souligné, mercredi 27 octobre, devant la commission sénatoriale des affaires économiques, que la Commission huit mille spécialistes du tourisme par an, alors que vingt mille seraient nécessaires. Il

L'enquête publique sur la centrale nucléaire de Flamanville est ouverte

De notre correspondant

Cherbourg. — L'enquête publique préalable à la construction et à l'exploitation d'une centrale nucléaire dans la falaise de Flamanville (Manche) a débuté le mardi 26 octobre à la sous-préfecture de Cherbourg par la présentation du dossier aux édiles et à la presse régionale. C'est pour répondre au souhait de l'E.D.F. d'installer dès 1977 une nouvelle tranche de deux réacteurs de 1300 MW de puissance électrique, installée en bordure de mer, que l'administration préfectorale a lancé la procédure réglementaire de déclaration d'utilité publique et fluviale des modalités de l'enquête préalable. Celle-ci doit durer six semaines, du 5 novembre au 16 décembre prochain.

Comme à Paluel, en Seine-Maritime, l'E.D.F. prévoit de construire à Flamanville des réacteurs à eau ordinaire du modèle P.W.R. (Pressurized water reactor) de très grande puissance afin de renforcer, dès 1983, l'alimentation en électricité de la Normandie, de la Bretagne et de la région parisienne. Son projet entraîne par conséquent une extension du réseau d'interconnexion à très haute tension. De Flamanville, deux lignes de 400 kilovolts partiront vers Caen et Rennes, complétant ainsi le réseau national de transport et une troisième ligne — 150 kilovolts seulement — pourrait renforcer par la suite l'alimentation de Cherbourg.

Retenu par la direction de l'équipement de l'E.D.F. à l'issue de la « concertation nationale » en 1974, le site de Flamanville avait été choisi dans la Manche au-dessus de celui de Barfleur, de l'autre côté de la péninsule du Cotentin. Il avait été en concurrence avec Manvièvre, dans le Calvados, où des difficultés géologiques se sont ensuite révélées.

Un procès à Besançon

RÉDUIRE LES FACTURES D'ÉLECTRICITÉ POUR PROTESTER CONTRE LES INVESTISSEMENTS NUCLÉAIRES D'E.D.F.
(De notre correspondant)

Besançon. — Le tribunal d'instance de Besançon était appelé le 27 octobre à trancher le cas d'un jeune instituteur du Doubs qui, parce qu'il est opposé à l'augmentation de l'énergie nucléaire, a demandé un décompte de 6 % le montant de sa facture d'électricité, refusant par ce geste symbolique de participer aux investissements d'E.D.F. Il reste ainsi devant 32,42 francs. E.D.F. a refusé de suspendre ses fournitures d'électricité. En fait, c'est en justice et réclame en outre 500 F de dommages et intérêts représentant la prise en charge par l'abonné contestataire des honoraires de son avocat.

Il s'agit là, selon l'avocat du défendeur, d'une « mise en demeure » qui vise à trapper durablement des non-violents au porte-monnaie pour éviter que le mouvement ne fasse tâche d'huile. « Ce geste, réplique son adversaire, n'est qu'un acte de désobéissance civile et ne saurait être considéré comme une mesure de protestation ». Mais, réplique le défendeur, « s'ils veulent faire connaître leur opinion, qu'ils fassent des conférences ».

L'affaire a été mise en délibéré. Mais, après l'audience, des groupes antinucléaires ont manifesté devant le palais de justice. Dans le département, une association est sur le point d'être créée par des écologistes contestataires et veut faire connaître les usagers à défaut de plus 6 %, mais 15 % des factures d'électricité pour tenir compte de la récente augmentation des tarifs. Ce mouvement serait versé à des organismes travaillant sur les énergies « douces », en particulier l'énergie solaire.

QUALITÉ DE LA VIE

NAUFRAGES DE PÉTROLIERS

Comment sont indemnisés et réparés les dommages?

Au large de l'île de Sein, un sous-marin d'observation a plongé plusieurs fois pour reconnaître l'épave du pétrolier allemand « Boehlen », qui a coulé dans la nuit du 14 au 15 octobre avec une dizaine de milliers de tonnes de pétrole à son bord, dont une très faible partie seulement s'est répandue dans la mer, polluant les côtes de l'île et le littoral breton.

Le problème le plus difficile qui se pose maintenant est celui de la réparation des dommages et de la détermination des responsabilités. A cet égard, on prendra connaissance avec intérêt des explications données par M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, répondant à une question écrite M. Louis Doriole, député (P.S.) de la Manche (Journal officiel du 21 octobre) sur un précédent : le naufrage, au début de l'année, de l'Olympic-Bravery.

« Une enquête nautique, conforme aux dispositions du code de commerce et du code de la marine marchande, a été ouverte le 26 janvier 1976, surlendemain du naufrage, sur les conditions de l'échouage, à Quessant, du pétrolier Olympic-Bravery, déclare le ministre. Ainsi, l'officier enquêteur a rendu le 3 août 1976 ses conclusions, aux termes desquelles il a décidé le renvoi devant le tribunal commercial maritime de Brest du capitaine et du chef mécanicien. Cette juridiction appréciera s'il y a eu ou non infraction à la loi pénale. Les assureurs français ont assuré 10 % de la valeur totale assurée, qui était de 40 millions de dollars. La part française au règlement du sinistre n'a pas été versée à l'armateur, mais à la Banque française pour le commerce extérieur, créancière de l'armateur.

On ne peut, d'une façon générale, qu'encourager l'assurance française à exporter ses services, sous réserve de s'écarter de la clientèle à pavillon de complaisance. « L'extension des assurances a été limitée fermement sur ce point. En ce qui concerne les possibilités d'indemnisation des dégâts, la compagnie d'armement de l'Olympic Bravery est assurée, en France, de ses contrats d'assurance, par The Tanker Owners Voluntary Agreement Concerning Liability for Oil Pollution (Tovap), gérée par The United Kingdom Mutual Steam Ship Assurance Association Ltd, organisme auprès duquel toutes diligences sont faites pour le recouvrement des dépenses engagées. »

Le ministre de l'Intérieur

conclut : « Grâce aux moyens mis en œuvre dans le plan Polmar, la pollution n'a, en définitive, affecté que 800 mètres du littoral d'Quessant, dont 60 mètres de plage. Depuis plusieurs années d'ailleurs, des efforts sont poursuivis pour améliorer l'efficacité de ce plan dont l'objectif est double : d'une part, en mer, l'endiguement des nappes d'hydrocarbures avec tous les moyens techniques actuellement connus et disponibles (stocks de 3 000 tonnes de produits dispersants, acquisition de 20 kilomètres de barrages, notamment ostréocides) ; d'autre part, à terre, lorsque la pollution atteint le rivage, le nettoyage mécanique des côtes, par le recueil des hydrocarbures dans des fosses protectrices et leur évacuation ; puis un second nettoyage plus soigné des rochers et des plages, à l'aide de produits aussi peu nocifs que possible sur le plan écologique. »

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

M. EDGAR FAURE : la région est menacée de mourir « par discrétion ».

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, qui participait à la présentation d'une nouvelle collection de livres sur les régions, a dénoncé le 27 octobre « la sorte de complot antirégional qui condamne les régions, non pas à une mort violente, mais à une mort par discrétion ».

« Après bien des difficultés, a-t-il déclaré, la région commençait à marcher, les habitudes étaient prises, un changement dans les esprits était intervenu, les régions avaient trouvé les problèmes correspondant à leurs dimensions. Aujourd'hui, on veut briser tout cela, on enlève les dossiers aux régions pour les transférer aux départements, alors que ces derniers, s'ils ne manquent pas des compétences nécessaires, n'ont pas de dimension territoriale qui conviendrait. »

NEL

RESPONSABLE EXPORTATION

180/200.000 F. + Installations générales d'usines

Une société française spécialisée dans la réalisation et le montage d'installations générales d'usines, pour prendre en charge le secteur exportation (plus de 1/3 du chiffre d'affaires). Dépendant de la direction générale, il sera responsable des contacts et des négociations commerciales, de l'estimation des coûts, de la rédaction des offres, de l'organisation et de la supervision des chantiers, du respect des budgets. Il aura pour l'ensemble de ses tâches l'assistance d'ingénieurs d'affaires et de spécialistes de chantiers. Agé d'un mois 35 ans, bilingue français-anglais, ingénieur diplômé (E.C.P., A.M., etc.) il aura l'expérience de la réalisation d'ensembles industriels clés en main à l'étranger sur le plan technique et commercial. Une compétence particulière dans la gestion de chantiers et dans le domaine du montage est spécialement recherchée. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B.9.229.

RESPONSABLE DE CHANTIER

Grosse Chaudronnerie ETAS-UNIS

Une société française spécialisée dans la fabrication de gros ensembles chaudronniers recherche pour sa filiale américaine un ingénieur devant assurer la direction de toute la partie industrielle. Après une période de quelques mois en France pour assurer la formation aux techniques particulières de fabrication, il dépendra du directeur général américain et sera responsable techniquement et financièrement de la fabrication d'ensembles chaudronniers, dans le cadre des budgets définis. Il assurera d'autre part les relations avec la clientèle et participera aux négociations commerciales pour l'obtention de nouveaux contrats. Agé d'au moins 30 ans, bilingue franco-anglais, ingénieur diplômé, spécialisé E.S.S.A., si possible, il aura l'expérience de la conduite de chantiers de fabrication et de montage, dans le domaine de la chaudronnerie lourde. La résidence se situe sur la côte Est des Etats-Unis. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B.9.228.

DIRECTEUR DES VENTES

Systèmes architecturaux en aluminium MONTELLIER

Filiale d'un groupe multinational employant 7.000 personnes dans le domaine de l'aluminium, une société française vient de construire son usine à Montpellier et recherche dans le cadre de ses prévisions d'expansion rapide, son directeur des ventes. Sous l'autorité du directeur général et membre du comité de direction, le titulaire élaborera la politique de vente en liaison avec le groupe et sera, après accord de la direction, chargé de son application. Il complètera, organisera, formera, animera son équipe et sélectionnera un réseau de distributeurs. Il supervisera les questions de publicité et de marketing. Le candidat retenu, âgé de 30 ans au moins et connaissant bien l'anglais, aura acquis une solide expérience de la vente, de la direction et de l'animation d'une équipe, de préférence dans le domaine du second œuvre en bâtiment ainsi qu'une bonne pratique du marketing des produits industriels ou des biens d'équipement. Ecrire à P. Vinet, réf. B.3.796.

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - ETATS-UNIS - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - HOLLANDE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - SUÈDE - AFRIQUE DU SUD - CANADA - SINGAPOUR

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS Tél. 265-37-00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON Tél. (78) 62-08-33

FESTIVAL HAUTE FIDELITÉ

STRASBOURG
28 au 31 octobre

Placé sous le haut patronage de M. Pierre PÉLÉLIN, Maire de Strasbourg, et le patronage des Industries Electroniques de Reproduction et d'Enregistrement, le Festival Haute Fidélité a pour but de faire connaître l'enregistrement et la reproduction musicale de haute fidélité. Comme le Festival International du Son de Paris, dont il est le prolongement, le Festival Haute Fidélité de Strasbourg se présente sous trois aspects essentiels et complémentaires qui sont mis en valeur par les conférences, le programme artistique et l'exposition dynamique des matériels. Les conférences, auxquelles participent d'éminents spécialistes, font le point sur l'électro-acoustique et la muséologie. Le programme artistique permet aux visiteurs de comparer le concert vivant et l'enregistrement haute fidélité. Il est réalisé par les concours de FR 2 Alsace sous la direction de Pierre ROUBAUD, avec la participation de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg, dirigé par Alain LOMBAUD, le Super Chœur et les ensembles anciens animés par Germain MULLER. Enfin, l'exposition dynamique des matériels, sélectionnés selon des caractéristiques de qualité, donne un panorama de la production internationale. Manifestation de prestige et de qualité, le Festival Haute Fidélité apporte une information objective. Il établit un lien privilégié entre la recherche, l'art musical, l'industrie électro-acoustique et le public.

Les comiques sont-ils tristes ?

*"Laissez moi rire."
(Louis de Funès)*

Cette semaine dans ELLE.



VOITURES D'EXPORTATION T.T.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •
Toutes marques étrangères
• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •
• Toutes possibilités de crédit-leasing •
EXPO PERMANENTE DE 150 VÉHICULES DE 8 H À 19 H
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEJAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 +
Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

ODOUL Garde-meubles

208 10-30

Le vrai canapé revient.

En douceur.

Cette semaine dans ELLE.

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
francophones et étrangers sur demande.

SPECIALISTE

isolation FENÊTRES ET PORTES

Calfeuttout
4, rue de Nice, 75011 PARIS
DEVIS GRATUIT 371 03 59

Le jambon 1er choix.

Attention danger!

Cette semaine dans ELLE.

SOCIÉTÉ

CINQ MILLE DÉLÉGUÉES AU CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DES VEUVES CIVILES

« Tous les problèmes des femmes à la puissance dix »

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Mme Simone Veil, ministre de la santé, a été l'invitée, les 23 et 24 octobre, du neuvième congrès de l'Association nationale des veuves civiles chefs de famille (1), qui a réuni cinq mille déléguées à Strasbourg. Connues essentiellement pour son action en faveur de la reconnaissance par l'Etat des droits matériels des veuves, l'association regroupe cent mille adhérentes,

Parmi les cinq mille déléguées venues de toute la France et réunies dans un hall de la Foire-exposition du Wacken, on remarquait nombre de visages marqués, parfois un air de dignité contrainte chez les plus âgées, de désinvolture feinte chez les « jeunes veuves ». Cinq mille femmes qui renvoyaient aux mêmes images futures : cinq mille déceptions, autant de solitude, des nuits d'angoisses passées dans des couloirs d'hôpital à balancer entre l'attente et l'incertitude ; la sympathie des proches les premiers jours, puis le vide ; l'abandon physique consécutif à l'apprise du décès ; le mal de vivre du chagrin. « Madame veuve Untel », cette sorte de particule du malade qu'imposent les lettres administratives. Autant de drames qu'elles vivent seules et qui, additionnés, plongent beaucoup de ces femmes dans la pauvreté, la dépendance et le renoncement. « Nous avons tous les problèmes des femmes à la puissance dix », dit une jeune veuve poignante et privilégiée : « son mari est mort d'un accident du travail, et de ce fait, sa famille bénéficie d'une aide financière réelle. Les trois millions de veuves françaises sont-elles des citoyennes à part entière ? Les dix mille réponses reçues au questionnaire ont fourni des indications éloquentes et bon nombre de participantes y ont trouvé des raisons supplémentaires à leur engage-

ment : 40 % des veuves qui adhèrent à l'association ont plus de soixante-cinq ans au moment du décès de leur époux, mais la mort d'un mari a frappé 30 % d'entre elles à moins de quarante-cinq ans. 56 % déclarent avoir trois enfants au moins, et alors que les revenus tirés de la retraite du conjoint subissent une chute de 50 %. Et parmi les femmes qui travaillent (42 % à qui il faut ajouter les 4 % de veuves en chômage ou à la recherche d'un emploi), 33 % occupent des emplois de service, faute d'avoir bénéficié auparavant d'une formation professionnelle (2).

Deux jours entiers, tous les aspects du veuvage ont été évoqués. Avec parfois, des instants d'intense émotion, comme lors de la lecture de la question des vacances, temps au cours duquel ces femmes se ressemblent davantage leur malheur au milieu de couples heureux.

C'est pourtant cette base négative qui permet curieusement aux adhérentes de l'association d'exprimer leur volonté d'être des citoyennes comme les autres. « Nous savons bien que, au-delà de nos problèmes spécifiques, nous occupons une grande place dans l'action pour l'émancipation de la femme », a expliqué Mme Marie-Thérèse Bourrut-Lacouture, présidente de l'association, avant que les congressistes ne se répartissent dans les neuf « assemblées partielles » consacrées à la participation des

veuves à la vie sociale, professionnelle et civique.

Un forum a particulièrement illustré le « nouveau regard » de l'association : l'action municipale. « Il arrive fréquemment que les hommes fassent appel aux veuves pour compléter une liste municipale à la dernière minute. Et une veuve, chef de famille d'un foyer de quatre enfants, mais c'est pour donner une image de respectabilité à ces assemblées. » Entre deux interventions, témoignages d'un souci d'engagement civique ou du simple besoin d'information sur la vie municipale,

les participantes ont même critiqué le « misérabilisme » de la société masculine à leur égard. « Les choses ne changeront vraiment que lorsque les femmes seront majoritaires dans les conseils. »

Après avoir cherché, des années durant, à comprendre et à assumer leur « différence », les militantes de l'association jugent le moment venu de « prendre les devants ». Le congrès a ainsi prouvé que ce mouvement, « sans heurts ni slogans », rencontrait les préoccupations des autres femmes, les épouses, les divorcées, les célibataires, les mères célibataires.

Mme Simone Veil avait-elle vu « les veuves » n'avaient « plus de réaction particulière pour le veuvage », selon l'expression d'une participante ? Le ministre de la santé a montré, en la circonstance, qu'on pouvait désamorcer la considération comme ministre de la condition féminine. Elle a apporté son soutien à la démarche de l'association. « C'est à travers leur plein engagement social, a-t-elle déclaré, que les femmes chefs de famille trouveront l'équilibre, la sécurité et la joie. Je le souhaite. L'essentiel, leur combat est indissociable du combat féminin. » L'association en restera là, au moins jusqu'à son prochain congrès, dans trois ans. Son apogée, la crainte qu'un mouvement politique ou syndical n'enferme la restriction de droits matériels déjà faibles, n'ont pas permis à ce congrès d'apporter toutes les réponses à la question posée. A quelques mois des élections municipales, la prépondérance de la mise sur pied pour un groupe social qui se voit régulièrement sollicité en pareilles occasions. « Nous sommes cent mille adhérentes », dit une jeune veuve, « cela compte pour faire une majorité. »

PHILIPPE BOGGIO.

(1) 28, place Saint-Georges, 75008 Paris.
(2) Pour l'ensemble de la France, on a estimé à quatre cent quarante-dix mille sur trois millions le nombre de veuves qui ont une activité professionnelle. Selon Mme Veil, 4 % des femmes mariées perdent leur mari avant quarante ans et près de 10 % avant cinquante ans. Cela correspond à peu près au taux des divorces enregistrés avant ces âges.

A PROPOS D'UN ORDRE D'EXPULSION

Le cas de Mme Hélène Vernet

Nous avons à plusieurs reprises attiré l'attention sur la situation d'une habitante de Levallois-Perret, Mme Hélène Vernet, âgée de soixante-trois ans, qui a été expulsée de son appartement dont elle est locataire depuis cinquante-trois ans, qu'elle a équipé à ses frais et qui est possédée par la Mairie de Levallois-Perret, 10 mai et 20 octobre 1976), elle fait la grève de la faim et en appelle aux autorités contre la mesure qui la frappe. Son cas n'est pas isolé.

On lira ici la lettre que nous adresse un de nos lecteurs, M. P. Desnoeux, de Versailles, lettre que nous avons constitué une utile mise au point.

J'ai suivi avec intérêt les articles du Monde exposant la situation lamentable de Mme Hélène Vernet, âgée de soixante-trois ans et malade, menacée d'expulsion à brève échéance de l'appartement familial qu'elle occupe comme locataire de bonne foi depuis plus de cinquante ans. Mme Vernet, Perret, cet appartement ayant été acheté occupé dans un but de reprise par le propriétaire actuel. Cette affaire met en évidence, une fois de plus, le caractère arbitraire de la loi de 1948, qui a permis au social de la loi du 1^{er} septembre 1948, permettant au propriétaire par acquisition d'un logement occupé de la reprendre sous certaines conditions en évitant le locataire de bonne foi ainsi que les personnes de sa famille.

Il est certain que l'exercice de cette procédure, ou même sa simple éventualité, peut avoir des conséquences dramatiques lorsqu'elle s'exerce à l'encontre de personnes âgées, ou, en général, le cas, ainsi que le démontre l'affaire de reprise en question. Sur le plan social, la pression subie par les victimes de cette action judiciaire apparaît aux lois de la jungle, les défendeurs étant souvent des personnes isolées, du troisième âge, attachées pour des raisons affectives compréhensibles au cadre de vie dans lequel elles ont passé une grande partie de leur existence familiale et élevé leurs enfants. Il convient de remarquer que dans le concept de la loi du 1^{er} septembre 1948, article 19, il existe une confusion voulue ou tolérée par le législateur, et qui est grave du point de vue social : en effet, ce texte ne fait pas de distinction entre deux situations juridiques essentiellement différentes :

— La première concerne l'acheteur d'un logement libre, qui donne ensuite ce logement en location (ou l'entre temps habité ou non), et désire ultérieurement le reprendre pour l'habiter avec sa famille. Le droit de reprise qui est la conséquence de cette action est exercé par le propriétaire « familial ».

— La deuxième situation, qui est l'achat d'un appartement déjà occupé par un locataire de bonne foi, et qui est exercé par le propriétaire « de l'opération pour l'acheteur ». Ce droit est exercé par le propriétaire presque toujours dans la pratique, ne serait-ce que par l'écart de plus de 50 % entre les prix des logements libres et ceux occupés. De la situation actuelle du marché immobilier, la décision d'achat d'un logement occupé est beaucoup plus souvent régie par une motivation de spéculation que par la nécessité de trouver un logement ou de faire un placement immobilier.

D'un point de vue simplement humanitaire, l'éviction du locataire de bonne foi dans les conditions de l'article 19 présente un caractère absolument abusif, car cette mesure fait peser sur toute sa rigueur la loi de l'argent sur des personnes moins aptes à se défendre du fait de leurs moindres ressources, de leur âge et de leur état de santé, et qui souvent ont déjà été lourdement pénalisées par l'inflation. Dans un marché immobilier caractérisé par la pénurie de logements à loyer modéré et l'insuffisance du rythme des constructions de logements sociaux, elle permet la réalisation d'opérations spéculatives systématiques de grande envergure sur les immeubles anciens dans la région parisienne et dans les grands centres de province. L'exercice du droit de reprise de l'article 19 ne peut être justifié en outre par l'intérêt pour la collectivité d'une meilleure répartition du patrimoine immobilier sur le plan du logement, puisqu'un appartement de cinq pièces, par exemple, occupé par trois personnes peut être acquis et habité par un ménage de deux personnes ou même par un célibataire.

En définitive, de simples considérations d'ordre social, humain et simplement moral justifient la suppression de l'article 19 de la loi du 1^{er} septembre 1948, dans le cas de l'achat par un tiers d'un appartement occupé par un locataire de bonne foi, les dispositions actuelles demeurant strictement limitées à la reprise du propriétaire initial ayant donné l'appartement en location, cette reprise ne pouvant avoir lieu que dans les conditions minimales de l'article 18 de ladite loi.

PARLER ANGLAIS

LABORATOIRE DES GRANDS BOULEVARDS

Horaires individualisés
Cours audiovisuels en groupe

C.E.F.P. - 2, boul. Bonne-Nouvelle
75002 PARIS - 223-67-48

ESPAGNOL - ALLEMAND

Pour les personnes seules

MME VEIL ANNONCE UNE PROGRESSION PLUS RAPIDE DU MINIMUM VIEILLESSE

Au cours de son intervention au congrès des veuves civiles, Mme Simone Veil, ministre de la santé, a annoncé son intention de faire adopter, dans le cadre de la revalorisation du minimum vieillesse, le montant prévu pour les personnes seules (c'est-à-dire essentiellement les veuves) progresser plus vite que le minimum prévu pour un couple (...). « D'autre part, a-t-elle ajouté, pour les familles monoparentales, les veuves notamment dont les revenus dépassent le minimum garanti, je compte proposer que le complément familial qui sera créé en 1977 soit doublé. Les veuves qui ont un jeune enfant ou au moins trois enfants, quel que soit leur âge, recevront ainsi, en plus des allocations familiales ordinaires, une prestation d'un montant élevé. »

(La loi de complément familial consiste à fusionner les allocations de salaire unique et de frais de garde. Le montant ne sera pas arrêté — pourrait être de l'ordre de 350 à 400 francs par mois.)

Un cochon d'Inde pour tondre la pelouse.

Ca c'est naturel!

Cette semaine dans ELLE.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75007 PARIS - CROIX 05
C.O.P. 4247-21

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.

98 F 175 F 225 F 330 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

188 F 355 F 522 F 690 F

STRANGER

(par messagerie)

L. - BELGIQUE - LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE

125 F 250 F 375 F 500 F

IL - TUNISIE

152 F 305 F 458 F 610 F

Par voie aérienne

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois volets) ren-

dront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changement d'adresse

notifiez ou prévenez (deux

semaines au plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres et

capitales d'impression.

Pacer



STATION WAGON

American Motors

Jean-Charles

28, rue de la Chapelle PARIS 18 - Tél. 228-22-48

de Burberrys

à Lanvin

le nouveau

MASCULIN

RIVE-GAUCHE

LESCUR

au centre Maine

Montparnasse

Chapelle de l'ESD

Journal de la Vie Économique et Sociale

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MONNAIES ET CHANGES

Le dollar revient à 5 francs mais le deutschmark se raffermie encore

Le cours du dollar était revenu jeudi matin aux environs de 5 F dans un marché où les transactions étaient peu nombreuses. Cependant, le cours du deutschmark se raffermissait encore, ce qui était la conséquence d'une nouvelle baisse du dollar à Francfort, où la devise américaine était cotée en fin de séance à 2,40 DM. En France, le cours du deutschmark s'établissait à 2,060.

La Banque d'Angleterre intervenait par intermittence pour essayer de freiner la baisse de la livre sterling. Le cours de cette dernière devise était même tombé dans les premières

Le conseil des ministres a approuvé les nouveaux statuts du F.M.I.

Le Parlement sera saisi d'un projet de loi par lequel la France approuvera la modification des statuts du Fonds monétaire international (F.M.I.). Le conseil des ministres a approuvé ces nouveaux statuts le 27 octobre. Le conseil a justifié sa décision par le caractère technique du projet.

Il s'agit d'entériner les accords conclus au mois de janvier dernier à la Jamaïque. Le texte diffusé par le gouvernement reprend l'interprétation donnée par l'ensemble des pays signataires, et notamment par les États-Unis, des accords en question tout en y ajoutant, en ce qui concerne l'or, une phrase dont il reste encore à prouver qu'elle soit plus qu'un souhait français. Le conseil des ministres a donc repris à son compte l'idée selon laquelle les amendements proposés aux statuts du Fonds monétaire international de Bretton-Woods (1944), actuellement encore juridiquement en vigueur, visent à : poser les règles d'un nouveau système monétaire international. Pourtant, ce dont il s'agit est d'abord d'institutionnaliser le régime des changes flottants qui, par définition même, ne comprend aucune règle précise. La « ferme surveillance » du Fonds monétaire international, à laquelle fait allusion le conseil des ministres, reste pour l'instant une expression vide de contenu, et on ne voit guère comment il pourrait en être autrement dans l'avenir. Il a bien été convenu que, dans l'avenir, le Fonds monétaire pourra, à la majorité de 85 %, décider d'établir un régime de « parités stables mais ajustables ».

Cependant, il est permis, à la lecture des accords de la Jamaïque, de se demander si tel est bien le cas (le Monde 12 janvier 1976) et cela pour deux raisons. D'abord, parce que la marge de fluctuations qui est prévue de part et d'autre de la parité est tellement large (4,5 %) qu'elle revient à maintenir le flottement des monnaies. Ensuite, parce que, avec l'élimination de l'or, la parité des monnaies ne sera plus rattachée à un point fixe mais au droit de tirage spécial, lui-même défini par rapport à un certain nombre de monnaies soumise, dans les conditions qui viennent d'être rappelées, à d'assez amples fluctuations.

Cependant, le conseil des ministres estime que l'abolition du prix officiel

La quatrième vente d'or du F.M.I. s'est effectuée à des prix nettement supérieurs à ceux de la précédente

Le marché a bien réagi à la quatrième vente d'or du Fonds monétaire international (F.M.I.), qui s'est déroulée le mercredi 27 octobre. Jeudi matin, le cours de l'once de métal précieux variait entre 120 et 121 dollars (contre 117,55 dollars en clôture, la veille).

Cette adjudication s'est effectuée, il est vrai, à des prix s'échelonnant entre 116,90 et 119,05 dollars l'once, et qui font ressortir un prix moyen théorique de 117,71 dollars, nettement supérieur à celui de la précédente, qui était de 109,40 dollars. Comme les précédentes, la vente portait sur 780 000 onces (24 960 kilogrammes). Dans un communiqué le F.M.I. précise que le montant global des soumissions atteignait 4 314 400 onces, mais que 770 000 onces seulement ont été vendues, le chiffre des 800 onces non vendues étant inférieur au minimum pour lequel les acheteurs étaient autorisés à soumissionner.

La vente de mercredi était la seconde effectuée selon le système d'enchères, qui amène chaque acheteur à payer le prix qu'il propose. Auparavant les ventes s'effectuaient au prix plancher déterminé par le jeu de l'offre et de la demande.

Selon le F.M.I., la vente de mercredi a permis de dégager un bénéfice de 80,2 millions de dollars, qui porte le total des sommes versées au Fonds fiduciaire destiné au tiers-monde à 255 millions de dollars.

ÉNERGIE

L'augmentation du prix du pétrole

NOUS DEVONS ÊTRE RÉALISTES déclare le secrétaire général de l'OPEP

A l'issue du premier symposium sur la coopération économique arabo-européenne qui s'est déroulé à Montreux (Suisse), le secrétaire général de l'OPEP, M. Feyide, a déclaré au cours d'une conférence la hausse des prix du pétrole, qui devrait être décidée en décembre prochain par l'Organisation.

« Nous devons tenir compte, a-t-il dit, de l'ensemble de la situation économique mondiale et être réalistes. » Et il a ajouté : « Nous ne sommes pas décidés, dans un sens ou dans l'autre, nous n'avons pas décidé que nous devons augmenter les prix. Tout dépend des réalités. Tout est possible. » Et M. Feyide a poursuivi, avec un sourire : « Mais ce qui n'est pas possible, c'est que nous réduisions les prix. »

Il a clairement laissé entendre, toutefois, sans citer de chiffres précis, qu'un relèvement des prix lui paraissait inévitable, essentiellement en raison de la hausse des produits manufacturés.

● L'O.P.E.P. ENTRE DANS STÉRILITÉ — L'Omnium français des pétroles (O.F.P.) a acquis la participation de 19,5 % du capital de Stéria détenue par la Banque de l'Indochine et de Suez.

M. Barre souligne « la relative stabilité » du franc

M. Berthelot, député communiste de la Seine-Saint-Denis, ayant demandé au premier ministre ce qu'il comptait faire « pour mettre un terme aux activités antisociales et anticonstitutionnelles de ceux qui agissent en toute impunité contre le franc et contre la France », M. Barre a observé, mercredi 27 octobre à l'Assemblée nationale, que la situation internationale actuelle était à l'origine de mouvements des monnaies, « qui ne concernent pas directement la nôtre mais réagissent sur elle ». « En dépit de cela, a-t-il constaté, le franc oscille depuis deux mois entre des marges relativement étroites, et sa tendance est relativement stable. » « Pourquoi ? », a demandé le premier ministre, qui a répondu :

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



25 % DE REDUCTION POUR LES FAMILLES

Si vous devez vous déplacer en famille, à trois personnes et plus, Air Inter vous fait bénéficier d'une réduction de 25 % sur ses vols au départ de Paris.

Air Inter double cette réduction pour vous-même si vous êtes détenteur d'une carte d'abonné.

Air Inter favorise les voyages familiaux

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS 539.23.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

● AU NOM DU PARTI COMMUNISTE, M. Charles Piterman, membre du bureau politique, a écrit à M. Cournan, ministre de l'Industrie, pour lui proposer de débattre de la politique économique à la radio ou à la télévision. M. Piterman reproche au ministre d'avoir déclaré que les prises de position de la gauche, particulièrement du P.C., portaient « un mauvais coup à l'économie française ».

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
60 heures	3 1/8	4 1/8	2 3/8
1 mois	3 1/8	4 1/8	2 3/8
3 mois	3 1/8	4 1/8	2 3/8
6 mois	3 1/8	4 1/8	2 3/8

« LA LETTRE DE LA NATION » : le projet nous raye de la carte du monde.

Commentant l'adoption par le Conseil des ministres d'un projet de loi approuvant la modification des statuts du Fonds monétaire international (F.M.I.), M. Pierre Chapuy écrit dans *Lettre de la Nation* (bulletin O.D.R.) :

« Pourquoi Raymond Barre a-t-il mis sa signature au bas de ce texte ? Je n'en sais rien. Ce que je sais, en revanche, c'est qu'il faut dire « non ». Non à l'abolition du prix officiel de l'or, non au monopole des droits de tirage spécial, non à un système qui institutionnaliserait le désordre actuel. Nous n'avons cessé de le répéter. Depuis la décision américaine, en 1971, de supprimer la convertibilité du dollar en or, on pédaie dans le chaos. Ce n'est même pas au bénéfice d'un tel ou d'un tel. C'est simplement un immense embrouillamini. Les pays du bloc dit « socialiste » sont en dette de quelques 40 milliards de dollars. Les pays non-pétroliers en voie de développement sont en dette pour un siècle. La Grande-Bretagne cherche à qui refiler ses dettes. Et la France ne sait plus à quel saint se vouer. »

« Il est quand même insensé qu'un moment où les États-Unis hésitent entre un producteur de cacahuètes et un joueur de football — j'aime d'ailleurs les cacahuètes et le football, — on vienne leur apporter sur un plateau une copie d'actes en forme et sous forme. C'est une vieille et longue épreuve de force dont les États-Unis ont jusqu'ici gagné toutes les manches. Nous avons ainsi accepté des obligations qui nous ont coûté le maximum parce que nous étions faibles. L'affaire des taux de change flottants en est la plus belle illustration. »

« Il faudra bien commencer un jour à dire « non ». Et cette fois, cela vaut la peine. Je ne voudrais pas vous laisser en me répétant, mais n'oublions jamais que le général de Gaulle, en attaquant le système monétaire international, voulait toucher et avait touché un problème essentiel de l'indépendance nationale. Or le projet gouvernemental sur le Fonds monétaire international nous raye de la carte du monde. »

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



L'ALLER-RETOUR DANS LA DEMI-JOURNÉE

Parmi les nombreux vols qui desservent régulièrement les 30 escales d'Air Inter, 18 relient tous les jours (en semaine) PARIS à TOULOUSE dans les deux sens, permettant l'aller-retour dans la demi-journée.

PARIS ↔ TOULOUSE
18 liaisons quotidiennes (départ Orly Ouest ou Roissy-Charles de Gaulle)

Air Inter favorise vos déplacements d'affaires

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS 539.23.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS

MICROPROCESSEURS

1^{er} Séminaire International

18 - 19 novembre 1976

organisé avec le Polytechnic of Central London

sous le patronage de la Société des Electriciens, des Electroniciens et des Radioélectriciens.

PROGRAMME

- Historique — performances comparées : les choix (logique câblée, microprocesseurs, minicalculateurs, circuits à la demande).
- Technologie des microprocesseurs : bipolaires et MOS.
- Les différents produits existant sur le marché.
- Les éléments constitutifs d'un « système microprocesseur ».
- Le logiciel des microprocesseurs.
- Les applications :
 - dans les systèmes de commande,
 - dans le traitement de signal,
 - dans la commande numérique des machines-outils.
- Les conférences et communications sont assurées par des spécialistes français ou anglais, professeurs ou chercheurs des deux établissements qui organisent ce séminaire. Traduction simultanée.

Ce séminaire aura également lieu à Londres, les 2 et 5 décembre 1976.

EXPOSITION

Les constructeurs, promoteurs, et distributeurs présenteront leur matériel dans une exposition attenante aux salles de conférences.

Depuis sa création, son service d'études et de fabrications industrielles où les étudiants accomplissent toute leur dernière année de formation, a réalisé 180 études industrielles pour plus de 104 sociétés. Nombre de ces études donnent lieu, tous les ans, à des dépôts de brevets par les entreprises innovatrices.

Spécialement mis en place pour les moyennes et petites industries, un service de développement industriel, sur des problèmes proposés par les entreprises, donne aux ingénieurs un complément de formation, dans les domaines de la conception et du développement de produits.

Un centre de recherches est associé à l'ESIRE, l'ADERSA-GERBIOIS, spécialisé dans la théorie des systèmes, la modélisation, l'automatique et l'informatique.

ESIRE « École supérieure d'ingénieurs en électricité et électronique, forme, en cinq ans, des ingénieurs du Génie Électrique. Elle collabore depuis plusieurs années avec le Polytechnic of Central London : échange de professeurs et d'étudiants, recherches communes. Cette collaboration entre dans une politique d'ouverture internationale. Par trois fois, des étudiants de l'ESIRE ont été lauréats de l'ESIRE (Institute of Electrical, Electronics and Engineers). Chaque année, les universités américaines accueillent des ingénieurs ESIRE et y préparent leur Master of Science. L'ESIRE a également développé une collaboration avec les entreprises. »

• Prononcez ceci.

Le manteau d'hiver

Certaines l'aiment chaud.

Cette semaine dans ELLE.

(Publicité)

Communiqué de Georges Bartoli Conseil

A proximité de Toulon, un exemple intéressant d'habitat sauvegardant l'environnement.

Jouissant d'un climat particulièrement clément, la région toulonnaise bénéficie encore d'opportunités immobilières attrayantes pour ceux qui désirent y vivre en permanence, y passer des vacances ou encore y investir.

Nous y avons rencontré l'un de ces promoteurs, fiers de l'environnement, qui a su remarquablement bien concilier les impératifs de construction moderne avec la protection des sites.

C'est une dame, active, passionnée, amoureuse de sa pinède : "J'ai le culte de la Nature. Aussi, tout a-t-il été fait pour l'épargner malgré les impératifs du chantier. Dans certains cas, on a ébranché, dévié les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver ça et là quelques arbres que le bon sens aurait incité à sacrifier".

Le charme du petit port de Saint-Mandrier.

Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors la

Pinède Saint-Georges à Saint-Mandrier, sur une presqu'île jouxtant la rade de Toulon, semble avoir été conçue pour vous. Le Port de plaisance et ses voiliers colorés est là, sous votre fenêtre. L'animation joyeuse de Saint-Mandrier vous entoure et pourtant vous êtes au calme, dans votre parc. Vous bénéficiez d'un tennis, d'une vue merveilleuse sur la mer, de la tranquillité.

la Pinède Saint-Georges
Studios, 2, 3 et 4 pièces
Livraison printemps 1977
Possibilité de location.
Renseignements et vente sur place
(7 jours sur 7)
Tél. (05-84) 94 97 03

En un mot, tout ce qu'il faut pour vivre heureux, à la méditerranéenne.

La seconde tranche de la Pinède Saint-Georges est très avancée. L'appartement-témoins attend les visites. Pourquoi pas la vôtre ?

Pour recevoir notre documentation gratuite en couleur, envoyer ce bon à SOGERIM - 47, av. Hoche - 75008 Paris - Tél. 924 45 63

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

15 idées de chemises.

Pour pouvoir changer d'idée.

Cette semaine dans ELLE.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DE TUNISIE
MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ET DES COMMUNICATIONS

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Ministère des Transports et des Communications (DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE) se propose de confier à un bureau d'étude spécialisé l'élaboration d'un PLAN DIRECTEUR DES TRANSPORTS MARITIMES.

Les termes de référence peuvent être retirés par les Bureaux d'Etudes à la Direction de la Marine Marchande, 10, avenue de la République, Tunis.

Les offres doivent parvenir sous pli cacheté et recommandés au plus tard le 1^{er} décembre 1976.

Les aliments irradiés aux rayons ionisants.

Plus de peur que de mal.

Cette semaine dans ELLE.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

Un autre langage

Les réactions, officielles ou non, qu'ont suscitées en France les deux éditoriaux que le Wall Street Journal a consacrés la semaine dernière au plan Barre, prouvent que l'auteur de ces deux articles n'a pas été entendu à Paris. Il ne l'avait pas été davantage à Londres, l'année dernière, quand il avait publié, sur le même ton de proposition, son fameux « Good-Bye, Great Britain » (reproduit à l'époque, sans protestation, par la presse française !).

Il faut dire que notre confrère américain avait mis en avant toutes les chances d'une connaissance trop approximative de la situation politique en France. C'est là un trait propre à maints économistes. Une intention, ou une analyse juste, dans le domaine qui est le leur, sont souvent déformées ou prises d'application par leur incapacité à lui donner un tour qui la ferait accepter par l'opinion publique, et — ce qui est plus important, peut-être — pour les politiciens qui agissent.

Enfin, le Wall Street Journal pense-t-il qu'il est contradictoire de compter sur les vertus de l'inflation industrielle tout en taxant de façon excessive les bénéfices des sociétés et les revenus individuels ; que le déficit budgétaire est une source d'inflation ; que la baisse de la valeur de la monnaie sur le marché des changes appauvrit la nation sans rétablir pour autant l'équilibre de la balance des paiements. C'est pourquoi il s'oppose aux idées généralement reçues en matière de fiscalité, puisqu'il demande une réduction des impôts directs ; en matière de répartition du revenu national, parce qu'il demande une diminution des dépenses sociales et d'une façon plus générale des dépenses publiques.

Il faut dire que notre confrère américain avait mis en avant toutes les chances d'une connaissance trop approximative de la situation politique en France. C'est là un trait propre à maints économistes. Une intention, ou une analyse juste, dans le domaine qui est le leur, sont souvent déformées ou prises d'application par leur incapacité à lui donner un tour qui la ferait accepter par l'opinion publique, et — ce qui est plus important, peut-être — pour les politiciens qui agissent.

Enfin, le Wall Street Journal pense-t-il qu'il est contradictoire de compter sur les vertus de l'inflation industrielle tout en taxant de façon excessive les bénéfices des sociétés et les revenus individuels ; que le déficit budgétaire est une source d'inflation ; que la baisse de la valeur de la monnaie sur le marché des changes appauvrit la nation sans rétablir pour autant l'équilibre de la balance des paiements. C'est pourquoi il s'oppose aux idées généralement reçues en matière de fiscalité, puisqu'il demande une réduction des impôts directs ; en matière de répartition du revenu national, parce qu'il demande une diminution des dépenses sociales et d'une façon plus générale des dépenses publiques.

Enfin, le Wall Street Journal pense-t-il qu'il est contradictoire de compter sur les vertus de l'inflation industrielle tout en taxant de façon excessive les bénéfices des sociétés et les revenus individuels ; que le déficit budgétaire est une source d'inflation ; que la baisse de la valeur de la monnaie sur le marché des changes appauvrit la nation sans rétablir pour autant l'équilibre de la balance des paiements. C'est pourquoi il s'oppose aux idées généralement reçues en matière de fiscalité, puisqu'il demande une réduction des impôts directs ; en matière de répartition du revenu national, parce qu'il demande une diminution des dépenses sociales et d'une façon plus générale des dépenses publiques.

Enfin, le Wall Street Journal pense-t-il qu'il est contradictoire de compter sur les vertus de l'inflation industrielle tout en taxant de façon excessive les bénéfices des sociétés et les revenus individuels ; que le déficit budgétaire est une source d'inflation ; que la baisse de la valeur de la monnaie sur le marché des changes appauvrit la nation sans rétablir pour autant l'équilibre de la balance des paiements. C'est pourquoi il s'oppose aux idées généralement reçues en matière de fiscalité, puisqu'il demande une réduction des impôts directs ; en matière de répartition du revenu national, parce qu'il demande une diminution des dépenses sociales et d'une façon plus générale des dépenses publiques.

Enfin, le Wall Street Journal pense-t-il qu'il est contradictoire de compter sur les vertus de l'inflation industrielle tout en taxant de façon excessive les bénéfices des sociétés et les revenus individuels ; que le déficit budgétaire est une source d'inflation ; que la baisse de la valeur de la monnaie sur le marché des changes appauvrit la nation sans rétablir pour autant l'équilibre de la balance des paiements. C'est pourquoi il s'oppose aux idées généralement reçues en matière de fiscalité, puisqu'il demande une réduction des impôts directs ; en matière de répartition du revenu national, parce qu'il demande une diminution des dépenses sociales et d'une façon plus générale des dépenses publiques.

Enfin, le Wall Street Journal pense-t-il qu'il est contradictoire de compter sur les vertus de l'inflation industrielle tout en taxant de façon excessive les bénéfices des sociétés et les revenus individuels ; que le déficit budgétaire est une source d'inflation ; que la baisse de la valeur de la monnaie sur le marché des changes appauvrit la nation sans rétablir pour autant l'équilibre de la balance des paiements. C'est pourquoi il s'oppose aux idées généralement reçues en matière de fiscalité, puisqu'il demande une réduction des impôts directs ; en matière de répartition du revenu national, parce qu'il demande une diminution des dépenses sociales et d'une façon plus générale des dépenses publiques.

AGRICULTURE

La France pourrait manquer de riz avertissent les producteurs camarguais

Le riz pourrait manquer dans les prochaines semaines. Tel est, en substance, le cri d'alarme lancé par les riziculteurs de Camargue à l'occasion de la remise du grand prix de la Ville de Paris à M. Edmond Clauzel, l'ingénieur agronome qui a réintroduit (1) cette culture dans le delta du Rhône après la dernière guerre mondiale.

Après d'importants travaux de terrassement et d'hydraulique, quelque 33 000 hectares étaient emblavés dans la région d'Arles au début des années 60. La France produisait alors 140 000 tonnes de riz non décortiqué, de très bonne qualité, soit plus que les besoins de la consommation nationale. En 1976, ce riz n'est plus cultivé que sur 8 000 hectares, et la France importe de quoi couvrir 65 % de ses besoins, qui ont progressé de 25 % en dix ans.

Pourquoi la production s'est-elle effondrée depuis 1963 ? C'est le résultat de la « politique de Grignouille » de la France et des autorités bruxelloises qui a conduit à « étrangler » la riziculture camarguais, assurant les producteurs « Dans l'Europe des Neuf, deux pays seulement produisent du riz : l'Italie et la France. Le rapport des forces au sein du conseil des ministres européens est de deux contre sept. Nous sommes en minorité. Et, en outre, la prime d'intervention pour le riz n'a augmenté que de 32,5 % alors que, pendant la même période, le coût de la vie a augmenté en France de 105,30 %. Quelle entreprise pourrait survivre dans de telles conditions ? », note le Centre national d'information du riz (2).

Les producteurs estiment que la France a besoin de son indépendance rizicole. D'abord, pour ne pas être tributaire d'un marché mondial très fluctuant en ce qui concerne les approvisionnements. Ensuite, pour ne pas grever la balance des paiements, car « 1 kilo de riz importé coûte le prix de 5 litres d'essence ». Les producteurs demandent un relèvement de 30 % du prix d'intervention européen, c'est-à-dire le minimum garanti (281,03 unités de compte la tonne), pour relancer la production. Ils estiment que cela s'effectuerait sans aucune hausse de prix à la consommation. Pour l'heure, les riziculteurs craignent que, du fait de la flambée des cours mondiaux, des spéculateurs n'achètent le riz français au « plus juste prix » pour le revendre sur le marché international. Du coup, la France pourrait manquer de riz.

(1) La culture du riz avait été pratiquée dans cette région sous le règne d'Henri IV.
(2) 2, rue Saint-Simon, Paris (7^e). Tél. 55-33-41.

Négociants et producteurs s'efforcent d'organiser le marché des vins de Bordeaux

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — « Bordeaux renonce à la spéculation ». C'est ainsi que le négociant qui préside pour la première fois le Comité interprofessionnel du vin de Bordeaux, présente l'accord qui organisera désormais les marchés des vins d'appellation géographique Médoc et Graves. Après les difficultés de 1974 et la climat de suspicion qui a pesé sur les affaires, la nouvelle équipe du C.I.V.B. s'est efforcée de doter la place d'une organisation de marché.

Il s'agit, après consultations entre la viticulture et le négoce, de déterminer un prix de campagne, c'est-à-dire un prix-plan-

cher et un prix-plafond qui ne devront pas être dépassés dans les transactions sur une appellation donnée. Ces fourchettes de prix ont déjà été fixées pour les deux plus importants groupes d'appellation, représentant à eux seuls 75 % de la production de vin rouge du vignoble : 2 000 à 2 500 F le tonneau de 900 litres pour les principaux bordeaux de côte ; 3 100 à 4 000 F le tonneau pour les médocs et les graves. Pour faire respecter ces décisions, le C.I.V.B. aura la possibilité de bloquer les quantités excédentaires au niveau de la propriété et les frais de financement des stocks seront pris en charge par l'interprofessionnel.



Opel EuroKadett

S.A. BUHOT et Fils
1 et 3, avenue Aristide Briand
LIVRY-GARGAN
Tél. 927 25 92

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide
ÉVALUÉ AUPRÈS DU
ÉCOLE PRÉPARATOIRE
D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1878
soumise au contrôle pédagogique
de l'État
4, rue des Petites-Champs
75009 PARIS - CEDEX 02

Où skier cet hiver?

En Sicile et en Corse.

Cette semaine dans ELLE.

Les Amériques Nord et Sud. Avec ou sans Concorde.

Air France vole vers les 2 Amériques 41 fois par semaine, dont 6 fois en Concorde. Et offre ainsi aux hommes d'affaires le réseau le plus important qui soit au départ de Paris. Un réseau digne de Concorde.

Washington, Caracas et Rio : Concorde.

Air France gagne Washington les mercredis, vendredis et dimanches, Caracas les vendredis et Rio les mercredis et dimanches. Depuis sa mise en service le 21 janvier 1976, Concorde a déjà accueilli 20.000 passagers sur ces trois lignes.

Amérique du Nord : des exclusivités.

Sur son réseau nord-américain, Air France offre 4 exclusivités : Houston et Toronto sans escale en 747, Mexico

en 747 avec une seule escale à Houston, et New York avec le premier départ de la journée à 10 h.

De plus, Air France dessert Montréal 5 fois par semaine, Chicago 5 fois, et Los Angeles 3 fois. Tous jours en 747.

Amérique du Sud : 11 villes desservies.

Air France propose au départ de Paris le plus grand nombre de vols vers les grandes places économiques sud-américaines : Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo, soit 32 liaisons hebdomadaires.

Pour gagner les Amériques, du nord au sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

Journal de 1950

Journal de 150

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

LE GROUPE GRACE REDEVIENT L'ACTIONNAIRE LE PLUS IMPORTANT DE JACQUES BOREL INTERNATIONAL

Nouvelles modifications de la structure du capital de Jacques Borel International. Après avoir détenu jusqu'à 80 % du capital, le groupe américain W.M. Grace, qui s'était largement désengagé en mai 1975, vient de reporter sa participation de 8,5 % à 15,2 %.

D'autres administrateurs de Jacques Borel International ont décidé de renforcer leur participation. Le détail des opérations en sera donné dans le courant du mois de novembre, lorsque les opérations auront été matérialisées.

La transaction qui vient d'être réalisée porte sur quatre-vingt-trois mille titres — avec une option d'achat valable quatre ans en faveur de M. Jacques Borel — et fait de W.M. Grace l'actionnaire le plus important dans J.B.I. L'ensemble des transactions a été réalisé à un prix de l'ordre de 300 francs par titre. L'action, qui était cotée 385 francs début juillet, avait connu un vif repli en août, pour tomber jusqu'à 265 francs.

HONEYWELL SE FÉLICITE DE L'ACCORD PASSÉ AVEC LA C.I.I.

New-York (A.F.P.). — Honeywell va tirer grand profit de la récente fusion de sa filiale française, Honeywell-Sull, avec la Compagnie internationale pour l'informatique, ont déclaré mercredi 27 octobre, à New-York, devant un groupe d'analystes financiers, plusieurs responsables de la compagnie américaine.

M. Spangler, numéro deux de la compagnie, a notamment indiqué que Honeywell avait reçu un paiement comptant de 58 millions de dollars (290 millions de francs) en contrepartie de la valeur comptable des actifs cédés, ce qui avait permis à la compagnie américaine de réaliser une plus-value de capital de 18 millions de dollars (90 millions de francs).

L'opération, a-t-il ajouté, va permettre à Honeywell d'augmenter sa part sur le marché français des ordinateurs et de renforcer sa position dans le domaine de la recherche et du développement.

ALIMENTATION

LE CAFÉ A PLUS DE 2 100 LIVRES STERLING LA TONNE

Les cours du café, déjà à des niveaux records, ont encore bondi d'une centaine de livres par tonne mercredi 27 octobre à Londres, à la suite de rumeurs en provenance du Brésil. Ce pays, principal exportateur, limiterait ses exportations à deux millions de sacs pendant l'année courante, au lieu des quinze millions escomptés. Le cours du robuste livrable en janvier s'est élevé ainsi à 2 140 livres la tonne. Il avait franchi 2 000 livres pour la première fois au début de la semaine dernière.

Devant une telle évolution, les torréfacteurs français groupés au sein de la Confédération nationale du café ont déclaré : « Si une hausse minimale de 3,75 à 5 francs (selon la qualité) du kilo de café à la consommation n'est pas immédiatement autorisée, les torréfacteurs seront contraints de stopper leur production. » Les prix actuels à la consommation sont basés (depuis la dernière révision intervenue en août dernier) sur le cours d'achat du café vert de mai 1976. Or, entre cette date et le début d'octobre, les cours du café vert ont doublé.

CERTAINS FRANÇAIS LISENT UN SECOND QUOTIDIEN CHAQUE JOUR.

Une Officially Reported Held & Top Leftists Reported Held.

Les Français lisent un second quotidien chaque jour. C'est ce qu'a révélé une enquête menée par l'Institut de sondage de l'Union française de la presse.

Le sondage a été réalisé auprès de 1 000 personnes âgées de 18 ans et plus, réparties dans toute la France.

Les résultats montrent que 45 % des Français lisent un second quotidien chaque jour. Ce chiffre est en hausse par rapport à l'enquête précédente, qui remontait à 1974.

Le quotidien le plus lu en second est le « Monde », suivi de « L'Express » et « Libération ».

PRIX

La forte hausse de septembre n'a pas aggravé la dépréciation du franc

(Suite de la première page.)

Les industriels, les grossistes, les détaillants se renvoient la balle quand il s'agit de savoir qui a profité de la rentrée des classes pour augmenter les prix. Il appartient au ministère de l'économie et des finances de fournir des précisions intéressantes sur ce point.

Même si l'on met à part l'habillement et les chaussures, les produits manufacturés ont augmenté, en septembre, de façon anormale : + 0,8 % contre + 0,4 % en juillet et en août. C'est un mauvais signe et M. Barre doit se mordre les doigts d'avoir accepté, devant le Parlement, d'adopter l'application de la « semaine » (taxe conjoncturelle).

● LES PRIX DES SERVICES ont à nouveau augmenté très fortement : + 1 % par rapport à août, + 12,2 % par rapport à septembre 1975. En rythme annuel calculé sur trois mois, la hausse est maintenant de 15,6 %. Ce sont les postes « soins » (+ 1,5 % en mois), « soins personnels et soins de l'habillement » (+ 1,7 % notamment à cause de la hausse des tarifs des coiffeurs), « utilisation des véhicules privés » (+ 1,1 %), « hôtels, cafés, restaurants et cantines » (+ 1,5 %), qui ont le plus augmenté. Une baisse spectaculaire est cependant à signaler : celle des analyses en laboratoire (- 5,5 %).

La sécheresse n'est pas seule en cause

Les consommateurs auront du mal à croire que la sécheresse explique cette avalanche de hausses qui touchent aussi bien les chaussures d'enfants que le café ou les tarifs des coiffeurs et des garages. Le ministère de l'économie et des finances le reconnaît d'ailleurs sans ambiguïté : déclarant dans un communiqué publié jeudi en fin de matinée : « La hausse des prix s'est accentuée pendant l'été. Cela est particulièrement net pour les produits alimentaires en raison des conditions climatiques exceptionnelles. Mais cela est vrai également pour les autres produits et les services. Les relevés de septembre démontrent ainsi que le gel des prix décidés par le gouvernement à la fin de l'été, mais reporté à une date ultérieure, ne sera maintenu avec fermeté. »

Ce très mauvais résultat justifie amplement les critiques qu'évaluent faites, cet été, de nombreux commentateurs, mais aussi des ministres et des personnalités de la majorité, qui reprochaient à M.M. Giscard d'Estaing et Barre d'avoir trop tardé pour annoncer des mesures qui, de toute façon, s'imposaient sur le plan psychologique. On se rappelle que le blocage des prix n'avait été décidé qu'au dernier moment, sous la pression de hauts fonctionnaires, qui réussirent in extremis à convaincre le chef de l'Etat et son premier ministre. Quelques jours avant l'annonce du plan, M. Barre étudiait encore très sérieusement avec le C.N.I.P. l'efficacité d'un dispositif basé sur un simple engagement moral du patronat de modérer les hausses des prix.

Ces erreurs ne doivent pourtant pas faire oublier l'essentiel. Un dispositif d'ensemble est maintenant en place, presque tout entier destiné à ralentir le rythme de l'inflation. Il concerne aussi bien les dépenses de l'Etat que la distribution du crédit et le blocage des prix. Malgré des « bavures » inévitables — et, semble-t-il, assez nombreuses — ce dispositif est appliqué avec une sévérité et une rigueur auxquelles le pays n'était plus habitué depuis longtemps. Nous avons personnellement assisté à des contrôles de prix effectués en province avec sérieux par la gendarmerie. M. Barre surveille en détail le développement du plan.

Les industriels ne s'y sont pas trompés qu'il, interrogés en octobre par l'Institut de statistique, ont fait état de « perspectives personnelles de prix » en très net ralentissement.

ce qui n'avait jamais été constaté avec une telle ampleur depuis 1963. Le changement de climat est donc net.

Les premiers résultats positifs du plan ne devraient se faire sentir concrètement qu'en décembre, mois pour lequel les pouvoirs publics prévoient une hausse des prix très sensiblement ralentie : + 0,4 %. Avant d'atteindre cette plage d'accalmie, l'économie française aura encore à traverser deux mois médiocres pendant lesquels la hausse devrait se situer aux environs de 0,7 % par mois.

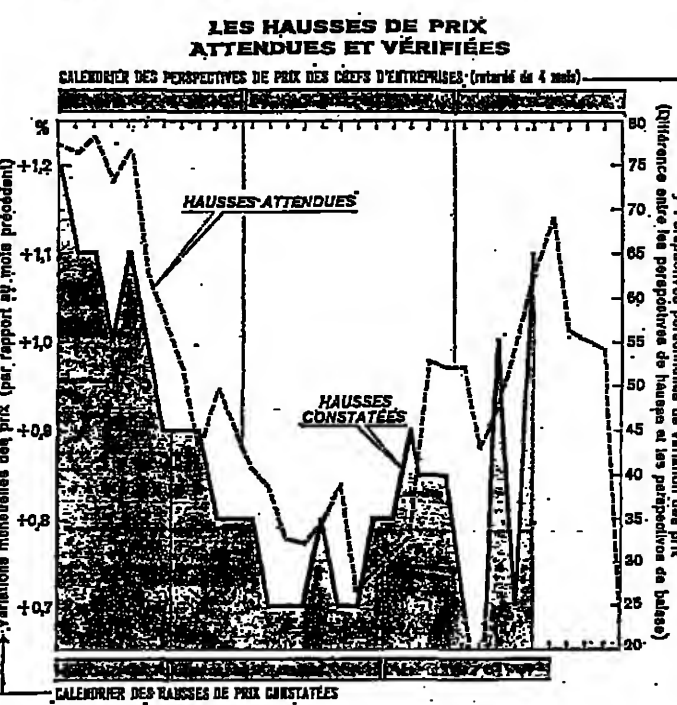
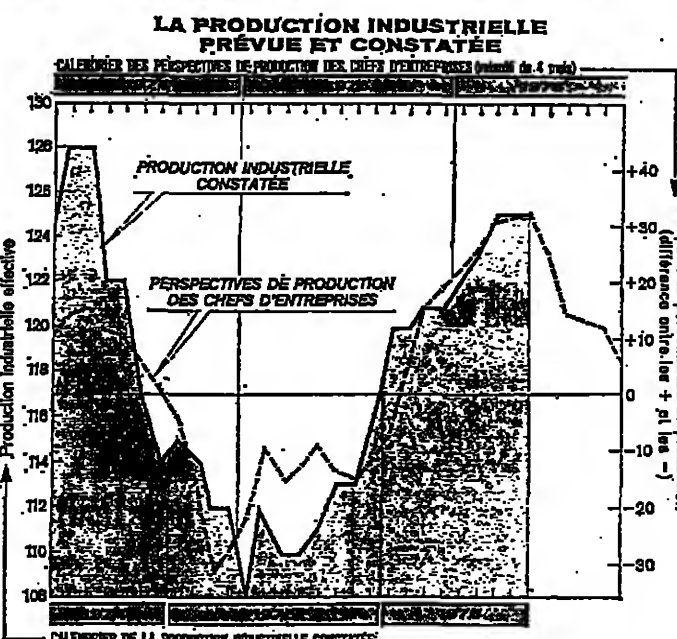
Éviter le renchérissement des importations

Si les marchés des changes n'apportent pas de nouvelles tempêtes, l'année 1977 devrait être placée —

comme le montrent les graphiques ci-contre — sous le signe d'un double ralentissement de l'inflation et de la croissance, le tout s'accompagnant très probablement d'une recrudescence du chômage.

Le problème, dans l'immédiat, est de convaincre les opérateurs — étrangers notamment — qui font et défont les monnaies, de la stabilité du plan Barre. Si la faiblesse du franc devait, en effet, s'accroître, l'économie française serait menacée, notamment du fait du renchérissement catastrophique des importations, de ceux des prix que ceux dont elle souffre actuellement. Aussi, la question est-elle maintenant posée en haut lieu de savoir si les autorités monétaires du pays ne doivent pas engager les réserves de devises pour défendre la parité de 5 francs pour 1 dollar.

ALAIN VERNOLHES.



À plusieurs reprises déjà nous avons publié le graphique du haut, qui montre l'écart important qui existe entre les perspectives de production indiquées par les chefs d'entreprise à l'INSEE, lors des enquêtes mensuelles de l'Institut, et l'activité effectivement constatée, quatre mois plus tard, par l'indice mensuel de la production industrielle. Sa mise à jour, qui tient compte des dernières informations obtenues par l'INSEE, nous confirme le ralentissement de la croissance que nous avions pronostiqué dès le printemps (le « Monde » du 10 février), mais encore laisse prévoir une chute de la production industrielle au cours des prochains mois. Si, bien entendu, la conjoncture mondiale depuis dix ans entre les deux courbes demeure exacte, comme il y a lieu de le penser, cela signifierait, d'ici à janvier, une sensible aggravation du chômage.

Les enseignements à tirer du second graphique sont plus fragiles, car, cette fois, les deux courbes ne sont pas parfaitement homogènes. Les chefs d'entreprise annoncent les prévisions de hausse pour leurs propres prix, qui ne représentent que 46 % du total de l'indice officiel des prix, dont l'évolution est ici représentée en gris. Cet indice, qui est composé pour 28,8 % de prix de produits alimentaires et pour 27,7 % de tarifs de services, peut évoluer différemment des prévisions des industriels et les hausses actuelles des prix de produits agricoles (le café, la pomme de terre, certaines viandes, par exemple), des carburants ou des services contractant la dégradation des tarifs industriels. L'expérience montre toutefois un certain parallélisme entre les prévisions des chefs d'entreprise et l'évolution de l'indice d'ensemble du coût de la vie. On peut donc s'attendre, d'ici à janvier, à un certain ralentissement des hausses de prix. — G. M.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

- LA SOCIÉTÉ AIRGAZ a décidé de construire une usine de production d'oxygène et d'hydrogène sur la zone industrielle du Plessis-de-Roussillon (Nièvre). Spécialisée dans les gaz techniques, Airgaz est une filiale commune de deux entreprises allemandes Messer-Griesche (Hoescht) et Linde A.G. Cette usine devrait créer dans un premier temps deux cents emplois.
- LA COMMISSION EUROPÉENNE a autorisé le groupe Marine-Wendel à prendre le contrôle de la société Resorts du Nord.

Conflits

- LE MERIDIEN MARTINIQUE FERME — L'hôtel Meridien de la Martinique est fermé, depuis le vendredi 22 octobre, pour cause de grève. Le personnel de cet établissement, qui appartient à Air France, demande une augmentation de salaires allant jusqu'à 30 %.

Emploi

- LICENCIEMENTS CHEZ JACQUES BOREL. — La C.G.T. et la C.F.D.T. protestent, dans un communiqué, contre le licenciement de sept employés, à Besançon, de la SORITEF (restauration d'entreprise pour

l'est de la France), filiales de Jacques Borel International. Selon les syndicats, la direction de la SORITEF reproche à ces employés, tous militants C.F.D.T., d'être un représentant au comité d'entreprise et deux délégués du personnel, d'avoir démissionné une récente grève, d'avoir procédé à une vente « sauvage » de sandwiches et de brochures et surtout d'avoir distribué, dans la région de Besançon, un petit livret « élogistique » de sandwiches et de restauration chez Jacques Borel. Le comité d'entreprise de la société Kelton a décidé de reprendre à son compte la gestion de son restaurant et les sept employés n'étaient pas réintégrés.

SECTEUR PUBLIC

Durcissement des fonctionnaires F.O. qui envisagent de « passer à l'action »

« Le moment est venu d'engager le jeu avec le gouvernement. Aussi, toutes les fédérations Forces ouvrières du secteur public et nationalisées sont-elles appelées à se mobiliser d'ici à la fin de l'année et à passer à l'action en vue de défendre la politique contractuelle », a notamment déclaré M. André Glucksmann, secrétaire général de la fédération des fonctionnaires F.O., au cours du huitième congrès du syndicat général des impôts F.O., tenu les 27 et 28 octobre, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

Pour ce qui concerne l'évolution des salaires pour 1977, définie par le plan Barre, M. Glucksmann a affirmé : « Nous n'accepterons jamais, pas plus aujourd'hui que demain et quel que soit le gouvernement qui se trouvera en face de nous, que les pouvoirs publics restent fixés sur les objectifs qui viennent d'être exposés par le premier ministre. Cette prise de position ne concerne pas seulement les fonctionnaires, mais aussi l'ensemble du secteur nationalisé. Nous refusons de reculer à partir du seul maintien du pouvoir d'achat. Nous nous en expliquons avec le gouvernement et nous lui demandons des explications sur ses positions. »

ont été envisagées. Elles ont tout d'abord annoncé leur intention d'organiser « une réaction vigoureuse sous forme de grèves et de manifestations » si le gouvernement entendait fixer unilatéralement l'évolution des salaires avec le seul maintien du pouvoir d'achat — dans les secteurs public et nationalisés. Elles proposent ensuite de lancer « une campagne d'information et de sensibilisation » sur les inégalités de la fiscalité en proposant l'imposition du capital et des fortunes, une plus grande progressivité de l'impôt direct et un allègement de la T.V.A. Elles affirment, enfin, « leur volonté de défendre la Sécurité sociale » et de rechercher avec la C.G.T. les « moyens à mettre en œuvre pour s'opposer à tout démantèlement ».

Le même jour, dans l'après-midi, les dirigeants de la FEN ont rencontré les leaders de Forces ouvrières. Les deux organisations, qui doivent à nouveau se concerter sur les problèmes de sécurité sociale et de fiscalité, ont rappelé leur opposition à toute prédétermination de la masse salariale des fonctionnaires par le gouvernement. Sans minimiser les divergences qui subsistent, notamment avec la C.G.T., la FEN considère que son soutien à la tendance Unifié et Action est une « attitude d'unité » qui a proposé une nouvelle journée d'action liant les revendications sur la sécurité sociale et la fiscalité. La FEN et la C.F.D.T. s'efforcent d'obtenir un rapprochement des points de vue et un élargissement de l'unité d'action sur la revendication qu'elles jugent prioritaire : la défense du pouvoir d'achat.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Près de cent candidats du CID-UNATI aux chambres de commerce ont été battus

Selon les résultats officiels des élections aux chambres de commerce et d'industrie, qui doivent être analysés par les commissions départementales ad hoc, près de cent candidats du CID-UNATI ont été battus. Sur 385 sièges à pourvoir, la répartition des élus s'établit en effet ainsi, d'après les chiffres communiqués par le ministère du commerce et de l'artisanat : 3 043 candidats de la tendance dite « traditionnelle » (86,38 %), 289 CID-UNATI (12,64 %), 23 « isolés et divers » (0,97 %). Le mouvement de M. Gérard Nicoud avait présenté près de quatre cents candidats à la consultation du 25 octobre.

Pour M. Léon Feillon, président de l'Association permanente des chambres de commerce et d'indus-

trie, le CID-UNATI a ainsi perdu 25,3 % de ses sièges. Ce n'est pas, cependant, le calcul fait par le ministère du commerce et de l'artisanat, qui indique que le mouvement de M. Nicoud a perdu 5,95 % des sièges, les « isolés et divers » 0,43 %, tandis que les « traditionnels » ont gagné 6,27 %. Ce calcul se fonde, en effet, sur les résultats de 1974, où le renouvellement était total et portait sur 4 148 sièges. La répartition des sièges s'établissait ainsi : 3 323 « traditionnels » (80,11 %), 787 CID-UNATI (18,49 %) et 38 « isolés et divers » (1,40 %).

La participation à la consultation consulaire du 25 octobre a été de 35 %. Elle est en diminution par rapport au taux record de 1974 (40 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LUCHAIRE S.A.

Le chiffre d'affaires du premier semestre s'est élevé à 333 500 000 F, en progression de 25,5 % par rapport à celui des six premiers mois de 1975 (265 749 000 F).

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe atteint 451 520 000 F.

La situation comptable de Luchaire S.A. arrêtée à fin juin, fait ressortir des bénéfices avant impôt de 15 885 000 F (contre 9 490 000 F pour le premier semestre 1975), après 2 750 000 F d'amortissements (contre 1 430 000 F).

Les plus-values de cessions (solde compensé entre plus-values et moins-values) comprises dans ce résultat n'y contribuent que pour 141 000 F (contre 2 718 000 F).

Le deuxième semestre a commencé de façon favorable. À fin septembre, le chiffre d'affaires était en augmentation de 35 % sur celui de la période correspondante de 1975.

Malgré le blocage des prix du quatrième trimestre, les résultats de l'exercice devraient permettre au conseil de proposer à la prochaine assemblée un dividende en augmentation, sous réserve des mesures qui pourraient être arrêtées par les pouvoirs publics.

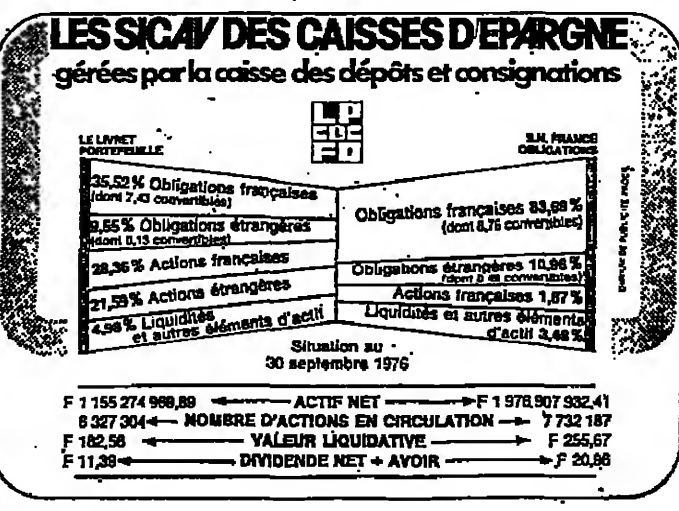
SOCIÉTÉ DU LOUVRE

La situation provisoire au 30 juin de l'année 1976 fait apparaître avant impôt et après provisions pour amortissements, un bénéfice de 1 011 millions de francs contre 2,55 millions de francs pour la période correspondante de l'année précédente.

Conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 22 juin 1976, la société procède à partir du 3 novembre 1976 à l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix actions anciennes. Les actions nouvelles auront droit au coupon de l'exercice 1976, cette attribution, la société procède à l'échange de toutes les actions anciennes contre des actions nouvelles rattachées.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS ET DE CONSTRUCTIONS SIMCO

Le montant des loyers émis par la société au cours des trois premiers trimestres de l'année 1976 s'élève à 61 521 923 F contre 54 800 221 F pour les trois premiers trimestres de l'exercice 1975.



(Publicité)
La S.N.C.M. (SOCIÉTÉ NATIONALE MARITIME CONGO-MEDITERRANÉE) communique :
 Les perturbations d'horaires consécutives à la poursuite de la grève des officiers entraînent la S.N.C.M. à modifier ses horaires d'une manière très importante.
 Les personnes devant emprunter les car-ferry de la S.N.C.M. de ce jour au 7 novembre sont invitées à prendre contact avec les agences S.N.C.M. avant de rejoindre le port de départ.

SAS à Charles de Gaulle
 1^{er} novembre : Les DC9 de la SAS font leur nid à Roissy-Charles de Gaulle. Désormais, 4 fois par jour SAS, la compagnie aérienne scandinave s'envolera vers Copenhague, Oslo et Stockholm avec correspondance directe vers 62 villes du Danemark, de Norvège et de Suède.
 Pour tous renseignements consultez votre Agence de voyages ou
 réservation : **SAS 742.06.14**

Organisé par BUREAUX-PROVINCES et LES ÉCHOS
 Sous la présidence de Monsieur Jean LECANUET, Ministre d'État chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire

Forum L'Entreprise, l'Etat et la Décentralisation Tertiaire

La décentralisation des activités de bureau est vécue différemment par l'entreprise et par l'Etat. L'entreprise y voit souvent une contrainte mais aussi une manière d'accroître son potentiel économique et d'améliorer sa gestion. L'Etat, pour sa part, l'envisage comme un moyen d'équilibrer les activités sur l'ensemble du territoire.

Confronter les points de vue de chacun et examiner les solutions possibles, tel est le but de la journée organisée à l'intention des chefs d'entreprise le jeudi 18 Novembre de 9 h 00 à 18 h 00 au Palais des Congrès, à Paris.

En matinée, deux tables rondes : la décentralisation bancaire et financière, les télécommunications et la décentralisation tertiaire.

Un déjeuner-débat : la décentralisation tertiaire, choix imposé ou choix stratégique pour l'entreprise ? avec Messieurs Arighi de Casanova (CCI Paris), Chatenet (BUREAUX-PROVINCES), Essig (DATARI) et Hannart (CNPF).

L'après-midi, trois ateliers techniques : les procédures administratives et les aides de l'Etat, le marché national des bureaux, les rémunérations du personnel de bureau et le coût de la vie en province.

Pour recevoir le programme détaillé du Forum, prenez contact avec l'Association Bureaux-Provinces, 39, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris - Tél. 522.86.20 (poste 299).

La participation aux frais est de 200 F.

ASSOCIATION BUREAUX-PROVINCES
 39, rue de la Bienfaisance
 PARIS 18^e Tél. 076.80.92

LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

LIBAN : la livre enregistre une remontée spectaculaire

De notre correspondant
 Beyrouth. — La livre libanaise a supporté le choc de la guerre avec une robustesse remarquable. Après plus d'un an et demi de combats meurtriers, qui ont en partie détruit l'économie nationale, la devise n'est aujourd'hui que de l'ordre de 20 % par rapport au dollar, et de 10 % par rapport au franc. La livre libanaise s'est même appréciée de 5 % par rapport à la livre sterling.

Après avoir atteint des décaotes de l'ordre de 40/45 % en juin et juillet derniers, la monnaie libanaise s'est lentement relevée, pour se stabiliser à une décaote de 30/33 % entre août et octobre, avant de remonter vivement ces derniers jours. Ainsi, le dollar, coté autour de

2,30 livres à la veille de la guerre, c'est-à-dire au début d'avril 1976, a atteint 3,40 livres à son maximum. Il valait, mardi 26 octobre, 2,90 livres libanaises. Les paliers correspondants du franc français ont été de 0,52, 0,70 et 0,58 livre. Ceux du sterling de 4,93, 6,05 et 4,50 livres (cours moyen entre l'achat et la vente, les écarts étant considérables, surtout au cours des dernières quarante-huit heures).

La récente remontée spectaculaire de la livre libanaise est due à deux causes conjuguées. La première est économique : l'offre des devises étrangères, particulièrement de dollars, sans être plus forte que d'habitude, rencontre peu de contreparties : le flot des voyageurs fuyant le pays se ralentit ; ceux qui étaient en mesure d'emporter (ou de faire faire) des capitaux importants l'ont déjà fait ; enfin, le mouvement des importations est très réduit.

La seconde cause est politique : les accords de Riyad, entérinés par le « sommet » du Caire, ont laissé croire, à tort ou à raison, à la possibilité d'une solution de la crise et d'une aide massive — estimée à Beyrouth, entre 1 milliard et deux milliards de dollars — pour la reconstruction du Liban. Le marché a réagi à ces perspectives par anticipation.

Mais plus importantes que ces causes conjuguées, les raisons profondes qui ont permis à la livre libanaise de surmonter alors que le pays s'effondrait sont pour l'essentiel au nombre de deux. D'une part, l'arrivée de

fonds de l'étranger pour alimenter la guerre a compensé, partiellement au moins, les sorties de devises provoquées par les importations d'armes et par les fuites de capitaux.

D'autre part, la couverture en or et en devises de la livre libanaise excède toujours les 100 %. A la veille de la guerre, celle-ci était théoriquement de 80 %, mais elle dépassait en réalité 200 %, car l'or était comptabilisé dans le bilan de la Banque du Liban à l'ancien cours officiel de 42 dollars l'once. Pour une circulation fiduciaire qui était à l'époque de près de 1,5 milliard de livres, la valeur réelle de la couverture dépassait donc 3 milliards de livres.

Durant un an et demi de guerre civile, la Banque du Liban a dû émettre de la monnaie pour alimenter les besoins de l'Etat — un Etat qui continue de payer régulièrement ses fonctionnaires — et du secteur privé. La circulation fiduciaire a un peu plus que doublé, s'établissant aujourd'hui légèrement au-dessus de 3 milliards de livres. La couverture réelle devrait donc être de 100 %, ce qui est déjà considérable. Elle est en réalité supérieure, étant donné que sa portion en devises, constituée essentiellement de dollars, de marks et de francs suisses, s'est révaluée.

Où l'or de la Banque du Liban a-t-il été mis à l'abri pour ne pas être pillé durant les dix-huit mois d'anarchie ? « En lieu sûr », répond-on à la Banque du Liban, où l'on a le culte du secret. A l'étranger donc ? On a parlé de Zurich, de Londres, de Fort-Knox. Sans doute, si — il est réparti en plusieurs endroits.

LUCIEN GEORGE

BELGIQUE : le patronat demande une limitation des salaires

De notre correspondant

Bruxelles. — Un appel lancé par la F.E.B., M. Raymond Pulinckx, la Belgique n'est plus compétitive sur les marchés étrangers et les salaires ne peuvent plus augmenter davantage que ceux des pays voisins. Le porte-parole du patronat attire, une fois de plus, l'attention sur le danger que constitue, à son avis, le rattachement automatique des salaires à l'indice officiel des prix.

Au lieu d'un ajustement mensuel, M. Pulinckx propose de limiter les adaptations à une ou deux fois par an. Pour 1977, les salaires ne devraient pas, selon lui, augmenter de plus de 8 %.

Les trois syndicats ont aussitôt protesté. Ils veulent « l'application pure et simple de l'indice des prix » et ne tolèrent aucune limitation dans l'augmentation des salaires. Ils accusent le porte-parole du patronat de « rompre le dialogue » en « voulant imposer unilatéralement sa politique salariale ».

P. de V.

SUISSE : le déficit budgétaire augmente de 36 %

(De notre correspondant)

Berne. — En constante augmentation depuis quelques années, le déficit budgétaire de la Confédération helvétique est estimé à 1,9 milliard de francs suisses (11 pour 1977 contre 1,4 milliard en 1976 et 1,3 milliard en 1975. En un an, le déficit s'accroît de 36 %. Toutefois, présentant le budget le 26 octobre à Berne, M. Georges-André Chevallier, chef du département fédéral des finances, a parié de « dérapage contrôlé ».

Les dépenses s'élèvent à 161 milliards de francs suisses. La défense nationale constitue le poste le plus important (20 %), suivie par la prévoyance sociale (18,5 %), les communications (17,5 %), l'enseignement et la recherche (9,8 %) et l'agriculture (9,3 %). Les recettes, quant à elles, sont évaluées à 142 milliards de francs, soit 250 millions de moins que dans le budget précédent. Cette baisse est due aux moins-values de l'impôt sur le chiffre d'affaires et à une réduction évaluée à 1,3 milliard de francs des recettes douanières. Pour faire face à ses obligations en 1977, la Confédération envisage d'emprunter quelque 2,5 milliards de francs.

Le ministre suisse des finances a tenu à avertir ses compatriotes que « l'exercice de compression des dépenses ne peut être poussé plus loin sans une réduction substantielle des investissements et sans porter atteinte aux prestations sociales de la Confédération ». Pour assurer des recettes supplémentaires, les autorités helvétiques espèrent que le peuple et les cantons acceptent un projet d'introduction de la TVA qui sera soumis à référendum en juin 1977.

J.-C. B.

(1) 1 franc suisse = 2 F.

BOURSE DU BRILLANT
 communiqué
MARCHE DU BRILLANT
 Prix d'un brillant rond spécimen
 BLANC EXCEPTIONNEL
 1 CARAT
 28 octobre - 41.190 F. R.T.C.
 commission : 4,50 % +
M. GÉRARD, JOAILLIERS
 8, avenue Montaigne - Paris (8^e)
 Tél. 339-63-65

Une voiture quand vous en avez besoin
europcar
 645.21.25

**PARIS COLOMBO EN DC10
 DÉPART TOUS LES SAMEDIS.**

UTA
 Le spécialiste longues distances

UTA. LES LIGNES LES PLUS DIRECTES VERS LE SUD EST ASIATIQUE.

**PARIS FREETOWN
 UN 2^e VOL CHAQUE SEMAINE
 À PARTIR DU 20 NOVEMBRE.**

UTA
 Le spécialiste longues distances

UTA. 36 VOLS PAR SEMAINE SUR L'AFRIQUE.
 en association avec AIR AFRIQUE

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. LE SEJOUR EN FRANCE DU ROI JUAN CARLOS

Selon M. Lecat, les entretiens sont marqués par le désir d'aller au fond des choses.

3-4. EUROPE

4. AFRIQUE

Les deux coopérateurs français détenus par le Polisario ont été libérés.

5. AMERIQUES

ÉTATS-UNIS : la minorité « chicano » entre deux civilisations.

6. PROCHE-ORIENT

LIBAN : incertitude et inquiétude dans le camp de la droite.

6-7. ASIE

JAPON : le premier ministre, M. Miki, tire avantage des divergences entre ses adversaires.

8-11. POLITIQUE

POINT DE VUE : « Un projet de société », par René Lenoir.

12. JUSTICE

NICE : les policiers interrogent un suspect qui pourrait être l'un des responsables du cambriolage de la Société générale.

12. FAITS DIVERS

Après la mort d'une fillette violée près de Vesoul, les anciens harkis demandent à la communauté musulmane de collaborer avec la police.

13-14. RELIGION

« Autre foi ? autre loi ? » autre Église ? », par André Piettre.

14. EDUCATION

M. Haby, homme de télévision.

15. MEDICINE

Une greffe du pancréas réalisée à Lyon suivant une méthode nouvelle.

14. ARMÉE

Nominations militaires.

15. PRESSE

LE MONDE DES LIVRES Pages 17 à 24

LE FRUILLON de R. Poirat-Delpech : Quenou mon ami.

LITTÉRATURE ET CRITIQUE : La conversion d'Henry Bonnier : la fantaisie de Michel Bernard.

LA JUSTICE A LA QUESTION : Casanov et sa lignée.

LETTRES ÉTRANGÈRES : Pascal : Thomas Pynchon.

JEAN CAZENAVE ET LES « MASS MEDIA » : Un sociologue heureux.

16. SPORTS — CYCLISME : l'offensive contre le dopage.

25. JEUNESSE — La Solon de l'enfance.

26 à 28. SPECTACLES

33. EQUIPEMENT ET RÉGIONS — Les statistiques d'occidentaires.

34. SOCIÉTÉ

35 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MONNAIES ET CHANGES : le conseil des ministres a approuvé les nouveaux statuts du F.M.I.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25)

Annouces classées (30 à 32) : Aujourd'hui (25) ; Carnet (16) ; e Journal officiel (25) ; L'Officiel nationale, Loto (25) ; Météorologie (25) ; Mots croisés (25) ; Soudes (25).

un piano de qualité à un prix très étudié

HUPFELD

construction robuste large choix de modèles

Revendeur exclusif

hamm

LOCATION-VENTE

135/139 rue de Rennes

75006 PARIS Tél. 544.38-68

Exportateur Demusa Berlin R.D.A.

Le numéro du « Monde » daté 28 octobre 1976 a été tiré à 562 440 exemplaires.

A B C D E F G

L'ordre des médecins commence à appliquer son plan de réformes

Les modalités ne font pas l'unanimité

L'ordre des médecins a réuni, ce jeudi 28 octobre, une conférence de presse pour exposer les décisions prises, les 23 et 24 octobre, lors d'une assemblée générale qui a groupé à Paris les représentants des conseils régionaux et départementaux. Cette assemblée générale faisait suite aux travaux de réflexion menés par ses représentants depuis les assises exceptionnelles de décembre 1975 (« le Monde » du 9 décembre 1975) — et portant sur l'évolution des structures de l'ordre, sur l'exercice de la médecine, sur la morale médicale. A l'issue des assises exceptionnelles sept groupes de travail avaient été constitués et ont remis leurs propositions dans les délais prévus.

Après un examen juridique attentif, les réformes les plus importantes n'ont pu être prises immédiatement car elles supposent un vote du Parlement. D'autres réformes peuvent, en revanche, être appliquées d'urgence en l'état actuel des textes administratifs et législatifs. Ce sont celles-ci que la « base » des conseils départementaux a décidée dans une motion adoptée à l'unanimité (moins 7 abstentions) de mettre en application tout de suite.

Tout d'abord, une assemblée générale de l'ordre devra, désormais, se réunir au moins une fois par an à l'initiative du Conseil national de l'ordre et d'autres assemblées générales pourront être requises à la demande d'un groupe de conseils départementaux (plus de 20). Le vote à bulletin secret pourra être retenu lors de cette assemblée.

L'autre part, une commission paritaire permanente est créée, comprenant les présidents des sept groupes de travail des assises et un nombre égal de conseillers nationaux qui aura pour tâche d'étudier et de préparer les rapports mis à l'ordre du jour des assemblées générales dont la première devra nécessairement avoir lieu avant juillet 1977. On sait d'ores et déjà que lors de cette assemblée sera retenue l'étude des incidences démographiques concernant une « meilleure utilisation de la médecine dans une optique d'économie de la santé ».

L'assemblée n'aura pas voix délibérative mais consultative. Ce mouvement de réforme ne fait pas, cependant, l'unanimité. Pour les uns, la « fraction dure » de l'ordre, on aurait préféré attendre, pour appliquer, quelque réforme que ce soit, un éventuel remaniement législatif, pour beaucoup, mieux valait comme cela a été décidé, former par étapes et appliquer immédiatement et doucement ce qui était applicable. Pour un troisième groupe (sept départements, dont deux de la région parisienne), ces réformes sont insuffisantes. Pour ce groupe, les assises ont été détournées de leur sens et de leur but, et cette pseudo-évolution risque de renvoyer dans un avenir incertain les vraies réformes. Il souhaite notamment changer très rapidement les structures de

l'ordre, le système d'élection et les attributions du conseil national et de son président.

D'autre part, ce groupe demande que l'assemblée générale ait, comme celle d'été, demandé lors des assises, voix délibérative et non consultative. Il ajoute que certains s'abritent derrière des arguments juridiques pour masquer une opposition farouche à toute évolution. Ajoutons cependant qu'il ne s'agit que de craintes et non d'un désaveu : ces départements ne sont pas inconditionnels de l'ordre, mais ne souhaitent nullement sa disparition. D'ailleurs le renouvellement du tiers du bureau du conseil national, en juin 1977, pourrait, en fonction des résultats, modifier ces craintes d'un sens ou dans l'autre.

Pour ce qui concerne le code de déontologie, une réunion fixée au 14 novembre permettra de mettre la dernière main au projet de modification, qui sera rendu dès le lendemain à Mme Simone Veil. Dix articles sont encore soumis à discussion. Le mot « greffe » (en ce qui concerne son interdiction) devrait être supprimé et remplacé par une formulation moins précise relative à l'obligation d'assurer la permanence des soins. D'autre part, un article additionnel traitera du rôle du médecin à l'égard de l'homme privé de liberté.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

Dans le Val-de-Marne

UN JEUNE HOMME EST ARRÊTÉ APRÈS LE VIOL D'UNE FILLETTE

Un jeune homme âgé de dix-neuf ans, Didier Ducot, manutentionnaire, interpellé dans la soirée du mercredi 27 octobre à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) par des policiers, a avoué être l'auteur du viol d'une fillette âgée de sept ans. Le jeune homme, qui semble être un déséquilibré mental, a été défilé au parquet.

Pour occupation illicite de bâtiment public

LE MAIRE D'ARCEUIL EST RENVOYÉ DEVANT LE TRIBUNAL DE CHARTRES

La chambre d'accusation de Paris vient de rendre un arrêt renvoyant M. Marcel Trigon, maire communiste d'Arcueil (Val-de-Marne), devant le tribunal correctionnel de Chartres pour occupation illicite d'un bâtiment public.

M. Trigon et Dolezel se trouvaient à la tête d'une déléguée, composée d'une trentaine de personnes, qui pénétra le 17 mars 1975 dans le bureau de M. Michel Durieux, ministre du travail, et y demeura pour attendre le retour de celui-ci. Jusqu'à l'arrivée de la police.

Cette manifestation avait pour objet d'attirer l'attention du ministre sur les conditions de l'emploi dans la commune d'Arcueil. Le ministre était planté non seulement de l'occupation de son bureau, mais aussi de la disparition d'un dossier.

NOUVELLES BRÈVES

● M. John Brademas, représentant (démocrate) de l'Indiana, élu en 1974 en 1974 environ 4700 dollars de contributions électorales d'un homme d'affaires sud-coréen, M. Tongsun Park, a indiqué mardi 28 octobre que son collaborateur, M. Edwin Edwards, gouverneur de la Louisiane avait déjà reconnu lundi que sa femme avait reçu un salaire de 10 000 dollars de M. Tongsun Park. « Nous sommes des êtres humains et il n'y a pas de raison que je cesse de dire ou d'être un être humain parce que je suis devenu gouverneur », a affirmé M. Edwards.

Une chambre de mise en accusation fédérale enquête actuellement sur les contributions électorales illégales faites par des hommes d'affaires sud-coréens à des politiciens américains. — (A.F.P.)

● L'Association française d'unité et de solidarité avec les peuples d'Afrique (U.S.A.), Pierre-Timbaud, 75011 Paris) participera à la conférence qui se tiendra les 30 et 31 octobre à Addis-Abeba, à l'initiative de l'Organisation de solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie

(O.S.P.A.A.) et de l'African National Congress (ANC). Cette manifestation, précise-t-elle, « constitue la réponse de la communauté internationale aux tentatives de l'impérialisme de conserver le régime fasciste de l'apartheid et d'échouer le combat de celui qui se déroule en Namibie ou en Rhodésie ».

● Amnesty International a demandé aux autorités judiciaires d'Union soviétique d'enquêter sur le sort du secrétaire de l'organisation à Moscou, M. Albrecht, qui se plaint, dans une lettre, d'être harcelé par les services de sécurité et d'avoir reçu des menaces de mort. Amnesty International avait invité le président du groupe moscovite, M. Tourchine et le secrétaire, M. Albrecht, à assister à la réunion annuelle du Conseil international de l'organisation, à Strasbourg du 24 au 26 septembre. Selon Amnesty, M. Albrecht, mathématicien et physicien, n'a pas obtenu des autorités soviétiques l'autorisation de se rendre à Strasbourg et a été soumis, depuis cette date, à de multiples tracasseries policières. — (A.F.P.)

M. Soutou devient secrétaire général du Quai d'Orsay

M. Jean-Marie Soutou, ambassadeur de France, a été nommé secrétaire général du ministère des affaires étrangères, en remplacement de M. Geoffroy de Courcel.

Le nouveau rôle dévolu au secrétaire général dans le cadre de la réorganisation projetée du Quai d'Orsay a été évoqué par Maurice Delarue dans les numéros du « Monde » des 13 et 15 octobre.

« Un grand commis »

La nomination de M. Jean-Marie Soutou comme secrétaire général du Quai d'Orsay, avec mission de la réorganisation, couronne une réussite tout à fait exceptionnelle au « Département ». Non seulement M. Soutou est un homme décidé, qui a l'habitude de dire ce qu'il pense, et de le dire sans excès de précaution, mais il a dû interrompre ses études très jeunes, en raison de problèmes familiaux, ce qui constitue évidemment un handicap dans une carrière où se pressent énarques et héritiers de grands noms.

Né en 1912, devenu secrétaire de rédaction de la revue Esprit, marié à la fille d'un ambassadeur de la République espagnole, ce qui fait de lui le beau-frère de l'écrivain Jorge Semprun, M. Soutou est entré très tôt dans la Résistance. Militant de l'unité juéo-chrétienne, il est arrêté par les Allemands et interné à Fort-Montau, près de Lyon. Libéré sur l'intervention du cardinal Gerlier, recherché par la Gestapo à la suite de la découverte d'un dépôt de témoignage chrétien, il passe en Suisse où il devient successivement délégué des Mouvements unis de la Résistance, puis délégué du Commissariat à l'information du gouvernement provisoire. Rattaché à l'ambassade de France, il entre à ce moment dans la carrière diplomatique. Premier secrétaire à Belgrade, il y est remarqué par l'ambassadeur de France, M. Philippe Baudet, qui l'appelle à ses côtés lorsque M. Mendès France lui confie, en 1954, la direction de son cabinet.

M. Jean-Marie Soutou, devenu alors, pour quelques mois, la cheville ouvrière de la diplomatie française, participait à toutes les grandes négociations sur l'Indochine, l'Europe, les rapports Est-Ouest, les rapports franco-américains, quand il ne les conduisait pas lui-même.

M. Soutou est ensuite successivement sous-directeur d'Europe orientale, ministre conseiller à Moscou, consul général à Milan, directeur d'Europe, puis directeur d'Afrique-Levant au Quai d'Orsay. De 1966 à 1971, il occupe le poste d'inspecteur général des postes diplomatiques avant d'être nommé ambassadeur à Alger. Il s'acquiesce de cette mission difficile avec un tact qui lui vaut le respect général. En avril 1975, il représente la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles.

Grand lecteur, causeur brillant, à la mémoire inépuisable, curieux de tout, M. Soutou est d'abord un intellectuel, mais un intellectuel qui ne se sépare pas l'intelligence de l'action. « Un grand commis », a-t-il dit, « est un homme qui a suivi la vie de l'État, dans la vieillesse d'un homme qui n'aime pas s'en laisser conter. De sa collaboration avec M. Mey-dès France, il a gardé le goût de la décision, de la netteté. C'est un réaliste, mais un réaliste chez qui les valeurs et les attitudes morales comptent pour beaucoup. — A. F.

LE TCHAD FERME SA FRONTIÈRE AVEC LA LIBYE

La frontière entre le Tchad et la Libye a été fermée le 19 octobre dernier par les autorités tchadiennes, a-t-on appris mercredi 27 octobre à Paris de source diplomatique. Le général Malloum, chef de l'État tchadien et président du Conseil supérieur militaire, aurait pris cette décision en raison de l'attitude équivoque du gouvernement libyen à l'égard des rebelles tchadiens membres du FROLINAT (Front de libération nationale du Tchad), qui opèrent dans le nord du Tchad.

C'est à la suite de la fermeture de la frontière tchado-libyenne, selon ces sources, que le colonel Kadhafi a fait une escale technique à N'Djamena, mercredi dernier, alors qu'il repartait Tripoli à l'issue d'un séjour en République Centrafricaine, afin de s'entretenir de ce problème avec le général Malloum.

Le différend frontalier tchado-libyen (la Libye occupe une partie du territoire tchadien dans le Nord, dite « bande d'Aouzou ») a été évoqué à cette occasion. Le général Malloum aurait signalé au colonel Kadhafi que le retrait libyen de la « bande d'Aouzou » constituait une condition préalable à toute discussion relative à la coopération entre les deux pays.

L'ARCADE CHAUMET

12 place Vendôme Paris 1^{er}

Fabuleuses TSUBA

(gardes de sabre japonaises)

Exposition de la Collection du Docteur Walter A. Compton du 27 octobre au 20 novembre 1976 de 10 h à 18 h sauf dimanches et fêtes

NICOLL
"le français" way of life.

Ce veston sport Harris Tweed, spécialité incontestée de NICOLL, illustre parfaitement le français en matière d'élégance vestimentaire. Droit, poches plaquées il existe en plusieurs coloris de chevron, pied de poule, carreaux, unis ou Prince de Galles. Vous le complétez d'un pantalon flanelle pure laine.

600 F et 300 F

NICOLL
29 RUE TRONCHET/PARIS 8^e

Old England
a choisi pour vous...

Au masculin
« Young Man's Shop »

Trench coat sable, 100% coton.....	950 F
Costume flanelle, 100% laine.....	1200 F
Veste 3/4 ou manteau peau lannée, marron ou beige, à partir de.....	1750 F
Chemise fantaisie Turnbull & Asser.....	180 F

Old England
12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30/12 h 30 - 14 h/18 h 30

BMW:POZZI
CONCESSIONNAIRE OFFICIEL
10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris

les nouvelles 6 cylindres 754.91.64
754.91.65
755.62.29

IMPORTANTES ATELIERS SPECIALISES

150